Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/7
7 décembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTES FONDAMENTALES OU QU'ELLE SE PRODUISE
DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Rapport présenté par M. Bacre Waly Ndiaye, rapporteur spécial, conformément
à la résolution 1993/71 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 4	5
<u>Chapitres</u>		
I. Le Mandat	5 - 12	6
A. Textes de référence	6 - 8	6
B. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	9 - 12	8
II. Méthodes de travail	13 - 67	11
A. Allégations communiquées au Rapporteur spécial	17 - 21	11
B. Allégations transmises par le Rapporteur spécial aux gouvernements intéressés .	22 - 29	13

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
II.	C. Réponses émanant des gouvernements . . .	30 - 31	16
(suite)	D. Suite donnée	32 - 63	16
	E. Visites	64 - 65	24
	F. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies . . .	66 - 67	25
III.	Activités	68 - 100	26
	A. Consultations	69 - 70	26
	B. Communications	71 - 86	26
	C. Visites	87 - 91	29
	D. Coopération avec d'autres services des Nations Unies	92 - 97	30
	E. Autres activités visant à mieux faire connaître le mandat du Rapporteur spécial	98 - 100	31
IV.	Situations	101 - 664	32
	A. Généralités	101 - 104	32
	B. Situation dans les pays mis en cause .	105 - 664	33
	Algérie	105 - 114	33
	Angola	115 - 120	35
	Argentine	121 - 123	36
	Azerbaïdjan	124 - 132	37
	Bangladesh	133 - 146	38
	Brésil	147 - 165	42
	Burundi	166 - 173	47
	Cambodge	174 - 179	49
	Cameroun	180 - 186	50
	République Centrafricaine	178 - 189	51
	Tchad	190 - 204	51
	Chili	205 - 208	55
	Chine	209 - 219	56
	Colombie	220 - 238	58

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
IV.	Comores	239 - 242	63
(suite)	Cuba	243 - 244	64
	Djibouti	245 - 248	64
	Equateur	249 - 254	65
	Egypte	255 - 271	66
	El Salvador	272 - 285	70
	Guinée équatoriale	286 - 294	73
	Ethiopie	295 - 298	74
	Guatemala	299 - 313	75
	Haïti	314 - 324	80
	Honduras	325 - 326	82
	Inde	327 - 342	82
	Indonésie	343 - 356	86
	Iran (République islamique d')	357 - 368	90
	Iraq	369 - 379	92
	Israël	380 - 390	95
	Jamaïque	391 - 393	97
	Kenya	394 - 399	98
	Koweït	400 - 404	99
	Kirghizistan	405 - 406	100
	Liban	407 - 408	101
	Lesotho	409 - 410	101
	Libéria	411 - 415	101
	Malawi	416 - 424	102
	Malaisie	425 - 428	104
	Mauritanie	429 - 435	105
	Mexique	436 - 442	106
	Maroc	443 - 446	108
	Myanmar	447 - 455	109
	Népal	456 - 460	111
	Nicaragua	461 - 462	112
	Nigéria	463 - 470	112
	Pakistan	471 - 475	114
	Panama	476 - 477	115
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	478 - 482	116
	Paraguay	483 - 486	116
	Pérou	487 - 500	117
	Philippines	501 - 511	121
	Rwanda	512 - 517	124
	Arabie saoudite	518 - 522	126
	Sierra Leone	523 - 529	127
	Somalie	530 - 534	128
	Afrique du Sud	535 - 546	130
	Sri Lanka	547 - 556	133
	Soudan	557 - 566	134
	Suède	567 - 570	137
	République arabe syrienne	571 - 573	138

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
IV.	Tadjikistan	574 - 581	138
(suite)	Ex-République yougoslave de Macédoine .	582 - 583	140
	Togo	584 - 593	140
	Turquie	594 - 612	142
	Turkménistan	613 - 614	149
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	615 - 618	149
	Etats-Unis d'Amérique	619 - 634	150
	Ouzbékistan	635 - 637	153
	Venezuela	638 - 646	153
	Yémen	647 - 649	156
	Yougoslavie	650 - 652	157
	Zaire	653 - 662	157
	Zimbabwe	663 - 664	160
V.	Questions ayant trait au droit à la vie sur le territoire de l'ex-Yougoslavie . . .	665 - 670	161
VI.	Conclusions et recommandations	671 - 730	163
	A. Peine capitale	673 - 687	163
	B. Impunité	688 - 699	167
	C. Allégations parvenues au Rapporteur spécial et interventions consécutives .	700 - 711	171
	D. Questions auxquelles le Rapporteur spécial attache un intérêt particulier	712 - 723	175
	E. Aspects d'ordre procédural	724 - 728	179
	F. Prévention	729 - 730	180

Introduction

1. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 1993/71 de la Commission des droits de l'homme, en date du 10 mars 1993, intitulée "Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires".
2. C'est le deuxième rapport présenté à la Commission des droits de l'homme par M. Bacre Waly Ndiaye en qualité de Rapporteur spécial et, au total, le onzième depuis que le Conseil économique et social a défini, dans sa résolution 1982/35 en date du 7 mai 1982, le mandat du Rapporteur spécial.
3. Au chapitre I du présent rapport, le Rapporteur spécial se réfère aux différentes résolutions à la base du mandat dont il devait s'acquitter, conformément à la résolution susmentionnée, et à l'attention particulière que la Commission des droits de l'homme, dans d'autres résolutions, l'a prié de porter à un certains nombres de questions relatives aux violations du droit à la vie. On trouve également dans ce chapitre un aperçu du cadre juridique dans lequel s'inscrit ce mandat. Le chapitre II contient des observations sur les méthodes de travail que le Rapporteur spécial a appliquées en 1993 et, plus précisément, sur l'évolution de ces méthodes depuis qu'il a pris ses fonctions en 1992. Au chapitre III, le Rapporteur spécial indique les activités entreprises depuis l'achèvement du rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session. Le chapitre IV expose la situation dans les pays où il est intervenu dans l'exercice de ses fonctions : on y trouvera une analyse générale des allégations de violations du droit à la vie dont il a été informé ainsi qu'un résumé de sa correspondance avec les gouvernements au sujet de celles qui lui ont été communiquées depuis 1992. Le Rapporteur spécial formule aussi, le cas échéant, des observations sur des questions qui présentent un intérêt particulier au regard de son mandat. Le chapitre V est consacré aux violations du droit à la vie dans l'ancienne Yougoslavie. Enfin au chapitre VI, le Rapporteur spécial fait connaître ses conclusions et termine par des recommandations visant à garantir plus efficacement à l'avenir le respect des normes et instruments internationaux ayant un rapport avec son mandat.
4. On trouvera dans deux additifs au présent rapport (E/CN.4/1993/7/Add.1 et Add.2) l'exposé des constatations et des inquiétudes dont fait état le Rapporteur spécial, à la suite de visites sur le terrain en 1993, en ce qui concerne la situation au Rwanda et au Pérou pour ce qui est du droit à la vie. Ces rapports de mission contiennent aussi des observations, des conclusions et des recommandations.

I. LE MANDAT

5. Dans le présent chapitre, le Rapporteur spécial rappellera d'abord les textes de référence concernant l'exécution de son mandat, énoncés dans un certain nombre de résolutions de la Commission des droits de l'homme. Ces résolutions précisent le cadre dans lequel doivent être examinées les questions dont il est chargé et surtout certains domaines spécialement préoccupants, ainsi que les procédures à suivre pour ce faire.

A. Textes de référence

6. Dans sa résolution 1993/71, la Commission des droits de l'homme priait le Rapporteur spécial "de continuer à examiner les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires" (par. 5). Dans la même résolution, elle le priait aussi "d'accorder une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'enfants et aux allégations concernant les violations du droit à la vie dans le cadre de la violence exercée à l'encontre des participants à des manifestations et autres démonstrations publiques pacifiques" (par. 6) et "de continuer à surveiller l'application des normes internationales en vigueur sur les garanties et restrictions concernant l'imposition de la peine capitale" (par. 9).

7. En outre, dans plusieurs autres résolutions de la Commission des droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux étaient priés d'accorder une attention particulière à un certain nombre de questions relevant de leur mandat; en particulier :

a) Dans la résolution 1993/39, intitulée "Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en détention", il est demandé au Rapporteur spécial d'examiner les cas de violations du droit à la vie des fonctionnaires des organismes des Nations Unies et des membres de leur famille, des experts, des rapporteurs spéciaux et des consultants et de communiquer les passages pertinents de son rapport au Secrétaire général afin qu'ils figurent dans le rapport que ce dernier présentera à la Commission des droits de l'homme;

b) Dans la résolution 1993/40, intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants", le Rapporteur spécial est invité "à prêter une attention particulière aux questions relatives à une protection efficace des droits de l'homme dans l'administration de la justice (...) et à formuler, le cas échéant, des recommandations précises à cet égard";

c) Dans sa résolution 1993/45, intitulée "Droit à la liberté d'opinion et d'expression", la Commission invite les rapporteurs spéciaux à se pencher, dans le cadre de leur mandat, sur la situation des personnes détenues, soumises à la violence, maltraitées ou victimes de discrimination pour avoir exercé le droit à la liberté d'opinion et d'expression;

d) Dans sa résolution 1993/46, intitulée "Intégration des droits des femmes dans les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies s'occupant

des droits de l'homme", elle demande à tous les rapporteurs spéciaux, "dans l'exercice de leur mandat, de faire état régulièrement et systématiquement dans leurs rapports des renseignements disponibles sur les violations des droits de la personne humaine dont sont victimes les femmes";

e) Dans sa résolution 1993/47, intitulée "Les droits de l'homme et les procédures thématiques", elle prie notamment les rapporteurs spéciaux chargés de questions thématiques "d'inclure dans leur rapport des données ventilées par sexe ainsi que des observations sur les problèmes de non-réponse aux lettres et sur les résultats des analyses, le cas échéant, afin de s'acquitter avec plus d'efficacité encore de leur mandat";

f) Dans sa résolution 1993/48, intitulée "Conséquences pour la jouissance des droits de l'homme des actes de violence perpétrés par des groupes armés qui sèment la terreur au sein de la population et par des trafiquants de drogue", elle prie tous les rapporteurs spéciaux de continuer de porter une attention particulière aux conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de tels actes de violence perpétrés par des groupes armés, de quelque origine qu'ils soient, qui sèment la terreur au sein de la population et par des trafiquants de drogue;

g) Dans la résolution 1993/54, intitulée "Forces de défense civile", le Rapporteur spécial est invité à continuer de tenir dûment compte de la question des forces de défense civile considérées sous l'angle de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

h) Dans la résolution 1993/64, intitulée "Coopération avec les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme", le Rapporteur spécial est prié de continuer à prendre d'urgence des mesures pour aider à empêcher les actes d'intimidation ou de représailles contre ceux qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies visant à assurer le respect des droits de l'homme et contre les parents de victimes de violations des droits de l'homme, et de continuer à faire état dans son rapport à la Commission des droits de l'homme des allégations concernant des actes d'intimidation ou de représailles ou des actes visant à entraver le recours aux procédures mises en place par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ainsi que de rendre compte des mesures prises par lui à cet égard;

i) Dans sa résolution 1993/70, intitulée "Droits de l'homme et exodes massifs", la Commission recommande aux rapporteurs spéciaux "d'accorder leur attention aux problèmes qui causent des exodes massifs de populations et, le cas échéant, de lui faire rapport en formulant des recommandations appropriées";

j) Dans la résolution 1993/81, intitulée "Le sort tragique des enfants des rues", il est demandé au Rapporteur spécial d'accorder une attention particulière au sort tragique des enfants des rues.

8. Lorsqu'il a examiné et analysé les informations portées à son attention, le Rapporteur spécial a tenu compte des demandes formulées par la Commission des droits de l'homme. Les questions considérées sont traitées au chapitre IV,

du présent rapport, où est décrite la situation dans un certain nombre de pays, ainsi que dans les conclusions et recommandations présentées au chapitre V.

B. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

9. Les situations donnant lieu à des "exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires" que le Rapporteur spécial est chargé d'examiner sont diverses. La compétence du Rapporteur spécial s'étend à tous les actes et omissions de représentants d'Etats qui portent atteinte au droit généralement reconnu à la vie, énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3) et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 6, 2, 4 2) et 26 et, spécialement en ce qui concerne la peine de mort, art. 14 et 15) ainsi que dans un certain nombre d'autres traités, résolutions, conventions et déclarations adoptés par les organismes compétents des Nations Unies.

10. Les principaux de ces instruments sont les suivants :

a) Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions (résolution 1989/65 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1989);

b) Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort (résolution 1984/50 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1984) et application de ces garanties (résolution 1989/64 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1989);

c) Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1975);

d) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 39/46 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1984);

e) Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (résolutions 663 C (XXIV) et 2706 (LXII) du Conseil économique et social en date du 31 juillet 1957 et du 13 mai 1977);

f) Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus (résolution 45/111 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1990);

g) Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (résolution 43/173 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1988);

h) Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) (résolution 40/33 de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1985);

- i) Convention relative aux droits de l'enfant (résolution 44/25 de l'Assemblée générale en date du 20 novembre 1989);
 - j) Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 27 août - 7 septembre 1990);
 - k) Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (résolution 34/169 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1979);
 - l) Conventions de Genève du 12 août 1949 et protocoles additionnels à ces conventions de 1977;
 - m) Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé (résolution 3318 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1974);
 - n) Convention relative au statut des réfugiés (résolution 429 (V) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1950);
 - o) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (résolution 260 A (III) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1948);
 - p) Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir (résolution 40/34 de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1985).
11. L'examen des dispositions de ces instruments internationaux relatifs à la protection du droit à la vie permet de regrouper les situations visées en plusieurs catégories :
- a) Violations du droit à la vie liées à l'application de la peine capitale;
 - b) Décès en détention;
 - c) Décès consécutifs à l'emploi de la force par des responsables de l'application des lois;
 - d) Violations du droit à la vie pendant les conflits armés;
 - e) Expulsion de personnes à destination d'un pays où leur vie est en danger;
 - f) Génocide;
 - g) Non-respect de l'obligation d'enquêter sur les violations du droit à la vie;

h) Non-respect de l'obligation d'indemniser les victimes de violations du droit à la vie.

12. On trouvera au chapitre II du rapport (E/CN.4/1993/46, par. 42 à 68) présenté par le Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-neuvième session, une analyse détaillée de ces catégories ainsi qu'un résumé des dispositions figurant dans les instruments internationaux s'y rapportant précisément.

II. METHODES DE TRAVAIL

13. Dans la résolution 1993/71, la Commission des droits de l'homme priait le Rapporteur spécial "de répondre efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire est imminente ou risque d'avoir lieu ou lorsqu'une telle exécution a eu lieu" (par. 10). Dans la même résolution, elle demandait au Rapporteur spécial "de renforcer son dialogue avec les gouvernements en assurant le suivi des communications adressées à ces derniers pour leur transmettre des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ... ainsi que le suivi des recommandations formulées dans ses rapports sur des visites sur place dans certains pays" (par. 16).

14. La résolution 1993/47 de la Commission contient un certain nombre de dispositions concernant les visites et les visites de suivi des rapporteurs spéciaux chargés de questions thématiques, le suivi des recommandations formulées par ces derniers et les progrès réalisés par les gouvernements dans les domaines relevant de leurs mandats respectifs, la coopération avec les organisations non gouvernementales dans le cadre des procédures thématiques et la coopération des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail chargés de questions thématiques avec les organes créés en vertu d'instruments internationaux compétents et les rapporteurs pour les pays.

15. Sur la base de ces dispositions, le Rapporteur spécial a continué de communiquer aux gouvernements concernés des allégations de violations du droit à la vie sous la forme de demandes d'intervention d'urgence et de lettres. Le suivi de ces communications a été renforcé. En outre, le Rapporteur spécial s'est rendu au Rwanda et au Pérou et a accru sa coopération avec les organisations non gouvernementales et les autres mécanismes des Nations Unies visant à assurer le respect des droits de l'homme.

16. Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-neuvième session, le Rapporteur spécial a analysé en détail les procédures établies et mises au point au cours des dix premières années couvertes par le mandat considéré. Il a aussi exposé en détail les difficultés auxquelles lui-même s'est heurté en ce qui concerne les procédures au cours de ses six premiers mois d'activité (E/CN.4/1993/46, par. 11 à 41 et 689 à 705). En 1993, il a poursuivi sa tâche s'efforçant de l'accomplir plus efficacement en précisant les critères qui permettent d'évaluer les communications contenant des allégations et les réponses des gouvernements à ces communications. Un certain nombre de problèmes ont surgi du fait de l'intensification des activités de suivi. On trouvera dans le présent chapitre un exposé et un examen des méthodes de travail du Rapporteur spécial.

A. Allégations communiquées au Rapporteur spécial

17. Le Rapporteur spécial continue de s'acquitter de ses fonctions essentiellement en s'appuyant sur les renseignements portés à sa connaissance par les organisations non gouvernementales, les gouvernements, les particuliers et certaines organisations intergouvernementales. Il s'agit d'allégations précises d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ou de menaces de mort ou d'informations générales sur des questions ayant trait au droit à la vie. En 1993, le Rapporteur spécial a reçu un grand nombre

d'allégations d'ordre général, concernant en particulier la législation ou la pratique en matière de peine capitale ou encore le problème de l'impunité et le rapport entre l'impunité et la perpétuation des violations du droit à la vie dans certains pays.

Crédibilité des sources

18. Beaucoup d'organisations non gouvernementales et de particuliers dont émanent les allégations, qui sont bien connus du Rapporteur spécial et des autres mécanismes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, peuvent être considérés comme des sources d'information dignes de foi, mais il arrive que des communications parviennent d'organisations non gouvernementales moins connues ou de sources entièrement nouvelles.

19. Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-neuvième session, le Rapporteur spécial indique les principaux critères utilisés pour évaluer ces allégations, à savoir le degré de précision des données concernant la victime et les circonstances exactes dans lesquelles les faits se seraient produits (voir E/CN.4/1993/46, par. 16 et 17). Lorsque des doutes subsistent, le Rapporteur spécial s'efforce de faire confirmer les faits par des sources dont la crédibilité est indiscutable.

20. Pour évaluer la crédibilité des sources, on tiendra d'autant plus compte des informations fournies par les gouvernements dans leurs réponses que ces sources auront été informées de leur contenu et invitées à faire des observations ou à donner des précisions et des renseignements complémentaires dans le cadre de la procédure de suivi inaugurée récemment (voir ci-dessous par. 32 à 63). Comme on l'indiquait déjà dans le rapport du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/46, par. 18), des informations d'origine gouvernementale qui ne font que préciser les faits signalés par une organisation non gouvernementale ou jettent sur eux un jour nouveau ne nuisent évidemment pas à la crédibilité de la source, non plus que des accusations de caractère général concernant les motifs de son action ou sa fiabilité. Il est normal que le gouvernement soit mieux renseigné qu'une organisation non gouvernementale sur les aspects factuels d'incidents ayant entraîné des pertes en vies humaines et il est également normal qu'il en évalue différemment l'importance. En revanche, il n'en va pas de même quand des gouvernements déclarent dans leurs réponses que les allégations transmises au Rapporteur spécial sont dénuées de tout fondement ou déforment sérieusement les faits. C'est alors sur la base de la suite donnée par la source à la communication par laquelle le Rapporteur spécial lui demande de formuler des observations sur le contenu de la réponse du gouvernement ou de donner des renseignements plus détaillés pour élucider ses allégations que sera évaluée sa fiabilité.

Renseignements indispensables pour donner suite aux allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

21. S'il n'y a pas de procédure établie pour la présentation des allégations, certaines conditions doivent être remplies pour que le Rapporteur spécial puisse, sans retard, signaler à l'attention des gouvernements les cas les concernant. On indique ci-après les divers types de renseignement requis, indications qui peuvent faciliter la tâche aux personnes désireuses

de soumettre au Rapporteur spécial des allégations de violations du droit à la vie :

a) Renseignements concernant la victime : nom de famille; âge; sexe; lieu de résidence ou d'origine; profession ou activité, si celle-ci a un rapport avec la prétendue exécution ou menace d'exécution extrajudiciaire; tout autre renseignement pertinent susceptible d'aider à identifier une personne (par exemple, le matricule d'un prisonnier ou numéro de son passeport ou de sa carte d'identité);

b) Renseignements concernant les faits allégués : date; lieu; description des circonstances dans lesquelles les faits se seraient produits en cas d'allégations de violation du droit à la vie en rapport avec la peine capitale, précisions sur les insuffisances constatées concernant la garantie du droit de faire entendre sa cause équitablement, les dispositions législatives pertinentes, l'énoncé de la sentence et les recours présentés;

c) Renseignements concernant les auteurs présumés du crime, y compris un exposé des raisons pour lesquelles ils sont soupçonnés : leur nom s'il est connu; s'il s'agit d'agents de la sécurité, leur grade, leurs fonctions, l'unité ou le service auquel ils appartiennent, etc.; s'ils sont membres de groupes de défense civile, de forces paramilitaires ou autres, les relations entre ces groupes ou forces et l'Etat (par exemple, coopération avec les services de sécurité de l'Etat, notamment rapports hiérarchiques; connivence ou tolérance de l'Etat eu égard à leurs activités, etc.);

d) Renseignements concernant les mesures prises par les victimes ou leur famille en particulier les dépôts de plainte (par qui et devant quel organe la plainte a-t-elle été déposée); s'il n'a pas été porté plainte, pour quelle raison;

e) Renseignements concernant les mesures prises par les autorités pour enquêter sur la violation alléguée du droit à la vie ou celles adoptées pour protéger les personnes menacées ainsi que pour empêcher des actes analogues à l'avenir, en particulier : s'il a été porté plainte, action entreprise par l'organe compétent qui a été saisi; progrès et état d'avancement de l'enquête au moment où l'allégation a été transmise; si les résultats de l'enquête ne sont pas jugés satisfaisants, motifs d'insatisfaction;

f) Renseignements concernant la source des allégations : nom et adresse complète de l'organisation ou du particulier en vue de faciliter l'obtention de précisions sur les points obscurs et les mesures de suivi.

B. Allégations transmises par le Rapporteur spécial
aux gouvernements intéressés

22. Quand il n'y a pas de raisons sérieuses de penser que les renseignements fournis par la source ne sont pas crédibles, le Rapporteur spécial les communique au gouvernement intéressé sous la forme d'une demande d'intervention d'urgence ou d'une lettre aux autorités.

Demandes d'intervention d'urgence

23. Comme les années précédentes, des communications ont été transmises aux fins d'une intervention d'urgence en cas de menaces de mort, d'exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires imminentes ou de violations particulièrement graves du droit à la vie, en particulier de recours abusif à la force. Le Rapporteur spécial a aussi envoyé des demandes d'intervention d'urgence après avoir été informé de l'expulsion imminente de personnes à destination d'un pays où elles courraient le risque d'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire.

24. Le Rapporteur spécial a fait appel aux gouvernements concernés pour qu'ils protègent effectivement ceux qui étaient menacés ou courraient le risque d'être exécutés. Il a aussi insisté auprès des autorités compétentes pour qu'elles procèdent à des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales et adoptent toutes les mesures nécessaires en vue de prévenir de nouvelles violations du droit à la vie. Il a demandé à être tenu informé de toutes les actions entreprises à cet égard.

25. Comme en 1992, où les demandes d'intervention d'urgence portaient également sur des allégations d'exécution imminente de la peine capitale, des cas graves d'abus de la force par des agents de la sécurité, en particulier à l'égard de participants à des manifestations ou des craintes pour la vie et l'intégrité physique de personnes soumises à la torture ou à toute autre forme de traitement cruel ou inhumain, le Rapporteur spécial a rappelé aux gouvernements concernés les dispositions des instruments internationaux ayant trait à la protection et à la garantie du droit à la vie qui limitent le recours à la peine capitale et l'usage de la force et des armes à feu, interdisent la torture et imposent des conditions minimales de détention.

26. Les demandes d'intervention d'urgence visent à prévenir la perte irréparable de la vie. Le Rapporteur spécial transmet donc les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires imminentes que des recours aient ou non été exercés. Entrent dans cette catégorie les allégations relatives à l'exécution imminente d'une sentence de mort qui serait contraire aux restrictions imposées en matière de peine capitale dans les instruments internationaux pertinents mais aussi les allégations de menaces de mort ou la crainte d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires imminentes, lorsque le Rapporteur spécial ne juge pas approprié d'attendre, pour faire part de son inquiétude aux autorités, qu'une action, pénale ou civile ait été intentée par les personnes menacées.

Autres allégations

27. Les gouvernements concernés ont été informés des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de caractère moins urgent et des questions ayant trait au droit à la vie en général par des lettres contenant un résumé de chacun des cas et leur demandant de fournir au Rapporteur spécial des renseignements sur les progrès et les résultats des enquêtes auxquels ils avaient donné lieu et sur les mesures particulières adoptées pour prévenir de nouvelles violations du droit à la vie ainsi que toute autre observation ou commentaire pertinent.

28. Le Rapporteur spécial a mis au point un formulaire de réponse aux allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui est joint depuis le 29 juillet 1993 à toutes les lettres transmettant de telles allégations. Cette initiative vise à aider les gouvernements à répondre à ses communications en leur indiquant avec précision le genre de renseignements nécessaires pour évaluer la situation. Les gouvernements concernés ont ainsi été priés de répondre aux questions suivantes dans la mesure où elles s'appliquaient aux affaires évoquées.

"1. Les faits tels que relatés dans le résumé du cas sont-ils exacts ? Si tel n'est pas le cas, quelles enquêtes ont été menées pour conclure à leur réfutation ?

2. Quelle est la cause de la mort telle qu'elle ressort du certificat de décès ?

3. A-t-on procédé à une autopsie ? Si tel est le cas, quelle est l'identité de la personne ou du service qui y a procédé ? Quels sont les résultats de l'autopsie ? (Prière de joindre une copie complète du rapport d'autopsie.)

4. Quelle est l'autorité chargée d'enquêter sur ces allégations ? Quelle est l'autorité chargée de poursuivre les responsables ?

5. Y a-t-il eu une plainte, formelle ou informelle, faite au nom de la victime ?

6. Si oui, qui a porté plainte ? Et quelle est sa relation avec la victime ?

7. Devant quelle autorité la plainte a-t-elle été portée ?

8. Quelles suites ont été données à la plainte et par qui ?

9. Une enquête, action juridique ou autre procédure est-elle en cours ? Si oui, à quel stade en est-elle ? Quelle est la procédure à suivre jusqu'à sa conclusion et dans quel délai ? Au cas où l'enquête ou la procédure est terminée, prière de fournir des renseignements précis sur les conclusions auxquelles elle a abouti. (Prière de joindre les documents pertinents). S'agit-il de conclusions provisoires ou définitives ?

10. L'auteur présumé de l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire a-t-il été identifié ? A quelle unité, service ou organisation appartient-il ?

11. Des sanctions pénales ou disciplinaires ont-elles été imposées ? Si tel est le cas, quelle procédure a été suivie pour déterminer la responsabilité pénale ou disciplinaire de l'auteur avant de lui imposer la sanction. Au cas où aucune sanction n'aurait été prise, quelle en est la justification ?

12. Au cas où aucune enquête n'aurait été ouverte, ou si l'enquête n'avait pas abouti, quelles en sont les raisons ?

13. La famille de la victime a-t-elle été indemnisée ? Si oui, sous quelle forme et jusqu'à concurrence de quel montant ? S'il n'y a pas eu d'indemnisation, précisez pourquoi ?

14. Quels autres renseignements ou observations supplémentaires concernant le présent cas jugez-vous utile de communiquer ?"

29. Les allégations concernant le droit à la vie en général, s'agissant par exemple, d'informations faisant état d'une impunité persistante et d'une législation qui irait à l'encontre des restrictions imposées à l'application de la peine capitale par les instruments internationaux pertinents, ont été communiquées aux gouvernements concernés auxquels il a été demandé en outre des renseignements précis, des textes législatifs ou d'autres documents.

C. Réponses émanant des gouvernements

30. Dans sa résolution 1993/47, la Commission des droits de l'homme encourage les gouvernements "à répondre promptement aux demandes d'information qui leur sont adressées dans le cadre des procédures établies, de manière que les rapporteurs spéciaux chargés de questions thématiques concernés (...) puissent s'acquitter effectivement de leur mandat". Dans sa résolution 1993/71, elle prie instamment "tous les gouvernements, en particulier ceux qui n'ont jamais répondu aux communications que leur transmet le Rapporteur spécial, ainsi que tous les autres intéressés, d'apporter leur concours et leur assistance au Rapporteur spécial afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat".

31. Les informations fournies par les gouvernements concernés en réponse aux allégations qui ont été portées à leur connaissance aident assurément beaucoup le Rapporteur spécial à se faire une idée de la situation dans un pays donné. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de réponses à ses demandes d'intervention d'urgence et à ses lettres transmettant des allégations de violations du droit à la vie. Les réponses des gouvernements, comme les communications par lesquelles ces allégations ont été signalées à son attention, doivent être évaluées; la question qui se pose étant de savoir quand une allégation d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire peut être considérée comme "élucidée", question spécialement importante dans la mesure où la Commission des droits de l'homme a demandé au Rapporteur de renforcer les mesures de suivi relatives aux allégations communiquées.

D. Suite donnée

32. Comme on l'a mentionné plus haut, la Commission des droits de l'homme demande au Rapporteur spécial d'assurer le suivi des communications faisant état d'allégations d'exécutions extrajudiciaires. En réponse à cette demande, qui a été formulée pour la première fois en 1992, à la fin de la même année, le Rapporteur spécial a envoyé à un certain nombre de gouvernements une

première série de lettres visant à obtenir des renseignements à jour sur les cas portés à la connaissance de son prédécesseur, M. S. Amos Wako, en 1991 (voir E/CN.4/1993/46, par. 81 à 85) */.

33. Jusqu'à présent, il était rendu compte des allégations transmises aux gouvernements et des réponses émanant de ces derniers dans le rapport du Rapporteur spécial relatif à l'année où ces allégations avaient été communiquées. Le plus souvent, les réponses reçues des gouvernements étaient reproduites intégralement ou partiellement sans commentaire ni analyse. Les cas ainsi exposés, pour la plupart, n'étaient plus jamais évoqués dans les rapports ultérieurs. Seul le rapport présenté par le Rapporteur spécial à la Commission à sa quarante-neuvième session contient des observations concernant certaines réponses (voir, par exemple, E/CN.4/1993/46, par. 20, 183 et 184, 229, 501, 615, 692-693).

34. En 1993, le Rapporteur spécial a pris diverses mesures de suivi. Ce faisant, il s'est heurté à un certain nombre de difficultés, notamment en ce qui concerne l'évaluation des réponses des gouvernements ainsi que la détermination du moment où l'on pouvait considérer un cas comme "élucidé" et de ce qu'il convenait de faire lorsque les gouvernements ne répondaient pas aux allégations transmises. Il est apparu que des ressources humaines et matérielles supplémentaires étaient indispensables pour assurer un suivi efficace. Les paragraphes suivants traitent des activités entreprises et des difficultés susmentionnées.

Correspondance avec les gouvernements

35. Le Rapporteur spécial a adressé aux gouvernements des lettres concernant les allégations transmises en 1992 pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue, leur demandant à nouveau de lui communiquer des renseignements sur les progrès et les résultats des enquêtes ainsi que sur toutes mesures adoptées en vue de prévenir de nouvelles pertes de vies humaines.

36. Le Rapporteur spécial a aussi adressé aux gouvernements des communications au sujet des allégations qui leur avaient été transmises en 1992 et en 1993 et pour lesquelles les réponses reçues ne pouvaient pas être considérées comme définitives. Il leur demandait expressément les renseignements complémentaires voulus pour déterminer si les cas en question pouvaient être considérés comme "élucidés".

*/ Comme la base de données sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires n'a été constituée que l'année dernière, le Rapporteur spécial a décidé de centrer ses activités de suivi sur les allégations transmises depuis qu'il a succédé à M. Wako en 1992. Toutefois, il sera tenu compte des réponses reçues au sujet de cas signalés antérieurement dans le chapitre du présent rapport consacré à la situation dans certains pays.

37. Les réponses qui ont été reçues des gouvernements en 1992 et 1993 peuvent être classées en quatre grandes catégories :

a) Les réponses de caractère général qui ne traitent pas des cas particuliers signalés. Les renseignements qu'elles contiennent sont très utiles au Rapporteur spécial pour pouvoir se faire une idée de la situation dans un pays donné, mais il a néanmoins besoin de précisions sur les allégations expressément formulées et notamment, sur les progrès et les résultats des enquêtes menées par les autorités compétentes. Il en est de même lorsque les gouvernements abordent des domaines relevant de son mandat sans entrer dans le détail des différents cas signalés.

b) Les réponses informent le Rapporteur spécial qu'une enquête a été ouverte sur les allégations transmises. Le Rapporteur spécial prie alors le gouvernement de lui fournir des renseignements à jour sur les progrès de cette enquête ou, si l'enquête est close, sur la décision prise au vu de ses conclusions. Lorsqu'il ne lui a encore été communiqué aucune information, il demande aussi des précisions quant à l'application de la procédure d'enquête prévue par la loi du pays concerné. Les données relatives à la procédure sont indispensables, qu'il s'agisse de cas particuliers ou de questions générales, et elles doivent comprendre des indications sur les organes chargés de l'enquête, le droit des victimes ou de leur famille de participer à ces enquêtes, les sanctions qui peuvent être infligées du fait des poursuites engagées ainsi que les possibilités de recours contre les décisions prises et la publication de ces décisions;

c) Les réponses indiquent que des enquêtes ont été ouvertes mais qu'elles ont été interrompues faute de preuves, notamment lorsqu'il n'a pas été possible d'identifier les auteurs présumés des prétendues exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires. Le Rapporteur spécial demande alors également des renseignements sur l'enquête, en particulier sur le droit de la famille des victimes d'intervenir dans la procédure et de contester toute décision d'interrompre l'enquête devant une instance supérieure ou un autre organe;

d) Les réponses affirment que les faits allégués sont inexacts ou que les allégations présentent une version différente de l'événement ayant entraîné la mort des personnes concernées. En pareil cas, le Rapporteur spécial prie les gouvernements de lui communiquer des renseignements détaillés concernant les enquêtes sur lesquelles ils fondent leurs assertions, en particulier de préciser quels organes ont été chargés des enquêtes, quelles méthodes ont été appliquées pour recueillir et apprécier les éléments de preuve, et si les résultats des enquêtes ont été publiés et sont définitifs.

38. Certains gouvernements ont fourni en réponse des informations à jour sur les enquêtes en cours.

Correspondance avec les sources des allégations

39. Pour la première fois depuis l'établissement du mandat dont il est présentement l'exécuteur, le Rapporteur spécial a adressé des lettres aux sources des allégations pour les informer du contenu des réponses des

gouvernements concernant les cas signalés. Il leur a demandé de formuler des observations et, dans certains cas, de lui fournir de plus amples informations.

40. Plusieurs organisations non gouvernementales lui ont déjà communiqué les observations ou les renseignements complémentaires sollicités.

Problèmes à prendre en considération

41. Dans sa résolution 1993/47, la Commission des droits de l'homme encourageait les rapporteurs spéciaux à suivre de près les progrès réalisés par les gouvernements en ce qui concerne la protection du droit à la vie. L'élaboration et l'application pratique, à cette fin, d'un système de suivi des communications faisant état d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ont été entravées par un certain nombre d'obstacles.

42. Premièrement, il est souvent très difficile d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne le droit à la vie. La quantité et le genre d'informations parvenant au Rapporteur spécial continuent de dépendre dans une très large mesure du degré d'organisation des organisations non gouvernementales et de leur connaissance des procédures de l'ONU en matière de droits de l'homme. Le nombre des allégations reçues pour un pays donné ne correspond donc pas toujours exactement à celui des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui peuvent avoir lieu dans ce pays. Il convient d'être plus prudent encore si les renseignements obtenus doivent servir de base pour des comparaisons entre les différents pays - cette opération n'étant pas le but du suivi tel que le Rapporteur spécial le conçoit.

43. De l'avis du Rapporteur spécial, les activités de suivi devraient porter essentiellement sur la manière dont les gouvernements remplissent l'obligation qui leur est faite par le droit international de procéder à des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui leur sont transmises, en vue d'élucider les circonstances des exécutions, d'identifier et de poursuivre leurs responsables, d'indemniser les victimes ou leur famille et de prévenir de futures violations. Le Rapporteur spécial est convaincu que, en suivant de près les mesures prises à cet égard par les Etats et, en particulier, les progrès réalisés et en faisant rapport à leur sujet, il peut inciter les gouvernements à redoubler d'efforts. Une plus grande probabilité pour les auteurs de violations du droit à la vie qu'ils seront appelés à en rendre compte contribuera à éviter que des faits analogues ne se reproduisent.

44. Le Rapporteur spécial n'en continuera pas moins de s'occuper et de faire état des problèmes touchant au droit à la vie ainsi que des progrès réalisés quant à la jouissance de ce droit dans certains pays, grâce à des dispositions législatives concernant l'application de la peine capitale ou l'usage de la force et des armes à feu ou le phénomène de l'impunité en général. S'il ne semble pas trop difficile dans la pratique de déterminer les tendances générales et d'observer les faits nouveaux, le suivi des cas particuliers pose un certain nombre de questions : par exemple à quel moment une affaire est-elle "élucidée", quelles conclusions adopter si les informations fournies

respectivement par le gouvernement concerné et par la source de l'allégation sont contradictoires et que faire lorsque les gouvernements ne répondent jamais aux demandes d'information qui leur sont adressées ?

Quand un cas peut-il être considéré comme "élucidé" ?

45. Si la vérification des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises aux gouvernements consiste à observer, en se fondant sur les renseignements émanant du gouvernement concerné et de la source de l'allégation, le déroulement de la procédure entamée jusqu'à l'aboutissement de l'enquête, il est nécessaire de définir les conditions dans lesquelles le cas peut être considéré comme "élucidé" et classé.

46. Pour qu'un cas soit considéré comme "élucidé", il faut avoir déterminé si la réponse émanant du gouvernement est en soi satisfaisante. Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session, le Rapporteur spécial a abordé le problème de l'évaluation des réponses des gouvernements et a donné des exemples d'éclaircissements jugés satisfaisants (E/CN.4/1993/46, par. 29 à 34). Il a continué en 1993 d'examiner les réponses des gouvernements en attachant une importance particulière, comme on l'a dit plus haut, à l'obligation d'enquêter sur les violations du droit à la vie.

47. Partant de cet examen pour les besoins duquel les réponses des gouvernements ont été regroupées, selon leur contenu, en plusieurs catégories, le Rapporteur spécial fait entrer en ligne de compte un certain nombre de critères. Il faut d'abord au minimum que la réponse traite expressément des cas signalés par le Rapporteur spécial. Comme on l'a noté plus haut, les informations générales sur les dispositions législatives, les procédures et la pratique en matière d'enquête, etc., sont bienvenues et très utiles mais ne permettent pas toutefois d'apprécier le bien-fondé des allégations. Il est aussi essentiel que le gouvernement, lorsqu'il nie l'exactitude des faits allégués, donne sur les enquêtes effectuées des renseignements qui justifient sa conclusion.

48. Les gouvernements sont tenus de procéder à des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur toutes les allégations de violations du droit à la vie. Le déroulement de ces enquêtes doit être conforme aux normes définies dans les instruments internationaux pertinents, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions. Conformément au mandat qui lui est confié, le Rapporteur spécial évalue les réponses des gouvernements à la lumière de ces dispositions.

49. Lorsqu'un gouvernement répond qu'une enquête a été ouverte sur le cas signalé, le Rapporteur spécial tient compte des éléments suivants :

a) Le caractère de l'enquête (judiciaire ou administrative) et son objectivité;

b) L'indépendance, l'impartialité et la compétence de l'organe chargé de l'enquête;

c) Les procédures d'enquête appliquées, en particulier en ce qui concerne le rassemblement et l'évaluation des éléments de preuve;

d) Les droits des victimes ou de leur famille ou de leurs représentants;

e) Les décisions qui peuvent être prises et les sanctions qui peuvent être infligées à la suite d'une enquête;

f) Les possibilités qu'ont les victimes ou leur famille d'obtenir réparation;

g) Le délai dans lequel l'enquête a été ouverte et menée à son terme, qui ne doit pas être excessif.

50. Les enquêtes de caractère disciplinaire ne peuvent être considérées comme satisfaisant à l'obligation d'enquêter que si l'objectivité, l'impartialité et la compétence des enquêteurs est garantie et si la procédure peut aboutir dans un délai raisonnable à la condamnation des personnes jugées responsables à une peine en rapport avec la gravité du délit ainsi qu'à l'indemnisation de la famille de la victime. Si la procédure disciplinaire ne répond pas à ces conditions et si son introduction constitue la seule mesure prise par le gouvernement concerné, elle n'est pas satisfaisante. La même règle s'applique aux organes d'enquête spécialement constitués pour examiner des allégations de violation du droit à la vie.

51. Dans les cas où les gouvernements répondent que les personnes responsables ont été identifiées, jugées et condamnées, le Rapporteur spécial tient compte non seulement de la façon dont la procédure s'est déroulée, mais aussi de la mesure dans laquelle la sentence lui paraît correspondre à la gravité du délit ainsi que de l'indemnisation - ou de la non-indemnisation - des victimes ou de leur famille. Il importe de noter que toutes les personnes impliquées dans la préméditation et la commission de violations du droit à la vie doivent être considérées comme responsables. La condamnation de "boucs émissaires" ne saurait en aucun cas être considérée comme satisfaisant à l'obligation que le droit international fait aux gouvernements de punir toute personne impliquée dans la préméditation et la commission de violations du droit à la vie.

52. Lorsque les gouvernements font savoir que les enquêtes ont été interrompues faute de preuve, notamment parce que les auteurs présumés des actes n'ont pu être identifiés, le Rapporteur spécial procède également à une évaluation de l'enquête en se fondant sur les critères susmentionnés. Il s'attache alors en particulier aux méthodes utilisées pour rassembler et apprécier les preuves au cours de l'enquête et aux possibilités offertes aux victimes, à leur famille ou à leurs représentants de contester devant une instance supérieure ou un autre organe la décision d'interrompre l'enquête ou d'obtenir sa réouverture au vu de nouveaux éléments justificatifs.

53. Si, au terme de son examen, le Rapporteur spécial conclut que la réponse n'est pas en soi satisfaisante, il demande des éclaircissements au gouvernement concerné et informe la source de l'allégation de la teneur de sa réponse pour qu'elle formule des observations ou fournisse des précisions complémentaires en fonction de celle-ci. Le cas reste "en suspens" et le

Rapporteur spécial continue de suivre la manière dont l'enquête est menée. On envisage présentement de communiquer une à trois fois par an aux membres de la Commission des droits de l'homme une liste de tous les cas "en suspens" qui figurerait dans les rapports annuels présentés par le Rapporteur spécial à la Commission.

54. Si le gouvernement répond que l'enquête dont un cas a fait l'objet est close et si cette réponse est jugée satisfaisante, le Rapporteur spécial la transmet également à la source des allégations. Si cette dernière confirme les informations émanant du gouvernement ou si elle ne répond pas dans un laps de temps raisonnable, le Rapporteur spécial considère que le cas est "élucidé". La liste des cas élucidés apparaîtra aussi évidemment dans les rapports annuels à la Commission des droits de l'homme.

55. Le Rapporteur spécial continuera de suivre les cas faisant toujours l'objet d'enquêtes conformément aux normes énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Ces cas, qui ne peuvent encore être considérés comme totalement "élucidés", devront cependant être distingués des cas ne faisant l'objet d'aucune enquête ou ayant fait l'objet d'une enquête jugée non satisfaisante. Ils constitueront une catégorie à part dans la liste des cas "en suspens".

56. Il arrive que des gouvernements déclarent au Rapporteur spécial qu'aucune enquête n'est en cours. Pour un certain nombre d'allégations de menaces de mort, l'argument invoqué est que les personnes prétendument menacées n'ont pas porté plainte auprès des autorités compétentes en vertu de la législation du pays considéré. D'autres répondent que des lois d'amnistie ont été promulguées qui sont applicables aux auteurs présumés d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires alléguées et que, partant, les cas signalés n'ont fait l'objet d'aucune enquête. Le Rapporteur spécial tient à souligner ce qui suit à propos de ces deux types de réponse insuffisante, qui sont relativement courants :

a) Si des allégations de violations du droit à la vie sont signalées à leur attention, par exemple par le Rapporteur spécial, les gouvernements sont tenus de procéder sans tarder à des enquêtes approfondies et impartiales et, lorsqu'il est affirmé que des violations du droit à la vie risquent de se produire ou sont imminentes, ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des victimes potentielles. Cette obligation existe, que ces dernières aient ou non engagé des poursuites ou une quelconque procédure;

b) Le droit international oblige les gouvernements à traduire en justice les auteurs d'exécutions extrajudiciaires et à indemniser les victimes survivantes ou leurs ayants-droit. Cette obligation est expressément formulée dans les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions : "En aucun cas, y compris en état de guerre, état de siège ou autre état d'urgence, une immunité générale ne pourra exempter de poursuites aucune personne présumée impliquée dans des exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires" (principe 19). Par conséquent, même si, dans des circonstances exceptionnelles, les gouvernements peuvent décider que les auteurs de tels actes devraient bénéficier de mesures les

soustrayant à une peine ou atténuant la gravité de la peine, l'obligation de les traduire en justice et de les considérer comme officiellement responsables demeure, de même que l'obligation de procéder promptement à une enquête approfondie et impartiale, d'indemniser les victimes ou leur famille et d'adopter des mesures préventives efficaces pour l'avenir.

Le problème des informations contradictoires provenant des gouvernements et des sources

57. Jusqu'à présent, la plupart des gouvernements qui ont répondu ont réfuté, en précisant ou non les raisons de leur attitude, les allégations transmises par le Rapporteur spécial. Il est probable qu'il continuera d'en être ainsi. Pendant la courte période écoulée depuis l'adoption de la procédure de suivi susmentionnée, dans plusieurs cas déjà, la source de l'allégation, lorsqu'elle a été priée de formuler des observations et de fournir des détails complémentaires en réponse au gouvernement, a réaffirmé ce qu'elle avait déclaré antérieurement.

58. Cela étant, il convient de rappeler que les gouvernements non seulement sont tenus d'enquêter sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, mais sont aussi le plus souvent bien mieux outillés pour ce faire que les organismes non gouvernementaux d'où émanent les allégations. Il appartient donc au gouvernement de donner une réponse satisfaisante, c'est-à-dire de prouver que l'enquête a été menée conformément aux normes énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Aussi longtemps qu'il ne se sera pas acquitté de cette tâche, sa réponse ne pourra être jugée satisfaisante et le cas continuera donc d'être considéré comme "en suspens".

59. Il se pose un problème lorsque la réponse du gouvernement paraît satisfaisante alors que la source de l'allégation maintient néanmoins qu'elle est fondée à croire que l'appréciation des faits par le gouvernement ne correspond pas à la réalité ou que les personnes identifiées et punies ne sont pas, ou ne sont pas exclusivement, les responsables, ou que les victimes ou leur famille n'ont pas été indemnisées, bien que le gouvernement affirme le contraire. Pour pouvoir se prononcer sur le bien-fondé des allégations et la véracité des informations communiquées respectivement par les gouvernements et les sources, le Rapporteur spécial a la possibilité de se rendre sur place.

60. Toutefois, même les allégations dont l'exactitude ou l'inexactitude est impossible à établir peuvent encore constituer un point de départ utile pour l'examen et l'analyse des problèmes de caractère plus général qu'elles soulèvent et permettre ainsi au Rapporteur spécial de faire des recommandations tendant par exemple à l'amendement de la législation de manière à la rendre plus conforme aux normes internationales ou à l'adoption d'autres mesures pour prévenir les violations du droit à la vie.

Le problème des gouvernements "silencieux"

61. La majorité des allégations transmises par le Rapporteur spécial sont jusqu'à présent restées sans réponse de la part des gouvernements concernés.

Très peu de gouvernements ont répondu régulièrement et au sujet de tous les cas signalés à leur attention. Beaucoup ont répondu sur quelques cas en passant les autres sous silence et certains n'ont jamais répondu.

62. Lorsque les gouvernements répondent, ils peuvent s'attendre à devoir fournir de plus amples détails et la manière dont ils remplissent l'obligation qui leur est faite d'enquêter sur les cas signalés sera suivie de près par le Rapporteur spécial. Même les réponses satisfaisantes peuvent donner lieu à un échange de correspondance, par exemple lorsque l'enquête n'est pas terminée et que le Rapporteur spécial demande au gouvernement de lui communiquer des renseignements actualisés. Le Rapporteur spécial mentionnera évidemment toutes les activités de suivi dans son rapport à la Commission des droits de l'homme. Il peut donc arriver qu'il soit longuement question dans un rapport des gouvernements qui auront envoyé des informations au Rapporteur spécial, comme la Commission le leur demande, alors qu'il semble, parce qu'ils n'y occuperont qu'une moindre place, que l'on ne fait pas grand cas de ceux qui ne répondent jamais et qui, de ce fait, reçoivent seulement des lettres de rappel, les premiers pouvant ainsi avoir le sentiment d'être "pénalisés" pour leur zèle.

63. Il importe de souligner à cet égard que le Rapporteur spécial apprécie grandement la volonté de coopération manifestée par les gouvernements qui lui répondent. S'il leur demande des précisions complémentaires, ce n'est pas dans un esprit d'accusation. A l'évidence, comme la situation est préoccupante dans tous les pays relevant de son mandat, qui sont plus de 70, il n'est pas en mesure de connaître dans le détail la législation et la pratique de chacun ni les différences de l'un à l'autre. Il a donc besoin de renseignements très complets sur la façon dont les gouvernements s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du droit international. La procédure de suivi récemment inaugurée par le Rapporteur spécial tend à établir nettement la distinction entre les cas qui ont été élucidés, ceux qui font l'objet d'une enquête satisfaisante et ceux qui restent "en suspens" parce que les gouvernements concernés n'ont pas, comme ils le doivent, ouvert d'enquête ni entamé de poursuites.

E. Visites

64. Le Rapporteur spécial continue de considérer les visites sur le terrain comme un aspect essentiel de son mandat. L'objectif qu'il s'est fixé, ainsi qu'il ressort du rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/46, par. 35 à 37), est d'obtenir des renseignements de première main sur la situation en ce qui concerne le droit à la vie dans les pays où il se rend, de faire connaître ses constatations et de formuler, dans un esprit de coopération et d'assistance, des recommandations visant à apporter des améliorations dans des domaines jugés préoccupants. Conformément à ce que lui a demandé la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1993/47, le Rapporteur spécial a l'intention de rester en contact étroit avec les gouvernements des pays dans lesquels il s'est rendu pour les aider dans toute la mesure possible à mettre en oeuvre ces recommandations. Il envisage aussi de procéder à des visites de suivi dans un délai raisonnable.

65. En 1993, le Rapporteur spécial s'est rendu dans deux pays, le Rwanda et le Pérou, pour enquêter sur des allégations de violations du droit à la vie. Il a demandé à se rendre dans un certain nombre d'autres pays. Il choisit ses destinations essentiellement en fonction du nombre et de la gravité des allégations et des informations qu'il reçoit concernant des violations du droit à la vie. Le renforcement des activités de suivi devrait aussi aider à déterminer les pays où il conviendrait d'organiser une visite.

F. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies

66. Le Rapporteur spécial attache également une grande importance à la coopération avec les autres organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de questions se rapportant à son mandat et à la coordination de ses propres activités avec celles de ces organes. Au cours des années écoulées, cette coopération a revêtu la forme de consultations sur des problèmes ayant trait aux activités courantes qu'implique son mandat ou à la préparation et au déroulement de visites sur place ainsi que de missions conjointes en association avec d'autres rapporteurs spéciaux et groupes de travail de la Commission des droits de l'homme. En 1993, cette coopération entre les rapporteurs spéciaux et les membres des groupes de travail de la Commission s'est intensifiée et plusieurs réunions ont eu lieu en préparation et dans le cadre de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue en juin 1993. Le Rapporteur spécial s'est encore beaucoup servi, pour ce qui est du droit d'être entendu et de l'impunité, des rapports établis par les rapporteurs spéciaux chargés des questions relatives à l'administration de la justice de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

67. Le Rapporteur spécial s'est employé comme dans le passé à coopérer avec les missions de l'Organisation des Nations Unies chargées de suivre la situation des droits de l'homme dans certains pays en leur envoyant des copies des allégations communiquées aux gouvernements concernés et en leur demandant de lui adresser tous commentaires et observations qu'elles souhaiteraient formuler sur les cas en question ou l'état de la question du droit à la vie en général. En outre, le Rapporteur spécial a intensifié ses contacts avec les différents organes de l'Organisation des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux, en particulier avec le Comité des droits de l'enfant. Enfin, la coopération des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) établis dans les pays dans lesquels il s'est rendu lui a été très utile en ces occasions.

III. ACTIVITES

68. En 1993, le Rapporteur spécial a mené un certain nombre d'activités, dont celles qui sont décrites ci-après.

A. Consultations

69. Le Rapporteur spécial a séjourné à Genève du 27 février au 5 mars 1993. Le 2 mars 1993, il a présenté son rapport à la Commission des droits de l'homme. Il a également séjourné à Genève du 26 au 30 juillet, du 23 au 29 septembre et du 15 au 19 novembre 1993 pour tenir des consultations avec le secrétariat. Au cours de ses séjours à Genève, il a rencontré un certain nombre d'autres rapporteurs spéciaux, de représentants et de membres de groupes de travail de la Commission des droits de l'homme. Il a également rencontré des représentants de gouvernements membres de groupes régionaux représentés aux organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les délégations de certains gouvernements, et il a tenu des consultations avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

70. En outre, en avril 1993, le Rapporteur spécial a participé à Genève à une réunion du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à laquelle il a assisté du 14 au 25 juin 1993. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme également, il a participé à la réunion régionale pour l'Afrique, qui a eu lieu à Tunis en novembre 1992.

B. Communications

71. Comme par le passé, le Rapporteur spécial a reçu une somme considérable d'informations : certaines portaient sur le phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en général, d'autres contenaient des allégations de violation du droit à la vie dans des cas particuliers et d'autres encore concernaient la suite donnée aux cas signalés et les observations générales transmises plus tôt aux gouvernements. Ces informations ont été analysées et les allégations ont été portées à la connaissance des gouvernements intéressés, selon les méthodes de travail décrites au chapitre II du présent rapport.

72. Au total, le Rapporteur spécial a transmis aux gouvernements concernés des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant plus de 3 700 personnes dans 73 pays. Dans 135 cas il s'agissait d'allégations d'exécutions extrajudiciaires de mineurs ou de menaces de mort à l'encontre de mineurs, dont 16 auraient été âgés de moins de 10 ans et le plus jeune n'aurait eu que 9 mois; dans 168 cas les allégations de violation du droit à la vie concernaient des femmes */. Plus de 700 personnes auraient été tuées

*/ Ces chiffres ne sont néanmoins pas nécessairement représentatifs de la proportion effective de mineurs et de femmes parmi les victimes de violations du droit à la vie, car ils se rapportent uniquement aux cas dans lesquels l'âge ou le sexe des personnes identifiées par leur nom étaient spécifiés.

ou menacées de mort pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression et leur droit de réunion pacifique et d'association.

Demandes d'intervention d'urgence

73. Depuis le 14 décembre 1993, date à laquelle il a achevé le rapport qu'il devait soumettre à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session, le Rapporteur spécial a envoyé 217 demandes d'intervention d'urgence concernant plus de 1 300 personnes dans les 52 pays ci-après : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brésil, Burundi, Cambodge, Chili, Colombie, Comores, Djibouti, Egypte, El Salvador, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jamaïque, Kirghizistan, Koweït, Malawi, Nicaragua, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papaousie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tadjikistan, Tchad, Togo, Turkménistan, Turquie, Venezuela, Yémen et Zaïre.

74. Le Rapporteur spécial a pu établir que 86 des victimes de violations présumées du droit à la vie étaient des mineurs et 87 des femmes. Six demandes d'intervention d'urgence concernaient 41 mineurs identifiés, vivant dans la rue au Brésil, en Colombie et au Guatemala. En outre, le Rapporteur spécial est intervenu d'urgence au nom de plus de 200 personnes après avoir reçu des informations concernant des violations présumées du droit à la vie dans le cadre de manifestations ou de défilés pacifiques publics en Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Equateur, en Guinée équatoriale, au Guatemala, en Haïti, en Israël, au Nicaragua, au Pakistan, au Panama, au Paraguay, au Pérou, aux Philippines, en République islamique d'Iran, au Rwanda, au Tchad, au Togo et en Turquie.

75. En application de la résolution 1993/64 de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a adressé six demandes d'intervention d'urgence aux Gouvernements argentin, colombien, guatémaltèque et rwandais, au nom de membres de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme qui auraient reçu des menaces de mort après avoir eu recours aux procédures de l'Organisation des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme. Conformément à la résolution 1993/39 de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Président zaïrois, exprimant sa grave préoccupation quant à la sécurité de Mikuin Leliel Balanda, président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe.

Autres allégations

76. Des informations concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de plus de 2 300 personnes (dont 49 mineurs et 79 femmes) ont été transmises aux 51 pays ci-après : Afrique du Sud, Angola, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Cuba, Egypte, El Salvador, Equateur, Ethiopie, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jamaïque, Kenya, Liban, Malaisie, Malawi, Maroc, Mexique, Myanmar, Népal,

Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République arabe syrienne, Rwanda, Sierra Leone, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Togo, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre et Zimbabwe.

77. Dans 49 de ces cas d'exécutions extrajudiciaires, les victimes auraient été des mineurs dont deux "enfants des rues" au Brésil et au Guatemala. Plus de 250 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires en violation de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association dans les pays suivants :

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Inde, Iran (République islamique d'), Liban, Malawi, Népal, Nigéria, Pérou, République centrafricaine, Tchad, Togo, Turquie, Venezuela, Zaïre et Zimbabwe.

78. Outre ces cas précis, des allégations concernant des questions touchant au droit à la vie en général ont été transmises aux 26 pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brésil, Chine, Colombie, Egypte, El Salvador, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Kenya, Malaisie, Malawi, Maroc, Mauritanie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Turquie et Zaïre.

Communications reçues de gouvernements

79. Depuis l'achèvement du rapport qu'il devait présenter à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session, le Rapporteur spécial a reçu des réponses sur les cas qu'il avait transmis en 1992, de la part des gouvernements des pays ci-après : Afrique du Sud, Bangladesh, Cameroun, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Inde, Iraq, Israël, Lesotho, Mexique, Myanmar, Népal, Philippines, Soudan, Tchad, Turquie et Venezuela.

80. Des réponses concernant les informations transmises par le Rapporteur spécial en 1993 ont été reçues des gouvernements des pays ci-après : Algérie, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brésil, Chili, Colombie, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Kenya, Koweït, Maroc, Mexique, Népal, Nigéria, Panama, Philippines, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchad, Togo, Turquie, Venezuela, Yémen et Zimbabwe.

81. Aucune réponse n'a été reçue des pays suivants au sujet des cas transmis par le Rapporteur spécial en 1992 : Afghanistan, Angola, Azerbaïdjan, Burundi, Cambodge, Chili, Guinée équatoriale, Honduras, Iran (République islamique d'), Mali, Pakistan, Paraguay, République dominicaine, Rwanda, Togo, Ukraine, Yémen et Zaïre.

82. Aucune réponse n'a été reçue des pays suivants au sujet des cas d'allégations générales transmis par le Rapporteur spécial en 1993 : Angola, Arabie saoudite, Burundi, Cambodge, Chine, Comores, Cuba, Djibouti, El Salvador, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Kirghizistan, Liban, Libéria, Malaisie, Malawi,

Mauritanie, Myanmar, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République centrafricaine, Sierra Leone, Tadjikistan, Turkménistan, Yougoslavie, Zaïre et Zimbabwe.

Suite donnée

83. Le Rapporteur spécial a transmis les réponses des gouvernements des pays susmentionnés aux sources des allégations pour commentaires et observations.

84. Le Rapporteur spécial a adressé aux gouvernements des pays ci-après des lettres dans lesquelles il renouvelait sa demande d'information concernant les cas qu'il avait transmis en 1992 et au sujet desquels aucune réponse n'avait été reçue au 27 avril 1993 (le nombre de cas non élucidés est indiqué entre parenthèses) : Afrique du Sud (47), Angola (2), Azerbaïdjan (5), Bangladesh (18), Brésil (7), Cambodge (11), Cameroun (4), Colombie (76), El Salvador (39), Guatemala (60), Honduras (3), Inde (43), Iran (République islamique d') (5), Israël (5), Mexique (4), Népal (10), Pakistan (7), Philippines (7), Turquie (95) et Venezuela (11). Une demande d'information concernant 106 cas non élucidés a été adressée aux autorités de facto d'Haïti.

85. Plus tard dans l'année, des renseignements sur tous ces cas ou certains d'entre eux ont été fournis par les gouvernements des pays ci-après : Bangladesh, Brésil, Cameroun, Colombie, Inde, Israël, Mexique, Népal, Philippines, Turquie et Venezuela.

86. Le Rapporteur spécial a adressé aux gouvernements des pays ci-après des lettres de rappel concernant les cas qu'il avait transmis en 1992 et 1993 et au sujet desquels des réponses avaient été reçues, mais qui n'ont pas pu être considérés comme réglés : Bangladesh, Brésil, Chine, Colombie, Equateur, Guatemala, Inde, Iraq, Israël, Kenya, Lesotho, Malawi, Mexique, Myanmar, Pérou, Sri Lanka, Tchad, Turquie, Venezuela et Yémen.

C. Visites

87. Le Rapporteur spécial a séjourné au Rwanda du 8 au 17 avril 1993, après avoir reçu des allégations de violations graves et massives du droit à la vie commises en raison du conflit armé opposant les forces gouvernementales rwandaises et le mouvement armé d'opposition, le Front patriotique rwandais (FPR) depuis le mois d'octobre 1990. Son rapport de mission, comprenant ses constatations, conclusions et recommandations, a été publié en août 1993 (E/CN.4/1994/7/Add.1).

88. Le Rapporteur spécial s'est rendu en mission au Pérou du 24 mai au 2 juin 1993, pour enquêter sur les violations du droit à la vie qui auraient été commises dans le pays. Le rapport de sa mission a été publié en novembre 1993 (E/CN.4/1994/7/Add.2).

89. A la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le chef de la délégation sri-lankaise a de nouveau invité le Rapporteur spécial à se rendre à Sri Lanka. Le Rapporteur spécial a également été invité par le Gouvernement argentin à enquêter sur place sur les menaces de mort dont

feraient l'objet des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme (voir ci-après les paragraphes 122 et 123). Le Rapporteur spécial a également été invité à se rendre en Algérie et en Colombie.

90. Les préparatifs en vue d'une éventuelle mission en Turquie n'ont pas progressé. Le Rapporteur spécial a demandé de nouveau à être invité à effectuer une mission en Chine. En outre, il a fait savoir au Gouvernement indien qu'il souhaitait se rendre en Inde, éventuellement accompagné du Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture.

91. Dans sa résolution 1993/97, la Commission des droits de l'homme a prié le Gouvernement indonésien d'envisager d'inviter le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à se rendre au Timor oriental. Toutefois, aucune invitation dans ce sens n'a été reçue jusqu'à présent.

D. Coopération avec d'autres services des Nations Unies

92. A la demande du Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, le Rapporteur spécial a effectué du 15 au 20 décembre 1992 une mission en Croatie pour enquêter sur les allégations d'existence de charniers contenant les cadavres de victimes de crimes de guerre. Le rapport de la mission a été transmis dans son intégralité à la Commission d'experts établie conformément à la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité. Un résumé a été publié à l'annexe I du rapport du Rapporteur spécial sur l'ex-Yougoslavie à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/50; voir également le chapitre V ci-après).

93. Le Rapporteur spécial a participé, du 16 au 27 août 1993, à la mission du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe au Botswana et au Zimbabwe.

94. Au cours de ses séjours à Genève, le Rapporteur spécial a tenu des consultations informelles avec plusieurs autres rapporteurs spéciaux et des membres de groupes de travail de la Commission des droits de l'homme. Il s'est également entretenu avec les membres du Comité des droits de l'enfant à propos de la protection du droit à la vie des enfants au Rwanda et au Pérou. Au cours de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne, il a participé à plusieurs réunions de rapporteurs spéciaux, de représentants et de membres de groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et, en sa qualité de porte-parole, il a présenté un document commun à la Conférence mondiale en séance plénière.

95. Des lettres accompagnées de copies des allégations portées à la connaissance de chacun des gouvernements ont été adressées aux bureaux des Nations Unies en Angola (UNAVEM), au Cambodge, en El Salvador (ONUSAL) et en Haïti pour commentaires et observations sur la situation du droit à la vie. Le Rapporteur spécial a également envoyé une lettre au chef de l'UNOSOM II, demandant des renseignements concernant des violations du droit à la vie et exprimant sa préoccupation au vu des informations selon lesquelles des membres des forces internationales de maintien de la paix auraient été impliqués dans un certain nombre d'assassinats.

96. En outre, le Rapporteur spécial a consulté le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à propos d'un certain nombre de cas précis concernant des réfugiés, plus particulièrement avant et pendant sa mission au Rwanda.

97. Au cours de ses missions au Rwanda et au Pérou, le Rapporteur spécial a grandement bénéficié de l'excellente coopération des représentants du PNUD à Kigali et à Lima.

E. Autres activités visant à mieux faire connaître le mandat du Rapporteur spécial

98. Pour mieux faire connaître de façon générale en quoi consiste son mandat, le Rapporteur spécial a tenu un certain nombre de conférences de presse au cours de ses séjours au Rwanda et au Pérou. Les rapports sur ces missions ont été accompagnés de communiqués de presse. Le Rapporteur spécial a également tenu un certain nombre de conférences de presse au cours de ses missions aux Pays-Bas et en Australie (voir le paragraphe 100 ci-dessous).

99. Le Rapporteur spécial a en outre participé à diverses réunions et conférences. En janvier 1993, il a été invité à participer à une réunion préparatoire en vue de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, organisée par le Carter Center à Atlanta (Etats-Unis d'Amérique). En février 1993, il a pris la parole lors d'une réunion régionale pour l'Afrique organisée par l'Association internationale des jeunes avocats à Douala (Cameroun) sur le rôle des mécanismes des Nations Unies dans la protection des droits de l'homme. En février 1993 également, il a participé à une réunion sur le thème "Les droits de l'homme à l'aube du XXI^e siècle", organisée par le Conseil de l'Europe et dont il a présidé le groupe de travail sur les droits de l'homme et le développement. A deux reprises, en mars et en juin 1993, il a été invité par l'Université de Bochum (Allemagne) à participer à des réunions en vue de la création d'une organisation non gouvernementale pour la promotion et le respect du droit humanitaire.

100. Par ailleurs, en septembre 1993, le Rapporteur spécial a été invité par la section néerlandaise d'Amnesty International à commenter le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les efforts déployés pour lutter contre les exécutions extrajudiciaires et les disparitions. En septembre 1993 également, il a participé en tant qu'invité d'honneur à une commission internationale d'enquête créée par la section américaine d'Amnesty International pour examiner la pratique de la peine de mort aux Etats-Unis. Enfin, en octobre 1993, il a été invité par la section australienne d'Amnesty International à se rendre dans plusieurs villes australiennes pour donner des conférences sur le rôle des mécanismes des Nations Unies dans la protection du droit à la vie et la prévention des exécutions extrajudiciaires et des disparitions, ainsi que sur le rôle des organisations non gouvernementales dans ce domaine.

IV. SITUATIONS

A. Généralités

101. Le Rapporteur spécial rend compte dans le présent chapitre des communications et allégations qui lui sont parvenues au sujet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Il indique la façon dont il a donné suite à ces informations, en adressant des demandes d'intervention d'urgence ou des lettres aux gouvernements concernés et décrit les réponses qu'il a reçues. Les mesures de suivi prises par le Rapporteur spécial sont également mentionnées. (La teneur de toutes les réponses reçues des gouvernements a été transmise aux sources dont les allégations émanaient. Pour des raisons de concision, toutes les réponses ne sont pas mentionnées spécifiquement à propos de chaque pays.) Le Rapporteur spécial a formulé, selon les besoins, des observations, commentaires et recommandations concernant certains pays.

102. On notera que les dates auxquelles des demandes d'intervention d'urgence ont été envoyées par le Rapporteur spécial et des communications ont été reçues des gouvernements figurent entre parenthèses dans les paragraphes se rapportant à ces demandes et communications. Le présent rapport fait état de toutes les demandes d'intervention d'urgence adressées avant le 22 novembre 1993. Les communications classées sous la rubrique "autres allégations" ont été envoyées à trois reprises, les 27 avril, 29 juillet et 24 septembre 1993. Les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires reçues par le Rapporteur spécial à une date ultérieure seront traitées dans le rapport du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session. Des lettres de suivi ont été envoyées aux gouvernements concernés à la fin du mois de septembre 1993, à l'exception de la lettre destinée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui n'a pu être envoyée que le 19 novembre 1993.

103. Toutes les communications reçues des gouvernements avant le 22 novembre 1993 ont été prises en considération dans l'établissement du présent rapport. Les réponses et autres renseignements qui auront pu parvenir ultérieurement au Rapporteur spécial seront pris en considération dans le rapport que celui-ci présentera à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session.

104. En raison du nombre de pages limite imposé pour des documents présentés à la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a été contraint de supprimer dans son rapport nombre de détails concernant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ou de menaces de mort. Dans la plupart des cas, il s'est limité, pour chaque pays considéré, à ne citer que des noms et à décrire très brièvement les événements survenus. Toutefois, la documentation détaillée concernant ces affaires, telle qu'elle a été communiquée aux gouvernements concernés, peut être consultée dans les dossiers du secrétariat.

B. Situation dans les pays mis en cause

Algérie

Communications envoyées

105. Le Rapporteur spécial a porté à l'attention du Gouvernement algérien des allégations selon lesquelles trois cours spéciales avaient été créées en application d'un décret pris en octobre 1992 prévoyant des procès accélérés et secrets pour les personnes accusées de délit de terrorisme et le doublement de la peine prévue pour ces délits. L'application du décret serait rétroactive : toute affaire en cours d'instruction ou de jugement pourrait être portée devant les cours spéciales et des peines accrues pourraient en conséquence être imposées, alors qu'elles ne s'appliquaient pas au moment des faits.

106. Le Rapporteur spécial s'est déclaré particulièrement préoccupé par des informations selon lesquelles ces cours spéciales auraient prononcé 66 peines de mort. Les condamnés n'auraient pas le droit de faire appel, mais pourraient uniquement se pourvoir en cassation devant la Cour suprême qui ne se prononce que sur des questions de procédure et ne réexamine pas les faits. Le Rapporteur spécial a prié les autorités compétentes de lui fournir des renseignements sur ces questions.

107. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement algérien après avoir été informé qu'une cour spéciale avait condamné à mort le 26 mai 1993 41 personnes, dont Abderrahim Hocine, Rachid Hechaichi, Karim Fennour, Jamal Chikou, Belkacem Tahri, Jamal Laski, Mabrouk Bakour, Ahmed Dahmoun, Meliani Mansouri, Youcef Boulesba, Rehda Boucherif, Said Soussan et Mohammed Aimet (1er juillet 1993).

Communications reçues

108. Le Gouvernement algérien a répondu aux allégations transmises par le Rapporteur spécial en lui faisant savoir que les personnes condamnées à mort le 26 mai 1993 avaient eu droit à un procès équitable et avaient été condamnées conformément à la législation en vigueur au moment du délit, un attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger en août 1992. La loi prévoyait dans ce cas la peine capitale. Le gouvernement a indiqué en outre au Rapporteur spécial que les cours spéciales avaient été créées en Algérie à la suite d'actes de terrorisme et de subversion qui avaient gravement affecté la population civile. Les délits qualifiés de "terrorisme" avaient été définis dans un décret législatif du 30 septembre 1992, dont l'application n'était pas rétroactive. Les cours spéciales, composées de cinq juges, n'étaient "spéciales" que par rapport à la nature des délits dont elles jugeaient. Le droit des accusés à un procès équitable, y compris le droit de pourvoi en cassation auprès de la Cour suprême, était pleinement garanti (12 octobre 1993).

Suite donnée

109. La réponse reçue du Gouvernement algérien a été transmise à la source pour commentaires et observations. Il y a lieu de noter que la source a informé le Rapporteur spécial que six des personnes mentionnées plus haut

(Abderrrahim Hocine, Rachid Hechaichi, Karim Fennour, Jamal Chikou, Meliani Mansouri et Said Soussan) avaient été fusillées le 31 août 1993, la Cour suprême ayant confirmé le verdict.

110. En novembre 1993, une délégation du Gouvernement algérien a rencontré le Rapporteur spécial afin d'examiner en détail les questions qui préoccupaient le Rapporteur spécial à propos du décret relatif à la lutte contre le terrorisme mentionné plus haut. Lors de ces entretiens, les représentants du Gouvernement algérien ont également invité le Rapporteur spécial à se rendre en mission en Algérie.

Observations

111. Le Rapporteur spécial se félicite vivement de la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement algérien. La rencontre avec une délégation d'experts du système judiciaire algérien lui a permis d'approfondir sa connaissance de la situation dans le pays et de la législation antiterrorisme. Il remercie le Gouvernement algérien de l'avoir invité à se rendre dans le pays et la date de sa visite sera fixée lors de consultations ultérieures avec les autorités.

112. Le Rapporteur spécial comprend pleinement les difficultés que rencontre le gouvernement dans ses efforts pour mettre un frein à la violence des militants islamistes, qui ont causé des dommages matériels et humains considérables. Il trouve néanmoins préoccupant que le décret d'octobre 1992 prévoie l'imposition de la peine capitale pour un certain nombre de délits auparavant punissables d'emprisonnement à vie, des restrictions au droit à la défense, en particulier la possibilité de prolonger jusqu'à 12 jours la détention avant jugement, et des délais déterminés pour chaque étape de la procédure judiciaire, et aussi que le choix d'un avocat soit soumis à l'approbation du juge et que les juges aient le droit d'imposer des sanctions aux avocats au cours du procès et de leur interdire d'exercer leurs fonctions. Ainsi, les accusés jugés par les cours spéciales ont des garanties bien moindres par rapport aux accusés jugés par les juridictions ordinaires.

113. Le Rapporteur spécial constate également avec préoccupation que la procédure d'appel des condamnations et des peines prononcées par les cours spéciales, soit le recours en cassation devant la Cour suprême, ne garantit pas pleinement le droit d'appel, la Cour suprême ne considérant que les aspects de procédure et non pas les faits. En outre, le décret prévoit l'imposition de la peine capitale aux mineurs âgés de 16 à 18 ans. Cette disposition, tout en n'ayant jamais été appliquée, comme l'ont indiqué les représentants du Gouvernement algérien, est néanmoins contraire aux instruments internationaux applicables.

114. Jusqu'en juillet 1993, le Rapporteur spécial a été informé de 66 condamnations à la peine capitale, mais les renseignements qui lui ont été communiqués récemment font état de plus de 350 condamnations à mort prononcées par les cours spéciales entre février et novembre 1993. Le Rapporteur spécial est vivement préoccupé par cette augmentation et continuera à suivre de près la situation dans ce domaine. Il engage le

Gouvernement algérien à réviser sa législation antiterrorisme, afin de la rendre conforme aux normes énoncées dans les instruments internationaux pertinents.

Angola

115. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements alarmants sur les violations du droit à la vie commises en Angola. Tant les forces gouvernementales que les membres de l'Uniao Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) auraient commis de multiples assassinats à Luanda entre le 31 octobre et le 3 novembre 1992. Des exécutions extrajudiciaires auraient continué à avoir lieu pendant toute l'année 1993. Rien n'indique que des mesures aient été prises pour empêcher ces exécutions ou pour traduire les responsables en justice. Le 25 mai 1993, l'attention du Conseil de sécurité a été appelée sur l'extrême gravité de la situation, le Secrétaire général ayant signalé (S/25840) que 1 000 personnes mouraient chaque jour du fait des conséquences directes ou indirectes des combats. Dans son rapport au Conseil de sécurité en date du 27 octobre 1993 (S/26644), le Secrétaire général a souligné que ce chiffre était nettement en deçà de la réalité. Un nombre considérable de civils, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées, mouraient dans les villes assiégées en raison du manque de nourriture ou de l'explosion de mines.

Communications envoyées

116. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement angolais les renseignements qu'il avait reçus concernant les exécutions extrajudiciaires, au cours de l'année 1992, dont auraient été victimes les neuf personnes ci-après, parmi elles une femme, en raison du conflit qui opposait en septembre 1992 les forces gouvernementales et les membres du Front pour la libération de l'Etat de Cabinda (FLEC) : Deacon Arao, Pascoal Pitra, Pedro Mbachì Ngimbi, Tereza Mzovo, Joao Maria Taty, Afonso Founbo Mabiala, Joao Bento, Joao Lourenço et Pascoal Mazunga. Le Rapporteur spécial a également signalé le cas d'André Segunda.

117. Ces informations ont également été adressées au chef de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM), accompagnées d'une demande de renseignements sur toutes les violations du droit à la vie commises dans le pays (11 octobre 1993).

Communications reçues

118. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement angolais au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

119. Le Rapporteur spécial est vivement préoccupé par la situation alarmante en Angola et en particulier par les informations parvenues récemment faisant état de violations massives du droit à la vie commises par toutes les parties au conflit. Le fait que le Rapporteur spécial n'ait pu attirer l'attention du Gouvernement angolais que sur neuf cas peut s'expliquer par le caractère général des informations qui lui sont parvenues. Plusieurs autres cas précis

ont été portés à l'attention du Rapporteur spécial après la date de sa dernière communication au gouvernement. Il fera état de ces cas dans son rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session.

120. Le Rapporteur spécial continuera à suivre de près l'évolution de la situation en Angola. Il a l'intention à cette fin de collaborer étroitement avec l'UNAVEM. Il a fait savoir dans une lettre adressée au chef de la Mission, qu'il était disposé à collaborer par tous les moyens qui seraient appropriés, y compris en se rendant en Angola. Etant donné la gravité des faits rapportés plus haut sous forme résumée, il prie instamment la communauté internationale d'accorder une attention prioritaire à la situation dans ce pays. Une importance particulière devrait également être accordée, au sein de l'UNAVEM, aux questions relatives aux droits de l'homme.

Argentine

Communications envoyées

121. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement argentin quatre demandes d'intervention d'urgence, dont deux (datées des 3 février et 27 avril 1993) concernaient des menaces de mort que la police aurait adressées à Pedro Salvador Aguirre. Les membres de la police auraient également envoyé des menaces de mort à Hebe de Bonafini, présidente de l'organisation Madres de la Plaza de Mayo (26 août 1993). En outre, le Rapporteur spécial a signalé aux autorités qu'il s'inquiétait pour la vie des journalistes cités ci-après et des membres de leurs familles, qui auraient reçu des menaces de mort pour avoir critiqué le gouvernement : Hernán López Echague, Marcelo Bonelli, Madgalena Ruiz Guiñazú, Mónica Cahen D'Anvers et Graciela Guadalupe (14 septembre 1993).

Communications reçues

122. Le Gouvernement argentin a répondu aux allégations concernant les menaces de mort dont des journalistes avaient fait l'objet en invitant le Rapporteur spécial à se rendre en Argentine pour observer sur place l'application intégrale de toutes les dispositions institutionnelles garantissant le droit à la vie et pour suivre les enquêtes approfondies menées par le pouvoir exécutif et l'appareil judiciaire afin de faire la lumière sur les actes illégaux commis à l'encontre d'établissements de presse et de leurs employés (27 septembre 1993).

Suite donnée

123. En réponse, le Rapporteur spécial a remercié le Gouvernement argentin de se montrer disposé à coopérer. Il a souligné toutefois qu'avant de pouvoir décider si la situation en Argentine justifiait une visite de sa part, il devait disposer de détails concrets et précis concernant les allégations transmises et, en conséquence, il a de nouveau prié les autorités argentines de lui fournir les renseignements nécessaires. Il a également précisé au Gouvernement argentin qu'en raison des limites de temps et des restrictions budgétaires, seul un très petit nombre de missions pouvait avoir lieu chaque année et qu'il fallait en conséquence fixer des priorités. D'après les

renseignements reçus à propos de la situation générale concernant le droit à la vie en Argentine, le pays ne semblait pas devoir être placé dans la catégorie de première priorité (26 octobre 1993).

Azerbaïdjan

124. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de communications concernant de graves violations du droit à la vie commises dans le cadre du conflit armé qui oppose les forces armées azerbaïdjanaises et les forces composées d'Arméniens aspirant à l'autodétermination et luttant pour l'indépendance du Haut-Karabakh, enclave située dans le territoire azerbaïdjanais et peuplée essentiellement d'Arméniens de souche. Des milliers de civils auraient été tués depuis 1988.

125. Diverses sources se sont particulièrement alarmées de la reprise du conflit en 1992. Depuis le mois de janvier 1992, les forces armées azerbaïdjanaises auraient utilisé des avions militaires et des hélicoptères de combat pour tirer sur des cibles civiles dans un certain nombre de villes et de villages. Des bombes de 500 kg et des bombes antipersonnel auraient été lancées dans des zones habitées par des civils, tuant et blessant un grand nombre d'habitants et causant des dégâts considérables. Les forces armées emploieraient également des armes lourdes telles que des lance-missiles multirampes de longue portée du type "Grad BM-21", des chars et de l'artillerie pour tirer sur des zones densément peuplées. Le nombre de tués parmi la population civile entre juin 1992 et janvier 1993 était évalué à 1 500. Des raids aériens, des bombardements et des attaques d'artillerie lourde ont été signalés à Stepanakert et dans les environs, ainsi que dans plusieurs villes et villages des régions de Martakert et d'Askeran.

126. Le Rapporteur spécial a également reçu des communications selon lesquelles des membres des forces armées azerbaïdjanaises exécutaient sommairement des civils ou d'anciens combattants ne participant plus aux hostilités. Dans plusieurs cas, des victimes auraient été prises en otage et auraient été exécutées plus tard par leurs ravisseurs.

Communications envoyées

127. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement azerbaïdjanais deux demandes d'intervention d'urgence, dans lesquelles il se déclarait préoccupé par l'imminence de l'exécution de sentences de mort prononcées par la section militaire de la Cour suprême d'Azerbaïdjan. Selon les informations reçues, les personnes condamnées n'auraient pas le droit de faire appel. Les demandes d'intervention d'urgence envoyées par le Rapporteur spécial concernaient Sergej Alexandrovitch Grebenkov (22 février 1993) et cinq soldats russes : Vladislav Kudinov, Konstantin Tukish, Yaroslav Yevstigneyev, Andrej Filippov et Mikhail Lisovoy (21 mai 1993).

128. Le Rapporteur spécial a également signalé au Gouvernement azerbaïdjanais plusieurs cas précis qui se seraient produits dans le cadre du conflit armé. Les quatre personnes, à savoir Youri Housepi Osipovitch Dshangiryan, Vitali Verdyan, Youra Goulyan et Hratchik Shabazyan, auraient été tuées après avoir été arrêtées par les forces de sécurité azerbaïdjanaise. Le Rapporteur

spécial a également de nouveau appelé l'attention des autorités sur le cas de Sergej Alexandrovitch Grebenkov, qui avait été trouvé mort dans sa cellule peu de temps avant le jour prévu pour son exécution.

129. Le Rapporteur spécial a également adressé au Gouvernement azerbaïdjanais une lettre dans laquelle il transmettait les allégations générales mentionnées plus haut et demandait des renseignements à leur sujet.

Communications reçues

130. Le Gouvernement azerbaïdjanais a répondu à la lettre du Rapporteur spécial qui exprimait sa préoccupation à l'égard du droit à la vie dans le pays, en l'informant que la République d'Azerbaïdjan, illégalement occupée, défendait son intégrité territoriale, son indépendance et sa souveraineté. Il précisait qu'en raison des actes d'agression commis à grande échelle par l'Arménie, environ 20 % du territoire azerbaïdjanais avaient été annexés par les forces armées régulières avec la participation de formations militaires arméniennes du Haut-Karabakh et de mercenaires étrangers, accusant le Gouvernement arménien de mener une politique de génocide et de "nettoyage ethnique". Le nombre de morts parmi la population étrangère au conflit, essentiellement des femmes, des personnes âgées et des enfants, aurait atteint environ 17 000. En outre, des centaines de prisonniers tombés aux mains des forces arméniennes auraient été sauvagement assassinés. Des journalistes rapportant les événements en Azerbaïdjan et des Arméniens favorables à un dialogue pacifique avec ce pays auraient également été tués par les forces arméniennes (22 septembre 1993).

Observations

131. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération qu'a manifestée le Gouvernement azerbaïdjanais en lui faisant parvenir la réponse susmentionnée. Il souligne toutefois que les autorités n'ont fait allusion ni aux allégations selon lesquelles les forces gouvernementales azerbaïdjanaises seraient responsables de violations des droits de l'homme, ni aux mesures prises pour enquêter sur ces allégations ou pour empêcher le recours abusif à la force dans le contexte du conflit armé. Aucun détail n'a été fourni sur les cas concrets signalés par le Rapporteur spécial en 1992 et 1993.

132. Le Rapporteur spécial reste préoccupé par les violations du droit à la vie qui seraient commises et, en particulier par le nombre considérable de victimes parmi les civils, qui auraient résulté du conflit au Haut-Karabakh. Il continuera à accorder une attention spéciale au problème et pourrait demander au Gouvernement azerbaïdjanais l'autorisation de se rendre en mission dans la région.

Bangladesh

133. Le Rapporteur spécial a été informé d'un certain nombre de mesures positives prises par le Gouvernement bangladaïsi pour mieux assurer la protection des droits de l'homme, en particulier de l'amnistie accordée aux personnes détenues sous le régime précédent, de la révision des accusations portées contre les opposants politiques pendant la même période et de l'ouverture d'enquêtes sur plusieurs cas de violations des droits de l'homme.

Toutefois, il a continué à recevoir un grand nombre de communications et d'allégations selon lesquelles des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires se produiraient toujours au Bangladesh.

134. Des préoccupations particulières ont été exprimées par différentes sources à propos de la situation dans les Chittagong Hill Tracts (Monts Chittagong), zone reculée placée sous contrôle militaire, située dans le sud-est du Bangladesh et territoire traditionnel de la tribu des Jumma. Les négociations engagées entre le gouvernement et le Shanti Bahini, branche armée de l'organisation politique tribale Jana Shanghati Samiti (association d'entraide populaire), qui souhaite obtenir l'autonomie de la région, n'ont pas encore abouti à une solution pacifique du conflit armé qui oppose les forces de sécurité gouvernementales et le Shanti Bahini depuis le milieu des années 70. Si le Shanti Bahini porte apparemment la responsabilité d'un grand nombre d'assassinats, de multiples violations du droit à la vie auraient aussi été commises lors des opérations anti-insurrectionnelles menées par le gouvernement. Les responsables présumés des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sont des membres des forces de sécurité, ainsi que des forces paramilitaires qui coopéreraient avec celles-ci, telles que les "Bangladesh Rifles" ou les gardes "Ansar".

135. Selon d'autres informations, les membres des forces de sécurité responsables de violations des droits de l'homme jouissent pratiquement de l'impunité. A cet égard, le Rapporteur spécial a été informé que l'article 132 du Code de procédure pénale du Bangladesh stipule que des poursuites ne peuvent être engagées devant les tribunaux contre une personne soupçonnée d'avoir commis un acte relevant de cet article (réunion illégale) qu'avec l'approbation du gouvernement. Aucun magistrat, policier, fonctionnaire ou officier supérieur ni aucun sous-officier, soldat ou volontaire, ayant agi conformément aux ordres auxquels il est tenu d'obéir ne peut être considéré comme ayant, ce faisant, commis un délit. En outre, le Rapporteur spécial a été informé que, conformément à la loi de 1992 portant modification de la loi sur les forces de sécurité présidentielles, adoptée le 15 juillet 1992, les membres des forces de sécurité qui auraient blessé par balle ou tué toute personne dont la présence ou les agissements auraient apparemment fait peser une menace sur la sécurité physique du Premier Ministre et de certains autres hauts fonctionnaires bénéficient de l'immunité devant la loi.

136. A propos de la peine de mort, le Rapporteur spécial a reçu des renseignements indiquant que le Parlement bangladaise avait approuvé le 1er novembre 1992 une loi sur la lutte contre le terrorisme. Conformément à cette loi, la peine de mort pourrait être prononcée pour un certain nombre de délits qui, auparavant, entraînaient des peines d'emprisonnement. Neuf délits classés dans la catégorie des délits de terrorisme ou d'anarchie entraîneraient des peines allant de cinq ans d'emprisonnement à la peine de mort, sans qu'il soit précisé à quel délit correspondait telle ou telle peine. La loi prévoirait que les enquêtes sur ces délits ne devaient pas durer plus de 30 jours (exceptionnellement 45) et que les détenus ne pouvaient pas être libérés sous caution. Le procès devant un tribunal spécial devait être achevé dans les 60 jours (exceptionnellement 90 jours).

Communications envoyées

137. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement bangladaeshi des communications concernant des allégations selon lesquelles plus de 30 personnes, dont cinq femmes, auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Dans quatre cas, ces violations du droit à la vie concerneraient des mineurs.

138. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement bangladaeshi trois demandes d'intervention d'urgence, après avoir appris qu'un groupe de réfugiés musulmans (Rohingya) de l'Etat de Rakhine (Myanmar) devait être incessamment rapatrié de force (31 décembre 1992), que Munir Hussain devait être exécuté sous peu, apparemment en violation des garanties internationalement reconnues d'un procès équitable (23 juillet 1993), et que l'écrivain Taslima Nasran avait reçu des menaces de mort (26 octobre 1993).

139. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement bangladaeshi deux communications dans lesquelles il faisait état de ses préoccupations concernant les cas mentionnés ci-dessus, ainsi que les cas ci-après de victimes de violation du droit à la vie (27 avril et 29 juillet 1993) :

a) Chempu Chakma, Mohini Ranjan Chakma, Mohini Bala Chakma, Master Nittamay Chakma (10 ans), Subilash Chakma, Shabika Chakma (7 ans), Nirashadebi Chakma (17 ans), Prasannakumar Chakma, Nishi Kumar Chakma, Ramkamal Chakma et plusieurs autres civils non identifiés auraient été exécutés sommairement par des membres des forces de sécurité dans les Chittagong Hill Tracts;

b) Fulakamal Chakma, Goladhan Chakma, Ahmed Mominuddin et Momina Khatum auraient succombé à la torture alors qu'ils étaient détenus par les forces de sécurité et un certain Quader serait mort en garde à vue;

c) Hussain Anwar, Ali Wajed, Islam Shahidul, Muddin Hasiruddin, Rahman Azizar, Zaidur et Islam Manirul (16 ans) auraient été tués par des membres des "Bangladesh Rifles" dans les Chittagong Hill Tracts, alors qu'ils tentaient d'empêcher les soldats de voler leur bétail;

d) Moin Hussain Raju aurait été tué par les forces de police lors d'une manifestation pacifique d'étudiants sur le campus de l'Université de Dhaka.

Communications reçues

140. Le Gouvernement bangladaeshi a fourni des réponses concernant un certain nombre de ces cas. Pour ce qui est de la sentence de mort prononcée contre Munir Hussain, il a fait savoir que trois tribunaux, à savoir le tribunal de sessions, la division de la Haute Cour de la Cour suprême et le tribunal d'appel de la Cour suprême, avaient conclu que M. Hussain avait assassiné sa femme. L'accusé avait été défendu par des avocats compétents. Les allégations concernant le non-respect du droit à un procès équitable étaient dénuées de fondement. Le jugement, la condamnation et l'exécution du condamné n'avaient été ni extrajudiciaire, ni sommaire, ni arbitraire (2 août 1993).

141. A propos des cas sur lesquels le Rapporteur spécial avait appelé son attention dans sa lettre du 27 avril 1993, le Gouvernement bangladaise a précisé que la plupart des morts avaient été dues aux affrontements armés entre les forces gouvernementales et le Shanti Bahini, ou aux attaques armées lancées par ce dernier. Plusieurs des victimes auraient été des membres actifs du mouvement insurrectionnel. L'un d'entre eux, Fulkamal Chakma, s'était suicidé dans sa cellule et un autre, Goladhan Chakma, était décédé de mort naturelle alors qu'il était conduit par une patrouille au camp militaire de Guimara (19 octobre 1993).

142. Dans la même réponse, le Gouvernement bangladaise a rappelé les renseignements qu'il avait fournis dans une communication précédente (27 mai 1993) concernant un certain nombre d'allégations sur lesquelles le Rapporteur spécial avait attiré son attention en 1992. Selon lui, il s'agissait d'attaques de terroristes dans lesquelles les forces de sécurité n'avaient été aucunement impliquées, d'un affrontement n'ayant fait aucune victime parmi des civils innocents et d'un cas dans lequel les agents de la force publique avaient dû ouvrir le feu pour empêcher un terroriste de prendre la fuite.

143. Le Gouvernement bangladaise a également fait savoir au Rapporteur spécial que les informations selon lesquelles un groupe religieux, outré par certains passages d'un roman publié par Taslima Nasreen, avait condamné l'auteur à mort, étaient fausses, inventées de toutes pièces et inspirées par des motifs politiques. Le groupe lui-même avait nié, lors d'une conférence de presse, avoir prononcé une telle condamnation. Après la publication de ces informations dénuées de fondement, l'auteur avait demandé et obtenu la protection de la police. Sa vie normale n'avait été aucunement restreinte ni perturbée. Ces renseignements ont été confirmés par la source de l'allégation (17 novembre 1993).

Suite donnée

144. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement bangladaise une lettre dans laquelle il demandait des renseignements supplémentaires concernant les réponses reçues en 1992 (voir E/CN.4/1993/46, par. 115 à 117), ainsi que le 27 mai et le 2 août 1993. Il demandait en particulier des détails sur les raisons pour lesquelles le gouvernement affirmait que les allégations de violation du droit à la vie étaient dénuées de fondement. A propos du massacre de la zone de regroupement rural de Logang (E/CN.4/1993/46, par. 116 et 117), il demandait un complément d'informations concernant l'enquête effectuée et la teneur de la décision prise à l'issue de celle-ci, ainsi que des éclaircissements sur le rôle des "Bangladesh Rifles" et des autres groupes paramilitaires, et des détails sur les mesures prises pour empêcher le recours abusif à la force dans les opérations anti-insurrectionnelles.

145. L'essentiel des réponses fournies par le gouvernement à propos des cas en question a été communiqué aux sources des allégations. L'une des sources a déjà transmis au Rapporteur spécial des observations renforçant les premières allégations.

Observations

146. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement bangladaise des réponses qu'il a fournies à propos d'un certain nombre des cas qui lui ont été transmis. Il a noté avec satisfaction les informations mentionnées ci-dessus selon lesquelles des mesures avaient été prises en vue d'assurer une meilleure protection des droits de l'homme. Il reste néanmoins préoccupé par la situation dans le pays et ce, d'autant plus qu'il ne cesse de recevoir des allégations analogues. Il a constaté au cours du processus de suivi et après avoir reçu des sources des détails supplémentaires, que la disparité entre les allégations émanant des sources et les informations fournies en réponse à celles-ci par le gouvernement était de plus en plus marquée. A cet égard, il maintient sa proposition de se rendre en mission au Bangladesh. Il avait demandé à se rendre dans le pays en 1992, à la suite des massacres commis en avril 1992 dans la zone de regroupement rural de Logang (voir E/CN.4/1993/46, par. 112, 113, 116 et 117). Le Gouvernement bangladaise lui avait fait savoir qu'étant donné qu'une commission officielle avait enquêté sur les incidents, une deuxième enquête apparaissait inutile. Dans une lettre adressée aux autorités, le Rapporteur spécial a exprimé une nouvelle fois son désir de se rendre au Bangladesh, l'objectif de sa visite n'étant pas de procéder à une enquête, ce qui relevait de la responsabilité et de la compétence des autorités locales, mais plutôt de s'informer directement sur place de la situation de façon à pouvoir mieux évaluer les renseignements qui lui parvenaient et à faire les recommandations appropriées concernant la protection du droit à la vie.

Brésil

147. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu diverses communications indiquant que la violence exercée contre "les enfants des rues" et les conflits fonciers dans les zones rurales étaient au Brésil les deux principales causes des violations du droit à la vie.

148. Pour ce qui est des "enfants des rues", le Rapporteur spécial a été informé qu'en février 1992, une commission parlementaire d'enquête avait publié un rapport sur "l'extermination des mineurs" et avait conclu que la participation de membres de la police civile et militaire aux meurtres d'enfants et d'adolescents était loin d'être exceptionnelle. Selon la Commission d'enquête, la police était au troisième rang des responsables de meurtres d'enfants et d'adolescents au Brésil. Les "escadrons de la mort", souvent composés d'agents de la police civile et militaire engagés hors de leurs heures de service par des commerçants locaux pour "nettoyer" les rues dans lesquelles étaient situés leurs magasins, seraient également souvent responsables des meurtres, des menaces de mort et des mesures de harcèlement et d'intimidation dont "les jeunes des rues" étaient victimes. Souvent, la police locale serait de connivence avec les "escadrons de la mort" et participerait même parfois à leurs opérations.

149. Le Rapporteur spécial a reçu récemment des renseignements selon lesquels, au cours de la première moitié de 1993, 320 "enfants des rues" auraient été tués au Brésil. Des communications particulièrement alarmantes faisaient état de massacres d'enfants des rues par des membres de la police militaire dans

les bidonvilles de Rio de Janeiro, ainsi que de menaces contre la sécurité des témoins oculaires de ces massacres qui avaient fait des dépositions lors d'enquêtes judiciaires et avaient désigné les responsables.

150. Le Rapporteur spécial a également reçu de nombreuses communications et allégations concernant les exécutions extrajudiciaires et les menaces de mort dont sont victimes les paysans, en particulier d'origine autochtone, qui revendiquent leur droit à la propriété des terres. Ce droit serait garanti dans la Constitution de 1988. Les personnes qui soutiennent ces paysans dans leurs efforts pour obtenir la délimitation de leurs terres, tels que défenseurs des droits de l'homme, syndicalistes, avocats ou religieux, seraient également souvent victimes d'exécutions ou feraient l'objet de menaces de mort. Ce genre de choses se produirait particulièrement dans les Etats de Pará et du Mato Grosso du Sud. Plusieurs observateurs accusaient les autorités d'avoir toujours négligé d'assurer la protection des paysans et d'imposer des sanctions aux responsables des meurtres et des menaces. Les renseignements reçus indiquent que, dans la plupart des cas, les responsables sont des tireurs engagés par des propriétaires locaux qui bénéficieraient de l'appui de la police.

151. Le Rapporteur spécial a été informé du massacre en août 1993 d'au moins 50 Indiens yanomami dans le nord du Brésil par un groupe de garimpeiros (chercheurs d'or), qui auraient déjà menacé les Indiens en plusieurs occasions; il s'agissait d'un cas particulièrement grave de non-protection du droit à la vie par les autorités.

Communications envoyées

152. Le Rapporteur spécial a porté à l'attention du Gouvernement brésilien des allégations de violations du droit à la vie concernant 128 personnes, dont 20 femmes. Dix demandes d'intervention d'urgence ont été envoyées au nom de personnes dont la vie et l'intégrité physique auraient été menacées. Trois de ces demandes concernaient des cas particulièrement graves de massacres. Dans trois lettres adressées aux autorités, le Rapporteur spécial a signalé au gouvernement sept autres cas d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Dans 25 de ces cas, il s'agissait de violation du droit à la vie d'"enfants des rues" et, dans 10 d'entre eux, ces violations étaient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

153. Le Rapporteur spécial a prié instamment le Gouvernement brésilien d'assurer une protection réelle du droit à la vie en faveur :

a) de l'"enfant des rues" Valdeci Souza Santos, après le meurtre de six autres enfants des rues; Carlos Henrique Moreira, Carlos Andre dos Santos, Antonio Carlos de Oliveira, Alexandre Silva Neves, Carlos Henrique de Souza Santos et Alexandre Marcio Pacheco de Oliveira (31 décembre 1993); des enfants des rues Ademir Silveira dos Santos et Moises Silva do Nascimento; du père Horacio Caballero et de soeur Maria Cecilia Garez Leme, éducateurs d'enfants des rues (30 avril 1993); de Raimundo Nonato Souza Santos, défenseur des droits de l'homme (16 août 1993); des "enfants des rues" Fabio de Oliveira

(Barao) (13 ans), Michael Andre de Aguiar (13 ans), Marcos Pereira Muniz (14 ans), Fabio Ribeiro (15 ans), Elizabeth Cristina (Beth) de Oliveira Maia (16 ans), Rogerio da Silva (16 ans), Sergio Dias Gomes (16 ans), Leonardo Teixeira de Sa, ainsi que de Neilton Pereira dos Santos et Wagner dos Santos, qui avaient tous été témoins du meurtre de sept "enfants des rues" à Rio de Janeiro (15 octobre 1993);

b) de Marilene Lima da Souza, Vera Lucia Flores, Denise Vasconcelo, Euzilar Joana da Silva Oliveira, Edneia Santos Cruz et Teresa Souza Costa, mères d'enfants ayant disparu en juin 1990 après le meurtre de deux d'entre eux, Edmeia da Silva Eusebio et Sheila da Conceição (28 janvier 1993);

c) de Valdinar Pereira Barros et Francisco Geronimo da Silva, syndicalistes (22 décembre 1992); Elsa Rosa Zotti, missionnaire (13 juillet 1993); Valdenia Brito, Katia Costa Pereira et Jayme Benvenuto de Lima Jr., avocats (2 août 1993); Cecilia Petrina de Carvalho, religieuse et avocate, Analdino Laranjeira, conseiller municipal, et Mgr Pedro Casaldáliga (22 novembre 1993).

154. Le Rapporteur spécial a également adressé au Gouvernement brésilien des demandes d'intervention d'urgence après avoir été informé des meurtres des "enfants des rues" ci-après : Paulo Roberto de Oliveira, Marcelo Candido de Jesus, Valderina Miguel Rogerio de Almeida, Paulo Jose da Silva, Anderson Thome Pereira, Marcos Antonio Alves da Silva, Gamabzinho et Nogento, à Rio de Janeiro (30 juillet 1993); d'environ 50 Indiens yanomami dans le nord du Brésil (26 août 1993); de Gilberto Cardoso dos Santos et de 20 autres personnes (les noms ont été communiqués au secrétariat) dans le bidonville de Vigarrio Geral de Rio de Janeiro (7 septembre 1993).

155. Le Rapporteur spécial a appelé l'attention du Gouvernement brésilien sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dont auraient été victimes :

a) José Alves da Cunha (13 ans), "enfant des rues";

b) Renildo José dos Santos, conseiller municipal, Arnaldo Delcidio Ferreira, dirigeant syndical, Paulo Henrique da Silva, Amancio Francisco Dias, dirigeant syndical, Reinaldo Silva et Joaci Rodrigues da Silva, dirigeant d'une coopérative agricole.

Communications reçues

156. En 1993, le Gouvernement brésilien a répondu au Rapporteur spécial, l'informant que des enquêtes avaient été ouvertes et se poursuivaient sur les menaces de mort dont auraient été victimes Nivaldo Vieira do Nascimento (voir E/CN.4/1993/46, par. 125 g) (1er juillet 1993) et Valdenia Brito, Katia Costa Pereira et Jayme Benvenuto de Lima, avocats (2 novembre 1993). Une protection spéciale aurait été accordée à ces quatre personnes et les trois dernières auraient demandé la suspension de la protection de la police, qu'elles ne considéraient plus nécessaire. Le Gouvernement brésilien a également informé le Rapporteur spécial que des enquêtes judiciaires avaient

été ouvertes sur le massacre d'"enfants des rues" de Rio de Janeiro et que les témoins oculaires y étaient protégés par la police militaire dans un local spécial (2 novembre 1993).

157. S'agissant du massacre de 21 personnes à Vigario Geral, le Gouvernement brésilien a informé le Rapporteur spécial que les allégations étaient exactes et que les crimes avaient suscité son indignation comme celle de la société dans son ensemble. Les autorités avaient publiquement condamné ce massacre, le qualifiant d'acte de vengeance inadmissible. En conséquence, le Ministre de la justice avait annoncé la création au sein de la police fédérale d'une unité spéciale chargée d'enquêter sur les crimes perpétrés par les groupes organisés et les escadrons de la mort, en particulier sur les activités de ces escadrons à Rio. A la suite de l'enquête menée par la police sur le massacre de Vigario Geral, 28 agents de la police militaire avaient été arrêtés et cinq autres faisaient l'objet de mandats d'arrêt. Le commandant aux ordres duquel les accusés avaient agi avait été démis de ses fonctions. Une procédure judiciaire avait été engagée pour indemniser les familles des victimes (15 novembre 1993).

158. Le Gouvernement brésilien a également fourni des renseignements concernant les cas ci-après, portés à son attention en 1993 :

a) Raimundo Nonato Souza Santos : celui-ci ayant dénoncé le fait que la police d'Etat de Manaus dispensait une formation paramilitaire à des enfants de 9 à 17 ans, cette activité de formation a été interrompue, en application d'un décret préliminaire du 18 août 1993 et une enquête a été ouverte par le procureur chargé des questions concernant les enfants et les jeunes de l'Etat d'Amazonas, ainsi qu'au niveau fédéral; les autorités fédérales ont demandé à la municipalité de Manaus d'offrir aux 348 adolescents concernés une autre forme d'assistance (10 novembre 1993);

b) Elsa Rosa Zotti : les autorités de l'Etat du Mato Grosso ont reçu pour instruction d'assurer la protection indispensable à la missionnaire (11 novembre 1993);

c) José Renildo dos Santos : les allégations ont été confirmées par les conclusions de l'enquête de police; six personnes, dont le maire Coqueiro Seco, son père et quatre agents de la police militaire, ont été officiellement accusées de meurtre avec préméditation; elles devaient être placées en détention avant jugement (11 novembre 1993);

d) Massacre des Indiens yanomami : une commission bilatérale spéciale créée sous la responsabilité conjointe des Ministères brésilien et vénézuélien des affaires étrangères a ouvert des enquêtes sur les événements qui s'étaient produits sur le territoire vénézuélien; la Commission a tenu sa première réunion d'échange d'informations le 21 septembre 1993; les autorités brésiliennes avaient arrêté deux suspects et avaient délivré des mandats d'arrêt concernant 19 autres personnes (18 novembre 1993).

159. En outre, le Gouvernement brésilien a informé le Rapporteur spécial qu'un membre des forces de police qui avait été reconnu coupable de la mort de 18 détenus à la prison de Parque Sao Lucas à Rio de Janeiro en février 1989 avait été condamné récemment à 516 ans d'emprisonnement (23 novembre 1993).

Suite donnée

160. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement brésilien une lettre dans laquelle il demandait un complément d'informations sur un certain nombre de cas à propos desquels les autorités avaient répondu en 1992. Ces demandes concernaient l'état d'avancement des enquêtes, ainsi que les mesures concrètes qui avaient été prises pour protéger les personnes faisant l'objet de menaces, ainsi que les progrès réalisés dans les enquêtes concernant les allégations de menaces de mort et d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (22 septembre 1993).

161. Par la même lettre, le Rapporteur spécial portait à la connaissance du Gouvernement brésilien des renseignements supplémentaires concernant l'enquête sur l'exécution de 111 détenus de l'établissement pénitentiaire de Sao Paulo en octobre 1992. Il avait communiqué ce cas en 1992 au gouvernement qui lui avait répondu à ce sujet (voir E/CN.4/1993/46, par. 130). Plusieurs sources avaient signalé de graves lacunes en ce qui concerne cette enquête, en particulier quant à la façon dont les preuves avaient été recueillies et conservées. En outre, aucune enquête officielle n'avait permis d'attribuer une responsabilité individuelle à l'un quelconque des agents de la police militaire impliqués, malgré l'existence de preuves suffisantes à cette fin. Toutefois, une procédure judiciaire aurait été engagée devant un tribunal militaire de Sao Paulo. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement brésilien de lui fournir des renseignements sur les allégations résumées ci-dessus, l'état d'avancement de la procédure, les sanctions éventuelles imposées aux policiers impliqués, les indemnités éventuelles accordées aux familles des victimes et toutes autres mesures visant à empêcher que de tels incidents ne se reproduisent.

162. Le Gouvernement brésilien a également informé le Rapporteur spécial que la police et le procureur d'Itaguatins avaient enquêté sur les menaces de mort dirigées contre Antonio Fernandes Pereira et Isaias Mendonça Araujo (voir E/CN.4/1993/46, par. 125 d)). Il est apparu que ces menaces émanaient de membres de la famille des victimes et étaient liées à un conflit concernant la propriété des terres (15 novembre 1993).

163. Au cours de son séjour à Genève en novembre 1993, le Rapporteur spécial a rencontré un représentant du Gouvernement brésilien qui lui a fourni d'autres renseignements sur les efforts que faisaient les autorités brésiliennes pour enquêter sur les violations du droit à la vie commises par le passé et empêcher que des incidents analogues ne se reproduisent. Il a été informé en particulier de projets visant à créer au sein de la police fédérale une unité spéciale chargée d'enquêter sur les meurtres commis par les "escadrons de la mort" et à réformer l'appareil judiciaire, ainsi que de mesures destinées à changer la mentalité des membres de la police et à réduire les antagonismes entre les forces de sécurité fédérales et celles des Etats. Il était prévu d'adopter de nouveaux textes de loi en vertu desquels les violations graves des droits de l'homme seraient considérées comme des délits sanctionnés par les autorités fédérales et la police militaire serait placée sous les ordres du pouvoir judiciaire civil. Le Rapporteur spécial a été informé en outre que la population civile appuyait largement les efforts visant à supprimer l'impunité comme l'avait prouvé la manifestation à laquelle avaient participé récemment plus de 20 000 personnes à Rio de Janeiro.

Observations

164. Le Rapporteur spécial se félicite vivement de la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement brésilien. Il a pris note avec satisfaction des mesures annoncées par les autorités pour traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme et les encourage à poursuivre leurs efforts dans ce sens. Il faut espérer que la sensibilisation accrue des autorités et de la société en général, dont témoigne notamment la manifestation mentionnée plus haut, conduira à une meilleure protection du droit à la vie au Brésil. Pour ce qui est des difficultés dues au partage des responsabilités entre les forces de sécurité fédérales et celles des Etats, le Rapporteur spécial souligne que l'obligation qui incombe au gouvernement fédéral, conformément au droit international, d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, de traduire en justice les responsables, de garantir les droits des victimes et d'empêcher que de telles violations ne se reproduisent s'applique à toutes les composantes de la structure fédérale. Ainsi la législation et la pratique doivent, dans tous les Etats, être conformes aux normes internationales.

165. Le Rapporteur spécial reste néanmoins préoccupé par les allégations graves et répétées de violations du droit à la vie dont seraient victimes des "enfants des rues" ou qui se produiraient dans le contexte des conflits concernant la propriété des terres. Il prie instamment le Gouvernement brésilien de ne rien négliger pour protéger spécialement ces enfants. Il exprime en outre sa profonde préoccupation à la suite du meurtre d'Edmeia da Silva Eusebio et de Sheila da Conceição, deux des mères d'un groupe d'enfants qui avaient disparus de Magé en juin 1990, assassinées en dépit des demandes d'intervention d'urgence qu'il avait adressées au Gouvernement brésilien, lui demandant de veiller à la protection de ces femmes contre d'éventuelles tentatives de meurtre.

Burundi

166. Au début de l'année 1993, le Rapporteur spécial a reçu des informations encourageantes indiquant que des mesures positives avaient été prises au Burundi sur la voie de la démocratie : en mars 1992, après 26 ans de domination du parti unique, le Parti de l'unité et du progrès national (UPRONA), dirigé par le groupe ethnique tutsi, le pays a adopté le multipartisme. Les premières élections présidentielles ont eu lieu le 1er juin 1993 et se sont apparemment déroulées sans incident. Elles ont été suivies, le 29 juin, par les premières élections législatives multipartites depuis 1965. Le président Buyoya, qui avait pris l'initiative des réformes, et son parti ont été nettement battus et le président Ndadaye, membre du groupe ethnique hutu et son parti, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), ont accédé au pouvoir.

167. Le 21 octobre 1993, les forces armées, dont 90 % des membres appartiendraient à l'ethnie tutsi, ont fait une violente tentative de coup d'Etat, au cours de laquelle le président Ndadaye et de hauts fonctionnaires gouvernementaux (hutus et tutsis) ont été exécutés sans jugement. Les manifestations pacifiques qui ont suivi cette tentative de coup d'Etat ont été violemment réprimées par l'armée, faisant un nombre non précisé de victimes parmi les civils. Comme très souvent par le passé, des violences ethniques ont éclaté parmi la population civile, en particulier dans les zones rurales :

des Hutus ont massacré des Tutsi en représailles et des Tutsis, en particulier des membres des forces armées, ont massacré des Hutus. Ces violences auraient fait des dizaines de milliers de morts et au moins 700 000 réfugiés dans les pays voisins.

Communications envoyées

168. Après la tentative de coup d'Etat, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence conjointement au Gouvernement burundais et au chef d'état-major des forces armées, exprimant sa préoccupation concernant la vie et l'intégrité physique du président Ndadaye et d'autres hauts fonctionnaires gouvernementaux (22 octobre 1993).

Communications reçues

169. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement burundais au moment où a été établi le présent rapport. Il convient de noter toutefois qu'à la date où le Rapporteur spécial a envoyé sa demande d'intervention d'urgence, les autres membres du gouvernement s'étaient réfugiés dans un hôtel et s'étaient placés sous la protection de gendarmes français.

Observations

170. Le Rapporteur spécial a été consterné par la récente violente tentative de coup d'Etat, en laquelle il voit un recul par rapport aux réformes qui semblaient prometteuses engagées dans un pays marqué depuis de nombreuses années par des conflits ethniques et des massacres incessants. Les informations qui lui sont parvenues étaient incomplètes, en raison à la fois de l'interruption des communications ou lors de la tentative de coup d'Etat et de l'éloignement des régions où les massacres les plus violents auraient eu lieu. Au moment où a été établi le présent rapport, le nombre précis de victimes n'était pas connu. Toutefois, les communications reçues font état d'un nombre de morts considérable.

171. Le Rapporteur spécial est préoccupé par le fait que les actes de violence mentionnés ci-dessus risquent de perturber la paix déjà fragile instaurée dans le pays voisin, le Rwanda, où se font sentir des tensions ethniques analogues (voir E/CN.4/1994/7/Add.1). Comme il l'a souligné en conclusion de son analyse des violations du droit à la vie au Rwanda, il faut tirer les leçons du passé et mettre un terme au cercle vicieux de la violence ethnique qui a plongé le Burundi et le Rwanda dans un bain de sang. A cette fin, les auteurs des massacres ne doivent plus jamais rester impunis et des mesures de prévention doivent être prévues pour éviter que de telles tragédies ne se reproduisent.

172. Le Gouvernement burundais aurait demandé qu'une force internationale soit détachée pour stabiliser la situation dans le pays et que les massacres fassent l'objet d'une enquête internationale indépendante. Le Rapporteur spécial espère que l'intervention internationale au Burundi ne consistera pas uniquement à envoyer des soldats, mais que la protection des droits de l'homme sera prise en compte dans les préparatifs de cette intervention.

173. Le Rapporteur spécial pourrait demander au Gouvernement burundais de l'inviter à se rendre en mission dans le pays. Compte tenu de la nature des problèmes qui s'y posent, cette mission pourrait être réalisée conjointement avec le représentant du Secrétaire général chargé des questions relatives aux droits des personnes déplacées dans leur pays, M. Francis Deng. Elle pourrait en outre être complétée par une éventuelle mission de suivi au Rwanda.

Cambodge

174. Selon des rapports reçus par le Rapporteur spécial, de graves violations des droits de l'homme continuent de se produire au Cambodge dans un contexte de violence générale tandis que le système judiciaire se montrerait incapable de faire sérieusement appliquer une quelconque législation.

175. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports concernant des membres d'un parti légal d'opposition récemment créé, le Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB), qui auraient été victimes d'attaques menées en 1992 par des membres des Forces armées populaires, qui sont les forces de sécurité de l'Etat cambodgien. Il a aussi été informé du meurtre de nombreux civils de souche vietnamienne par la Partie dite du Kampuchéa démocratique (PDK ou Khmers rouges) qui refuserait de désarmer ses troupes et violerait constamment le cessez-le-feu. On lui a également signalé que dans le contexte des combats qui se poursuivaient entre PDK et forces gouvernementales, le meurtre de Vietnamiens de souche était devenu un moyen de maintenir une situation de terreur et de violence endémique dans de nombreuses régions du pays.

Communications envoyées

176. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement cambodgien des allégations concernant dix cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu en 1992 : cinq personnes ont été trouvées mortes quelques jours après avoir été arrêtées par des membres des forces armées; In Dar et Vun Thom Dar auraient été tués lors du bombardement des bureaux du PDLB peu de temps après que des membres de ce parti eurent été menacés par des membres des Forces armées populaires; Ath Sodhan, membre du PDLB, et sa mère Yea Naun ont été tués à leur domicile lors d'une attaque lancée par des membres d'une unité des Forces armées populaires; Duong Ngieb, membre du PDLB, a été tué par des hommes armés qui seraient liés à la police.

Communications reçues

177. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement cambodgien.

Observations

178. Le Rapporteur spécial tient à souligner que le récent retrait de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) ne signifie pas que l'on a réglé dans ce pays tous les problèmes relatifs au respect du droit à la vie et en particulier les problèmes dus aux incidents violents provoqués par les forces du PDK. En fait, des allégations de violations continuent d'être communiquées au Rapporteur spécial et il ressort des rapports reçus que

la faiblesse du pouvoir judiciaire, l'impunité dont continuent de bénéficier les auteurs des violations et le climat de violence et de terreur qui prévaut toujours dans le pays favorisent la perpétuation des violations des droits de l'homme et notamment du droit à la vie.

179. Le Rapporteur spécial espère que la coopération qu'il a amorcée avec l'APRONUC se poursuivra avec ses successeurs. Le lancement d'un programme relatif aux droits de l'homme au Cambodge par le Service des services consultatifs et de la coopération technique du Centre pour les droits de l'homme devrait faciliter cette coopération.

Cameroun

180. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports concernant des violations du droit à la vie commises en 1992 par des membres des forces de sécurité camerounaises dans le contexte de l'état d'urgence décrété dans la province du Nord-Ouest, de l'agitation politique qui frappe de nombreuses villes et des troubles intercommunautaires. Selon ces rapports, des civils auraient été tués par des gendarmes qui auraient ouvert le feu au hasard sur des groupes de personnes et en particulier sur des participants à des manifestations pacifiques. Le Rapporteur spécial a aussi été informé qu'une personne serait morte à la suite des tortures auxquelles elle aurait été soumise alors qu'elle était en garde à vue.

Communications envoyées

181. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement camerounais après avoir reçu des rapports selon lesquels quatre exilés tchadiens allaient être renvoyés de force au Tchad où leur vie et leur intégrité physique seraient gravement menacées. Il s'agissait des personnes suivantes : Abbas Kotti, ex-ministre tchadien, Richara Digui, Bichara Idriss Hagar et Mahamat Souleymane (31 décembre 1992).

182. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement camerounais des allégations concernant la mort de neuf personnes qui auraient toutes été tuées en 1992 : Hilary Bantar Njeta que des gendarmes auraient tué pour se venger d'attaques lancées par la foule contre leurs maisons; Anthony Tangiri, Joseph Yongla et Glory Ngeh qui seraient morts en raison d'un usage abusif de la force; deux personnes non identifiées qui auraient été tuées lors d'une manifestation; Gandhi Che Nowa qui serait mort des suites des tortures qu'il aurait subies alors qu'il était en garde à vue; Fidolis Fonga Ayaba sur lequel un policier aurait tiré à bout portant; Gidéon Manko Ngum lynché par une foule qui aurait bénéficié de la complicité de membres des forces de sécurité.

Communications reçues

183. Le Gouvernement camerounais a répondu à deux demandes d'intervention d'urgence que lui avait adressées le Rapporteur spécial en novembre 1992 (E/CN.4/1993/46, par. 160 et 161) en l'informant que Victorin Hamari Bieuleu et Nyo Wakai avaient été libérés et que leur vie et leur intégrité physique n'avaient pas été menacées; Alhadji Umaru Sakini avait aussi été libéré et Joseph Ekosene n'avait jamais été arrêté (26 avril 1993).

Observations

184. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopérer dont le Gouvernement camerounais a fait preuve en répondant à deux des demandes d'intervention d'urgence formulées en 1992. Cependant, il faut noter qu'aucun renseignement n'a été reçu au sujet d'une autre demande d'intervention d'urgence faite en 1992 par le Rapporteur spécial à la suite d'allégations particulièrement graves concernant le traitement des détenus malades à la prison de Tcholliré II. On rappellera que pas moins de 70 personnes détenues dans cette prison seraient mortes de malnutrition ou faute de soins médicaux (E/CN.4/1993/46, par. 157 et 158).

185. Selon des renseignements récemment reçus de la source des allégations, Abbas Kotti aurait été exécuté extrajudiciairement par des membres de la garde républicaine dans la capitale tchadienne (N'Djamena) le 22 octobre 1993.

186. Le Rapporteur spécial appelle le Gouvernement camerounais à s'acquitter de son obligation d'enquêter sur toutes les allégations de violations du droit à la vie, de faire traduire en justice les auteurs de ces violations et d'assurer l'indemnisation des familles des victimes. Le Rapporteur spécial invite aussi instamment les autorités à adopter toutes les mesures nécessaires pour éviter tout usage excessif de la force à l'égard de ceux qui exercent pacifiquement leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression et leurs droits de réunion pacifique et d'association.

République centrafricaine

187. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement centrafricain après avoir reçu des renseignements selon lesquels au moins quatre personnes, dont une femme du nom d'Hermine Yakite, auraient été tuées par les forces de sécurité entre avril et juin 1993. Trois d'entre elles auraient été tuées au moment où les forces de sécurité auraient fait feu sur des manifestants. Des craintes avaient été exprimées que d'autres abus de la force puissent se produire lors d'autres manifestations qui devaient avoir lieu à l'occasion des élections prévues en août 1993. Le Rapporteur spécial a invité les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir de tels actes (16 juin 1993).

188. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement centrafricain des allégations selon lesquelles M. Jean-Claude Konjugo aurait été tué par la police lors d'une manifestation qui s'était déroulée en août 1992.

Communications reçues

189. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement centrafricain.

Tchad

190. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports concernant de graves violations du droit à la vie au Tchad. Selon les informations qui lui sont parvenues, plus de 800 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires depuis décembre 1990, date d'accession au pouvoir du

président Idriss Déby. De nombreux meurtres auraient été commis lors d'opérations de contre-insurrection et d'attaques lancées en représailles contre des personnes considérées par les forces de sécurité gouvernementales comme des membres ou des partisans de groupes rebelles en raison de leur origine ethnique ou de leur lieu de résidence.

191. Le Rapporteur spécial a été informé que le président Déby était entré en fonctions sur une note positive en constituant une commission chargée d'enquêter sur les abus commis pendant les huit années où Hissein Habré était président, années pendant lesquelles plus de 40 000 personnes auraient été tuées ou auraient disparu. Cependant, selon les rapports reçus, aucune mesure n'aurait été prise pour exercer un contrôle effectif sur les forces de sécurité, lesquelles continueraient à faire un usage excessif d'armes meurtrières contre des civils non armés ou des insurgés capturés. En outre, les membres des forces de sécurité qui commettraient des violations des droits de l'homme jouiraient d'une quasi-impunité, notamment parce que le pouvoir judiciaire, faute d'appui de la part des autorités, n'aurait la plupart du temps, pas les moyens de faire comparaître les responsables devant les tribunaux. Le Procureur, qui serait lui-même menacé par les forces de sécurité, n'aurait pas davantage les moyens de faire arrêter les personnes protégées par les militaires.

192. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports alarmants faisant état de massacres de civils commis par les forces de sécurité dans les régions du Moyen-Chari et du Logone oriental pendant le premier semestre de 1993. Un certain nombre de ces massacres auraient été commis par représailles à la suite d'attaques lancées contre les forces de sécurité par des groupes d'opposition armés. En août 1993, plus de 30 civils auraient été tués lorsque les forces de sécurité auraient fait usage d'armes automatiques et de roquettes pour disperser des manifestants à N'Djamena, la capitale du pays.

193. Une conférence nationale s'est tenue de la mi-janvier au début d'avril 1993 pour débattre de l'avenir politique du Tchad et introduire des réformes et des mesures visant à assurer le respect des droits de l'homme. Certaines mesures allant dans ce sens, notamment la dissolution des forces policières de sécurité créées en 1991 ou l'ouverture en avril 1993 d'une enquête sur les violations des droits de l'homme commises dans le sud du pays, auraient déjà été prises. Cependant, on ne sait pas encore très bien jusqu'à quel point les recommandations formulées par la Conférence nationale ont été effectivement appliquées.

Communications envoyées

194. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement tchadien des allégations de violations du droit à la vie d'au moins 250 personnes; 132 d'entre elles auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires alors qu'elles exerçaient leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

195. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement tchadien quatre demandes d'intervention d'urgence, invitant instamment les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des violations du droit à la vie ne se reproduisent, après avoir reçu des renseignements concernant les événements

ci-après : l'exécution par la Garde républicaine, unité de l'Armée nationale tchadienne, de 45 habitants de la ville de Goré et de villages environnants, dont Djimta Balo, Mathieu Ndotoloum, Jacob Dibo, Gabriel Mbaïtoloum, Rachel Yohodutum et Alphonse Ndooyo, ainsi que de jeunes enfants et des femmes, et le déploiement dans la région du Moyen-Chari d'un grand nombre de soldats fortement armés (12 février 1993); la poursuite des attaques lancées contre des civils par la Garde républicaine dans la région du Moyen-Chari au cours desquelles Jacques Diedje, Maoundé Mbaléri, Issa Mbaléri, Maoudé Bawa et Yaïnlé Gourde auraient été exécutés extrajudiciairement et quatre femmes enlevées (23 mars 1993); l'exécution extrajudiciaire, en avril 1993, d'au moins 100 civils non armés par la Garde républicaine dans la province du Logone oriental (27 avril 1993); la mort de plus de 30 civils, plus de 150 autres ayant été blessés, lors d'accrochages entre manifestants et forces de sécurité à N'Djamena le 8 août 1993 (19 août 1993).

196. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement tchadien des renseignements concernant les quatre personnes suivantes : Mianbe Mbailao, fonctionnaire, qui aurait été tué par des militaires qu'il avait, dans une émission de radio, accusés d'avoir détourné à leur profit des fonds provenant de l'aide internationale; Albo Madjigoto, qui aurait été tué par deux hommes non identifiés qui circulaient dans un véhicule militaire; Mostapha Hisseine, tué dans un accident de voiture qui aurait été provoqué par des membres des forces de sécurité; ainsi que le cas d'au moins 100 civils non armés qui auraient été tués alors que des membres des forces armées auraient tiré au hasard lors d'une opération de contre-insurrection menée à Doba.

Communications reçues

197. En réponse à certaines des allégations que lui avait communiquées le Rapporteur spécial en 1992, le Gouvernement tchadien a fourni les renseignements ci-après. Rien ne prouvait que Joseph Behedi ait été assassiné par l'armée ou qu'Ali Assali, Bedel Gabriel, Mahamat Dabou ou Issa Etenna aient été arrêtés uniquement en raison de leur origine ethnique (voir E/CN.4/1993/46, par. 167, al. a) et b)). Une enquête avait été ouverte au sujet des incidents d'octobre 1991 et des cas de Goukouni Guet et Mahmat Saker (E/CN.4/1993/46, par. 167, al. c)) (15 janvier 1993).

198. Le Gouvernement tchadien a aussi informé le Rapporteur spécial que des commissions d'enquête avaient été créées pour enquêter sur les violents incidents qui avaient causé des pertes parmi les civils en octobre 1991 et en juin 1992. Le Gouvernement qui niait formellement l'existence de groupes paramilitaires opérant avec l'approbation des pouvoirs publics, a déclaré que les actes de violence commis par des particuliers ou des groupes paramilitaires résultaient de la prolifération des armes dans le pays après une longue période de guerre. Le Gouvernement a aussi fait savoir au Rapporteur spécial que c'était au pouvoir judiciaire tchadien qu'il appartenait de traiter des allégations selon lesquelles des menaces de mort auraient été formulées par la police et que les personnes menacées devaient donc s'adresser aux autorités compétentes (24 mai 1993).

199. Répondant à la demande d'intervention d'urgence que le Rapporteur spécial lui avait adressée le 23 mars 1993, le Gouvernement tchadien a indiqué qu'une Commission d'enquête avait été chargée de déterminer les responsabilités en ce

qui concernait la mort des civils qui avaient été tués dans le cadre des affrontements qui avaient opposé l'Armée nationale tchadienne et des rebelles du Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD) dans la région du Logone oriental (et pas dans le Moyen-Chari). La Commission a conclu que d'innocentes personnes avaient été tuées à la suite des affrontements entre l'armée et les rebelles et que certains éléments de l'armée s'étaient délibérément livrés à des massacres et à des pillages. Les militaires responsables avaient été arrêtés et transférés dans la capitale pour être traduits en justice, et tous les agents, fonctionnaires et soldats impliqués avaient été relevés de leurs fonctions. Les personnes qui, selon la demande d'intervention d'urgence, auraient été tuées par les forces de sécurité l'avaient été en réalité par les rebelles (2 juin 1993).

200. Enfin, en réponse à la demande d'intervention d'urgence que le Rapporteur spécial lui avait adressée le 19 août 1993, le Gouvernement tchadien a indiqué qu'un rassemblement à la mémoire de personnes défuntes à N'Djamena avait dégénéré en une manifestation non autorisée visant manifestement à troubler l'ordre public. Afin d'éviter que les troubles ne s'aggravent, la police avait tenté de disperser la foule en lançant des grenades lacrymogènes. Devant l'impossibilité de contenir les manifestants et trois gendarmes et trois policiers ayant été tués, il avait fallu faire appel à l'Armée nationale tchadienne. Celle-ci, après avoir tiré des coups de semonce, avait fait feu pour disperser les manifestants. Le gouvernement a informé en outre le Rapporteur spécial que le Conseil des ministres avait adopté le 29 juin 1993 un certain nombre de mesures visant à rétablir l'ordre et à assurer la sécurité de la population (10 septembre 1993).

Suite donnée

201. Au titre des mesures de suivi, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement tchadien une lettre concernant les trois premières réponses mentionnées ci-dessus. Il y demandait des renseignements complémentaires sur les commissions créées pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et en particulier sur la composition de ces commissions; les procédures appliquées, les sanctions et les condamnations judiciaires ou autres, prononcées contre les personnes jugées responsables des violations; les indemnisations accordées aux familles des victimes; les mesures prises pour éviter la répétition de tels incidents. Le Rapporteur spécial a aussi demandé au Gouvernement tchadien de lui indiquer sur quelle base il imputait les massacres aux forces rebelles et de l'informer sur toutes enquêtes qui auraient pu être menées à ce sujet.

202. Le Rapporteur spécial ayant demandé à la source des allégations concernant les cas mentionnés plus haut de lui faire part des commentaires et observations que lui inspiraient les renseignements fournis par le Gouvernement tchadien, celle-ci a répondu que, selon les renseignements dont elle disposait, aucun de ces cas n'avait fait l'objet d'une enquête indépendante; que la constitution de la Commission d'enquête sur les événements d'octobre 1991 avait été annoncée, mais que cette dernière n'avait en fait jamais ouvert d'enquête; et qu'aucune des recommandations formulées par la Commission d'enquête sur les massacres commis au chef-lieu du Logone

oriental n'avait été appliquée. Le Rapporteur spécial communiquera ces observations au Gouvernement tchadien et lui demandera de lui faire part de sa réaction.

Observations

203. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement tchadien pour la volonté qu'il a manifestée de coopérer avec lui en lui fournissant les réponses résumées ci-dessus. Il se félicite de la tenue d'une Conférence nationale et de la création de commissions d'enquête, mesures qui vont dans le sens d'une meilleure protection du droit à la vie. Il note cependant avec préoccupation que les recommandations de la Conférence nationale ne semblent pas avoir été suivies d'effet. Les allégations persistantes de violations du droit à la vie et les rapports selon lesquels aucune enquête indépendante n'a été menée sont aussi très préoccupants.

204. Le Rapporteur spécial appelle le Gouvernement tchadien à prendre des mesures d'urgence pour mettre fin à l'impunité et permettre au pouvoir judiciaire de jouer efficacement son rôle dans les nombreux cas de violations du droit à la vie dont il est fait état et en particulier de violations perpétrées par les forces de sécurité. Le Rapporteur spécial invite aussi instamment les autorités à prendre des mesures préventives pour éviter que des incidents violents ne se reproduisent.

Chili

Communications envoyées

205. Le Rapporteur spécial a invité instamment les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'usage excessif de la force par les forces de sécurité, en particulier dans le cadre de manifestations, après avoir été informé que José Octavio Araya Ortiz et Sergio Leopoldo Calderón Beltrami auraient été tués par des carabiniers lors d'une manifestation. Le Rapporteur spécial a aussi instamment demandé aux autorités d'assurer une protection efficace des témoins oculaires qui auraient reçu des menaces de mort (29 septembre 1993).

206. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement chilien des allégations concernant la mort de trois personnes - Pedro Ortiz Montenegro, Mauricio Gómez Lira et José Miguel Martínez - qui tentaient de s'évader d'une prison de Santiago, mort qui serait due à un abus de force par les gardiens.

Communications reçues

207. Le Gouvernement chilien a envoyé au Rapporteur spécial une réponse concernant la mort de Pedro Ortiz Montenegro et des deux autres personnes, indiquant que toutes trois faisaient partie d'un groupe de huit personnes qui avaient tenté de s'évader de la prison et fait usage d'armes à feu contre son personnel. Elles avaient aussi tiré sur des agents non armés qui gardaient l'entrée de la prison et sur les gardiens placés devant le bâtiment. Les forces de sécurité avaient essayé d'empêcher l'évasion et s'étaient défendues. Trois prisonniers avaient réussi à s'échapper; deux d'entre eux,

dont Pedro Ortiz Montenegro, avaient été repris et gravement blessés et les trois prisonniers étaient morts. Deux gendarmes et un carabinier avaient été blessés. Une enquête judiciaire avait été ouverte pour déterminer si le personnel de sécurité avait fait un usage excessif de la force. A la date de la réponse (16 juin 1993), cette enquête n'avait pas encore abouti.

Observations

208. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement chilien pour les renseignements donnés en réponse à sa communication du 27 avril 1993 et espère que le dialogue engagé avec les autorités chiliennes se poursuivra.

Chine

209. Des renseignements très détaillés sur l'application de la peine de mort en Chine ont continué de parvenir au Rapporteur spécial. Des préoccupations ont en particulier été exprimées à propos du grand nombre et de la diversité des crimes entraînant la peine capitale. Le Rapporteur spécial a été informé que, selon des experts juridiques chinois, 65 délits criminels - un tiers de l'ensemble des délits criminels prévus dans le droit chinois - étaient actuellement punissables de la peine de mort. Loin de se limiter aux "crimes les plus graves" ayant entraîné la mort ou d'autres conséquences extrêmement graves, ces crimes comprendraient des délits tels que la "spéculation" ou la "corruption".

210. En outre, selon les allégations, la peine de mort serait imposée presque automatiquement dans les cas de vol de marchandises ou de "perte économique" pour l'Etat, lorsque la valeur des marchandises volées ou le montant de la perte dépassait 30 000 yuan. La peine capitale s'appliquerait également dans le cas où la valeur cumulée de marchandises volées par une personne sur une longue période de temps atteignait un tel montant. Du fait de la rapide croissance de l'économie chinoise au cours des dernières années, ce seuil était atteint plus facilement que par le passé, souvent même par des délinquants primaires, et le nombre des peines de mort imposées s'en trouvait augmenté d'autant.

211. Le Rapporteur spécial a en outre été informé que le nombre d'infractions punissables de la peine capitale avait augmenté depuis l'entrée en vigueur du Code pénal chinois en 1979. D'autre part, l'article 79 de ce Code dispose qu'un crime non expressément visé par des dispositions spécifiques du Code peut être confirmé comme étant un crime et qu'une condamnation peut être prononcée en vertu de l'article du Code visant un crime analogue. Cette disposition qui permet d'imposer la peine capitale en raisonnant par analogie suscite de vives préoccupations.

212. L'article 44 du Code pénal chinois dispose qu'une personne ayant entre 16 et 18 ans qui commet un crime particulièrement grave peut être condamnée à mort avec un sursis à l'exécution de deux ans. Plusieurs observateurs ont fait remarquer que cette disposition était contraire à un certain nombre d'instruments internationaux qui interdisent l'imposition de la peine de mort en cas de crime commis par un mineur.

213. Le Rapporteur spécial a aussi reçu un certain nombre d'allégations faisant état de défauts dans les procédures suivies lors de procès aboutissant à une condamnation à mort en vertu du droit chinois. Selon ces allégations, en vertu de la législation adoptée le 2 septembre 1992, les défendeurs peuvent passer en jugement sans avoir reçu de citation, sans être informés de leur droit de faire appel à un avocat et sans avoir reçu à l'avance une copie de l'acte d'accusation dans les cas de meurtre, de viol, de vol qualifié, d'attentat à l'explosif et d'autres actes qui "mettent gravement en danger la sécurité publique". En pareils cas, les défendeurs ne bénéficieraient pas des services d'un avocat ou se verraient commettre d'office par le tribunal un avocat qui n'aurait pas du tout de temps pour préparer la défense. Le procès aurait parfois lieu très peu de temps après la réception par le défendeur de l'acte d'accusation, ce qui laissait trop peu de temps pour préparer la défense. Lorsque les défendeurs disposaient d'un avocat, le droit qu'avait celui-ci de rencontrer ses clients serait restreint. En outre, selon les allégations, les avocats n'auraient accès qu'à certaines parties du dossier; ils ne pourraient confronter les témoins entre eux et n'auraient pas la possibilité de contester la validité des accusations portées contre le défendeur.

214. En outre, il n'y aurait pas de présomption d'innocence dans la pratique juridique chinoise parce que les décisions concernant la culpabilité et la peine seraient prises en dehors des tribunaux par des comités soumis à une influence politique. Du fait des pouvoirs donnés aux "tribunaux préparatoires" (yupei ting) et aux "comités de règlement judiciaire" (shepan weiyuanhui), les procédures de jugement officielles auraient peu d'influence sur l'issue des procès.

215. La loi chinoise prévoit la possibilité d'interjeter appel auprès d'un tribunal supérieur mais, dans la pratique, ce droit ne serait pas pleinement garanti. Aucune audition n'aurait lieu en appel. Une fois la peine de mort confirmée, il n'y aurait plus aucune voie de recours. Les recours en grâce ou en commutation de la peine de mort adressés au Président de la République ou au Comité permanent du Congrès populaire national n'auraient pas un effet suspensif quant à l'exécution de la peine.

Communications envoyées

216. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement chinois des allégations selon lesquelles 19 personnes auraient ainsi été condamnées à mort et exécutées. Dix-huit d'entre elles auraient été reconnues coupables de vol. Un certain Luo Deming aurait été exécuté pour avoir vendu de l'alcool sous une fausse marque, ce qui, selon la Cour populaire suprême, avait "gravement perturbé l'ordre économique socialiste de sorte que les circonstances du délit étaient particulièrement graves".

Suite donnée

217. Le Rapporteur spécial a fait part au Gouvernement chinois des préoccupations exprimées à propos de l'application de la peine capitale. Il a souligné ce faisant, que ce n'était pas la première fois, au cours des dernières années, qu'il avait reçu des rapports similaires et qu'il les avait transmis au Gouvernement chinois. Il n'est toujours pas en mesure d'arriver à

une conclusion quant au bien-fondé ou non d'allégations qui divergent toujours sensiblement des renseignements que lui ont fournis les autorités chinoises en 1992 (voir E/CN.4/1993/46, par. 183 et 184). Il a donc réitéré le souhait de se rendre en Chine pour y réunir des renseignements de première main et être ainsi mieux placé pour évaluer la situation.

218. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement chinois.

Observations

219. Le Rapporteur spécial est vivement préoccupé par la persistance de graves allégations selon lesquelles les garanties protégeant normalement ceux qui risquent la peine capitale en Chine ne seraient pas respectées. Les renseignements complémentaires sur la législation et la pratique en la matière qu'il a reçus en 1993 de sources dignes de foi n'ont fait qu'accroître ses préoccupations quant aux graves lacunes du système juridique chinois. Il lui paraît particulièrement inquiétant à cet égard que le désir de coopération dont le Gouvernement chinois avait témoigné en 1992 en lui communiquant des renseignements en réponse à ses communications, ne se soit plus manifesté : aucune réponse n'a en effet été reçue à propos des cas et des allégations générales dont il a été fait état en 1993 et les autorités n'ont pas davantage réagi lorsqu'il a rappelé qu'il souhaitait se rendre en Chine pour pouvoir y étudier et évaluer la situation. Il tient cependant à rappeler qu'il est prêt à collaborer par tous les moyens possibles avec les autorités chinoises et espère pouvoir contribuer à une amélioration de la protection du droit à la vie en Chine.

Colombie

220. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreux rapports et allégations selon lesquels les droits de l'homme - et en particulier le droit à la vie - continueraient d'être violés à une échelle alarmante en Colombie. Selon des données publiées par Justicia y Paz, plus de 9 100 personnes y seraient mortes victimes de la violence politique au cours des neuf premiers mois de 1993.

221. Un grand nombre de violations du droit à la vie seraient commises dans les régions où les forces de sécurité maintiennent une forte présence dans le cadre d'opérations de contre-insurrection lancées par les pouvoirs publics. Les départements d'Antioquia, Arauca, Cauca, Meta et Santander seraient particulièrement affectés. Des membres des forces armées et de la police et des groupes paramilitaires coopérant avec les forces de sécurité seraient responsables d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

222. Très souvent, les victimes de ces exécutions seraient des civils que les forces de sécurité jugeraient susceptibles de collaborer avec la guérilla. Dans ces régions, les membres des communautés autochtones et notamment les Indiens arsario, arhuaco ou kogui, seraient particulièrement vulnérables. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a aussi reçu communication d'un grand nombre d'allégations concernant des exécutions extrajudiciaires de représentants de partis politiques d'opposition, de membres d'associations des droits de l'homme, de journalistes, d'avocats et de personnes liées à l'Eglise ou de menaces de mort formulées à leur encontre.

223. En ce qui concerne les allégations de violations du droit à la vie commises par des forces paramilitaires, le Rapporteur spécial a reçu un nombre alarmant de rapports concernant la région de San Vicente de Chucurí (Santander). Dans cette région, des structures paramilitaires seraient manipulées, appuyées et protégées par les forces de sécurité de l'Etat, dont les membres seraient souvent directement impliqués dans des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

224. Le Rapporteur spécial a été informé que, selon un document officiel sur les violations des droits de l'homme commises en 1992, publié par le bureau du Procureur général de Colombie (Procuraduría General de La Nación), 58 % des plaintes reçues par ledit bureau en 1992 étaient dirigées contre des membres de la police nationale et en particulier contre des membres de ses unités de renseignement.

225. Le Rapporteur spécial n'a pas non plus cessé de recevoir des allégations concernant des violations du droit à la vie dans le contexte des opérations dites d'assainissement social ("operaciones de limpieza social") menées dans un certain nombre de villes colombiennes. Au cours de l'année, il a reçu un nombre croissant de rapports à ce sujet. Des "escadrons de la mort" composés d'individus armés, qui dans un certain nombre de cas seraient également membres de la police nationale, seraient responsables des meurtres de personnes "socialement indésirables" : "enfants des rues", jeunes appartenant à des bandes opérant dans la rue, vagabonds et présumés délinquants.

226. En outre, le Rapporteur spécial a reçu de nombreux rapports selon lesquels un petit nombre seulement de cas de violations présumées des droits de l'homme avait donné lieu à l'ouverture d'enquêtes. Quand bien même des enquêtes étaient ouvertes, il serait très exceptionnel que les auteurs de ces violations soient punis et que les familles affectées soient indemnisées. Les membres des forces armées et de la police et des groupes paramilitaires coopérant avec elles continueraient de bénéficier d'une quasi-impunité.

Communications envoyées

227. Le Rapporteur spécial a fait part au Gouvernement colombien d'allégations de violations du droit à la vie dont auraient été victimes plus de 300 personnes, dont 15 mineurs et sept femmes; dans 28 cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'opinion, d'expression et de religion ou de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a envoyé 28 demandes d'intervention urgente, concernant au total plus de 260 personnes. Des allégations concernant le droit à la vie de 40 autres personnes ont été communiquées séparément.

228. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien 26 demandes d'intervention urgente dans lesquelles il se déclarait inquiet pour la sécurité des personnes ci-après dont la vie serait en danger :

a) Enfants des rues à Bogota, après la découverte dans la capitale d'affiches annonçant leur extermination et les invitant à participer à leurs propres funérailles (19 août 1993); Harizon Ortiz et neuf autres enfants des rues à Cali (15 octobre 1993);

b) Carlos Edgar Torres Aparicio, Rodolfo Alvarez et Oscar Elías López, avocats, Etnio Vidardo, anthropologue, ainsi que des témoins de l'exécution de plus de 20 membres de l'ethnie páez (17 décembre 1992); Rafaél Duarte Ortiz, prêtre et militant des droits de l'homme (4 février 1993); Betty Gómez de Mondragón, veuve de Hugo Varela Mondragón (voir E/CN.4/1993/46, par. 209, al. b)) (26 février 1993); 10 personnes accusées d'appartenir à la guérilla, dont des membres des autorités locales et des membres du parti d'opposition "Unión Patriótica" : Alvaro Córdoba et neuf autres personnes (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat) (26 février 1993); Pedro José Chaparro Cuesta, animateur de collectivité, Luis Sosa et M. Fierro, après l'assassinat d'Epiménio Rodríguez Guzmán et de Marcos Ortiz González (17 ans) (2 avril 1993); Héctor Torres, Noël Segura Díaz, Alba Segura Díaz et Isidro Torres, animateurs de collectivité (12 mars 1993); Luis Fernando Alzate Alvarez, Oscar Toro, Jorge Barón, Gustavo Peña et Carlos García, syndicalistes (2 avril 1993); Eduardo Umaña Mendoza, avocat (30 avril 1993); Alfonso Palacio, conseiller municipal (16 juin 1993); la veuve de Gregorio Nieves qui avait été témoin de son assassinat (17 juin 1993); Gilberto Martínez et cinq personnes à bord de sa voiture qui avaient été témoins de l'exécution extrajudiciaire des frères Hermes et Linder Osvaldo Jiménez Barco (13 juillet 1993); des membres du Comité régional de défense des droits de l'homme (CREDHOS) (25 juillet 1993); Pablo Eli Acosta, animateur de collectivité (29 juillet 1993); 150 autres personnes accusées de collaborer avec la guérilla ou d'en être des sympathisants et dont les noms figurent sur une liste qui devait être divulguée par une chaîne de télévision (11 août 1993 et 22 novembre 1993); Orlando Quintero Pérez, détenu et membre d'un groupe d'opposition armée (26 août 1993); Rafaél Barrios Mendivil, avocat (3 septembre 1993); Manuel Claro, Erminos Sepúlveda et Luis Reyes, agents de développement communautaire, et deux frères de Víctor Gaudia qui avait déjà été tué (7 octobre 1993); les membres d'une communauté après l'exécution de John Harol Ortega (29 octobre 1993).

229. Le Rapporteur spécial a aussi invité instamment les autorités à enquêter sur les cas ci-après de violations graves du droit à la vie et à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la reproduction de tels incidents :

a) Exécution, dans le cadre d'une opération dite "d'assainissement social", de Jesús María Valencia Zuleta et de 14 autres personnes (les noms peuvent être obtenus au secrétariat). Dans ce contexte, des craintes ont été exprimées pour la vie de Román Darío Roldán (7 octobre 1993);

b) Usage excessif de la force dans des opérations de contre-insurrection, ayant causé la mort des personnes suivantes : Víctor Zambrano, Reyes Fuentes, José Fuentes et un autre paysan (26 juillet 1993); les paysans Moisés Galván Pantoja, Sol Galván Pantoja et leur cousin Chavela (2 avril 1993); Pedro Carvajal. Dans ce contexte, des craintes ont été exprimées après les menaces de mort formulées à l'encontre de Jorge Torres et Norberto Quintero (22 octobre 1993);

c) Événements survenus à San Vicente de Chucurí : Leonardo Rangel et Isnardo García Carreño ont été enlevés et tués; des craintes ont été exprimées pour la vie des paysans José del Carmen Peña, Leonardo Pineda,

Rosendo Fonseca, Roque Sandoval et Alvaro Quiroga (28 janvier et 23 février 1993); menaces de mort lancées contre le maire Saúl Pico Gómez et contre Humberto Geovo Almanza (23 février 1993).

230. Dans trois lettres adressées au Gouvernement colombien, le Rapporteur spécial a communiqué des allégations faisant état de 41 cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires :

a) Pedro Jaramillo Rueda, Humberto Jaramillo Rueda, Mario Lozada Ortiz, Pedro Guevara, Fredy Prada Vargas, José Eugenio Morales et un autre paysan seraient morts des suites de tortures; auraient également été tués Faride Herrera Jaime et Oscar Iván Andrade Salcedo; Elio Valdonado, Herminia Barbosa et Octavio Bovilla; Pastor Ballesteros Tarazona et José Terry Pérez Castellanos; Gerardo Moreno Florez, responsable autochtone;

b) Alvaro Diego Escribano, membre de l'"Unión Patriótica"; José Rodrigo García Orozco, membre éminent d'"Unión Patriótica"; Eimar Tejada Trujillo, dirigeant syndical; Luis Carlos Pérez, dirigeant syndical; Hernando Valencia Laso, syndicaliste;

c) Dans le contexte des opérations de contre-insurrection : Wilson Quintero, Gustavo Coronel et Luis Alfonso Ascanio; Ramiro Ramos Ramos et Víctor Garces; Luis Ernesto Ascanio et Ramón Villegas;

d) A San Vicente de Chucurí, entre septembre 1992 et mai 1993 : John Raúl Rodas; Ricardo Uribe; José del Carmen Díaz; Euclides Peñaloza Galvis; Luis Angel Patiño Patiño; Luis Carlos Lopera Londoño; Octavio Sierra; Carlos Alberto Marquez Solano; Rodolfo Carreño Chaparro; Rubén Ardila Pinzón; Jaime Pineda Corzo; Horacio Rueda Castellanos; Eduardo Arciniegas; Antonio María Forero Navas.

Communications reçues

231. Le Gouvernement colombien a communiqué au Rapporteur spécial des réponses concernant les cas suivants :

a) Betty Gómez de Mondragón : les autorités compétentes l'ont contactée pour évaluer la situation et lui accorder une protection ainsi qu'à sa famille (5 avril 1993);

b) Rafael Duarte Ortiz : les autorités compétentes ont reçu pour instructions de la Consejería Presidencial para la Defensa, Protección y Promoción de los Derechos Humanos de fournir les moyens de protection nécessaires (5 avril 1993); une plainte ayant été déposée par Rafael Duarte Ortiz, une enquête disciplinaire a été ouverte et deux policiers ont été condamnés, l'un à trois jours de détention et l'autre à huit (27 juillet 1993);

c) Eduardo Umaña Mendoza : celui-ci ayant refusé l'escorte que lui avait attribuée le Departamento Administrativo de Seguridad, la Consejería Presidencial a demandé au Bureau du Procureur général de s'intéresser tout particulièrement à son cas (3 juin 1993);

d) Gregorio Nieves : une enquête judiciaire a été ouverte à la suite de son meurtre. La Consejería Presidencial a contacté le Ministère de la défense et le commandement des forces armées afin de faire protéger son épouse (16 août 1993);

e) Orlando Quintero Paez : la Consejería Presidencial a demandé aux autorités compétentes de dûment assurer la protection du prisonnier (18 octobre 1993);

f) Víctor Gaudia et al. : des enquêtes ont été ouvertes par le bureau compétent du Procureur général. Les responsables municipaux présentés comme étant menacés ont rencontré la police pour évaluer leur situation en matière de sécurité. Des mesures ont été prises pour leur accorder une protection et enquêter sur l'origine des menaces de mort formulées contre eux (11 novembre 1993).

232. En outre, le Gouvernement colombien a informé le Rapporteur spécial qu'à la suite de l'attaque criminelle lancée à Bogota le 15 avril 1993, laquelle avait causé la mort de 10 personnes, les autorités avaient été obligées de proclamer l'état de crise intérieure conformément à l'article 215 de la Constitution et au décret législatif 261 du 5 février 1993 (23 avril 1993).

233. Par ailleurs, le Gouvernement colombien a communiqué au Rapporteur spécial un rapport sur la situation des droits de l'homme en Colombie publié par les autorités. Ce rapport faisait notamment référence à la nouvelle Constitution de 1991 - et en particulier à ses dispositions concernant la protection des droits de l'homme grâce au "mandat de protection" (voir ci-après, par. 235) - et à la législation sur la réforme de la police adoptée en 1993 et les états d'urgence (19 novembre 1993).

Suite donnée

234. Le 22 septembre 1992, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien une lettre dans laquelle il lui demandait de fournir des renseignements complémentaires concernant un certain nombre d'allégations qui lui avaient été communiquées en 1992 et en 1993 et auxquelles il avait déjà répondu. Le Gouvernement colombien l'ayant informé que des enquêtes avaient été ouvertes, le Rapporteur spécial a demandé où en étaient ces enquêtes et quels en étaient les résultats si elles étaient achevées. Le gouvernement ayant indiqué qu'une protection avait été accordée aux personnes menacées, le Rapporteur spécial a demandé des informations sur les mesures spécifiques qui avaient été prises.

235. Lors de son passage à Genève en novembre 1993, le Rapporteur spécial a rencontré des représentants du Gouvernement colombien qui lui ont fourni des renseignements complémentaires sur les mesures prises par les autorités pour renforcer le respect du droit à la vie en Colombie. On avait, en particulier, mentionné une réforme de la police et un "mandat de protection", instrument prévu dans la Constitution colombienne de 1991 pour assurer le respect des droits et libertés fondamentaux. En ce qui concerne le droit à la vie, le Rapporteur spécial a été informé que ce mandat de protection pouvait être

utilisé en cas de menaces de mort formulées par des membres des forces armées, ce qui donnait aux tribunaux civils un certain contrôle sur les actes commis par des militaires, même lorsque ceux-ci étaient en service commandé.

236. En outre, le Gouvernement colombien a invité le Rapporteur spécial à se rendre en Colombie. Quatre consultations électorales devant se dérouler dans ce pays en 1994, il est prévu que cette visite ait lieu après septembre 1994. Dans le cadre des préparatifs auxquels elle donne lieu, le Rapporteur spécial prévoit d'intensifier le dialogue avec le Gouvernement colombien en ce qui concerne les recommandations formulées par son prédécesseur, M. S. Amos Wako, à l'issue de sa visite en Colombie en 1989, en vue, en particulier, d'identifier les obstacles rencontrés par les autorités en ce qui concerne l'application desdites recommandations.

Observations

237. Le Rapporteur spécial apprécie vivement la volonté de coopération manifestée à son endroit par le Gouvernement colombien. Il a pris note avec satisfaction des mesures prises par le gouvernement pour mieux protéger le droit à la vie. Il tient aussi à remercier le Gouvernement colombien de l'avoir invité à se rendre sur place.

238. Le Rapporteur spécial reste cependant préoccupé : comme on l'a noté plus haut, il continue à recevoir un grand nombre d'allégations concernant des violations du droit à la vie. Le fait que depuis de nombreuses années, il ne cesse de recevoir de telles allégations est particulièrement préoccupant. Dans un tel contexte, il se félicite de la nouvelle législation sur la réforme de la police et de l'accroissement des possibilités de protection des droits de l'homme en vertu de la Constitution de 1991. Il encourage le Gouvernement colombien à poursuivre ses efforts à cet égard et l'invite instamment à prendre des mesures efficaces pour prévenir de nouvelles pertes en vies humaines, en particulier dans le contexte des activités de contre-insurrection ou des opérations menées par les "escadrons de la mort" contre des personnes jugées socialement indésirables. Le Rapporteur spécial demande aussi instamment aux autorités d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de veiller à ce que leurs auteurs soient traduits en justice.

Comores

Communications envoyées

239. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement comorien des allégations de violations du droit à la vie de 10 personnes.

240. Il lui a aussi adressé une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des renseignements selon lesquels M'Tara Maecha, Omar Tamou, Abdallah Ahmed Cheik, Abderrahmane Ahmed Adallah, Combo Ayouba et quatre autres personnes ont été condamnés à mort pour avoir participé à une tentative de renversement du gouvernement en septembre 1992. Ceux-ci n'auraient pas bénéficié de toutes les garanties d'un jugement équitable, s'agissant en particulier de l'indépendance et de l'impartialité des juges, lesquels avaient

été désignés par le gouvernement. Les avocats de la défense n'auraient pu que de manière limitée communiquer avec leurs clients et avoir accès aux dossiers. En outre, les défendeurs n'auraient pas eu le droit de faire appel (30 avril 1993).

241. Le Rapporteur spécial a aussi communiqué au Gouvernement comorien des allégations concernant Djida Ahmed, qui aurait été victime d'une exécution extrajudiciaire perpétrée par des membres des forces armées comoriennes. Aucune enquête n'aurait été ouverte.

Communications reçues

242. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement comorien.

Cuba

Communications envoyées

243. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement cubain des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires concernant les sept personnes ci-après, dont un mineur : Orelvis Martínez Limonta; Francisco Díaz Mesa, qui serait mort faute de soins médicaux alors qu'il était en prison; Felipe Timoneda, qui serait mort à la suite de tortures dans un commissariat de police; Alain Hermida Oviedo, qui serait mort à la suite des coups qu'il aurait reçus en prison; Felipe Achin, qui serait mort alors qu'il se trouvait en garde à vue; Rodolfo Gómez Ramos, qui serait mort faute de soins médicaux alors qu'il était en prison; et Lázaro Gutiérrez Franco qui serait mort à la suite des coups que lui auraient donnés des policiers.

Communications reçues

244. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement cubain.

Djibouti

245. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels des violations à grande échelle du droit à la vie ont été commises à Djibouti, depuis juillet 1993, dans le contexte de nouveaux affrontements armés entre les forces gouvernementales et les forces du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). Les hostilités se seraient intensifiées en août 1993. Selon les rapports reçus, des soldats de l'armée nationale de Djibouti auraient exécuté extrajudiciairement de nombreux civils qu'ils soupçonnaient d'être des membres ou des sympathisants du FRUD, particulièrement dans la région située au nord de Tadjoura. La plupart des victimes appartiendraient au groupe ethnique Afar dont serait issue la majorité des partisans du FRUD. En outre, les forces gouvernementales procéderaient à ces exécutions en toute impunité.

Communications envoyées

246. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement djiboutien une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations sur les actes de violence susmentionnés et en particulier sur les exécutions de Kamil Houmed Souleh et Abakari Gadito, dans la ville de Randa, et des bergers nomades Mohamed Dimbiyo Ahmed, Ahmed Abdallah Mohamed, Mohamed Ali Ahmed et Abdo Mohamed, dans la région de Tadjoura; ceux-ci auraient été tués par des soldats qui auraient fait usage d'armes automatiques (24 septembre 1993).

Communications reçues

247. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement djiboutien.

Observations

248. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les rapports faisant état de violations du droit à la vie dans le contexte des violence ethniques rapportées ci-dessus. L'absence apparente d'efforts de la part des autorités pour réduire les tensions ethniques et empêcher leur aggravation est particulièrement préoccupante compte tenu en particulier de l'exemple alarmant de la Somalie voisine. Le Rapporteur spécial déplore que le Gouvernement djiboutien n'ait manifesté aucune volonté de coopérer avec lui.

EquateurCommunications envoyées

249. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement équatorien deux demandes d'intervention d'urgence concernant des menaces de mort qui auraient été formulées par des membres de la police contre José Ignacio Chauvin (17 ans) (12 février et 10 mars 1993). Il lui a aussi adressé une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des renseignements sur des menaces de mort formulées par des membres de l'armée contre Cecilia Guijarro après qu'elle eut publiquement accusé ceux-ci d'être responsables de la disparition de son fils (3 novembre 1993).

250. Le Rapporteur spécial a également communiqué au Gouvernement équatorien des allégations selon lesquelles Felipe Moreira Chávez serait mort en raison des tortures qu'il aurait subies alors qu'il était en détention.

Communications reçues

251. Le Gouvernement équatorien a fourni au Rapporteur spécial des renseignements concernant les cas de José Ignacio Chauvin et Felipe Moreira Chávez et l'a informé que les autorités compétentes avaient ouvert des enquêtes (5 avril et 26 mai 1993).

Suite donnée

252. Au titre des mesures de suivi, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement équatorien une lettre dans laquelle il demandait des informations à jour sur l'état d'avancement de ces enquêtes (22 septembre 1993).

253. En réponse à cette lettre, le Gouvernement équatorien a communiqué au Rapporteur spécial le texte du rapport initial de l'Inspection générale de la police nationale sur son enquête concernant le cas de José Ignacio Chauvin (30 septembre 1993).

Observations

254. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopérer que le Gouvernement équatorien a manifestée en répondant rapidement aux allégations communiquées ainsi qu'à sa demande de renseignements complémentaires et il espère poursuivre ce dialogue dans l'intérêt de la protection du droit à la vie.

Egypte

255. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de communications faisant état de vives préoccupations à propos des modifications apportées au Code pénal égyptien par la loi No 97 de 1992 qui a sensiblement augmenté le nombre de crimes qualifiés de capitaux dans le droit égyptien. Selon les communications, ces dispositions concernent ce que la loi qualifie de délits "terroristes". Selon les renseignements reçus, ces délits n'ont pas été définis, ce qui laisse une large marge de manoeuvre pour déterminer si une action relève ou non du "terrorisme". En outre, on indiquait que dans un certain nombre de cas les avocats de la défense ne pouvaient que de manière limitée communiquer avec leurs clients et que le temps dont ils disposaient pour préparer la défense était insuffisant.

256. Par ailleurs, ceux qui sont accusés de "terrorisme" seraient jugés par des tribunaux militaires. Ceux qui sont reconnus coupables n'auraient pas le droit de faire appel. Les condamnations à mort prononcées par ces tribunaux doivent être confirmées par le Président de la République puis revues par le Bureau militaire des appels, qui est aussi placé sous la direction du Président de la République. Toutes les condamnations à mort seraient alors soumises à nouveau au Président de la République qui peut donner son approbation définitive ou prendre une mesure de clémence. Des préoccupations ont été exprimées quant au manque d'impartialité et d'indépendance du Bureau militaire des appels et au manque d'efficacité de cette procédure d'examen.

257. Entre décembre 1992 et fin septembre 1993, les tribunaux militaires auraient condamné à mort 28 civils; 18 exécutions auraient eu lieu.

258. Le Rapporteur spécial a aussi reçu des renseignements selon lesquels les affrontements entre la police ou les forces de sécurité et les militants islamiques sont devenus de plus en plus violents au cours des dernières années. Ils auraient fait de nombreux morts parmi les militants comme parmi les membres de la police. Plusieurs sources se déclaraient préoccupées du fait que certaines morts avaient été causées par l'usage excessif et injustifié

d'armes mortelles par la police. Certaines personnes auraient été tuées délibérément à un moment où aucun acte de violence n'était à craindre de leur part. Par ailleurs, le nombre de ces incidents aurait fortement augmenté en 1992 et cette tendance se serait poursuivie au cours des premiers mois de 1993.

259. En outre, le Rapporteur spécial a reçu des allégations selon lesquelles des personnes seraient mortes en détention à la suite de torture.

Communications envoyées

260. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement égyptien des allégations faisant état de violations du droit à la vie de 43 personnes dont deux mineurs.

261. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement égyptien huit demandes d'intervention d'urgence. Sept d'entre elles concernaient des allégations concernant l'exécution imminente de peines de mort prononcées par des tribunaux militaires qui, en vertu de la nouvelle législation sur le terrorisme, avaient reconnu coupables les personnes ci-après :

a) Al-Sharif Hassan Ahmed, Mohammad Shawqi al-Islambuli, Mostafa Ahmed Hamza, Rufa'i Ahmed Taha, Othman Khalid Ibrahim, Ahmed Mostafa Nourara, Tal'at Mohammad Yassin et Tala't Fou'ad Qassim (22 février 1993);

b) Hassan Shabata Badran, Bastawi Abd al-Hamid Abu al-Magd, Sa'id Amin Abu Al-Magd, Ashraf Sa'id Abd-Rabbu, Drawi Mohammad Ibrahim 'Abd al-Mutallib, Ahmed 'Abd al-Rahim Radwan, Abd al-Hadi al-Saghir Tayi' et Abd al-Hamid al-Zamqan 'Ali (16 juin 1993);

c) Hassan Ramadan 'Abdullah Shalqani, Ahmed Hussein Ahmed Al-Husseini, Tariq 'Abd al-Raziq Hassan, Ashraf Al-Sayyid Ibrahim Salih, Ibrahim Sayyid 'Abd al-'Aal et Mostafa Ahmed Hassan Hamza (22 juin 1993);

d) Ramdhan Mostafa Mohammad Hassan, Ali Fayed May'ub, Sayyid 'Abd al-Raziq et Hishan Mohammad Mas'ud (1er septembre 1993);

e) Mahmoud Salah et Mostafa 'Awni Zaki (24 septembre 1993);

f) Yahya Mustapha Imam Shahrour, Ahmed Mohammad Hammouda et Hasham Taha Ahmed Salim (25 octobre 1993);

g) Abd al-Hamid Mohammad 'Abd al-Hamid, Fathi Imam 'Abd al-Maguid, Khuwaylid Mohammad Bakarat, Mohammad 'Abdullah Mohammad, Ra'fat Mahmoud Mohammad 'Othman, Mohammad Hosam Ahmed al-Sharif, Yasser Kamil 'Ali et Mohammad Zein (12 novembre 1993).

262. Le Rapporteur spécial a aussi adressé une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé de vives craintes touchant la vie de Mahammed Ali Mohammed Ali, qui serait dans un état de santé précaire après les graves tortures qu'il aurait subies dans un commissariat de police (13 juillet 1993).

263. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement égyptien des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire, par des membres de la police qui auraient abusé de la force, de sept étudiants, dont deux mineurs : Moustafa Elewa Mohamed, Moustafa Hassan Abd-El Rady, Mohamed Ahmed Mouktar, Khaled Hassan Mouzlem, Ahmed Hasem Abd-El Razek, Moustafa Ramzy Abd-Zied et Mohamed Mohamed El-Saghir.

Communications reçues

264. Le Gouvernement égyptien a répondu à la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial en date du 22 février 1993 (6 avril 1993) et à sa lettre du 27 avril 1993 (13 octobre 1993). Il a aussi répondu aux lettres du Rapporteur spécial concernant les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Egypte (13 octobre 1993).

265. Le Gouvernement égyptien a communiqué des renseignements détaillés sur les crimes punissables de la peine de mort en droit égyptien ainsi que sur les conditions et garanties relatives à l'application de cette peine. Le gouvernement a aussi informé en détail le Rapporteur spécial sur le système de justice militaire en Egypte. En ce qui concerne le jugement de civils devant des tribunaux militaires, il a indiqué que la juridiction militaire n'était normalement compétente que pour un nombre très limité de délits portant atteinte à du personnel, des biens ou des secrets militaires ou de délits commis par des civils relevant de l'armée. Cependant, le Président de la République est habilité à soumettre aux tribunaux militaires certains délits précis en fonction des circonstances dans lesquelles ils ont été commis, de leur degré de gravité et de la nature ou de l'identité de leurs auteurs. En pareils cas, on applique les procédures de jugement prévues par le Code de justice militaire tout en se fondant sur les définitions des crimes et des peines énoncées dans le Code pénal.

266. En outre, le Gouvernement égyptien a fait observer que les droits de la défense ainsi que l'impartialité des juges dans ces procès étaient garantis de même que le droit de faire appel en demandant l'examen du jugement, avant sa confirmation, par des magistrats plus expérimentés; il était possible d'interjeter appel de la confirmation pour motif d'illégalité, d'application ou d'interprétation erronées de la loi ou de défaut de procédure préjudiciable aux droits de la défense; les jugements devaient en outre obligatoirement être soumis au Président de la République en vue d'une grâce éventuelle.

267. En ce qui concerne l'affaire mentionnée dans la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial en date du 22 février 1993, le Gouvernement égyptien a fait remarquer qu'une personne seulement, Sharif Hassan Ahmad Muhammad Hassan, était présente au procès, les sept autres ayant fui dans un pays étranger. Sharif Hassan aurait bénéficié de toutes les garanties de procédure. A la date de la réponse (6 avril 1993), le jugement était examiné par le Bureau militaire des appels. En ce qui concerne les personnes en fuite qui avaient été jugées et condamnées par contumace, le délai pour faire appel ne commencerait à courir que le jour où elles se rendraient ou seraient capturées.

Suite donnée

268. La source des allégations a informé le Rapporteur spécial de l'exécution de la peine de mort prononcée contre les personnes suivantes :
Al-Sharif Hassan Ahmed; Hassan Shahata Badran et sept autres personnes;
Hassan Ramadan 'Abdullah Shalqani et quatre autres personnes;
Ramadhan Mostafa Mohammad Hassan et trois autres personnes.

Observations

269. Le Rapporteur spécial se félicite que le Gouvernement égyptien ait répondu rapidement et de manière détaillée aux préoccupations dont il avait été fait état. Il est pleinement conscient des difficultés rencontrées par les gouvernements confrontés au problème de la violence due à une opposition armée. Tout en comprenant la nécessité de prendre des mesures spéciales pour endiguer cette violence, le Rapporteur spécial tient à souligner que le droit à la vie est absolu et qu'on ne peut y déroger, même dans des circonstances spéciales.

270. Le Rapporteur spécial reste donc préoccupé par le fait qu'en vertu de la législation antiterrorisme en vigueur en Egypte ceux qui sont accusés de crimes punissables de la peine de mort ne bénéficient pas de toutes les garanties prévues dans les instruments internationaux pertinents. A cet égard, il note que le Comité des droits de l'homme, après avoir examiné la législation égyptienne contre le terrorisme, a estimé que la définition du terrorisme figurant dans la loi No 97 de 1992 devait être "revue par les autorités égyptiennes et être beaucoup plus précise compte tenu en particulier du fait qu'elle augmente le nombre d'actes punissables de la peine de mort. Le Comité souligne qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves" (CCPR/C/79/Add.23, par. 8). Le Comité des droits de l'homme s'est aussi déclaré vivement préoccupé par le fait que des tribunaux militaires jugent des civils et a conclu que "les tribunaux militaires ne devraient pas être habilités à juger les affaires qui ne se rapportent pas à des infractions commises par des membres des forces armées dans l'exercice de leurs fonctions" (ibid., par. 9).

271. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par les limitations de l'indépendance du pouvoir judiciaire qui résultent de l'intervention du Président de la République à trois niveaux : celui-ci, premièrement, décide quelles sont les affaires qui doivent être jugées par des tribunaux militaires; deuxièmement, il préside le Bureau militaire des appels; troisièmement, c'est lui qui tranche en cas de demande de grâce ou de commutation de la peine de mort. On peut craindre que la procédure d'appel ne perde ainsi toute efficacité pratique. Le Comité des droits de l'homme a aussi noté avec préoccupation que le chef de l'exécutif exerce aussi des fonctions judiciaires (ibid.). Le Rapporteur spécial demande aux autorités égyptiennes de veiller à ce que les procédures de jugement respectent pleinement les garanties protégeant ceux qui risquent la peine de mort, conformément aux instruments internationaux pertinents.

El Salvador

272. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports concernant des violations du droit à la vie en El Salvador.

273. En mars 1993, la Commission de la vérité, établie le 13 juillet 1992 à la suite du quatrième cycle de négociations qui s'est déroulé en avril 1991 entre le gouvernement et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), a publié son rapport dans lequel elle faisait état, documents à l'appui, de violations massives des droits de l'homme commises par les forces de sécurité gouvernementales et des groupes liés à celles-ci ainsi que - à une moindre échelle toutefois - de meurtres et d'enlèvements perpétrés par le FMLN. En ce qui concerne les violations du droit à la vie, les forces armées, la police et des groupes paramilitaires auraient commis un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Dans de nombreux cas, ces exécutions auraient été précédées de tortures et de mauvais traitements. Des "escadrons de la mort" liés aux structures de l'Etat se seraient rendus responsables de nombreuses exécutions extrajudiciaires et auraient servi d'instruments pour semer la terreur et procéder à l'élimination physique systématique des opposants politiques. Certains de ces "escadrons de la mort" auraient des liens avec des dirigeants politiques, d'autres avec des services de renseignements des forces armées.

274. La Commission de la vérité concluait son rapport par un certain nombre de recommandations dont la révocation de tous les militaires et éléments du système judiciaire dont les noms étaient mentionnés dans ledit rapport et la création d'un fonds pour indemniser les victimes de violations des droits de l'homme. Elle recommandait aussi l'ouverture d'urgence d'une enquête spéciale sur les "escadrons de la mort" qui, selon elle, continuaient à menacer la société. Elle se déclarait en outre préoccupée par les lacunes du système judiciaire et recommandait d'entreprendre de vastes réformes pour que la justice puisse être rendue complètement et dans les délais voulus.

275. En avril 1993, le Conseil national pour la défense des droits de l'homme, dont le bureau avait été établi en 1992, également à la suite des accords de paix, a aussi publié un rapport dans lequel il indiquait que des violations du droit à la vie continuaient à se produire et que, dans certains cas, l'on pouvait raisonnablement penser, compte tenu de leurs caractéristiques, qu'elles tenaient à des motifs politiques.

276. Selon les renseignements reçus par le Rapporteur spécial, aucune mesure n'aurait été prise pour mettre en pratique les recommandations de la Commission de la vérité. Le 20 mars 1993, l'Assemblée législative salvadorienne a adopté la loi générale d'amnistie pour la consolidation de la paix qui exonère de toute responsabilité tous ceux, dont les magistrats, qui ont commis ou couvert des violations des droits de l'homme dans le contexte de la guerre civile, et tout particulièrement ceux dont les noms sont indiqués dans le rapport de la Commission de la vérité. Le 21 avril 1993, la Commission non gouvernementale des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES) aurait critiqué cette loi parce qu'elle serait contraire à plusieurs articles de la Constitution salvadorienne ainsi qu'à l'obligation qu'avait l'Etat de respecter les instruments internationaux ratifiés par le gouvernement.

277. Dans son tout dernier rapport, portant sur la période allant de mai à juillet 1993, la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) a déclaré que l'on pouvait noter certaines améliorations dans certains domaines en matière de droits de l'homme, mais que le nombre des violations graves du droit à la vie avait augmenté au cours du premier semestre de 1993. La réapparition d'"escadrons de la mort", même s'ils étaient présentés comme isolés, était jugée des plus inquiétantes. La plupart des exécutions extrajudiciaires attribuées à ces groupes n'auraient pas donné lieu à l'ouverture d'enquêtes. Les "escadrons de la mort" seraient aussi responsables des 40 cas de menaces de mort enregistrés par l'ONUSAL entre mai et juillet 1993.

278. Ces rapports inquiétants sur la recrudescence des activités des "escadrons de la mort" étaient apparemment liés aux élections de mars 1994. Des membres du FMLN, dont des membres de son Conseil national et des candidats aux élections législatives, auraient été tués. D'autres membres du FMLN ainsi que des représentants de l'opposition politique auraient fait l'objet de menaces de mort.

Communications envoyées

279. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement salvadorien des allégations concernant les violations du droit à la vie de 20 personnes. Dans 4 cas, les victimes étaient des femmes; dans 15 cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

280. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement salvadorien deux demandes d'intervention d'urgence après avoir été informé que des menaces de mort auraient été formulées par des membres de l'armée contre les avocats Mirna de Anaya (8 janvier 1993) et Félix Ulloa (27 janvier 1993), qui défendaient tous les deux César Vielman Joya Martínez (voir E/CN.4/1993/46, par. 246). Il lui a également adressé d'autres demandes d'intervention d'urgence après avoir été informé que le Secrétaire général du Movimiento Popular Social Cristiano, Gregorio Mejía Espinoza (9 juin 1993), avait fait l'objet de menaces de mort ainsi que le doyen de la Faculté de droit de l'Université de San Salvador, René Macadel Perla Jiménez (21 septembre 1993), ce dernier de la part d'un "escadron de la mort".

281. Le Rapporteur spécial a aussi adressé au Gouvernement salvadorien une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé de la recrudescence des activités des "escadrons de la mort" qui seraient à l'origine des meurtres de membres du FMLN (Darol Francisco Veliz, Heleno Hernán Castro, Medardo Brizuela Hernández, Justa Victoria Orellana Cortéz, Manuel de Jesús Acevedo et Humberto Antonio López), des menaces de mort et des actes d'intimidation dont auraient été victimes Rubén Zamora, vice-président de l'Assemblée législative et candidat à la présidence; des politiciens de l'opposition, Héctor Silva, Rebecca Palacios et Enrique Argumedo; le journaliste Antonio Velado; le responsable étudiant et membre du FMLN Gabriel Quintanilla; et la militante des droits de l'homme Margarita Alemán (22 novembre 1993).

282. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement salvadorien des allégations faisant état de l'exécution extrajudiciaire par des membres de l'armée de Juan Carlos García Panameno et Manuel de Jesús Panameno ainsi que de la mort de Santos Martínez qui aurait été victime d'un abus de force à l'encontre de participants à une manifestation.

Communications reçues

283. Le Gouvernement salvadorien a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements sur les meurtres de Darol Francisco Veliz Castellanos et Heleno Castro, membres du FMLN, précisant que l'ouverture d'enquêtes sur ces meurtres avait été ordonnée. Lors d'une conférence de presse donnée le 25 octobre 1993, le président Alfredo Cristiani avait annoncé qu'une commission interinstitutionnelle serait créée conjointement avec la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL pour donner suite comme il convenait à tous les cas d'actes de violence apparemment motivés par des raisons politiques et enquêter sur l'existence ou la création de groupes susceptibles de commettre de tels actes pour que les responsables soient traduits en justice (4 novembre 1993).

284. Le Gouvernement salvadorien a aussi communiqué au Rapporteur spécial le texte d'une déclaration de la Commission présidentielle des droits de l'homme sur l'assassinat de Darol Francisco Veliz Castellanos, dans laquelle celle-ci exprimait la vive aversion que lui inspirait toute forme de violence portant atteinte aux citoyens salvadoriens et à la dignité humaine (29 octobre 1993).

Observations

285. Le Rapporteur spécial tient à exprimer sa préoccupation face aux allégations présentées ci-dessus, allégations qu'il a reçues en 1993 et qui concernent des violations du droit à la vie en El Salvador. S'agissant en particulier de la loi d'amnistie adoptée par l'Assemblée législative en mars 1993, il tient à noter que s'il peut être politiquement opportun, dans des cas exceptionnels et dans des circonstances particulières, de ne pas punir les auteurs de certains crimes, les lois d'amnistie ne doivent pas pour autant entraîner la légalisation de l'impunité. Elles ne doivent pas en particulier empêcher d'ouvrir des enquêtes sur les violations des droits de l'homme afin d'établir les faits et d'obtenir réparation pour les victimes et leurs familles. Si une législation d'amnistie a pour résultat d'empêcher l'établissement des faits et donc l'éclaircissement des sombres pages de l'histoire d'un pays, elle a toute chance de manquer l'objectif le plus fréquemment invoqué pour la justifier qui est de contribuer à la réconciliation nationale. Dans le contexte considéré, compte tenu de la situation qui règne en El Salvador, les rapports alarmants faisant état d'une recrudescence des activités des "escadrons de la mort" ne constituent pas une surprise. Le Rapporteur spécial demande aux autorités salvadoriennes de veiller résolument à appliquer les recommandations formulées par la Commission de la vérité et d'oeuvrer pour une paix et une réconciliation véritables et durables. Il espère que la création de la commission interinstitutions annoncée par le président Cristiani pour enquêter sur les actes de violence motivés par des raisons politiques et l'existence d'"escadrons de la mort" sera un pas dans cette direction. Il demeure cependant préoccupé par les rapports récents selon lesquels le Président n'avait pas encore indiqué quand

il nommerait les représentants du gouvernement à la Commission mixte. Il a aussi appris avec inquiétude que l'enquête sur l'assassinat d'Heleno Castro aurait été close par les autorités, un mois seulement après l'assassinat de celui-ci.

Guinée équatoriale

286. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports et d'allégations faisant état de violations du droit à la vie commises par des membres des forces de sécurité en Guinée équatoriale. Des personnes s'occupant activement de politique et des membres de partis d'opposition auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires ou fait l'objet de menaces de mort et d'actes d'intimidation et de harcèlement. Un grand nombre d'entre elles auraient été forcées de se cacher.

287. Le Rapporteur spécial a également reçu des renseignements alarmants au sujet de la situation dans l'île de Pagalu où, lors d'un incident qualifié par les autorités d'"acte de rébellion", plusieurs civils auraient été tués.

Communications envoyées

288. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement équato-guinéen des allégations concernant des violations du droit à la vie touchant plus de 22 personnes. Dans trois cas, ces violations auraient été associées à des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

289. Le Rapporteur spécial a adressé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement équato-guinéen après avoir été informé que l'on craignait pour la vie des personnes ci-après : Celestino Bacale, Arsenio Moro et les prêtres Luis María Ondo Mayé et Pedro Ncogo, qui auraient été torturés en détention (21 janvier 1993); José Oló Obono, avocat et membre du parti d'opposition "Convergence pour la démocratie sociale", qui aurait reçu des menaces de mort (13 septembre 1993); le prêtre José Luis Engono, qui aurait reçu des menaces de mort et dont le père, Francisco Engono Micué, aurait fait l'objet d'intimidation (24 septembre 1993).

290. Le Rapporteur spécial a également adressé une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations selon lesquelles des événements violents s'étaient produits sur l'île de Pagalu, en particulier l'assassinat par les forces de sécurité, de Manuel Villarubia, de Simplicio Llorente et de quatre personnes non identifiées ainsi que celui de Pedro Motu, membre de l'"Unión Popular", parti d'opposition (31 août 1993); Bonifacio Yayeye, Eusebio Juego, Marcos Vidal et Santos Gómez avaient d'autre part reçu des menaces de mort (24 septembre 1993).

291. Après qu'il eut adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement équato-guinéen au sujet d'Orlando Cartagena et de Francisco Medina (ou Benevina), qui auraient été condamnés à mort par un tribunal militaire après une procédure sommaire (15 décembre 1993), le Rapporteur spécial a été informé par la source de l'allégation que les susnommés avaient été, en fait, condamnés à une peine de 25 ans de prison.

292. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement équato-guinéen des allégations concernant la mort, en garde à vue, des suites de tortures, de Damaso Abaga Nve et de Miguel Nseng Bacale.

Communications reçues

293. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement équato-guinéen au moment de l'établissement du présent rapport.

Observations

294. Le Rapporteur spécial, préoccupé par les informations reçues faisant état de violations du droit à la vie et, en particulier, d'actes de violence sur l'île de Pagalu, invite instamment le Gouvernement équato-guinéen à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein respect du droit à la vie. Il invite les autorités compétentes à veiller à ce qu'en ce qui concerne le recours à la force et l'usage des armes à feu, les forces de sécurité tiennent compte, lorsqu'elles sont appelées à agir, des restrictions énoncées dans les instruments internationaux pertinents.

Ethiopie

Communications envoyées

295. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement éthiopien des allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires dont neuf personnes auraient été victimes. Sept cas impliqueraient aussi des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association. Les personnes qui auraient été tuées en janvier 1992 par des soldats du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) seraient Mohamed Sheikh Mohamoud Iraad et Abdirashid Sulub Anshur. Leur décès n'aurait donné lieu à aucune enquête. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement éthiopien des allégations selon lesquelles des membres des forces de sécurité avaient tué au moins sept étudiants qui participaient à une manifestation en janvier 1993. Elles auraient ouvert le feu sans sommation sur les participants à cette manifestation, qui n'avait pas été autorisée. Aucune enquête judiciaire n'aurait été ouverte.

Communications reçues

296. Le Gouvernement éthiopien a communiqué au Rapporteur spécial des précisions sur la création, le 8 août 1992, du Bureau du Procureur spécial, qui était chargé de dresser un inventaire historique des abus du régime du Colonel Mengistu et de traduire en justice les responsables de violations des droits de l'homme et de corruption ou des deux (4 novembre 1993).

Suite donnée

297. Le Gouvernement éthiopien a répondu à une demande de renseignements relative à des cas qui lui avait été transmise en 1991, par le Rapporteur spécial d'alors; dans cette réponse il faisait observer que ces violations présumées du droit à la vie s'étaient produites sous le précédent régime

militaire et que l'on ne pouvait donc demander des comptes au gouvernement de transition. En ce qui concernait les huit personnes qui auraient été tuées par balles pendant une manifestation peu après que l'EPRDF eut pris le contrôle du pays, le Gouvernement éthiopien a relevé que cette manifestation avait été organisée par un groupe indiscipliné et avait vite dégénéré, donnant lieu à des actes de violence. Les forces de sécurité avaient fait respecter la loi afin d'empêcher que la violence ne se propage.

Observations

298. Le Rapporteur spécial se félicite des renseignements qui lui ont été communiqués par le gouvernement de transition. Il apparaît qu'en créant le Bureau du Procureur spécial chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme sous le régime précédent et de traduire en justice les responsables, celui-ci reconnaît la nécessité d'élucider les faits. Il faut espérer que cela aboutira à l'indemnisation des victimes de ces abus ainsi que de leurs familles, et que des mesures seront prises afin d'éviter que des violations analogues ne se reproduisent à l'avenir.

Guatemala

299. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu des renseignements inquiétants faisant état de violations des droits de l'homme au Guatemala, notamment d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

300. Selon les données publiées entre juillet 1992 et juillet 1993 par la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), organisme non gouvernemental, on comptait pour les violations du droit à la vie 282 exécutions extrajudiciaires, 189 tentatives d'exécution et 210 cas de menaces de mort. Pendant les six premiers mois de 1993, 104 exécutions extrajudiciaires, 82 tentatives d'exécution et 103 cas de menaces de mort auraient été enregistrés. Dans 24 cas les exécutions extrajudiciaires auraient été précédées de tortures. Les responsables de ces violations du droit à la vie seraient des membres des forces armées, des patrouilles d'autodéfense civile (PAC), des membres de diverses unités de police et des "escadrons de la mort" qui collaboreraient avec ces dernières.

301. Comme au cours des années précédentes, les personnes les plus exposées à des violations des droits de l'homme étaient des enfants, des femmes et des autochtones. Les mineurs et, en particulier les "enfants des rues" ainsi que des particuliers et des organisations telles que la Casa Alianza, qui cherchent à les protéger et leur assurent une éducation et une formation, continueraient d'être victimes d'assassinats et de recevoir des menaces de mort. Entre 1992 et 1993, la CDHG a signalé que des mineurs avaient été victimes de 17 exécutions extrajudiciaires, de 54 tentatives d'assassinat et, dans 15 cas, auraient fait l'objet de menaces de mort. Les femmes subiraient une discrimination fondée sur le sexe, leur statut socio-économique et leur origine ethnique. Les autochtones continueraient eux aussi à être l'objet de harcèlement et de menaces de mort et seraient victimes d'exécutions extrajudiciaires, souvent pour avoir refusé de faire partie des patrouilles d'autodéfense civile prétendument volontaires ou pour avoir participé aux activités de groupes autochtones de résistance.

302. Le Rapporteur spécial n'a pas cessé de recevoir en grand nombre des informations faisant état des violations du droit à la vie dont seraient victimes des militants des droits de l'homme et des membres d'organisations populaires, des syndicalistes, des journalistes, des étudiants et des enseignants ainsi que des personnes rattachées à l'Eglise se livrant à des activités en faveur des secteurs marginaux. Les organisations ci-après de défense des droits de l'homme seraient la cible de menaces de mort et d'attaques : Comité national de coordination des veuves guatémaltèques (CONAVIGUA), Association guatémaltèque de juristes (AGJ), Conseil national des personnes déplacées au Guatemala (CONDEG), Institut pour le progrès des sciences sociales au Guatemala (AVANCSO), Comité d'unité paysanne (CUC), Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux" (CERJ), Groupe d'entraide pour la réapparition de nos parents vivants (GAM) et l'Organisation Familles des détenus/disparus du Guatemala (FAMDEGUA). Plusieurs de ces associations coopèrent depuis des années aux procédures de la Commission des droits de l'homme.

303. Le Rapporteur spécial a aussi reçu très régulièrement des informations faisant état de violations du droit à la vie dans le contexte de la stratégie gouvernementale de lutte contre les insurgés. Des attaques militaires aveugles aux armes lourdes contre des zones civiles auraient fait de nombreuses victimes. Au total 61 bombardements de zones résidentielles et 18 opérations militaires dirigées contre la population civile ont été enregistrés par la CDHG pendant les six premiers mois de 1993.

304. En outre, le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations selon lesquelles d'anciens combattants de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) étaient détenus par l'armée dans des centres de détention secrets. Plusieurs d'entre eux, qui s'étaient échappés, auraient parlé de tortures et de mauvais traitements, ainsi que de menaces de mort contre les détenus et leurs familles, dans le but de les forcer à collaborer avec l'armée pour identifier des membres de l'opposition armée.

305. Ces violations des droits de l'homme continueraient de se produire dans un climat d'impunité. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a été informé que des procédures judiciaires aboutissant à l'identification et à la condamnation des responsables des violations des droits de l'homme n'avaient été engagées que dans un très petit nombre de cas. Les patrouilles de défense civile, en particulier, continueraient à agir en toute impunité. Le Rapporteur spécial a également reçu plusieurs informations concernant des actes d'intimidation et de harcèlement et des menaces de mort destinés à empêcher les parents des victimes de violations des droits de l'homme et les témoins à des procès de dénoncer ces violations ou de témoigner contre des membres des forces de sécurité et des personnes collaborant avec elles.

306. Après la tentative de coup d'état de l'ancien président Jorge Serrano Elías, le 25 mars 1993, et l'élection, comme nouveau président, en l'absence d'un chef d'Etat, de l'avocat Ramiro de León Carpio, défenseur des droits de l'homme, plusieurs observateurs ont exprimé l'espoir que la situation s'améliorerait à cet égard au Guatemala et qu'une nouvelle impulsion serait donnée aux négociations de paix entre le gouvernement et l'UNRG.

Communications envoyées

307. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement guatémaltèque des allégations faisant état de violation du droit à la vie concernant 220 personnes au moins. Dix-sept des cas signalés concerneraient des mineurs et, 30 autres cas, des femmes; dans 66 cas ces violations seraient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

308. Le Rapporteur spécial a adressé 25 demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement guatémaltèque après avoir reçu des renseignements selon lesquels des menaces de mort avaient été adressées, par des membres des forces de sécurité ou des personnes collaborant avec elles, aux personnes ci-après :

a) Bruce Harris, directeur exécutif de la Casa Alianza (15 janvier 1993); Demetrio Antonio Pérez Ordóñez, collaborateur de la Casa Alianza (19 mars 1993); Axel Mejía, collaborateur de la Casa Alianza (24 mars 1993);

b) José Humberto Sandoval Guillo, Carlos Máyen, Axel Danilo Vásquez, Juan Carlos Calderón, Henry Molina et Francisco Tziac, "enfants des rues" (19 août 1993);

c) Ruby Magdalena Guzmán, épouse du journaliste Alfredo Torres Coyoy (25 janvier 1993); Angela María Contreras Chávez, collaboratrice du GAM (30 avril 1993); Pablo Itzep Hernández, Cruz Luz Hernández et Manuel Batén Hernández, membres du CERJ (28 mai 1993); Amílcar David Montejo García, Armando Estrada Quesada et Ingrid Lucrecia Urrutia Aldana, dirigeants de mouvements d'étudiants (2 juin 1993); Jerónimo Morales Tiriquiz et Tomás Suy Cantil, membres du CERJ, ainsi que leurs familles (17 juin 1993); Elizabeth Recinos Alvarez de León et Eluvia de Salam, dirigeantes syndicales (14 juillet 1993); Fernando René de León Solano, secrétaire exécutif de l'AGJ (2 août 1993); Oswaldo Enríquez Contreras, membre dirigeant de la CDHG et Ricardo Enríquez ainsi que Roberto Enríquez et Mariá Elena Enríquez, membres de sa famille (11 août 1993); Brenda Mérida, docteure (1er septembre 1993); Olga Ruano Cruz de García, présidente d'un comité de voisinage (14 septembre 1993), des membres de l'AGJ et CONDEG, après l'attaque de leurs bureaux (20 septembre 1993); Nineth Montenegro, présidente du GAM ainsi que d'autres membres du GAM et de la FAMDEGUA (29 septembre 1993); Marco Choco Damas, membre du CONDEG (22 novembre 1993);

d) Byron Barrera Ortiz, Hugo Arce, Marco Augusto Quiroa, Otto Morán, Carlos Rafaél Soto, Haroldo Sánchez, Marco Vinicio Mejía, Mario Roberto Morales, Danilo Rodríguez et Rubén Mejía, journalistes; Byron Morales et Romeo Monterroso, syndicalistes; Víctor Hugo Godiel, dirigeant d'un mouvement d'étudiants; Helmer Velázquez, Oscar Azmitia, Mario Silvestre et Alberto Monterroso, agents communautaires; Rodolfo Azmitia Jiménez, avocat militant pour les droits de l'homme ainsi qu'Alberto Echeverría, Ricardo Stein, Edgar Franco Rivera, Andrés Campos, Héctor de León Sagastume et Raquel Gartz, dont les noms figuraient dans un tract contenant des menaces de mort (8 avril 1993); Juan José Rodil Peralta, président de la Cour suprême, Rigoberta Menchú

et 21 autres militants bien connus en faveur des droits de l'homme, des syndicalistes, des dirigeants de mouvements estudiantins et des journalistes, menacés de mort dans un communiqué (15 octobre 1993);

e) Alejandro Pablo, dans le contexte de conflits agraires (25 janvier 1993); Carlos Ranferi Gómez López, syndicaliste, après une visite aux communautés de résistance autochtones du département d'El Quiché (2 avril 1993); Gustavo Monzón, coordinateur de la Casa Nazareth, organisation qui aide les paysans et les étudiants autochtones (15 octobre 1993);

f) César Augusto Paiz, membre du Parlement, représentant le Mouvement national de libération (MLN) (25 janvier 1993);

g) Rigoberta Menchú, militante pour les droits de l'homme et sa famille (25 janvier 1993);

h) Juan Carlos Marroquín Tejeda et José Arnaldo Tejeda, témoins de l'exécution extrajudiciaire de l'anthropologue Myrna Mack Chang en septembre 1990 (15 février 1993); Clara Arenas et María Elena Dávila de Torres de l'AVANCSO et Helen Mack Chang, soeur de Myrna Mack Chang (26 février 1993).

309. Le Rapporteur spécial a également adressé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement guatémaltèque dans lesquelles il exprimait ses craintes pour la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après :

a) Efraín Bamaca Velásquez, Anastacia López Calvo, Martín Pérez Cabrera, Antonio Lorenzo, César Augusto Cabrera Hernández, Aníbal Cabrera López, Carlos López, Reginaldo de Jesús Pérez Llama, M. Estrada et 29 autres personnes identifiées uniquement par leurs surnoms, tous anciens combattants de l'URNG, qui seraient détenus par l'armée dans des centres clandestins de détention où ils auraient été torturés et auraient reçu des menaces de mort (8 avril 1993);

b) 58 résidents de Colotenango, notamment des membres du CUC, du CONDEG et du CONAVIGUA qui seraient menacés par les PAC locales, après l'assassinat de Juan Pablo Chanay (11 août et 14 septembre 1993); Luis Montefar, Héctor Mendizabel, le Docteur Fredy Velásquez et des membres du poste de police de San Gaspar Chajul qui seraient en danger pour avoir participé à l'exhumation de Nicolás Bernal Mendoza, de Miguel Cobo et de Gaspar Caba Santiago - qui auraient été tués par les PAC pour avoir refusé de participer aux patrouilles - et à l'enquête ultérieure sur ces assassinats (3 novembre 1993); ainsi que Marcos Godínez, María Sales López, Ramiro Godínez Pérez, Francisca López Sánches et Juan Godínez Pérez, après l'assassinat d'Andrés Godínez Díaz et de son épouse, María Pérez Sánches, par des membres des PAC à Colotenango (15 octobre 1993);

c) Francisco Solbal Santay, Tiburcio Hernández Hernández, Noël Jesús de Beteta Alvarez, anciens soldats emprisonnés qui, lors d'une conférence de presse donnée en prison, auraient fait des déclarations concernant les exécutions extrajudiciaires, par l'armée, de personnes soupçonnées d'être "subversives", exécutions auxquelles ils avaient participé, ainsi que le prisonnier Jorge Guillermo Lemus qui avait organisé la conférence de presse

après l'assassinat - qui devait leur servir d'avertissement - de quatre prisonniers, (dont les noms suivent) par les forces de sécurité : Moisés Tun Toc, Antonio Castillo Méndez, José Morales Campos et Oliverio Echeverría (22 novembre 1993).

310. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement guatémaltèque des allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dont auraient été victimes José Tuy Carmen, Juan Tuy Quisquinay, Luis Antonio Tuy Carmen - âgé de 14 ans - et Susana Tuy Carmen - âgée de 17 ans -, Lucas Pérez Tadeo et Mario José Colindres, exécutions qui seraient le fait de membres de l'armée ou de groupes collaborant avec elle; Pablo Luciano et Rosana Méndez, qui auraient été tués par des membres de la police; Catarino Chanchavac Larios et Tomás Lares Cipriano, membre du CERJ, qui auraient refusé de participer dans les PAC "volontaires"; et Henry Yubani Alvarez Benítez - "enfant des rues" -, qui aurait été tué par un garde privé.

Communications reçues

311. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement guatémaltèque au moment de l'établissement du présent rapport.

Suite donnée

312. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement guatémaltèque une communication dans laquelle il se reportait aux réponses fournies par les autorités au sujet d'un certain nombre de cas portés à leur attention en 1992 (voir E/CN.4/1993/46, par. 296 à 300). Il priait le Gouvernement guatémaltèque de lui communiquer des renseignements à jour sur les cas à propos desquels une enquête avait été ouverte et, en particulier, de lui indiquer si les personnes identifiées comme auteurs d'exécutions extrajudiciaires avaient été arrêtées. En ce qui concernait les cas de menaces de mort, le Rapporteur spécial a demandé quelles avaient été les mesures de protection prises. Le Gouvernement guatémaltèque l'ayant informé que les enquêtes avaient révélé qu'il n'y avait aucune preuve indiquant que les personnes en question avaient fait l'objet de menaces de mort, le Rapporteur spécial a demandé des renseignements supplémentaires sur les enquêtes en question.

Observations

313. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par les allégations faisant état de graves et persistantes violations du droit à la vie, ainsi que de l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violations. Les informations qu'il continue de recevoir faisant état d'assassinats et d'intimidation d'enfants des rues et de militants pour les droits de l'homme, dont un grand nombre collaboraient depuis un certain nombre d'années aux procédures de protection de l'ONU, sont extrêmement préoccupantes. Le Rapporteur spécial est également profondément inquiet de constater que les violations du droit à la vie par les membres des PAC et dans le contexte des opérations de lutte contre l'insurrection menées par l'armée continuent de se produire. Compte tenu du nombre et du caractère particulièrement grave de ces allégations, il regrette de n'avoir reçu aucune réponse du Gouvernement guatémaltèque au sujet des cas qui lui ont été transmis en 1993. Il lance un appel aux autorités

guatémaltèques compétentes pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer une protection efficace à ceux qui sont menacés et pour qu'elles veillent à ce que toutes les allégations de violations des droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes approfondies et impartiales afin que les responsables soient identifiés et punis et les victimes indemnisées. Il invite également le Gouvernement guatémaltèque à prendre des mesures pour prévenir d'autres violations du droit à la vie.

Haïti

314. De nombreuses allégations d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions, de menaces de mort ou d'actes de harcèlement ou d'intimidation en Haïti n'ont cessé de parvenir au Rapporteur spécial. Des membres de l'armée ou de la police, ainsi que des attachés, civils armés qui serviraient d'auxiliaires aux forces de sécurité et des groupes constitués de soldats en civil connus sous le nom de "zenglendiros" se seraient rendus responsables de violations du droit à la vie.

315. Pendant le printemps de 1993 et de nouveau en août, une recrudescence des violations de ce genre a été signalée, en particulier à Port-au-Prince, la capitale. La multiplication des actes de violence contre les partisans du président Jean-Bertrand Aristide traduirait l'inquiétude des forces de sécurité devant l'Accord signé le 3 juillet 1993 par le président Aristide et par le général Raoul Cédras, commandant en chef des forces armées, accord qui prévoyait le retour du président Aristide le 30 octobre 1993. Depuis la signature de cet accord, une centaine de personnes au moins auraient été tuées. Un grand nombre de ces victimes seraient des journalistes qui s'efforçaient de signaler des violations des droits de l'homme ou d'autres personnes qui, collant des affiches, vendant des journaux ou distribuant des tracts en faveur du président Aristide, ne faisaient qu'essayer d'exercer leur droit à la liberté d'expression.

316. Le Rapporteur spécial a été en outre informé que l'impunité continuait d'être la règle en cas de violations des droits de l'homme. Il a été signalé que, presque sans exception, les membres des forces de sécurité et autres forces collaborant avec elles ou agissant avec leur accord n'avaient pas à rendre compte de leurs actes.

317. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial renvoie aux considérations relatives au droit à la vie contenues dans le rapport que M. Marco Tulio Bruni Celli, Rapporteur spécial chargé d'établir un rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti, a soumis à l'Assemblée générale en novembre 1993 (A/48/561).

Communications envoyées

318. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement de facto d'Haïti des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant 115 personnes, dont au moins 2 mineures et 6 femmes. Quinze de ces personnes auraient été victimes de violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

319. Le Rapporteur spécial a adressé quatre demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement de facto d'Haïti dans lesquelles il exprimait ses craintes pour la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après : Jean Emile, journaliste et Gisèle Saint-Firmin, mère d'un partisan du président Aristide, qui auraient été soumis à de cruelles tortures en détention et privés de soins médicaux; Dilya Elyasen, Franki Mas, Selo Mas et Jenò Mas, qui auraient été torturés en détention (2 février 1993); Francilien Julien, âgé de 17 ans, et d'autres enfants et membres du personnel d'un orphelinat créé par le président Aristide, qui auraient reçu des menaces de mort d'un groupe d'"attachés" (3 juin 1993); Evans Paul, ancien maire de la capitale, qui aurait reçu des menaces de mort d'un groupe de quelque 200 "attachés" après que deux de ses partisans, dont Bayard Edrice, eurent été tués par le groupe en question (20 septembre 1993); Jean-Claude Bajoux, militant pour les droits de l'homme et vice-président de la KONAKOM, organisation soutenant le président Aristide, ainsi que son épouse, Sylvie Bajoux, qui auraient été attaqués chez eux par des hommes armés qui auraient agi en coopération avec les forces de sécurité (18 octobre 1993).

320. Dans sa demande d'intervention d'urgence du 20 septembre 1993, le Rapporteur spécial a également exprimé son inquiétude devant la vague de violence politique qui avait commencé le 8 septembre 1993 et l'existence, qui lui avait été signalée, d'une liste de 21 partisans du président Aristide à faire "abattre" par les "attachés". Dans ce contexte, il a également demandé au gouvernement d'ouvrir une enquête sur le meurtre présumé, pendant une messe, d'Antoine Izméry et de Fritz Jocelyn.

321. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au gouvernement de fait d'Haïti plus de 100 cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu en 1992, notamment les cas ci-après :

a) Les exécutions par des hommes armés soupçonnés d'agir avec l'accord des forces de sécurité des personnes dont les noms suivent qui, pour la plupart soutenaient le président Aristide : Marcel Almonaty, Ernest Rosembert, "Ti Bateau", Gabriel Joseph, Jean-Claude Michel et trois femmes non identifiées. Deux membres de la KONAKOM auraient aussi été tués dans les mêmes circonstances; il s'agirait de Jacques Dernoncourt et de Marcel Fleurzile;

b) Les exécutions par les "zenglenderos" d'André Jean Joseph et son épouse et de 10 personnes non identifiées;

c) Les exécutions par des membres des forces armées des personnes dont les noms sont indiqués ci-après, soit parce qu'elles soutenaient le président Aristide, soit pour des raisons personnelles : Amos Mervil, Jean Time, Jean-Charles Misidor, Jean Dadi ("Ti Dadi"), "Ti Blau", Antoine, Gary Jeanty, Lachenais Saint Vilus, Paul Vilfranc, Jean Sony Philogane, et cinq personnes non identifiées.

322. Le Rapporteur spécial a également transmis le cas de 40 personnes qui auraient été tuées lorsque des membres des forces armées auraient ouvert le feu sur une petite embarcation. Figuraient parmi les victimes, Coreus Peterson, Emile Wilberhard, Ghislaine, Irama, Josue, Pierre Wilfrid, Jean Potin et Tilous Taylor.

Communications reçues

323. Le gouvernement de fait d'Haïti a répondu à la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial en date du 10 septembre 1992 concernant le cas de Jude Damus (E/CN.4/1993/46, par. 314) qui aurait été maltraité en détention. Il a indiqué qu'il avait été libéré peu après son arrestation, sur l'intervention du commissaire de Jérémie (11 décembre 1992). Il a également été répondu à la demande d'intervention d'urgence envoyée par le Rapporteur spécial le 2 février 1993 : l'affaire considérée avait été transmise aux autorités compétentes pour enquête (18 février 1993).

Observations

324. Le Rapporteur spécial exprime sa profonde préoccupation devant la recrudescence de la violence politique en Haïti qui lui a été signalée. Les informations concernant l'assassinat de personnes qui ne font rien d'autre que tenter d'exercer leur droit à la liberté d'opinion et d'expression sont particulièrement inquiétantes. Le Rapporteur spécial déplore que l'on ait été contraint d'interrompre les activités du mécanisme de défense des droits de l'homme de l'ONU qui avait commencé à fonctionner en Haïti, et il souhaite apporter sa coopération à ces activités lorsqu'elles reprendront. Il insiste sur le fait qu'il faut mettre fin au cycle de violences et à l'impunité qui durent depuis trop longtemps en Haïti. Les auteurs de violations de droits de l'homme doivent être traduits en justice et il faut prévoir des mesures pour empêcher que de tels actes de violence ne se reproduisent.

Honduras

Communications envoyées

325. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement hondurien des informations faisant état de l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, de Juan Humberto Sánchez, d'Abraham Vasquez Lazo, de Karla Patricia Galindo - âgée de 16 ans - et de Luis Alfonso Alcántara, qui auraient été tués par des soldats, ainsi que de Francisco Andres Alvarenga Mena, tué par la police qui aurait en l'occurrence abusé de la force. Tous ces assassinats auraient eu lieu en 1992.

Communications reçues

326. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement hondurien au moment de l'établissement du présent rapport.

Inde

327. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations concernant des violations des droits de l'homme en Inde. Il a été en particulier informé de la persistance de nombreuses violations du droit à la vie au Jammu-et-Cachemire. Alors que des séparatistes armés seraient responsables de l'enlèvement et de l'assassinat de fonctionnaires ainsi que de membres des forces paramilitaires et de civils, des craintes graves ont été exprimées au sujet du grand nombre de personnes assassinées par les forces indiennes de sécurité. Leur mort, très souvent, était imputable aux tortures et aux mauvais

traitements subis en détention. Depuis le milieu de 1992, le nombre de décès de personnes détenues par la police et par l'armée aurait considérablement augmenté. Dans de nombreux cas, les détenus seraient morts sous la torture peu après leur arrestation. Comme les années précédentes la torture serait couramment appliquée dans tout le pays afin d'extorquer des aveux ou des renseignements. Parmi les victimes on compterait même des policiers. Le Rapporteur spécial a été informé qu'en mars 1993 un haut fonctionnaire du Cachemire avait admis qu'il arrivait que des détenus soient tués.

328. Le Ministre d'Etat à l'intérieur et le Gouverneur du Jammu-et-Cachemire auraient tous deux déclaré que les responsables devraient répondre de tout décès en garde à vue et qu'ils seraient sanctionnés avec la plus grande rigueur. Toutefois, cela n'arriverait que rarement. Les enquêtes seraient effectuées par des membres de la police ou de l'armée et non par un organe indépendant et impartial. Leurs conclusions ne seraient presque jamais publiées. Le Gouverneur du Jammu-et-Cachemire aurait ordonné plusieurs enquêtes sur des violations des droits de l'homme. Dans un cas le Directeur des forces frontalières de sécurité (BSF) aurait été accusé de meurtre. Selon les renseignements communiqués au Rapporteur spécial par les autorités indiennes, au Jammu-et-Cachemire, 171 membres des forces de sécurité auraient fait l'objet de sanctions pour violation des droits de l'homme : peines de prison de plusieurs mois et, dans certains cas, de plusieurs années, licenciement, dégradation, suspension ou autres peines administratives. Les autorités ont également fait savoir au Rapporteur spécial qu'en 1992 37 membres des forces de sécurité avaient fait l'objet de sanctions au Pendjab.

329. Des violations des droits de l'homme commises par des membres des forces de sécurité ont également été signalées au Pendjab. Un grand nombre de personnes soupçonnées d'être membres ou partisans de groupes armés de l'opposition ou leurs parents auraient été tuées en garde à vue, souvent après avoir été torturées. Les autorités attribueraient la plupart de ces décès à des heurts armés entre militants et forces de sécurité. Le fait que les garanties juridiques protégeant contre la mise en détention dissimulée n'étaient le plus souvent pas respectées expliquerait la fréquence des morts en garde à vue et des disparitions.

330. Selon les renseignements communiqués par le Gouvernement indien, entre 1988 et 1992, les séparatistes armés ont été responsables, au Jammu-et-Cachemire, de la mort de 4 602 personnes, dont 508 membres des forces de sécurité, et au Pendjab, de celle de plus de 100 000 personnes - dont 1 400 policiers.

Communications envoyées

331. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement indien des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant 215 personnes, notamment d'un mineur identifié. Plus de 190 d'entre elles auraient été tuées en violation de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Demandes d'intervention d'urgence

332. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement indien quatre demandes d'intervention d'urgence dans lesquelles il exprimait ses craintes pour la vie et l'intégrité physique de Satnam Singh (22 décembre 1992) après avoir reçu des informations selon lesquelles celui-ci aurait été enlevé par la police; de Moginder Singh Grewal et D.S. Gill, secrétaire général et président, respectivement, de l'Organisation internationale des droits de l'homme, après avoir reçu des allégations selon lesquelles ils auraient été menacés de mort par la police pendant leur interrogatoire (5 avril 1993); de Umrao Singh (27 avril 1993) et Nazir Ahmed Nisri (29 juin 1993), qui seraient détenus par la police dans un lieu inconnu.

333. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement indien les cas ci-après, qui avaient été portés à son attention :

a) L'exécution extrajudiciaire d'au moins 53 civils qui aurait eu lieu pendant une opération des forces frontalières de sécurité dans le village de Sopore et de 137 personnes au moins, qui auraient été victimes de membres des forces de sécurité officiellement chargées de la répression des émeutes violentes, et qui auraient tiré à Bombay sur des manifestants pacifiques et sur d'autres personnes pendant la semaine suivant la destruction de la mosquée Babri Masjid à Ayodhya;

b) L'exécution extrajudiciaire - qui serait le fait de membres des forces de sécurité indiennes - d'Abdul Ahad Magrey, d'Imtiaz Ahmed, de Hamida Mattoo, d'Ahmed Bilal - âgé de 10 ans - et de ses parents, ainsi que de trois personnes non identifiées, qui auraient été tuées lorsque les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur des manifestants qui protestaient contre l'assassinat d'Ahmed Bilal et de sa famille;

c) L'assassinat, par des hommes qui seraient rattachés aux forces de sécurité, de H.N. Wanchoo, militant pour les droits de l'homme, du docteur Farooq Ahmed et du Docteur Abdul Ahad Guru, chirurgiens qui avaient fourni des renseignements sur de nombreux cas de torture et d'Ashiq Hussain, lors de l'enterrement de son frère, le docteur Guru;

d) Le décès des suites de tortures infligées en détention par la police ou par l'armée des personnes suivantes : Satyavan, Vidyadhran, Manzoor Ahmed Gana, gendarme Riaz Ahmed, Nandagopal, Vikal Kumar et Rajinder Prasad.

334. Compte tenu de ces allégations et, en particulier, du fait que des renseignements analogues parviennent depuis de nombreuses années au Rapporteur spécial, celui-ci a fait part au Gouvernement indien de son désir de se rendre en Inde pour être mieux à même d'évaluer la situation et de proposer des recommandations constructives qui puissent contribuer à empêcher que de telles violations ne se reproduisent. En ce qui concerne en particulier le problème des décès en garde à vue dus aux mauvais traitements, il a suggéré que cette visite se fasse en compagnie du Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture.

Communications reçues

335. Le Gouvernement indien a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements au sujet des enquêtes menées sur l'assassinat du Docteur Guru et de son frère A. Hussain ainsi que de H.N. Wanchoo, militant pour les droits de l'homme, assassinats qui auraient été commis par des militants armés (17 novembre 1993).

Suite donnée

336. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement indien une lettre dans laquelle il accusait réception, avec satisfaction, d'un certain nombre de réponses qui lui avaient été adressées en 1992 et au début de 1993 à la suite de la communication en 1992 de diverses allégations aux autorités indiennes. Dans plusieurs cas de décès en garde à vue des suites présumées de tortures, le Gouvernement indien a indiqué que des enquêtes avaient été ouvertes à la suite desquelles des membres des forces de sécurité avaient été inculpés. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de lui communiquer des renseignements généraux sur les procédures d'enquête suivies dans les cas de ce genre et sur les décisions auxquelles auraient pu aboutir les enquêtes sur les incidents précis qu'il avait signalés, ainsi que des précisions sur les organes chargés de ces enquêtes.

337. Lorsque le Gouvernement indien l'avait informé que des enquêtes avaient eu lieu mais qu'il n'avait pas été possible de déterminer la culpabilité de membres des forces de sécurité, le Rapporteur spécial avait demandé des précisions sur ces enquêtes, et en particulier des autopsies avaient été pratiquées. Des renseignements précis ont également été demandés au sujet d'un certain nombre de cas dans lesquels les autorités indiennes avaient informé le Rapporteur spécial, par exemple, qu'une personne était décédée de blessures à la tête après une bagarre avec des membres des forces de sécurité lors de son arrestation ou lorsqu'il n'était pas clairement indiqué que l'on avait procédé à une autopsie pour déterminer la cause du décès.

338. Lors de sa visite à Genève en novembre 1993, le Rapporteur spécial a rencontré des représentants du Gouvernement indien qui l'ont mis au courant des efforts que faisaient les autorités pour assurer le plein respect des droits de l'homme. Un projet de loi portant création d'une commission des droits de l'homme avait notamment été établi par le gouvernement et déposé devant le Parlement le 14 mai 1993. Le 28 septembre 1993, le Gouvernement indien avait publié l'ordonnance de 1993 sur la protection des droits de l'homme prévoyant la création d'une commission nationale des droits de l'homme, de commissions des droits de l'homme dans les Etats et de tribunaux des droits de l'homme. Des détails sur un certain nombre d'assassinats commis par les séparatistes armés au Jammu-et-Cachemire ont aussi été fournis au Rapporteur spécial.

339. En ce qui concerne une éventuelle visite en Inde, le Gouvernement indien a fait savoir au Rapporteur spécial qu'il était préférable de laisser au mécanisme de défense des droits de l'homme nouvellement établi le soin de s'occuper des allégations de violations du droit à la vie.

Observations

340. Le Rapporteur spécial se félicite de ce que le Gouvernement indien se soit montré disposé à coopérer en lui communiquant des détails au sujet d'un certain nombre de cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires présumées ainsi que des renseignements sur les mesures prises pour mieux protéger le droit à la vie. Il constate avec satisfaction que des lois portant création de commissions des droits de l'homme et de tribunaux des droits de l'homme en Inde ont été récemment adoptées et il espère que ces organes deviendront bientôt opérationnels et que des enquêtes complètes et impartiales sur les violations des droits de l'homme pourront ainsi être menées afin que les coupables soient identifiés et punis et les victimes indemnisées et que ne puissent plus se reproduire des abus analogues.

341. Le Gouvernement indien a fait savoir au Rapporteur spécial, à plusieurs reprises, que la plupart des violations des droits de l'homme se produisent dans le contexte de la lutte contre les mouvements terroristes dans les Etats du Jammu-et-Cachemire et du Pendjab, précisant que, même dans ces circonstances, aucune exécution extrajudiciaire ne devrait avoir lieu. Le Rapporteur spécial souscrit sans réserve à l'opinion du Gouvernement indien selon laquelle le respect du droit à la vie doit être pleinement garanti, même lorsque les forces de sécurité ont la difficile tâche de lutter contre une opposition armée qui, souvent, ne s'embarrasse, elle, nullement de ce droit.

342. Le Rapporteur spécial reste préoccupé par les allégations de violations du droit à la vie qui continuent de lui parvenir. Il continuera, pour sa part, à suivre de près la situation. En ce qui concerne une éventuelle visite en Inde, il a fait savoir aux représentants du Gouvernement indien que son intention n'était pas de se livrer à des activités relevant de la compétence et de la responsabilité d'institutions nationales chargées d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, mais de chercher à obtenir des renseignements de première main qui lui permettent de mieux comprendre la situation et les problèmes auxquels les autorités étaient confrontées en ce qui concernait le respect du droit à la vie. Il serait ainsi davantage en mesure d'évaluer les renseignements qui lui étaient communiqués et de contribuer aux efforts visant à mieux assurer la protection du droit à la vie.

Indonésie

343. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations selon lesquelles des violations graves du droit à la vie demeurerait monnaie courante en Indonésie et au Timor oriental. Les opérations de lutte contre les insurgés menées par le gouvernement seraient l'occasion d'un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions qui seraient le fait de membres des forces de sécurité. Les autorités recourraient également à ce type d'exécutions et à ces disparitions pour protéger la sécurité nationale des menaces que constitueraient pour elle, de leur point de vue, les délits de droit commun et l'opposition politique pacifique.

344. Selon les renseignements communiqués, le Timor oriental reste la cible privilégiée des violations du droit à la vie imputables aux forces de sécurité indonésiennes. Quarante personnes au moins auraient été exécutées de façon extrajudiciaire en 1992 par des membres des forces de sécurité. On ignorerait,

à la fin de 1992, ce qu'étaient devenues les 200 personnes et plus portées disparues après l'assassinat de plus de 50 personnes à Santa Cruz le 12 novembre 1991. On craignait qu'un grand nombre d'entre elles n'aient été tuées et enterrées dans des fosses anonymes en dehors de Dili ou jetées à la mer.

345. Des exécutions extrajudiciaires et des disparitions du même genre ont été signalées à Aceh. Bien que l'on ait précisé que les violations du droit à la vie dans cette région avaient diminué après avoir atteint leur apogée durant la campagne de lutte contre l'insurrection menée par le gouvernement de 1989 à 1991, des exécutions et des disparitions pour des motifs politiques auraient continué de se produire en 1992 et la situation qui était propice à de telles exécutions et disparitions ne se serait pas fondamentalement modifiée. Des craintes avaient donc être exprimées qu'il existe un risque réel de voir se reproduire le même schéma de violations dans le contexte des futures opérations contre les insurgés à Aceh ou dans d'autres régions du pays.

346. Des exécutions extrajudiciaires, en particulier l'assassinat de personnes en garde à vue et de présumés criminels, ont été également signalées à Jakarta et dans d'autres grandes villes. Les autorités de la police seraient partisans de recourir à la force la plus brutale et préconiseraient de "tirer pour tuer" estimant que cela était indispensable pour lutter contre la criminalité dans les villes. Des membres de l'armée et de la police abuseraient de la force pour disperser des manifestants pacifiques et les grévistes.

347. Selon plusieurs informations, les auteurs de violations des droits de l'homme jouissent pratiquement de l'impunité. A quelques exceptions près, les responsables de meurtres ou de disparitions ne seraient ni poursuivis, ni condamnés. Aucun des 10 membres des forces de sécurité jugés par un tribunal militaire à la suite de la tuerie de novembre 1991 à Santa Cruz n'a été inculpé de meurtre; ils n'auraient tous fait l'objet que de sanctions légères pour fautes disciplinaires.

348. La création, en août 1992, d'un comité des droits de l'homme par quelques membres du Dewan Perwakilan Rakyat et l'annonce, en janvier 1993, par le président Suharto, du projet d'établissement dans un proche avenir d'une commission nationale indépendante de défense des droits de l'homme ont été signalés comme des mesures positives visant à mieux assurer la protection des droits de l'homme. Cependant, lors de l'établissement du présent rapport, le Rapporteur spécial n'avait reçu aucune précision concernant le fonctionnement de ces institutions.

Communications envoyées

349. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement indonésien des allégations faisant état de violation du droit à la vie concernant 32 personnes, dont un mineur et une femme.

350. Il a adressé trois demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement indonésien après avoir reçu des informations concernant :

a) l'exécution imminente de Khong Thavorn Kamjal, marin thaïlandais condamné à mort en 1988 pour trafic de drogue, prétendument en violation des garanties pour un procès équitable (31 décembre 1992);

b) les opérations militaires menées par les forces de sécurité indonésiennes combattant des mouvements en faveur de l'indépendance dans la province d'Irian Jaya, qui auraient entraîné des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de civils. Le meurtre de Hans Soaf a été cité comme exemple de violations de ce genre. Les membres des forces de sécurité agiraient en toute impunité (29 septembre 1993);

c) des menaces de mort qu'auraient adressé des membres de la police - ou des personnes agissant avec leur complicité - à Ahmad Jauhari, avocat travaillant dans un institut d'assistance juridique, pour s'être occupé d'un conflit foncier (18 octobre 1993).

351. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement indonésien un certain nombre de cas précis qui se seraient produits à Aceh, concernant des civils qui auraient été tués par des membres de l'armée indonésienne. Il s'agirait des personnes ci-après :

a) Nurdin Usman Murni, Nurdint Patang, Ibrahim Keumala, Jamaluddin Usman, Sulaiman Tjot Hurong, Ahmad Rusil, Hasan Geusjik, Ithum Hamzah Teungku, Seuman Geusjik, Umar t. Tangse, Iljsa Ali, Utolh Yusuf, Rusii Atjeh, Adnan Ahmad, T. Husan et N. Ismail, tués, apparemment sans motif, par des soldats;

b) Zulfikli, qui aurait été arrêté et forcé de participer à l'opération menée contre les insurgés par l'armée. Il aurait été tué alors qu'il "tentait de s'échapper";

c) Geusjik Umar Mahmud, dirigeant du Free Aceh Movement, qui aurait été tué par l'armée;

d) Bang Lah Meuleuweuek, qui aurait été arrêtée par des soldats à la recherche de son mari. On aurait par la suite retrouvé son cadavre portant des marques de tortures et plusieurs blessures par balles;

e) A. Djaill Kasem, qui aurait été arrêté par l'armée pour identifier des membres d'un mouvement d'opposition et aurait par la suite été tué pour avoir refusé de coopérer.

Communications reçues

352. Le Gouvernement indonésien a adressé au Rapporteur spécial une réponse à sa demande d'intervention d'urgence du 31 décembre 1992, lui faisant savoir que Khong Thavorn Kamjai avait été reconnu coupable et condamné à mort par le tribunal de l'Etat de Samarinda pour possession illégale de drogue, conformément à l'article 36 de la loi No 9 sur les narcotiques. Le verdict avait été confirmé par la Haute Cour de Samarinda. Il n'existait aucune preuve établissant que l'on avait usé de la force pour l'obliger à signer une déclaration dans laquelle il reconnaissait sa culpabilité. Comme il n'y avait

pas de nouveaux éléments pouvant être considérés comme preuve de son innocence, l'appel qu'il avait adressé à la Cour suprême, un recours en grâce adressé au Président de l'Indonésie et une demande de réexamen de son cas adressée à la Cour suprême avaient tous été rejetés. Un deuxième recours en grâce avait été adressé au président mais aucune décision n'avait été prise à la date de la réponse (22 juin 1993).

353. Le Gouvernement indonésien a également répondu à la demande d'intervention d'urgence qui lui avait été adressée le 29 septembre 1993 au sujet d'opérations militaires dans l'Irian Jaya : Hans Soaf était vivant et le lieu où il se trouvait était indiqué (22 novembre 1993).

Observations

354. Le Rapporteur spécial tient à exprimer ses remerciements au Gouvernement indonésien pour les deux réponses détaillées et complètes qu'il a reçues de lui. Il se félicite du projet de création d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme. Il espère que cette institution sera en mesure d'enquêter efficacement sur les allégations de violation du droit à la vie en Indonésie et au Timor oriental. Il souhaiterait recevoir tous les renseignements pertinents concernant cette commission (composition, fonctions, statuts, pouvoirs, etc.). Il exprime aussi l'espoir d'être en mesure d'établir des relations de coopération avec cet organe dès qu'il entrera en fonction.

355. Le Rapporteur spécial demeure profondément préoccupé par les allégations graves et persistantes de violations du droit à la vie en Indonésie et au Timor oriental. Les informations mentionnées ci-dessus concernant l'usage abusif de la force par les forces de sécurité dans l'Irian Jaya et à Jakarta ainsi que dans d'autres villes sont particulièrement inquiétantes. L'impunité dont continuent de bénéficier les auteurs de violations des droits de l'homme continue aussi de le préoccuper. Il demande aux autorités de prendre des mesures efficaces pour empêcher que des violations du droit à la vie ne se reproduisent et en particulier de veiller à ce que les forces de sécurité cessent d'abuser de la force.

356. Le Rapporteur spécial espère avoir l'occasion de participer à la mise en oeuvre des dispositions de la résolution 1993/97 de la Commission des droits de l'homme sur la situation au Timor oriental, dans laquelle la Commission priait instamment le Gouvernement indonésien de l'inviter, entre autres, à se rendre au Timor oriental. Dans une communication adressée au Gouvernement indonésien, le Rapporteur spécial a fait savoir qu'il souhaiterait, pour sa part, se rendre en visite dans cette région. Le Gouvernement indonésien a répondu que la teneur de sa lettre avait été transmise, aux fins d'examen, aux autorités concernées de Jakarta. Celles-ci ont appelé l'attention du Rapporteur spécial sur le fait que la résolution 1993/97 de la Commission avait été adoptée par un vote que l'Indonésie et de nombreux autres Etats membres rejetaient. L'Indonésie ne se sentait pas, par conséquent, tenue d'en respecter les dispositions. Le Gouvernement indonésien, ajoutait-on, examinerait comme il se devait toute demande de visite en Indonésie, y compris au Timor oriental, émanant de tout rapporteur sur un sujet donné, dans la mesure où une telle demande serait fondée sur des résolutions de l'ONU faisant l'objet d'un consensus.

Iran (République islamique d')

357. Des informations et allégations portées à la connaissance du Rapporteur spécial il ressort que des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire à grande échelle dans la République islamique d'Iran.

358. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu des rapports signalant que les procédures au terme desquelles les tribunaux révolutionnaires islamiques prononcent des condamnations à mort sont dans un nombre alarmant de cas contraires au droit à un procès équitable et aux normes internationalement reconnues en la matière. Le droit à une défense adéquate et le droit de faire appel en particulier, ne seraient pas respectés. Dans les affaires politiques, les procès ne dureraient souvent que quelques minutes. Les accusés n'auraient à aucun stade de la procédure la possibilité de communiquer avec un avocat, ne pourraient faire appel de la déclaration de culpabilité et de la sentence et n'auraient pas non plus la possibilité de demander la commutation de la peine. En outre, des procès se dérouleraient à huis clos. On craignait que la pratique des aveux télévisés ne réduise encore les possibilités pour l'accusé de bénéficier d'un jugement équitable. Il est particulièrement préoccupant de constater qu'il y a maintenant plusieurs années que parviennent de telles allégations et que rien n'indique que les autorités compétentes aient pris des mesures pour modifier les procédures.

359. Le Rapporteur spécial a aussi reçu de nombreux rapports faisant état d'attaques lancées contre des opposants politiques au gouvernement en dehors de la République islamique d'Iran. Leurs auteurs seraient des agents liés aux forces de sécurité iraniennes.

Communications envoyées

360. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement de la République islamique d'Iran des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant plus de 100 personnes, dont un mineur identifié et deux femmes. Dans plus de 50 cas, ces violations seraient associées à des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

361. Le Rapporteur spécial a adressé six demandes d'intervention d'urgence dans lesquelles il se déclarait préoccupé par l'exécution présentée comme imminente des peines de mort prononcées par les tribunaux révolutionnaires islamiques contre : 51 étudiants de l'Université d'Ispahan (31 décembre 1992); Abdollah Bagheri (19 mars 1993); Salim Saberniah et Mustafa Ghaderi (27 avril 1993 et 13 septembre 1993); Feizollah Mekhoubad âgé de 77 ans (30 juin 1993); et Seyed Roh Allah Hashemizadeh (16 juillet 1993).

362. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement de la République islamique d'Iran des allégations faisant état de l'exécution des personnes ci-après :

a) Roja Boheilian, qui aurait été tuée par des membres de la brigade des mœurs; Bahareh Vejdani (17 ans) qui aurait été tuée par un policier pour avoir enfreint le code islamique de bienséance en matière d'habillement;

b) Après condamnation à mort : Ali Reza Hamidabad, Hamid Kord et Gholam Reza Sagvand à la prison de Dezful; Mohsen Mohammadi Sabet à la prison de Rasht; Abbas Sialipour et Gharib Faramarz à Karaj; quatre personnes non identifiées à Torbat-e-Heidarieh; une personne non identifiée à la prison de Mashad; Mohammad Zaef Dorrani à Chirāz; quatre personnes non identifiées à Sirjan; Kaliman Narou'i et 11 autres personnes (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat) dans les régions frontalières orientales de la République islamique d'Iran; Hossein Panahi à Karaj; Abdol-Latif Ghabishavi à Ahwaz;

c) Exécution à l'étranger par des agents qui seraient liés aux services de sécurité iraniens des nationaux iraniens ci-après : Mohammad Hussein Nagdi, représentant du Conseil national de la résistance à Rome; Mojahed Mohammad Hassan Arbab, également connu sous le nom de Mohamad Khan Baluch, à Karachi; Ali Akbar Ghorbani, également connu sous le nom de Mansour Amini à Istanbul; Behran Azadfer à Ankara; Delarvir Narou'i et Heybatollah Narou'i à Karachi. Ces allégations ont aussi été transmises aux Gouvernements italien, pakistanais et turc.

Communications reçues

363. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran a envoyé au Rapporteur spécial des réponses concernant trois des cas qui avaient été portés à son attention en 1993. En ce qui concerne Abdollah Bagheri, les autorités ont indiqué que c'était l'un des dirigeants du groupe terroriste "Komala" qui avait reconnu le meurtre de quatre personnes et que le tribunal compétent enquêtait sur son cas (13 mai 1993). En ce qui concerne Feizollah Meikhoubad, il était indiqué que celui-ci avait été arrêté pour espionnage au profit d'Israël et attendait maintenant que la sentence définitive soit prononcée par le tribunal compétent. Le Gouvernement iranien demandait qu'on lui indique les dates et lieux d'arrestation de Salim Saberian et Mostafa Gnaderi ainsi que le nom du père de l'un et de l'autre afin de pouvoir ouvrir des enquêtes (22 septembre 1993).

Suite donnée

364. Le Rapporteur spécial a reçu des communications des Gouvernements italien et turc concernant les enquêtes ouvertes par les autorités compétentes sur les meurtres de Mohammad Hussein Nagdi et Ali Akbar Ghorbani (11 novembre et 12 novembre 1993 respectivement).

Observations

365. Le Rapporteur spécial apprécie que le Gouvernement de la République islamique d'Iran ait fourni des renseignements à propos de certains des cas sur lesquels son attention avait été appelée en 1993. Il tient cependant à noter que ces réponses n'ont aucunement trait aux préoccupations exprimées à propos de l'absence de garanties d'un jugement équitable dans les procès au terme desquels sont prononcées des condamnations à la peine capitale.

Il demande aux autorités de la République islamique d'Iran de respecter pleinement les droits de ceux qui encourent la peine de mort.

366. Le Rapporteur spécial est aussi vivement préoccupé par les rapports faisant état d'exécutions extrajudiciaires à l'étranger de personnes connues pour leur opposition au Gouvernement iranien. Il se félicite, à cet égard, des renseignements communiqués par les Gouvernements italien et turc; les autorités de ces pays sont chargées de l'enquête sur les meurtres qui ont été commis sur leur territoire national.

367. Le Rapporteur spécial note en outre que si les allégations concernant l'exécution de deux femmes pour infraction au Code islamique de bienséance en matière d'habillement étaient confirmées, il s'agirait des seuls cas portés à son attention au cours de l'année écoulée dans lesquels des personnes auraient été expressément prises pour cibles en raison de leur qualité de femmes.

368. Le Rapporteur spécial se doit également de mentionner les préoccupations concernant le droit à la vie exprimées par le Représentant spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, M. Reynaldo Galindo Pohl, dans son récent rapport établi à l'intention de l'Assemblée générale (A/48/526).

Iraq

369. Des informations et allégations portées à la connaissance du Rapporteur spécial il ressort également que des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et des attaques de militaires contre des villages continuent de se produire à grande échelle en Iraq. Le Rapporteur spécial doit mentionner, à ce sujet, des rapports faisant état de bombardements aveugles contre des populations civiles et d'exécutions arbitraires dans les zones marécageuses du sud du pays qui auraient entraîné la mort d'un grand nombre de civils, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ces informations figurent dans le rapport présenté récemment à l'Assemblée générale par le Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Iraq, M. Max van der Stoel (A/48/600).

370. Le Rapporteur spécial a aussi reçu des rapports faisant état de préoccupations concernant l'application de la peine capitale en Iraq. En vertu de la législation adoptée par le Conseil de commandement révolutionnaire, les auteurs de délits tels que le vol ou la contrebande de voitures sont désormais passibles de la peine de mort.

Communications envoyées

371. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement iraquien des allégations de violations du droit à la vie concernant au moins 24 personnes, dont 11 mineurs.

372. Il a adressé au Gouvernement iraquien une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé d'une attaque lancée contre le village kurde d'Arwina au cours de laquelle des membres de la tribu Lahib arabe auraient

fait feu au hasard sur des civils. Les militaires iraqiens auraient appuyé l'attaque par des bombardements d'artillerie à partir de bases militaires. Trente personnes auraient été tuées dont 17 ont été identifiées (leurs noms peuvent être obtenus au Secrétariat) (6 avril 1993).

373. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement iraquien une seconde demande d'intervention d'urgence après avoir été informé de la condamnation à mort pour vol et contrebande de voitures et de l'imminence de l'exécution des personnes suivantes : Salah Mahdi Mezahim, Ali Salih Abood, Ali Mohammed Abdullah, Fouad Jwad Kadhim, Ali Murad Ali et Qasim Mohammed (15 avril 1993).

374. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement iraquien des allégations selon lesquelles Vincent Robert Ghislain Tollet, ressortissant belge et agent d'aide humanitaire, aurait été tué près de Sulaymania par des hommes armés liés aux forces de sécurité iraqiennes.

Communications reçues

375. Le Gouvernement iraquien a envoyé des réponses concernant tous les cas sur lesquels le Rapporteur spécial avait appelé sont attention en 1993.

a) En ce qui concerne l'attaque contre le village d'Awina, il faisait savoir que des familles paysannes avaient échangé des coups de feu en raison d'une dispute concernant l'utilisation de terres agricoles appartenant à l'une d'elles. Les pertes en vies humaines résultaient de ces échanges de coups de feu qui avaient duré jusqu'à la tombée de la nuit. Des éléments subversifs avaient ultérieurement exploité cette situation en affirmant qu'ils avaient été blessés dans une prétendue attaque. Il n'y avait pas d'unités militaires dans la région où l'incident s'était produit et les militaires n'avaient pas participé à l'attaque (27 avril 1993);

b) En ce qui concerne la condamnation à mort prononcée contre six personnes reconnues coupables de vol et de contrebande d'automobiles, il informait le Rapporteur spécial que la peine de mort était prescrite par la législation iraquienne pour tout vol de véhicules, conformément à la décision No 13 de 1992 du Conseil de commandement révolutionnaire qui avait été promulguée pour empêcher les vols de véhicules en temps de guerre. Les six personnes mentionnées dans la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial avaient volé des automobiles; quatre avaient aussi fait de la contrebande de véhicules. Elles avaient été jugées par le tribunal compétent et avaient bénéficié de toutes les garanties normales en ce qui concerne leur défense (5 juillet 1993);

c) En ce qui concerne Vincent Tollet, le Gouvernement iraquien déclarait que les autorités iraqiennes n'étaient pas responsables de ce qui pouvait se passer dans la zone septentrionale. Il y avait plus de deux ans que les autorités centrales iraqiennes n'étaient pas présentes dans la zone, en raison de l'ingérence flagrante des forces de coalition (19 octobre 1993).

376. Par ailleurs, le Gouvernement iraquien fournissait des renseignements concernant une demande d'intervention d'urgence qui lui avait été adressée en 1992 par le Rapporteur spécial à propos de l'exécution des peines de mort prononcées contre 67 commerçants pour délits économiques tels que la

réalisation de profits excessifs (voir E/CN.4/1993/46, par. 375). Les autorités iraqiennes informaient le Rapporteur spécial qu'en raison de l'embargo imposé à l'Iraq, la population civile vivait dans des conditions extrêmement difficiles. En pareilles circonstances, ceux qui exploitaient la situation pour réaliser d'énormes profits méritaient la peine de mort prescrite par la législation iraqienne. Ainsi, 44 commerçants qui avaient monopolisé de grosses quantités de denrées alimentaires dans le but de les vendre sur le marché lorsque leur cours aurait augmenté, afin de réaliser des profits exorbitants, ont été traduits en justice. Ils ont bénéficié des garanties d'un procès équitable. Quatre ont été libérés faute de preuves suffisantes. Les autres ont été reconnus coupables du délit de monopolisation et condamnés à mort, conformément à la décision No 315 de 1990 du Conseil de commandement révolutionnaire. Le Gouvernement iraqien a démenti les allégations selon lesquelles 25 commerçants auraient été exécutés le 17 septembre 1992 (3 juin 1993).

Suite donnée

377. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement iraqien une lettre dans laquelle il faisait référence aux réponses concernant le village d'Awina et les condamnations à mort prononcées contre les 40 commerçants. En ce qui concerne les personnes tuées à Awina, il a demandé au Gouvernement iraqien de lui fournir des renseignements complémentaires et de lui indiquer en particulier si des enquêtes avaient été ouvertes à la suite de l'incident et quelle autorité en avait été chargée; si les conclusions de ces enquêtes étaient disponibles; si ceux qui avaient été tués ou blessés lors de l'échange de coups de feu avaient été identifiés. En ce qui concerne les condamnations à mort, le Rapporteur spécial a demandé aux autorités iraqiennes de l'informer en détail sur les règles de procédure qui s'appliquent lors des procès au terme desquels la peine capitale peut être prononcée et sur les autres délits dont les auteurs sont passibles de la peine de mort en vertu de la législation iraqienne. Il a aussi demandé qu'on lui communique les noms des quatre commerçants libérés faute de preuves.

378. Le Rapporteur spécial a communiqué ces réponses aux sources des allégations pour qu'elles fassent part de leurs observations. La source dont émanaient les informations concernant l'attaque lancée à Awina a déjà répondu en donnant des détails supplémentaires qui renforcent ses précédentes allégations.

Observations

379. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopérer que le Gouvernement iraqien a manifestée en lui fournissant les réponses mentionnées ci-dessus. Il reste cependant préoccupé par les rapports qui continuent de lui parvenir faisant état de violations du droit à la vie. En ce qui concerne la peine capitale, le Rapporteur spécial demande aux autorités iraqiennes de réviser leur législation de manière à la rendre plus conforme aux normes et garanties prévues dans les instruments internationaux pertinents.

Israël

380. Selon les informations qui ont été communiquées au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme et notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire dans les territoires occupés.

381. Les forces de sécurité israéliennes auraient continué à lancer des attaques dans les territoires occupés tout au long de l'année 1992 et du premier semestre de 1993. Des mitrailleuses de gros calibre, des missiles antichar, de la dynamite et des obus seraient employés pour détruire les maisons dans lesquelles se cacheraient des Palestiniens soupçonnés de crimes graves tels que le meurtre d'Israéliens ou d'autres Palestiniens. L'énorme puissance de feu utilisée lors de ces attaques serait excessive et la destruction d'un grand nombre de maisons équivaldrait à infliger une punition collective causant la mort de personnes non engagées dans des activités violentes. Selon un certain nombre de rapports, des Palestiniens auraient été tués par des militaires israéliens après être sortis de maisons attaquées, alors qu'ils ne menaçaient nullement la vie des soldats, et, dans certains cas, alors même qu'ils s'étaient déjà rendus sans opposer de résistance.

382. Il y aurait eu une recrudescence d'exécutions extrajudiciaires de civils palestiniens par les forces israéliennes, notamment par des unités secrètes spéciales, depuis l'expulsion au Sud-Liban de plus de 400 personnes présentées comme des partisans du Mouvement de résistance islamique (Hamas) et du Djihad islamique en décembre 1992. Depuis, plus de 100 Palestiniens auraient été tués par les forces de sécurité israéliennes. Au moins 70 d'entre eux auraient été tués dans la bande de Gaza. Il y aurait plus de 30 mineurs parmi les victimes. Au cours du mois de mai, 24 Palestiniens auraient été tués. Ce serait le chiffre le plus élevé atteint depuis le début de l'année. Les forces de sécurité israéliennes feraient constamment un usage abusif de la force.

383. Selon les renseignements reçus, aucune mesure n'aurait été prise par les autorités israéliennes pour empêcher les membres des forces de sécurité de recourir abusivement à la force.

Communications envoyées

384. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement israélien des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant 40 personnes, dont 10 mineurs et une femme. Dans 10 cas, ces violations seraient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

385. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement israélien trois demandes d'intervention d'urgence dans lesquelles il se déclarait préoccupé par la mort de 33 personnes (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat) qui auraient été tuées entre décembre 1992 et février 1993 dans les territoires occupés par des membres des forces de sécurité israéliennes qui auraient fait un usage abusif de la force. Il a instamment invité les autorités israéliennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir de tels événements (7 janvier, 11 février et 5 avril 1993).

386. Le Rapporteur spécial a aussi communiqué au Gouvernement israélien des allégations concernant les cas suivants :

a) Décès en détention du fait de mauvais traitements de :
Mustafa Akkawi, dans la prison centrale d'Hébron; Samir Omar, âgé de 17 ans, des suites des tortures qu'il aurait subies à la prison centrale de Gaza;
Muhammad 'Id Hazem, dans la prison centrale d'Hébron; Mustafa Mahmud Mustafa 'Abd-Jadi Barakat, au centre de détention de Tulkarem; Ayman Sa'id Hasan Nassar, des suites des tortures qui lui auraient été infligées alors qu'on l'emmenait à la prison d'Ashkelon, puis dans cette prison elle-même;

b) Décès des personnes suivantes tuées par des membres des forces de sécurité israéliennes qui auraient abusé de la force : Ahmad Mustafa As'ad Daqqah Al-Kikh et Amin Mohammad Qasem Rahhal.

Communications reçues

387. Le Gouvernement israélien a envoyé au Rapporteur spécial des réponses concernant deux des cas dont il avait été saisi en 1993 (30 juin 1993) :

a) En ce qui concerne Mustafa Akkawi, les autorités ont indiqué que, selon l'enquête effectuée, sa mort en détention n'était pas due à des mauvais traitements mais résultait de causes naturelles. Cependant, le comportement du médecin de la prison n'avait pas été conforme aux normes en vigueur dans la profession et le fonctionnaire de service du Service de la sécurité générale n'avait pas agi comme il était censé le faire compte tenu des circonstances. Le Procureur de l'Etat avait recommandé que des mesures disciplinaires soient prises à leur encontre;

b) En ce qui concerne la mort en détention d'Hazem Eid, le Gouvernement israélien a déclaré que l'enquête policière avait établi qu'il s'était pendu et que nul n'était impliqué dans sa mort.

388. Le Gouvernement israélien a aussi fourni des renseignements concernant une demande d'intervention d'urgence que le Rapporteur spécial lui avait adressée en 1992 en faveur d'Ahmed Salman Musa Qatamesh (voir E/CN.4/1993/46, par. 382). Il faisait savoir que ni le détenu ni sa femme n'avaient été soumis à la torture ni à des mauvais traitements et que le détenu avait reçu les soins médicaux voulus (30 juin 1993).

Suite donnée

389. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement israélien une lettre dans laquelle il demandait des renseignements complémentaires sur l'enquête ouverte pour préciser les conditions de la mort en prison de Mustafa Akkawi et Hazem Eid. Il souhaitait en particulier savoir en quoi le médecin de la prison et le personnel de sécurité avaient manqué à leurs devoirs et comment une corde avait pu être introduite dans la cellule d'Hazem Heid.

Observations

390. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopérer dont a fait preuve le Gouvernement israélien en lui envoyant les réponses susmentionnées. Il reste cependant préoccupé par les rapports persistants faisant état de morts dues à un abus de la force, particulièrement dans les territoires occupés. Le Rapporteur spécial invite instamment les autorités israéliennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition de tels faits et faire en sorte que les responsables de l'application des lois respectent strictement les limites prescrites dans un certain nombre d'instruments internationaux quant à l'usage de la force et des armes à feu. Il espère que les progrès réalisés dans les négociations de paix entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine créeront un climat plus favorable à la protection du droit à la vie et il encourage les deux parties à prendre des mesures visant à prévenir de nouveaux actes de violence susceptibles d'entraîner des pertes en vies humaines. Ces questions devraient être abordées dans le cadre des négociations.

Jamaïque

Communications envoyées

391. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement jamaïquain une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations selon lesquelles des membres du personnel de la prison du district de Sainte-Catherine à Spanish Town auraient menacé de mort Randolph Barette et 25 autres détenus après que 4 prisonniers eurent été tués lors des troubles survenus dans la prison le 31 octobre 1993 (11 novembre 1993).

Communications reçues

392. Le Gouvernement jamaïquain a fourni au Rapporteur spécial des renseignements concernant les cas d'Earl Pratt et d'Ivan Morgan sur lesquels le rapporteur spécial de l'époque, M. Wako, avait appelé son attention en 1991. Le gouvernement faisait savoir qu'à la date de la réponse (15 février 1993) un recours adressé à la section judiciaire du Conseil privé n'avait pas encore été examiné.

Observations

393. Le Rapporteur spécial a été récemment informé du jugement que les lords de la section judiciaire du Conseil privé, la plus haute cour pour les Etats membres du Commonwealth, avaient rendu le 2 novembre 1993 dans les affaires Earl Pratt et Ivan Morgan. Dans ce jugement, les lords concluaient que chaque fois qu'une exécution allait avoir lieu plus de cinq ans après le prononcé du jugement, on était fondé à considérer que ce délai équivalait à "une peine ou un traitement inhumain ou dégradant" et ils conseillaient à Sa Majesté de commuer les peines de mort prononcées contre Earl Pratt et Ivan Morgan en peines de prison à vie. Des observateurs ont souligné les répercussions que pouvait avoir cette décision pour un grand nombre de cas dans divers pays du Commonwealth où les prisonniers avaient passé plus de cinq ans dans le quartier des condamnés à mort.

Kenya

394. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels deux enquêtes - l'une parrainée par le Conseil national des Eglises du Kenya et l'autre par une commission parlementaire - avaient permis de conclure qu'une fraction considérable des personnes tuées lors des affrontements interethniques dans les régions occidentales et centrales du Kenya pendant les premiers mois de 1992 avait été victime d'exécutions extrajudiciaires. Un groupe appelé "Kalenjin warriors", qui serait étroitement lié à de hauts fonctionnaires du gouvernement et au Kenya African National Union (KANU), était présenté comme un des responsables de ces exécutions. La Commission a recommandé que les plaintes formulées contre certains fonctionnaires nommément désignés du gouvernement et du KANU, dont le vice-président, donnent lieu à l'ouverture d'enquêtes.

395. Selon les renseignements reçus, en octobre 1992, le Parlement réuni en séance plénière et composé uniquement de membres du KANU, avait rejeté le rapport de la commission parlementaire. A ce jour, aucune mesure n'aurait été prise pour traduire en justice l'un quelconque des fonctionnaires présentés comme responsables.

Communications envoyées

396. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement kényen des informations selon lesquelles les autorités n'auraient pas mené des enquêtes complètes et impartiales sur le meurtre en février 1990 de l'ancien ministre Robert Ouko et sur les exécutions extrajudiciaires - qui seraient le fait de la police antiémeute - d'Omar Khalid Alimedi, Said Qalatin et "Kidochi".

397. Le Rapporteur spécial a aussi fait part au Gouvernement kényen des préoccupations présentées brièvement ci-dessus et lui a demandé de faire des observations et de fournir des renseignements à propos de ces allégations.

Communications reçues

398. Le Gouvernement kényen a envoyé des réponses concernant les cas portés à son attention et a informé le Rapporteur spécial que les tribunaux étaient saisis du cas de Robert Ouko (28 juillet 1993). En ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires auxquelles se serait livrée la police antiémeute lors d'une manifestation à Mombasa, le gouvernement a déclaré que les policiers avaient été forcés de faire usage d'armes à feu lorsque les manifestants, devenus agités et violents, les avaient attaqués à coups de pierres, de bâtons, de cocktails Molotov et d'autres armes rudimentaires. Des enquêtes avaient été ouvertes sur la mort de trois personnes (6 août 1993).

Suite donnée

399. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement kényen une lettre dans laquelle il se félicitait de la volonté manifestée par les autorités kényennes de coopérer et demandait à celles-ci de lui fournir des détails complémentaires sur l'enquête ouverte sur la mort des trois personnes décédées lors des manifestations qui avaient eu lieu à Mombasa et sur toute mesure

prise pour prévenir la répétition de tels événements. Il se référerait, dans la même lettre, à des renseignements que le Gouvernement kényen lui avait fournis en octobre 1992 au sujet de trois cas portés à son attention la même année (voir E/CN.4/1993/46, par. 389), demandant à quel stade en était l'enquête.

Koweït

400. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports selon lesquels les procédures suivies par la Cour koweïtienne de sûreté de l'Etat au terme desquelles des peines de mort étaient prononcées et appliquées n'étaient pas conformes au droit à un procès équitable et aux normes internationalement reconnues en la matière.

401. On y exprimait des préoccupations à propos de violations du droit à une défense adéquate. Les personnes traduites devant la Cour de sûreté de l'Etat, en particulier lorsqu'elles se trouvaient en détention préventive, n'auraient ni le droit de communiquer rapidement avec leur avocat ni celui de contester la légalité de leur détention devant un tribunal et d'être remises en liberté si la détention était illégale. Dans certains cas, les aveux seraient extorqués sous la contrainte. Les condamnations seraient fondées sur ces aveux, sur des preuves écrites non communiquées aux défendeurs ou à leurs avocats ou sur des dépositions de témoins secrets rapportant de simples ouï-dire. En outre, le Rapporteur spécial a été informé que les personnes jugées par la Cour de sûreté de l'Etat ne bénéficiaient pas pleinement du droit de faire appel. Alors que dans les affaires pénales ordinaires les défendeurs ont droit à porter leur cas devant la Cour d'appel qui l'examine quant aux faits et quant au droit, puis devant la Cour de cassation qui examine les vices de forme éventuels, les personnes traduites devant la Cour de sûreté de l'Etat ne pourraient en appeler de leur condamnation que devant la Cour de cassation.

Communications envoyées

402. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement koweïtien deux demandes d'intervention d'urgence après avoir reçu des renseignements selon lesquels l'exécution des 16 personnes condamnées à mort par la Cour de sûreté de l'Etat dont les noms suivent, serait imminente : Ghaleb Abd al-Majid al-Turki, Muhsin Shawkat Taher Hussain, Huda Mustafa Imam, Khalifa et Siham Ibrahim Hussain Ali (28 mai 1993); 'Imam al-Din Mahmud Nimr et neuf autres personnes (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat) (20 juin 1993); Walid Jassem Mahdi (29 juin 1993).

Communications reçues

403. Le Gouvernement koweïtien a donné une réponse concernant les cas susmentionnés et a informé le Rapporteur spécial qu'à l'exception d'Huda Mustafa Imam, qui avait été jugée par contumace, toutes les personnes en question avaient été arrêtées, détenues et mises en détention préventive après que les déclarations qu'elles avaient prononcées au titre de leur propre défense eurent été entendues et vérifiées. Elles avaient eu la possibilité de protester contre l'ordre de mise en détention préventive auprès du Président

ou d'un des membres de la Cour de sûreté de l'Etat. Elles avaient aussi eu la possibilité de s'assurer les services d'un conseil. Les peines de mort avaient été prononcées sur la base de témoignages clairs et irréfutables obtenus sans aucune forme de coercition. Les jugements rendus par contumace étaient susceptibles d'appel par le biais de la procédure d'objection et les affaires devaient alors être rejugées par la Cour de sûreté de l'Etat en présence des accusés. Les jugements rendus en leur présence étaient également susceptibles de pourvois en cassation. L'examen des condamnations à mort par la Cour de cassation était obligatoire. A son audience du 10 août 1992, la Cour de cassation avait commué la peine prononcée contre Muhsin Shawkat Tahir Hussein en peine de prison à vie. Le 1er mars 1993, la Cour avait décidé qu'elle ne pouvait envisager de réexaminer la sentence prononcée par contumace contre Huda Mustafa Imam tant que celle-ci n'aurait pas reçu notification de ladite sentence et n'aurait pas eu la possibilité de faire appel en utilisant la procédure d'objection. A la date de la réponse, tous les autres cas étaient encore examinés par la Cour de cassation (30 septembre 1993).

Observations

404. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopérer manifestée par le Gouvernement koweïtien. Il reste cependant préoccupé par le fait que dans les affaires par la Cour de sûreté de l'Etat, les défendeurs ne bénéficient pas pleinement du droit de faire appel prévu dans les instruments internationaux pertinents puisqu'ils sont privés d'une phase d'appel dans le cadre de laquelle on réexamine entièrement leur cas à la fois sur le plan des faits et sur le plan du droit. Cette procédure complète d'appel est cependant prévue pour les affaires pénales ordinaires. Le Rapporteur spécial tient à souligner que dans les procès au terme desquels une peine de mort est prononcée, toutes les garanties relatives à un jugement équitable doivent être pleinement respectées. Le Rapporteur spécial appelle donc le Gouvernement koweïtien à garantir des procédures de recours complètes pour les affaires jugées par la Cour de sûreté de l'Etat et à garantir aussi à ceux qui sont passibles de la peine de mort le bénéfice complet de toutes les autres garanties prévues dans les instruments internationaux pertinents.

Kirghizistan

Communications envoyées

405. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement kirghize une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé de l'imminence de l'exécution de la peine de mort prononcée contre Grigory Abramov (15 avril 1993).

Communications reçues

406. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement kirghize.

LibanCommunications envoyées

407. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement libanais des allégations selon lesquelles huit civils non identifiés auraient été tués lorsque les forces de sécurité, faisant un usage excessif de la force, auraient ouvert le feu sur des participants à une manifestation (29 juillet 1993).

Communications reçues

408. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement libanais.

LesothoCommunications reçues

409. Le Gouvernement du Lesotho a répondu au Rapporteur spécial à propos de quatre cas portés à son attention en 1992 (voir E/CN.4/1993/46, par. 394 à 396) en précisant que des enquêtes avaient été ouvertes pour chacun d'eux et qu'elles étaient en cours à la date de la réponse (5 février 1993).

Suite donnée

410. A la suite de cette réponse, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement du Lesotho une lettre dans laquelle il se félicitait de la volonté de coopérer manifestée par les autorités de ce pays et demandait qu'elles lui fournissent des renseignements à jour sur l'état d'avancement des enquêtes.

Libéria

411. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports alarmants faisant état de violations du droit à la vie dans le contexte du conflit armé opposant les forces armées libériennes, le United Liberation Movement for Democracy in Liberia (ULIMO) (Mouvement unifié de libération pour la démocratie au Libéria) et le National Patriotic Front of Liberia (NPFL) (Front patriotique national du Libéria). Depuis le déclenchement du conflit, des dizaines de milliers de civils auraient trouvé la mort. Toutes les parties au conflit seraient responsables d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de personnes qu'elles soupçonnaient d'être des combattants actifs ou des sympathisants soit du gouvernement au pouvoir à Monrovia soit du NPFL. Des préoccupations ont aussi été exprimées quant à l'éventuelle implication de soldats de la force de maintien de la paix au Libéria de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

412. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports particulièrement alarmants concernant le massacre de pas moins de 600 personnes survenu le 6 juin 1993 dans un camp pour personnes déplacées situé à Harbel, près de Monrovia. Une commission d'enquête a été envoyée sur place par le Secrétaire général pour établir les faits, vérifier les allégations imputant les responsabilités et faire des recommandations.

Communications envoyées

413. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement libérien après avoir été informé du résultat des enquêtes menées par la commission d'enquête sur le massacre d'Harbel. La commission a conclu que le massacre d'environ 600 personnes déplacées dans le camp Carter avait été planifié et perpétré par des soldats des forces armées libériennes. Quatorze autres personnes avaient été assassinées par des soldats libériens sur un autre site appelé camp A, tout proche du camp Carter. La commission a aussi recueilli des témoignages faisant état de la responsabilité individuelle de trois membres des forces armées libériennes. Le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de veiller à ce que le massacre d'Harbel fasse l'objet d'une enquête complète, indépendante et impartiale afin d'identifier les responsables et de les traduire en justice quels que soient leur rang, leurs fonctions ou leur position. Il a aussi demandé instamment aux autorités de prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir la répétition de tels événements et indemniser les familles des victimes.

Communications reçues

414. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement libérien.

Observations

415. Le Rapporteur spécial exprime sa vive préoccupation face aux violations massives du droit à la vie au Libéria. Cependant, alors que les médias font presque quotidiennement état de telles violations, le Rapporteur spécial n'a reçu que très peu de renseignements qui lui permettent d'agir selon les procédures prévues dans son mandat. Il note toutefois avoir été récemment informé d'une initiative prise par le Représentant spécial du Secrétaire général au Libéria tendant à intégrer une composante droits de l'homme dans la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL). Le Rapporteur spécial se déclare prêt à coopérer à une telle initiative de toutes les manières qui seront jugées utiles, y compris en se rendant au Libéria afin de recueillir des renseignements de première main sur la situation dans le pays et de formuler des recommandations visant à mieux garantir le droit à la vie.

Malawi

416. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports et d'allégations concernant des violations du droit à la vie dans le contexte de la campagne qui a précédé le référendum du 14 juin 1993 qui a marqué la fin du système de parti unique au Malawi. Divers partisans de l'instauration d'une démocratie fondée sur le pluripartisme auraient fait l'objet de menaces de mort et d'un harcèlement, voire, dans certains cas, d'exécutions extrajudiciaires. Les responsables de ces violations seraient les forces de police et de sécurité, la Malawi Youth League (Ligue paramilitaire des jeunes malawiennes) et des partisans du Malawi Congress Party (MCP) (Parti du Congrès du Malawi) qui avait monopolisé le pouvoir politique pendant 29 ans. A plusieurs occasions, les forces de sécurité auraient ouvert le feu aveuglément sur des participants à des manifestations pacifiques. Divers observateurs ont pu néanmoins considérer que le résultat du référendum et

le fait que le Parlement malawien, bien qu'il ne fût composé que de membres du Parti du Congrès du Malawi au pouvoir, ait, le 29 juin 1993, changé la Constitution pour autoriser les partis d'opposition, représentaient un progrès vers un renforcement de la protection des droits de l'homme.

417. Le Rapporteur spécial a aussi reçu un certain nombre de rapports concernant des vices de forme qui entacheraient les procès au terme desquels des peines de mort étaient prononcées. Ces procès se dérouleraient devant des "tribunaux traditionnels" qui avaient initialement été créés par les autorités coloniales britanniques pour connaître des infractions mineures et dont les compétences avaient été élargies par la suite pour couvrir les cas de viol, de meurtre et de trahison. Selon les informations reçues, c'est le Procureur général qui décide si une affaire doit être jugée par la Haute Cour ou par les "tribunaux traditionnels". Ces derniers seraient composés de quatre "chefs" (des fonctionnaires locaux d'administration) que le Président nomme et peut révoquer ainsi que d'un juriste qualifié qui rédige le jugement.

418. Devant les "tribunaux traditionnels", les défenseurs n'auraient pas le droit de se faire représenter en justice et ne recevraient pas à l'avance un résumé des charges pesant contre eux pour pouvoir préparer leur défense. Les règles de procédure des tribunaux traditionnels permettraient aux défenseurs de faire déposer des témoins à décharge, droit qui leur aurait été dénié, lors du procès d'Orton et de Vera Chirwa en 1983. Dans une autre affaire, trois lettres anonymes auraient été acceptées comme éléments de preuve. Le Ministre de la justice aurait tout pouvoir pour autoriser ou refuser le droit d'appel et les recours ne pourraient être exercés que dans le système des "tribunaux traditionnels". Des préoccupations ont été exprimées à propos de ces vices de forme qui pourraient gravement affecter les garanties prévues dans plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour ceux qui encourent la peine de mort.

Communications envoyées

419. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement malawien des allégations de violations du droit à la vie concernant au moins 42 personnes. Quarante d'entre elles auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires alors qu'elles exerçaient leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

420. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement malawien une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé de l'imminence de l'exécution de Foster Azele Mlombwa, ancien président du parti du Congrès du Malawi à Dedza condamné à mort (le 27 août 1993) par le tribunal traditionnel de la région centrale.

421. Le Rapporteur spécial a aussi communiqué au Gouvernement malawien des allégations faisant état de menaces de mort et de tentatives de meurtre contre le révérend Emmanuel Chinkwita Phiri et selon lesquelles au moins 40 participants non identifiés à une manifestation pour une démocratie fondée sur le pluripartisme auraient été tués par les forces de police qui avaient ouvert le feu sur eux.

Communications reçues

422. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement malawien.

Suite donnée

423. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement malawien une lettre dans laquelle il lui demandait de l'informer sur l'état d'avancement de l'enquête concernant l'exécution extrajudiciaire dont aurait été victime Mkwapatira Mhango (voir E/CN.4/1993/46, par. 406). Le Gouvernement malawien lui avait fait savoir en septembre 1992, que les autorités compétentes avaient été saisies de l'affaire.

Observations

424. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les rapports faisant état de grosses restrictions des garanties protégeant les personnes passibles de la peine de mort au Malawi. Sans vouloir aucunement interférer dans l'organisation du système judiciaire d'un Etat, organisation dont celui-ci est maître, il tient à souligner une fois de plus que les procès au terme desquels des peines de mort sont prononcées doivent se dérouler conformément aux normes les plus exigeantes en matière d'indépendance, de compétence, d'objectivité et d'impartialité des juges et que toutes les garanties d'un procès équitable doivent être pleinement respectées s'agissant en particulier du droit à la défense et du droit de faire appel et de demander la grâce ou la commutation de la peine. Il demande aux autorités malawiennes de prendre les mesures qui s'imposent pour veiller à ce que la législation et la pratique au Malawi soient conformes aux normes internationales qui concernent la peine capitale et protègent ceux qui en sont passibles.

Malaisie

425. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports faisant état de préoccupations quant à la présomption de culpabilité énoncée dans la loi de 1952 sur les drogues dangereuses. En vertu de cette loi, les personnes soupçonnées de trafic de drogue sont présumées coupables tant qu'elles n'ont pas prouvé leur innocence. Lorsque des drogues sont trouvées dissimulées dans un sac, une caisse, une maison, un bureau, une boutique ou une voiture appartenant à l'accusé ou utilisés par lui, il est présumé avoir eu connaissance au préalable de la présence des drogues. Ce serait pratique courante dans la police que de donner des récompenses en espèces aux informateurs et agents provocateurs qui réussissent à piéger des personnes soupçonnées de trafic de drogue. Les témoignages de ces informateurs ou agents provocateurs seraient volontiers admis par les tribunaux comme éléments de preuve. La peine de mort est obligatoire en Malaisie pour ceux qui sont reconnus coupables de trafic de drogue.

Communications envoyées

426. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement malaisien des allégations concernant l'exécution par pendaison d'Hasim Escandar, condamné à mort après avoir été jugé et reconnu coupable en vertu de la loi de 1952 sur les drogues dangereuses.

Communications reçues

427. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement malaisien.

Observations

428. Le Rapporteur spécial exprime les préoccupations que lui inspire la présomption de culpabilité énoncée dans la loi de 1952 sur les drogues dangereuses, présomption qui est manifestement contraire au droit fondamental qu'a tout défendeur d'être présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée à l'issue d'un procès équitable lui garantissant le plein respect du droit de se défendre et de faire appel. En outre, le caractère obligatoire de la peine capitale pour ceux qui sont reconnus coupables de trafic de drogue est particulièrement préoccupant en ce qu'il empêche de prendre en considération aucune circonstance atténuante. Le Rapporteur spécial demande au Gouvernement malaisien de revoir sa législation antidrogue de manière à la rendre conforme aux instruments internationaux régissant l'application de la peine capitale et prévoyant des garanties pour ceux qui sont passibles d'une telle peine.

Mauritanie

429. Le 29 mai 1993, le Parlement mauritanien a adopté une loi accordant une amnistie générale à tous les membres des forces de sécurité qui avaient commis des infractions au cours de la période de trois ans allant de 1989 à 1992. Pendant cette période, 400 Mauritaniens noirs au moins auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires et des milliers d'autres auraient été longuement maintenus en détention. Il y aurait eu aussi beaucoup de disparitions.

430. Selon les renseignements communiqués au Rapporteur spécial, la majorité des décès seraient imputables à la torture et à d'autres traitements cruels et inhumains, notamment à des conditions de détention extrêmement rudes. La plupart des victimes seraient des officiers de l'armée ou des fonctionnaires appartenant aux groupes ethniques pular, soninké et wolof des régions méridionales du pays. Ceux-ci auraient été rassemblés après des arrestations massives effectuées dans les villes de Nouakchott et Nouadhibou. Leurs familles auraient à maintes reprises prié les autorités de leur donner des explications sur leur sort. Cependant, malgré les réformes politiques (les premières élections pluripartites ont eu lieu en 1992), il n'a été fait mention d'aucune enquête officielle qui aurait été ouverte sur ces violations des droits de l'homme.

431. La récente amnistie annoncée par les autorités mauritaniennes en signe de réconciliation nationale a suscité des préoccupations en ce qu'elle peut constituer une grave violation de l'obligation qui incombe au Gouvernement mauritanien, en vertu du droit international, de mener des enquêtes sur toutes les violations des droits de l'homme et d'indemniser les familles des victimes.

Communications envoyées

432. Le Rapporteur spécial a fait part de ces préoccupations au Gouvernement mauritanien dans une lettre dans laquelle il invitait les autorités à lui communiquer leurs observations.

Communications reçues

433. A la date de l'établissement du présent rapport, le Gouvernement mauritanien n'avait pas répondu à cette lettre.

434. Une réponse a été reçue le 30 décembre 1992 à propos des allégations d'exécutions extrajudiciaires qui avaient été portées en 1991 à l'attention du Gouvernement mauritanien par le Rapporteur spécial de l'époque. Le Gouvernement mauritanien expliquait qu'il était ressorti des enquêtes qui avaient été ouvertes à ce sujet que des événements mettant en jeu certaines unités de l'armée s'étaient produits à la fin de 1990 mais que personne n'avait été tué de sang-froid par les militaires; les officiers supérieurs concernés avaient été punis. Depuis juillet 1991, la nouvelle Constitution protégeait tous les citoyens de violations des droits de l'homme.

Observations

435. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté manifestée par les autorités mauritaniennes de coopérer. Il souligne cependant qu'un Etat ne saurait être tenu quitte de son obligation d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme pour avoir promulgué une loi d'amnistie. S'il peut être politiquement opportun, dans des circonstances particulières, de ne pas punir les responsables de certains actes, il ne doit s'agir là que d'une mesure très exceptionnelle qui n'atténue en rien l'obligation incombant au gouvernement de mener des enquêtes complètes et indépendantes pour établir les faits et les responsabilités et indemniser les victimes ou leurs familles. Dans le cas de la Mauritanie, il est particulièrement préoccupant que la loi d'amnistie ait été promulguée alors que de telles enquêtes avaient été ouvertes et que, selon les renseignements dont dispose le Rapporteur spécial, les autorités n'ont pas manifesté leur volonté de révéler les faits ni d'indemniser les familles des victimes. Le Rapporteur spécial demande au Gouvernement mauritanien de s'acquitter de l'obligation que lui impose le droit international à cet égard.

Mexique

436. Selon les renseignements communiqués au Rapporteur spécial, des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire au Mexique, fréquemment dans l'impunité. La Commission nationale des droits de l'homme aurait enquêté sur un certain nombre de cas et confirmé

qu'il y avait bien eu des violations des droits de l'homme. Très souvent cependant, ses recommandations, en particulier celles qui concernent l'arrestation des personnes identifiées comme en étant les responsables, seraient restées sans effet.

Communications envoyées

437. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement mexicain des allégations de violations du droit à la vie concernant sept personnes, à savoir :

a) Pedro Lenin Vilchis Domínguez qui serait mort en garde à vue, à la suite de tortures et de mauvais traitements;

b) Les personnes dont les noms suivent, qui auraient été tuées dans le cadre de conflits agraires : Mateo Vargas Nava, Isidro Vargas Nava et Bulmaro Vargas Najera; Sabino Díaz Osorio et Rodrigo Gómez Zamorano. Dans ces cas, comme dans celui du meurtre de José Ramos Núñez, paysan autochtone, les responsables auraient des liens étroits avec des représentants des autorités locales. Des mandats d'arrêt auraient été émis contre eux mais n'auraient pas été suivis d'effet. En outre, un témoin du meurtre de Mateo Vargas Nava aurait été menacé de mort par la police judiciaire s'il témoignait devant les autorités.

Communications reçues

438. Le Gouvernement mexicain a répondu au Rapporteur spécial à propos du cas de Pedro Lenin Vilchis Domínguez, précisant que la Commission nationale des droits de l'homme avait ouvert une enquête et que, à la date de la réponse, elle étudiait les renseignements portés à son attention par les autorités judiciaires du district fédéral (15 juin 1993).

439. Dans la même lettre, le Gouvernement mexicain transmettait des informations concernant quatre affaires sur lesquelles le Rapporteur spécial avait appelé son attention en 1992. La Commission nationale des droits de l'homme avait ouvert des enquêtes sur chacune de ces affaires et avait formulé un certain nombre de recommandations; il fallait selon elle examiner le comportement des membres de la police ainsi que d'autres représentants de l'Etat pour établir leur responsabilité dans la mort de Víctor Manuel Oropeza Contreras (voir E/CN.4/1993/46, par. 423) et dans celle de Tomás Diego García, survenue lors d'une opération de police menée dans la communauté indienne de La Trinidad Yaveo (voir E/CN.4/1993/46, par. 422). Les recommandations concernant l'arrestation de certains officiers n'avaient pas encore été suivies d'effet. Pour ce qui est des menaces de mort dont aurait fait l'objet Misael García Santiago lors de cette opération, le Gouvernement mexicain informait le Rapporteur spécial que la Commission nationale des droits de l'homme n'avait pu trouver aucun renseignement à ce sujet dans sa base de données. Par ailleurs, la Commission nationale des droits de l'homme avait recommandé d'engager des poursuites pénales contre les agents de police responsables de l'exécution extrajudiciaire d'Erick Dante, Jaime Mauro et Héctor Ignacio Quijano Santoyo, fils de Francisco Quijano Garcia, mais ne s'était pas prononcée sur la disparition et l'exécution de ce dernier.

Suite donnée

440. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement mexicain une lettre dans laquelle il se félicitait de la volonté de coopération manifestée par les autorités mexicaines. Se référant aux réponses susmentionnées, il demandait qu'on l'informe sur le fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme et qu'on lui précise en particulier si ses recommandations avaient un caractère obligatoire. Il souhaitait aussi recevoir des renseignements précis sur les mesures, judiciaires ou disciplinaires, adoptées à l'égard des agents de police identifiés par la Commission nationale des droits de l'homme comme étant responsables d'exécutions extrajudiciaires et savoir si les familles des victimes avaient été indemnisées. Il demandait en outre en quoi consistait la base de données mentionnée dans la réponse et pour quelles raisons les recommandations visant l'arrestation de certaines personnes n'avaient pas été suivies d'effet.

441. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial se référait également à une réponse reçue du Gouvernement mexicain en 1992 à propos des menaces de mort dont aurait fait l'objet la juriste María Teresa Jardí (voir E/CN.4/1993/46, par. 420 et 425) et demandait des renseignements à jour sur l'état d'avancement des enquêtes menées à ce sujet ainsi que sur les mesures prises pour assurer la protection de cette personne.

Observations

442. Le Rapporteur spécial note avec préoccupation que dans un certain nombre de cas les recommandations formulées par la Commission nationale des droits de l'homme ne semblent pas avoir été suivies par les autorités. Il note en particulier qu'il est arrivé assez souvent que les recommandations visant l'arrestation de personnes identifiées par la Commission comme étant responsables de violation des droits de l'homme ne soient pas suivies d'effet. Le Rapporteur spécial appelle les autorités compétentes à veiller à ce que ces recommandations soient appliquées et à ce que tous les responsables de violations des droits de l'homme soient traduits en justice.

Maroc

443. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels, un an après la démolition de la prison secrète de Tazmamart et la libération de la plupart des 30 détenus survivants, aucune enquête n'avait été ouverte sur la mort de 33 autres personnes détenues dans cette prison. Les victimes auraient été maintenues dans l'isolement complet dans des conditions sordides et, affaiblies par la maladie et le manque de nourriture, seraient mortes faute de soins dans l'indifférence de leurs geôliers. Le Rapporteur spécial a été informé en outre, que les familles des victimes n'avaient pas été avisées des causes de leur décès et n'avaient reçu aucune indemnisation.

Communications envoyées

444. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement marocain une lettre dans laquelle il faisait état du cas d'Abdesslam Belkaïd qui serait mort à la prison centrale de Kenitra faute de soins médicaux.

Communications reçues

445. Le Gouvernement marocain a répondu à la lettre du Rapporteur spécial et en précisant que les autorités compétentes avaient ouvert une enquête sur cette affaire et établi que le numéro d'inscription au registre de la prison indiqué dans la communication du Rapporteur spécial ne correspondait pas au nom d'Abdesslam Belkaïd. Le Rapporteur spécial était prié de leur faire connaître le nom exact de la personne qui serait morte à la prison centrale de Kenitra le 27 janvier 1993 (14 septembre 1993).

Observations

446. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération manifestée par les autorités marocaines. Il a contacté la source des allégations, conformément aux procédures de suivi récemment établies, mais il fait observer que la discordance entre le numéro d'inscription au registre et le nom qui sont indiqués ne devrait pas empêcher les autorités de déterminer si le 27 janvier 1993 ou aux alentours de cette date un détenu portant ce nom ou un détenu identifié par le numéro d'inscription au registre indiqué dans la lettre du Rapporteur spécial portant un nom différent est mort faute de soins médicaux à la prison centrale de Kenitra.

Myanmar

447. Selon les rapports communiqués au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme et notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire au Myanmar.

448. Comme les années précédentes, ces rapports font état d'allégations de violations flagrantes des droits de l'homme de la part des forces de sécurité du Myanmar dont seraient victimes des musulmans de l'Etat de Rakhine (Arakan), également dénommés Rohingyas, dans le cadre de ce qui est décrit comme un processus général de répression à l'encontre de groupes minoritaires, religieux ou ethniques. De nombreuses personnes contraintes au travail forcé auraient fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Pris au hasard ou punis parce que soupçonnés d'avoir participé à des insurrections armées, des membres de groupes minoritaires auraient été recrutés comme porteurs par les militaires. Ils seraient gravement maltraités pendant qu'ils travaillent : privés de nourriture, d'eau et de sommeil, frappés à coups de bambous et de crosses de fusil, coups de bottes, brûlés avec des cigarettes et blessés à la baïonnette. Lorsque, à la suite d'un travail pénible effectué dans ces conditions, ils tombent malades ou sont trop affaiblis pour travailler, ils seraient tués par les militaires ou abandonnés sur place pour y mourir. Des cas de décès dus à la torture et aux mauvais traitements subis dans les prisons militaires ont également été signalés au Rapporteur spécial.

Communications envoyées

449. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement du Myanmar des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 55 personnes, dont deux mineurs et deux femmes.

450. Les cas précis portés à l'attention du Gouvernement du Myanmar étaient les suivants :

a) Exécution extrajudiciaire par des militaires, des personnes recrutées de force comme porteurs dont les noms suivent : Abdul Mozid, qui aurait été battu à mort; Islam Nur, qui aurait été abattu parce qu'il n'arrivait pas à porter sa charge de munitions; Zuri Ahmed, qui aurait été abattu parce qu'il n'arrivait plus à porter sa charge sur une forte pente; Nai Aung Nyein, qui aurait été battu à mort;

b) Exécution extrajudiciaire par des militaires des personnes suivantes : Zahida, âgée de 17 ans, qui aurait auparavant été enlevée et violée par des soldats; Abdul Rahman qui aurait été abattu par des agents de renseignement de l'armée qui le soupçonnaient d'être un partisan de l'Organisation de solidarité Rohingya; Sein U Than, chef du village de La Kaing, qui aurait été accusé par des soldats de coopérer avec les insurgés; au moins 20 musulmans non identifiés qui auraient été abattus par les forces de sécurité du Myanmar alors qu'ils tentaient de traverser la rivière Naaf pour aller au Bangladesh; au moins 17 personnes non identifiées qui auraient été tuées par une bombe lancée sur leur groupe par des soldats; Nai Aung Hla; deux villageois non identifiés, parce qu'ils auraient refusé d'effectuer leur service militaire; Mi Shwe U (82 ans) qui aurait été tuée par balle, lorsque des soldats tiraient aveuglément sur son village; Nai Thein et Nai Aung, victimes de soldats ivres qui auraient tiré au hasard; Min Aung Soe (11 ans), qui aurait été enlevé et fusillé par un peloton d'exécution de l'armée; et Nai Nyunt Maung.

Communications reçues

451. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune réponse concernant les cas mentionnés en 1993 n'avait été reçue du Gouvernement du Myanmar.

452. Le Gouvernement du Myanmar a fait parvenir au Rapporteur spécial des réponses concernant les cas portés à son attention en 1992 et en 1991 par le Rapporteur spécial de l'époque. Il déclarait que les allégations selon lesquelles plusieurs personnes avaient été torturées et tuées par balles (voir E/CN.4/1993/46, par. 436, al. a) à c)) étaient dénuées de tout fondement et forgées de toutes pièces. Le dénommé Mohamed Ilyas (voir E/CN.4/1993/46, par. 436 e)) avait été traité lors de son arrestation pour de fortes douleurs d'estomac et était mort de maladie.

Suite donnée

453. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement du Myanmar une lettre dans laquelle il faisait référence aux réponses susmentionnées concernant les cas portés à l'attention du Gouvernement en 1992. Il demandait en particulier à être informé en détail sur les enquêtes ouvertes pour prouver que les accusations dont il avait été fait état étaient dénuées de tout fondement. Il demandait également des détails complémentaires sur la mort de Mohamed Ilyas. Il souhaitait savoir en particulier si une autopsie avait été pratiquée (22 février 1993).

454. En réponse à cette lettre, le Gouvernement du Myanmar a fourni au Rapporteur spécial des renseignements complémentaires, indiquant que Mohamed Ilyas, qui avait été capturé alors qu'il plaçait des mines et des explosifs sur le terrain de golf public de Maungdaw, était mort d'un ulcère à l'estomac dont il souffrait depuis longtemps. Cela avait été établi par une autopsie pratiquée par le médecin de la municipalité. En ce qui concerne Saing Shwe, les autorités du Myanmar avaient précisé que de vastes enquêtes effectuées au sein des commandements militaires dans l'Etat Shan avaient permis d'établir qu'aucune personne de ce nom n'avait été tuée ni blessée dans la région pendant la période indiquée (15 novembre 1993).

Observations

455. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopérer manifestée par le Gouvernement du Myanmar en ce qui concerne le suivi des cas portés à son attention en 1992. Il note cependant avec préoccupation que de graves allégations de violations du droit à la vie continuent de lui parvenir. Il mentionne, dans ce contexte, le récent rapport du Rapporteur spécial sur le Myanmar à l'Assemblée générale (A/48/578), qui contenait notamment des détails sur les exécutions extrajudiciaires de musulmans recrutés de force comme porteurs. Le Rapporteur spécial demande au Gouvernement du Myanmar d'adopter des mesures pour protéger efficacement la population civile, et en particulier la population musulmane de l'Etat Rakhine, contre les abus commis par les forces de sécurité.

Népal

Communications envoyées

456. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement népalais des allégations qu'il avait reçues de violation du droit à la vie concernant 25 personnes, dont deux mineurs et deux femmes; dans 22 cas ces violations étaient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

457. Les cas portés à l'attention du Gouvernement népalais concernaient l'exécution extrajudiciaire présumée de Raja Ram Shakya et de 18 autres personnes au moins (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat), lorsque la police avait ouvert le feu sur des manifestants à Katmandou et dans des villes voisines. Une femme, Rita Silpakar, aurait été tuée alors qu'elle regardait les manifestations de sa fenêtre; un moine, Rigzin Tsering, aurait été tué par les gardes frontière népalais; Jamyang Kelsand aurait été tué d'une balle dans la tête lorsque les policiers avaient ouvert le feu sur une foule de Tibétains qui avaient franchi la frontière du Népal; Kapildev Singh et Bijaya Mahato auraient été tués lorsque la police avait ouvert le feu sur un groupe de personnes qui s'étaient rassemblées devant le poste de police de Barahathawa, où trois étudiants étaient torturés. L'un d'entre eux, Kiran Shrestha, serait mort des blessures reçues pendant son passage à tabac.

Communications reçues

458. Le gouvernement a fait savoir au Rapporteur spécial que Jamyang Kelsand, Kapildev Singh et Bijaya Mahato avaient trouvé la mort lors d'un incident où des policiers avaient été obligés de recourir à la force pour garantir leur propre sécurité. Il y avait eu enquêtes. Les responsables étaient identifiés mais il n'apparaissait pas indispensable de prendre à leur encontre des sanctions pénales ou disciplinaires. Les familles de Kapildev Singh et de Bijaya Mahato avaient été indemnisées. Kiran Skrestha était décédé d'une maladie chronique et non des suites de coups (22 novembre 1993).

459. Le Gouvernement népalais a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements concernant neuf cas qui lui avaient été transmis en 1992 et l'a informé que dans trois d'entre eux les forces de sécurité avaient ouvert le feu en état de légitime défense, tuant Om Prakash Yadav, Nathuni Mahato et Sotilal Mukhiya. Les enquêtes qui avaient immédiatement eu lieu avaient confirmé que la situation justifiait les mesures prises par la police. Une aide financière avait été fournie aux familles des défunts. Tularaj Acharya, Poshan Lal Kunwar Danuwar, Ram Saran Yadav, Ram Prasad Singh, Abdul Miya et Dilliram Chouhan étaient morts lors d'affrontements entre militants de partis opposés ou entre résidents. Des enquêtes judiciaires étaient en cours (13 août 1993).

Observations

460. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération qu'a manifestée par ces réponses le Gouvernement népalais. Il reste cependant préoccupé par l'utilisation meurtrière de la force par les forces de sécurité et invite instamment les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des incidents analogues ne se reproduisent à l'avenir.

Nicaragua

Communications envoyées

461. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement nicaraguayen à la suite d'informations selon lesquelles on craignait pour la vie et l'intégrité physique des ouvriers d'une raffinerie de sucre qui étaient en grève, la police, selon les renseignements communiqués, ayant fait abusivement usage de la force alors qu'elle tentait d'intervenir dans les locaux de la raffinerie (19 mars 1993).

Communications reçues

462. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement nicaraguayen au moment de l'établissement du présent rapport.

Nigéria

463. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements concernant des violations du droit à la vie dans les zones de l'Etat des Rivières habitées par la communauté ogoni. Des forces de sécurité auraient abusé de la force contre des personnes participant à des manifestations pacifiques pour protester contre la

destruction, sans indemnisation, de champs et de cultures par des sociétés nigérianes et multinationales qui exploitent des champs pétrolifères dans la région. Plusieurs personnes auraient également été tuées lors de heurts ethniques entre les Ogonis et les Adonis voisins; ces derniers auraient en l'occurrence bénéficié de l'appui des autorités.

464. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations selon lesquelles on s'inquiétait des procédures suivies par le tribunal spécial des troubles civils qui aboutissaient à l'imposition de la peine de mort, procédures au cours desquelles les normes garantissant un procès équitable ne seraient pas respectées, en particulier le droit de recours à une juridiction supérieure.

Communications envoyées

465. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement nigérian des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 57 personnes, dont trois mineurs et une femme. Plus de 35 personnes auraient ainsi été victimes d'exécutions extrajudiciaires pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

466. Le Rapporteur spécial a envoyé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement nigérian après avoir été informé que les personnes ci-après avaient été condamnées à mort par le tribunal spécial des troubles civils de Kaduna : le général de division Zamani Lekwot, Gankon Dawa Kurfi, Iliya Maza, le général James Atomic Kude, Yohanna Karau Kibori, Marcus Mamman, Yahaya Duniya, Julius Sarki Dabo ainsi que trois membres du groupe ethnique hausa et trois membres du groupe ethnique kataf (10 février 1993 et 8 mars 1993).

467. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement nigérian des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires concernant au moins 35 membres du groupe ethnique ogoni - dont le mari de Mme Nwiku et trois jeunes enfants - au cours d'une attaque armée menée par les Adonis contre la ville de Kaa; l'armée n'aurait pas cherché à rétablir l'ordre, et celle d'Agbarator Otu, qui aurait été tué alors que les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur les Ogonis qui manifestaient contre les compagnies pétrolières.

Communications reçues

468. En ce qui concerne les allégations d'assassinats sur les terres des Ogonis, le Gouvernement nigérian a déclaré qu'Agbarator Otu et 10 autres personnes de cette région n'avaient jamais été tués. Le gouvernement a également informé le Rapporteur spécial que Ken Karo-Siwa avait été arrêté en juin 1993 à la suite des troubles politiques et civils qui avaient eu lieu dans l'Etat des Rivières pendant la période électorale et qu'il avait été libéré le 4 septembre 1993. Pendant sa détention il avait bénéficié de tous les droits et de toute la protection voulus et n'avait pas été torturé ni soumis à aucun traitement inhumain ou dégradant (22 novembre 1993).

Observations

469. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération dont a fait preuve le Gouvernement nigérian en lui répondant. Il tiendra compte des renseignements communiqués conformément à la procédure de suivi récemment instaurée.

470. Cependant le Rapporteur spécial reste préoccupé par les allégations selon lesquelles les forces de sécurité feraient un usage abusif de la force contre des manifestants pacifiques. Les informations faisant état d'actes de violence interethniques qui avaient fait de nombreuses victimes et de ce que les forces gouvernementales n'avaient pris aucune mesure préventive étaient, elles aussi, extrêmement préoccupantes. Le Rapporteur spécial s'inquiète, en outre, du fait que le droit de faire appel n'est pas pleinement garanti aux personnes qui comparaissent devant le tribunal spécial des troubles civils. Il invite instamment le Gouvernement nigérian à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le recours abusif à la force dans le contexte de manifestations, pour assurer également la protection du droit à la vie à tous les individus, quelle que soit leur origine ethnique, pour empêcher les violences interethniques et pour assurer le plein respect de toutes les garanties pour la protection des personnes qui seraient passibles de la peine de mort.

Pakistan

471. Le Rapporteur spécial continue de recevoir des communications faisant état des préoccupations suscitées par l'application de la peine capitale au Pakistan à l'issue de procès au cours desquels les garanties internationalement reconnues aux personnes passibles de cette peine ne sont pas pleinement respectées. On s'inquiétait en particulier du fait que le nombre des délits punissables de la peine de mort s'était multiplié au cours des dernières années : en mai 1991, la peine de mort était devenue obligatoire en cas de blasphème et le gouvernement envisagerait de l'étendre aux infractions à la législation sur les stupéfiants (août 1993).

Communications envoyées

472. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement pakistanais après avoir été informé de l'imminence de l'exécution de trois membres de la minorité religieuse chrétienne - Manzoor Masih, Rehmat Masih et Salamat Masih - accusés de blasphème. Selon les renseignements reçus, les droits de la défense n'auraient pas été respectés lors de leur procès. Le fait que Salamat Masih n'avait que 13 ans (7 septembre 1993) lui apparaissait particulièrement préoccupant.

473. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement pakistanais deux cas d'exécutions extrajudiciaires qui se seraient produits à la fin de 1990, à propos desquels les autorités auraient manqué à l'obligation d'ouvrir une enquête. Les personnes qui auraient été tuées par des membres identifiés des forces de sécurité seraient Zulfikar Ali Domki et Mashood Ahmed Domki.

Communications reçues

474. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement pakistanais au moment de l'établissement du présent rapport.

Observations

475. Le Rapporteur spécial relève avec inquiétude que, comme on vient de le voir, le champ d'application de la peine de mort a été élargi. Il est également profondément préoccupé par les communications signalant que la peine capitale serait prononcée à l'issue de procès au cours desquels les défendeurs ne bénéficieraient pas de toutes les garanties assurant un procès équitable. L'imposition de la peine de mort à un garçonnet de 13 ans est particulièrement préoccupante. En outre, sanctionner obligatoirement le blasphème de la peine de mort constitue manifestement une violation des dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux termes duquel une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves ayant des conséquences fatales ou extrêmement graves. Le Rapporteur spécial invite instamment le Gouvernement pakistanais à s'abstenir d'élargir le champ d'application de la peine capitale et à veiller à ce que les défendeurs, en cas de délits punis de la peine de mort, bénéficient pleinement de toutes les garanties énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Il invite aussi les autorités pakistanaises à réviser la législation de façon à ce qu'elle soit conforme à ces instruments.

PanamaCommunications envoyées

476. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement panaméen une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé qu'il y avait tout lieu de craindre pour la vie et l'intégrité physique du dirigeant syndical Orlando Stanziola et de sept autres syndicalistes qui auraient été arrêtés après une grève dans une raffinerie de sucre. Ils auraient reçu des menaces de mort (2 avril 1993).

Communications reçues

477. Le Gouvernement panaméen a adressé au Rapporteur spécial deux réponses à sa demande d'intervention d'urgence, l'informant de ce qui s'était passé dans la raffinerie en question. Il a communiqué un certain nombre de documents officiels indiquant que les forces de sécurité n'avaient ni menacé ni maltraité Orlando Stanziola ou les sept autres personnes arrêtées. Selon un rapport du Ministère du travail et de la protection sociale, les personnes arrêtées avaient, huit minutes après leur arrestation, reçu la visite d'un représentant de la Commission des droits de l'homme du Panama. Les sept personnes en question, qui avaient été libérées peu après sur ordre du Président de la République, avaient signé une note confirmant qu'elles n'avaient pas fait l'objet de mauvais traitements.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

478. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels un grand nombre de violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, se produisaient depuis avril 1991 dans l'île de Bougainville dans le contexte du conflit armé entre les forces papouan-néo-guinéennes et l'armée révolutionnaire de Bougainville (BRA).

479. Un grand nombre de personnes soupçonnées de faire partie de l'armée révolutionnaire de Bougainville seraient victimes d'exécutions ou disparaîtraient. Un grand nombre d'entre elles seraient mortes après que leurs embarcations ou leurs camions eurent été bombardés par les forces armées. D'autres assassinats auraient eu lieu dans les "centres de soins" relevant du gouvernement établis ostensiblement par les autorités pour accueillir les habitants de l'île qui s'enfuyaient devant l'armée révolutionnaire. Selon les informations communiquées, celle-ci serait aussi responsable de graves violations des droits de l'homme, notamment d'assassinats d'opposants présumés. A ce jour, aucun renseignement n'a été reçu en ce qui concerne les efforts faits par les autorités pour mettre fin à de telles violations des droits de l'homme. Le Gouvernement papouan-néo-guinéen nierait au contraire avec opiniâtreté que des violations des droits de l'homme se produisent à Bougainville.

Communications envoyées

480. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement papouan-néo-guinéen une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé que l'on craignait pour la vie et l'intégrité physique de Ken Savia, de M. Toromura et de Gabriel Tameung, qui auraient été arrêtés par les forces de sécurité et auraient, craignait-on, été tués en détention (21 mars 1993).

481. Le Rapporteur spécial a également fait part au Gouvernement papouan-néo-guinéen de ses inquiétudes à ce sujet, lui demandant des renseignements sur la situation en ce qui concerne le droit à la vie dans le pays et, en particulier, sur les mesures prises pour traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme et empêcher que des incidents analogues ne se reproduisent à l'avenir.

Communications reçues

482. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement papouan-néo-guinéen au moment de l'établissement du présent rapport.

Paraguay

Communications envoyées

483. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement paraguayen une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé que l'ancien prisonnier politique Martín Almada, l'avocate défenseur des droits de l'homme Gloria Estrago et le révérend Armin Yhle faisaient l'objet de menaces de mort répétées. Ces menaces émaneraient d'une organisation d'extrême droite qui bénéficierait de l'appui du gouvernement (27 avril 1993).

Communications reçues

484. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement paraguayen à la suite de la demande d'intervention d'urgence, au moment où a été établi le présent rapport.

485. Le 28 juin 1993, le Gouvernement paraguayen a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements concernant trois cas qui lui avaient été transmis en 1991 par son prédécesseur. Des enquêtes avaient été ouvertes sur les menaces de mort dont avaient fait l'objet deux avocats, mais le parquet n'avait pu poursuivre, car il fallait dans les affaires de menaces de mort que les tribunaux criminels soient saisis, or les plaignants n'avaient pu apporter la moindre preuve à l'appui de leur plainte. Personne n'avait, d'autre part, porté plainte en ce qui concerne la tentative présumée d'attentat contre un membre du Parlement.

Observations

486. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopération dont a fait preuve le Gouvernement paraguayen en lui envoyant les réponses résumées ci-dessus. Si, comme on l'a expliqué précédemment, les réponses concernant les cas transmis en 1991 ne peuvent être prises en considération dans la procédure de suivi des cas transmis aux gouvernements concernés en 1992 et en 1993, le Rapporteur spécial tient néanmoins à faire observer que chaque Etat est tenu de garantir la pleine protection de tous les droits fondamentaux et de toutes les libertés fondamentales et, en particulier, du droit à la vie. Ce n'est pas là seulement l'intérêt des individus impliqués qui est en jeu; assurer cette protection c'est aussi assumer l'obligation d'enquêter sur les violations du droit à la vie, d'en identifier et d'en punir les responsables et d'empêcher qu'elles ne se reproduisent à l'avenir. Ainsi, l'enquête sur des menaces de mort présumées ne devrait pas être liée au fait qu'une action ait été intentée devant un tribunal criminel ordinaire, action dont seule la victime a l'initiative; le parquet devrait être habilité à enquêter de sa propre initiative. Le Rapporteur spécial invite le Gouvernement paraguayen à envisager de réviser sa législation de façon à ce que les autorités puissent s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, que les victimes soient ou non en mesure de fournir des preuves pour identifier les auteurs des violations des droits de l'homme dont elles ont fait l'objet.

Pérou

487. Le Rapporteur spécial s'est rendu du 24 mai au 2 juin 1993 au Pérou pour se renseigner sur les allégations de violations du droit à la vie dans ce pays. Ses constatations ainsi que ses conclusions et recommandations figurent dans un additif au présent rapport (E/CN.4/1994/7/Add.2). Le présent chapitre rend compte des cas communiqués au Gouvernement péruvien en 1993, ainsi que de la correspondance concernant les allégations qui lui ont été communiquées antérieurement.

Communications envoyées

488. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement péruvien des allégations de violations du droit à la vie concernant 95 personnes, dont trois mineurs et 25 femmes. Ces violations seraient, dans certains cas, associées à des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association. Des allégations de menaces de mort concernant huit personnes ont, d'autre part, amené le Rapporteur spécial à adresser cinq demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement péruvien.

489. Ces demandes d'intervention d'urgence ont été adressées au Gouvernement péruvien après réception d'informations selon lesquelles on craignait pour la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après : Rosa del Pilar Pastor, épouse du général José Paster Vives, emprisonné après la tentative de renversement du gouvernement du président Fujimori en septembre 1992, qui aurait reçu des menaces de mort (31 décembre 1992); la journaliste Cecilia Valenzuela, qui aurait reçu des menaces de mort après avoir écrit des articles dans lesquels de graves violations des droits de l'homme étaient imputées aux forces de sécurité de l'Etat (30 mars 1993); Heriberto Benítez Rivas et sa famille, qui auraient reçu des menaces de mort qui seraient liées à ses activités en tant qu'avocat représentant les familles des dix victimes de La Cantuta (voir E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 55 à 73) (26 juillet 1993); le dirigeant syndical José Barletti Pascuales, qui serait détenu par la police malgré les dénégations de celle-ci (7 septembre 1993), Camilo Núñez Quispe, qui aurait été enlevé par des membres de la police après l'assassinat, par des policiers, de son frère Teófilo Núñez Quispe. Des craintes avaient été également exprimées en ce qui concerne la sécurité de l'épouse de ce dernier, Natalia Escobar Silvestre, de son père, Guillermo Núñez Palomino, et de Soledad Ramos Ramos, personnes qui auraient toutes été témoins de cet assassinat (24 septembre 1993).

490. Dans une communication urgente datée du 8 juillet 1993, le Rapporteur spécial demandait instamment aux autorités péruviennes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger quatre fosses découvertes sur la route reliant Lima à Cieneguilla, fosses qui contiendraient les restes des dix victimes de La Cantuta et de veiller à ce que l'examen de ces restes soit effectué par une équipe d'experts agréés conformément aux normes les plus exigeantes. Le Rapporteur spécial a réitéré cet appel dans une autre communication en date du 22 septembre 1993 (voir E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 68 et 73).

491. Le 22 septembre 1993, le Rapporteur spécial a adressé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement péruvien dans laquelle il se disait gravement préoccupé par le fait que le champ d'application de la peine de mort pourrait s'étendre aux crimes de terrorisme et de trahison, ainsi qu'il était prévu dans l'un des articles de la nouvelle Constitution dont le projet allait être soumis, pour approbation, au peuple péruvien, lors d'un référendum qui devait avoir lieu le 31 octobre 1993. Le Rapporteur spécial faisait observer que divers instruments internationaux attestaient de la tendance actuelle à limiter, voire à abolir la peine capitale, et il se disait particulièrement préoccupé par les lacunes que présentait la législation antiterroriste en vigueur au Pérou pour ce qui était des garanties du droit à un procès équitable (voir E/CN.4/1993/46/Add.2, par. 74 à 78).

492. Le Rapporteur spécial a également communiqué au Gouvernement péruvien les cas ci-après d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires présumées, qui avaient été portés à son attention :

a) Exécution extrajudiciaire présumée en 1992, par des membres de l'armée, des personnes ci-après : Erick Rojas Llanca et Rafaél Navarro Pisango, à Los Jardines de Tarapoto; Amadeo Ircañaupa, Luciano Huamán García, Antonio Janampa Auccasi, Constantina García Gutiérrez, Mariano Janampa García, Agripina Auccasi Espilico, Celedonio Huamán García et Maura Huamán Paucar, à Pallcca; Demetrio Huamán León, entre Pallcca et Manchiri; Víctor Huamán Paucar, Mauro Huamán Paucar, Narcizo Huamán Paucar et Melecio Chonta Huamán, à Manchiri; Pedro Honorato Davila Espinoza, à Aucayacu; Cirilo Ccora Quispe, à Pastales Huando; Josías Ramírez Angulo, à Lamas; Pedro Huilca Tecse, à Lima;

b) Enlèvement de trente étudiants de l'Universidad Nacional del Centro del Perú de Huancayo par des membres des forces de sécurité à l'issue d'un recensement de tous les étudiants et de tous les enseignants effectué par l'armée. Un grand nombre d'entre eux auraient, par la suite, été retrouvés morts, dans certains cas portant des marques de torture. Un avocat spécial avait été désigné pour enquêter sur ces affaires. Cependant, à ce jour, aucune personne n'aurait été traduite en justice. Les noms des étudiants peuvent être obtenus au secrétariat;

c) Exécutions extrajudiciaires présumées en 1993, par des membres de l'armée, des personnes ci-après : José Omar Martín Morales Martínez, à Lima; César Alfonso Ramírez Pinchi, à Caserío del Mariscal Cáceres; Ruby Porras Montes, à Chupuro; Alberto Calipuy Verde et Rosa Carbajal (ou Rosenda Yauri Ramos), à Angasmarca; Julia Herrera Pablo, à Uchucchahua; Santos Hilario Tayganpan, Sara Bolostro, Juana de la Cruz, Omar Tayganpan de la Cruz, Gabina Tayganpan de la Cruz, Crispín Tayganpan de la Cruz et Segundo Benjamín Juamán, à Angasmarca; Kisinger López Ruiz (âgé de 17 ans), à Lima; Percy Nima Seminario, à Piura; Francisco Díaz Mancilla, à Lima; José Antonio Alcázar Gómez, à Lima; Carlos Augusto Gallardo Malpartida, à Huánuco; Armando Ruiz Vásquez, à Huánuco; et Juan Silva Céspedes, à Huánuco;

d) En outre, il a été signalé au Rapporteur spécial que l'officier de police responsable de l'assassinat de Zacarías Pasca Huamani et de Marcelino Valencia Alvarado à Santo Tomás, Cuzco, en septembre 1990, ainsi que de l'exécution extrajudiciaire de David Ito Huanaco, en 1991, avait été condamné à une peine assortie d'un sursis et était toujours en liberté.

Communications reçues

493. Le Gouvernement péruvien a adressé au Rapporteur spécial des réponses concernant deux des demandes d'intervention d'urgence susmentionnées et l'a informé que :

a) Cecilia Valenzuela n'avait utilisé aucun des mécanismes internes prévus par le système judiciaire péruvien pour examiner les cas comme le sien. Le gouvernement faisait observer que l'épuisement des recours internes était un préalable indispensable dont dépendait la recevabilité de plaintes individuelles par des organismes internationaux (13 mai 1993);

b) José Barletti Pascuales avait été libéré le 11 août 1993. Pendant sa détention son intégrité physique et les garanties judiciaires avaient été pleinement respectées (16 septembre 1993).

494. Le Gouvernement péruvien a aussi communiqué au Rapporteur spécial des renseignements concernant les allégations qu'il lui avait transmises en 1992 et l'a informé qu'en ce qui concernait :

a) Juan Luna Rojas (voir E/CN.4/1993/46, par. 472), aucun organe gouvernemental n'avait tenté d'enlever ni d'arrêter cette personne. Le registre de détenus ne portait pas trace qu'il ait été détenu antérieurement ou le soit actuellement, et aucune procédure n'avait été engagée contre lui (14 avril 1993);

b) l'assassinat de 15 paysans à Santa Bárbara, le lieutenant Javier Bendezú Vargas de l'armée péruvienne avait été condamné à dix ans de prison (voir E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 32 a) et 53) (14 avril 1993);

c) l'assassinat de cinq paysans à Chavín (voir E/CN.4/1993/46, par. 475 et 480 e)), on avait ouvert une information contre plusieurs officiers de police et membres des patrouilles de paysans rondas campesinas de Challhuayaco, de Rancas et de Huaripampa (19 avril 1993);

d) les menaces de mort dont auraient fait l'objet plus de 40 journalistes à Ayacucho (voir E/CN.4/1993/46, par. 473 et 480 c)), ces menaces étaient proférées dans un tract qui avait été distribué à Ayacucho en septembre 1993 et dont les auteurs, qui se réclamaient d'un "Mouvement antiterroriste d'Ayacucho", n'avaient pu être identifiés (11 mai 1993);

e) Carlos Vásquez Reinel et Salvador Carrasco Gómez (voir E/CN.4/1993/46, par. 477 b) et 480 p)), des procédures pénales avaient été engagées contre cinq policiers qui, à la date de la réponse, étaient détenus à Tarapoto (voir aussi E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 33 c)) (11 mai 1993);

f) Cynthia Tumis Quezada Roque (voir E/CN.4/1993/46, par. 467 et 480 a)), les enquêtes avaient révélé que cette personne n'avait pas été blessée par une balle tirée par un officier de police mais, qu'effrayée par le bruit du coup de feu, elle s'était mordu la lèvre (8 janvier 1993, 16 et 19 avril 1993);

g) les menaces de mort dont aurait fait l'objet le procureur Manuel Antonio Córdova Polo (ibid.), des poursuites criminelles avaient été entamées contre un lieutenant de l'armée péruvienne (8 janvier et 19 avril 1993);

h) Inés Sinchitullo Barboza (ibid.), les enquêtes judiciaires s'étaient poursuivies mais les personnes qui avaient attaqué sa maison n'avaient pu être identifiées (19 avril 1993).

495. Le Gouvernement péruvien a également communiqué au Rapporteur spécial de nouvelles informations sur un certain nombre de cas qui avaient été transmis en 1991 aux autorités péruviennes par son prédécesseur (5 janvier, 21 juillet et 3 novembre 1993).

496. Le Gouvernement péruvien a aussi fourni au Rapporteur spécial des renseignements détaillés sur de nombreux assassinats, en particulier de notables locaux et de membres de la tribu des Asháninkas à Satipo, ainsi que sur d'autres attaques violentes ayant entraîné la destruction d'écoles et d'autres biens publics, commises par des membres de groupes d'opposition armés, en particulier par le "Sentier lumineux", bras armé du parti communiste péruvien (voir aussi E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 29).

497. Le Gouvernement péruvien a adressé, en outre, au Rapporteur spécial des renseignements au sujet des mesures prises par les autorités pour favoriser la prise de conscience et le respect des droits de l'homme. Il s'agissait notamment de plusieurs décrets législatifs concernant l'enseignement en la matière et des règles de procédure à suivre en ce qui concerne les plaintes pour violations des droits de l'homme et les enquêtes auxquelles elles donnent lieu.

Suite donnée

498. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien une lettre dans laquelle il faisait état d'un certain nombre de réponses émanant des autorités péruviennes concernant les cas qu'il leur avait communiqués en 1992, ainsi que des renseignements concernant les cas documentés dont lui-même avait eu connaissance pendant sa visite au Pérou.

Observations

499. Le Rapporteur spécial se félicite du désir de coopérer dont le Gouvernement péruvien a fait preuve en lui envoyant ces réponses. Il souligne, en ce qui concerne les allégations de menaces de mort dirigées contre Cecilia Valenzuela que, dans des cas de ce genre, l'objectif des demandes d'intervention d'urgence est de prévenir la perte irréparable de vies et d'alerter les autorités afin qu'elles puissent assurer une protection efficace aux personnes qui seraient en danger et enquêter sur les origines des menaces présumées. C'est la raison pour laquelle il leur communiquait ces cas, que les recours internes aient été épuisés ou non.

500. Le Rapporteur spécial remercie le gouvernement pour la coopération qu'il lui a apportée dans la préparation de sa visite au Pérou et lors de cette visite. En ce qui concerne son évaluation de la situation du droit à la vie au Pérou, il renvoie à son rapport sur cette visite. Il espère poursuivre son dialogue avec les autorités péruviennes sur les questions relevant de son mandat et, en particulier, en ce qui concerne l'application des mesures recommandées afin de parvenir à mieux faire protéger le droit à la vie. Il continuera à suivre étroitement l'évolution dans ce domaine.

Philippines

501. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire aux Philippines.

502. Comme les années précédentes, la plupart des violations interviendraient dans le contexte du violent conflit politique opposant le gouvernement et des groupes d'opposition armés, en particulier la Nouvelle armée du peuple (NPA) - branche armée du Parti communiste philippin (CPP) - qui se livre à une lutte de guérilla. D'un côté, des escadrons de liquidation de la Nouvelle armée du peuple dits "unités d'éperviers" (sparrow units), des forces militaires rebelles et des forces séparatistes musulmanes comme le Front de libération national Moro (LMNF) et le Front de libération islamique Moro (MLF) se rendraient responsables d'actes de violence, notamment d'assassinats, de l'autre, de nombreuses violations du droit à la vie continuent d'être attribuées aux forces gouvernementales.

503. Le Rapporteur spécial a reçu des allégations particulièrement inquiétantes d'exécutions extrajudiciaires par des membres des Unités territoriales des forces de défense civile (CAFGU), une des forces paramilitaires déployées par l'armée philippine pour venir à bout de l'opposition armée, en particulier de la Nouvelle armée du peuple. La police nationale philippine et l'armée philippine étaient à maintes reprises rendues responsables d'assassinats, de menaces de mort et d'actes de harcèlement et d'intimidation. Le plus souvent, seraient victimes de ces violations des droits de l'homme des civils, notamment personnes âgées, femmes et enfants, en particulier dans les zones rurales où les forces gouvernementales les soupçonnent d'être membres ou partisans de la Nouvelle armée du peuple.

504. Dans ce contexte, il a été à maintes reprises signalé que le gouvernement poursuivait sa stratégie antisubversive de "guerre totale" contre l'opposition armée. Cette stratégie serait à l'origine de la plupart des violations des droits de l'homme. Bien qu'au cours des dernières années les Philippines aient adhéré à un certain nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et que les tribunaux civils aient à nouveau juridiction en ce qui concerne les délits commis par des militaires, les condamnations pour meurtres d'origine politique seraient encore exceptionnelles et les auteurs de violations des droits de l'homme continueraient à bénéficier largement de l'impunité.

Communications envoyées

505. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement philippin des allégations de violations du droit à la vie concernant 16 personnes, dont quatre femmes. Dans cinq cas, ces violations seraient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

506. Le Rapporteur spécial a adressé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement philippin, ayant été informé que l'on pouvait craindre pour la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après : Inostacia Masuela - âgée de 71 ans -, qui avait assisté au meurtre de son époux, Porferio Masuela - âgé de 75 ans -, par des membres des Unités territoriales des forces de défense civile qui seraient toujours en liberté et armés (28 mai 1993); le poète et journaliste Clovis Nazareno et les personnes qui avaient témoigné en sa faveur, après qu'il eut été arrêté et maltraité par la police (27 août 1993); Sonny Boy de la Peña et Edwina Bodozo Joromo, animateurs de mouvements de paysans et militants pour les droits de l'homme,

qui seraient menacés par des Unités territoriales des forces de défense civile et par la police (13 septembre 1993), ainsi qu'Henri Llanos Banos, Graciano Pardillo et Danilo Cangmaong, qui auraient tous trois reçu des menaces de mort de la part des autorités locales et de la police (3 septembre 1993).

507. Le Rapporteur spécial a également communiqué au Gouvernement philippin des allégations d'exécutions extrajudiciaires par des membres des Unités territoriales des forces de défense civile concernant : Jovito et George Banidad - qui auraient été tués par des membres de ces unités qui auraient en outre menacé de mort la famille si elle signalait l'incident -, le militant pour les droits de l'homme Chris Batan, le syndicaliste Exquito Lasquite, Emily Macabite et Lolita Has y Domigina. Il leur a, en outre, transmis le cas de Joselito Furugganan, qui aurait été victime d'une exécution extrajudiciaire de la part de membres de l'armée philippine.

Communication reçue

508. Le Gouvernement philippin a communiqué au Rapporteur spécial des précisions sur les enquêtes effectuées par la Commission philippine des droits de l'homme sur les cas suivants :

a) Plaintes formulées par Clovis Nazareno contre des policiers qu'il accusait de faute professionnelle et d'abus de pouvoir. L'enquête avait été close, l'intéressé n'ayant pu étayer ses plaintes d'aucun fait concret. Une seconde enquête avait été ouverte à la suite d'allégations selon lesquelles des membres de l'armée auraient renouvelé leurs menaces. La Commission avait conclu que Nazareno n'avait fait l'objet d'aucune menace et avait clos le dossier (1er juin 1993). Une enquête de police sur des plaintes portées plus récemment par Clovis Nazareno avait été abandonnée, ces plaintes étant considérées comme dénuées de fondement (29 octobre 1993);

b) Assassinat présumé de Lolita Has y Domigina. L'enquête avait abouti au dépôt d'une plainte contre un membre des Unités territoriales des forces de défense civile, Joaquin Baron Sr. Au 21 avril 1993, des enquêtes préliminaires, supervisées par la Commission, étaient en cours. Des témoins de l'assassinat, qui avaient été eux-mêmes enlevés par des membres desdites unités territoriales et des soldats de l'armée philippine, avaient refusé de porter plainte par crainte de représailles (9 août 1993);

c) Décès d'Exquito Lasquite. Au 5 juillet 1993, la Commission menait une enquête. Les témoins hésitaient à témoigner, craignant pour leur vie (9 août 1993).

509. Le Gouvernement philippin a également adressé au Rapporteur spécial une réponse concernant le cas d'Eduardo Faelnar, qui lui avait été transmis en 1992 (voir E/CN.4/1993/46, par. 495). L'officier commandant la Direction des services de renseignements avait reconnu que des membres de la Nouvelle armée populaire qui s'étaient rendus et étaient sous sa garde avaient agi, sans son autorisation, et soumis Eduardo Faelnar à ce qui pouvait être considéré comme du harcèlement. Faelnar avait par la suite déclaré à la Commission qu'il n'était plus "suivi par des gens à l'allure suspecte" (22 avril 1993).

Observations

510. Le Rapporteur spécial tient à rendre hommage au Gouvernement philippin pour la volonté de coopération qu'il a manifestée. Cependant, il a noté avec inquiétude que dans les rapports de la Commission philippine des droits de l'homme, il était dit à maintes reprises que des témoins n'osaient pas témoigner sur des violations des droits de l'homme car ils craignaient pour leur vie. Le Rapporteur spécial invite instamment le Gouvernement philippin à doter la Commission philippine des droits de l'homme des moyens et des ressources nécessaires pour lui permettre d'assurer efficacement la protection des victimes, de leur famille et des témoins qui portent plainte ou font des dépositions.

511. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par la persistance d'informations concernant des violations du droit à la vie imputables à des groupes de défense civile paramilitaires coopérant avec l'armée nationale philippine dans sa lutte contre les insurgés, en particulier aux Unités territoriales des forces de défense civile. Il demande au Gouvernement philippin de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que tant les forces de sécurité que les membres des groupes de défense civile respectent pleinement le droit à la vie à l'égard de la population civile et des insurgés hors de combat.

Rwanda

512. Le Rapporteur spécial a séjourné du 8 au 17 avril 1993 au Rwanda, où il s'était rendu après avoir reçu des allégations de violations du droit à la vie dans ce pays. On trouvera ses constatations, ainsi que ses conclusions et recommandations, dans un additif au présent rapport (E/CN.4/1994/7/Add.1). Le présent chapitre rend compte des cas communiqués au Gouvernement rwandais en 1993.

Communications envoyées

513. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement rwandais des allégations de violation du droit à la vie concernant plus de 300 personnes, dont un mineur et six femmes.

514. Le Rapporteur spécial a adressé deux demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement rwandais exprimant ses craintes concernant des militants pour les droits de l'homme et des témoins de violations de ces droits, à savoir Eustache Mupenzi et d'autres personnes qui collaboraient depuis le 1er octobre 1990 avec la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda ou avaient témoigné devant cet organe, ayant été informé que ces personnes auraient été victimes de représailles et d'intimidation et que les exécutions reprendraient (15 février 1993); et Ignace Ruhatana, Secrétaire permanent de l'organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme appelée Kanyarwanda, qui avait été blessé à son domicile lors d'une attaque par un commando d'hommes armés (12 mai 1993).

515. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement rwandais des allégations d'exécutions extrajudiciaires concernant plus de 300 personnes. Il faut cependant noter que si les incidents ont été rapportés avec beaucoup de détails, les noms de la plupart des victimes n'ont pas été communiqués. Certains des cas signalés l'ont été par une commission officielle d'enquête. En ce qui concerne les allégations ci-après, il convient de se référer au rapport du Rapporteur spécial sur la mission qu'il a effectuée au Rwanda (E/CN.4/1994/7/Add.1).

a) Exécution présumée par des membres des forces de sécurité des personnes ci-après : Hayiparusi Kituku, Bonaventure Bigora, Tito Umuto, Evariste Bizimungu, Charles Karake, Ephrem Twaguramungu, Vedaste Murangwa, Claver Kirangwa, Claire Rwamwaga, Hitimana, Mafigi, Kavaruganda, Mukamugara, Gatambara, Andre Rukiliza, Gerard, Gatura, Ngiruwonsanga, Gakwaya, Elias Ndayambaje, Gahima, Etienne Bayijahe, Albert Katalyera, Jean-Bosco Bagiranza, Kanyakore (alias Sekufeko), Gakwenzire, Ismail Songoro, Justine Muhungwange, Bugirimfura, Mukantwari, Mukabahinde, Simeon Mutarambwira, Rugelinyange, Claude Mutsinzi, 75 personnes non identifiées et deux groupes d'un nombre indéterminé de personnes non identifiées;

b) Mort de 34 personnes, dont les noms ne sont pas indiqués, et d'un nombre indéterminé de personnes non identifiées présentées en deux groupes, imputable à des agents de l'administration territoriale;

c) Exécution par des membres du Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement (MRND) des personnes ci-après : Sophie Ntawera, Mukamana, Semafaranga, Nkunzwenimana, Mbendegezi, Fatuma Mukandutiye, Martin Nsabimana, Kadogo, Hategekimana, ainsi que de 154 personnes non identifiées;

d) Il a, en outre, été signalé le cas d'Emanuel Gapyisi, dirigeant éminent du Mouvement démocratique républicain (MDR), parti d'opposition, qui aurait été tué par un escadron de la mort qui serait lié à certaines autorités rwandaises.

Observations

516. Le Rapporteur spécial se félicite de la signature d'un accord de paix, le 4 août 1993 à Arusha (République-Unie de Tanzanie), entre le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais (FPR). Il a été signalé que les personnes déplacées à l'intérieur du pays avaient commencé à regagner leurs villages. Cependant, selon les renseignements reçus, aucune des mesures concrètes visant à éviter les violations du droit à la vie dans le pays, qui avaient été annoncées par le Président et par le Premier Ministre dans leur déclaration conjointe du 8 avril 1993, n'ont été appliquées.

517. Aucune réponse du Gouvernement rwandais, qu'il s'agisse du rapport sur la mission du Rapporteur spécial qui avait été transmis aux autorités rwandaises le 23 août 1993, de ses demandes d'intervention d'urgence ou des cas communiqués, n'était parvenue au Rapporteur spécial au moment où a été établi le présent rapport. On ignore donc quelles mesures ont été prises par le gouvernement pour donner suite aux recommandations formulées par le Rapporteur spécial à l'issue de sa mission. Le Rapporteur spécial souhaiterait se rendre

à nouveau au Rwanda, pour suivre la situation, si possible dans le cadre d'une mission conjointe avec le Représentant du Secrétaire général chargé des questions relatives aux droits de l'homme des personnes déplacées dans leur pays. Compte tenu des incidents violents qui se sont produits au Burundi voisin et de la similarité des problèmes auxquels ces deux pays sont confrontés, le Rapporteur spécial envisage la possibilité d'une visite combinée au Rwanda et au Burundi.

Arabie saoudite

518. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de renseignements concernant l'application de la peine capitale en Arabie saoudite. Une nette augmentation de l'application de la peine de mort aurait été constatée en 1992 : 105 personnes auraient été exécutées en public. Des carences graves dans les procédures lors des procès aboutissant à l'imposition de la peine capitale suscitaient de graves inquiétudes. Les défenseurs se verraient dénier la plupart de leurs droits fondamentaux pendant la détention préventive, notamment le droit de consulter un avocat et d'être traduit rapidement devant un juge, le droit de contester le maintien en détention devant un juge et le droit à des soins médicaux. En outre, les défenseurs ne disposeraient ni du temps ni des moyens nécessaires pour préparer leur défense. Pendant le procès ils se verraient dénier le droit d'être officiellement représentés par un avocat. Il a été signalé que dans de nombreux cas les condamnations étaient prononcées uniquement sur la base d'aveux, aveux qui, d'après de nombreuses allégations, seraient arrachés sous la torture.

519. Il a, en outre, été signalé que le champ d'application de la peine de mort avait été élargi à deux reprises : en 1987 avait été publiée une fatwa en vertu de laquelle était puni de la peine de mort le trafic de drogue ou la réception ou la distribution de drogues provenant de l'étranger. En 1988, une autre fatwa étendait la peine de mort aux actes de sabotage ou de "corruption" qui "sapent la sécurité et mettent en danger des vies et des biens publics ou privés". Antérieurement, ces délits n'étaient punis de la peine de mort que s'il y avait eu mort d'homme.

Communications envoyées

520. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement saoudien une lettre dans laquelle il exprimait sa préoccupation devant les informations ci-dessus et il lui demandait de lui fournir des renseignements précis sur les délits punis de la peine de mort et les règles de procédure applicables dans des affaires de ce genre, en particulier en ce qui concerne les droits des personnes en détention préventive et pendant le procès lui-même.

Communications reçues

521. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement saoudien au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

522. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par la manière dont est appliquée la peine capitale en Arabie saoudite qui, selon les renseignements dont il dispose, contrevient à de nombreux égards aux dispositions de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par la multiplication des délits punis d'une telle peine, par son application dans le cas de délits n'ayant pas entraîné mort d'homme et impliquant uniquement des dommages à des biens matériels et par l'absence de garanties assurant un procès équitable. Il déplore que le Gouvernement saoudien n'ait pas répondu à sa demande de renseignements. Il invite instamment les autorités saoudiennes à réviser la législation et la manière dont celle-ci est appliquée de façon à ce qu'elles soient conformes aux normes énoncées dans les instruments internationaux applicables.

Sierra Leone

523. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations concernant de graves violations du droit à la vie à la suite de la tentative de coup d'Etat qui se serait produite : 26 personnes au moins auraient été condamnées à mort et exécutées à Freetown le 29 décembre 1992 pour leur prétendue participation au coup d'Etat après un procès devant un nouveau tribunal militaire qui n'aurait pas respecté les garanties minima d'un procès équitable. En particulier, les cinq officiers qui constituaient le tribunal n'auraient pas tous eu une formation juridique, le droit de bénéficier de l'assistance d'un défenseur n'aurait pas été garanti aux accusés pendant leur procès et le droit de faire appel de leur condamnation leur serait dénié.

524. Des allégations de violations du droit à la vie, dans le contexte d'un conflit armé entre l'armée et les forces rebelles dans le sud-est du pays, sont également parvenues au Rapporteur spécial. La plupart des cas portés à son attention se seraient produits en 1991. Selon une source non gouvernementale, d'après les estimations faites par le gouvernement au milieu de 1992, plus de 8 000 civils et de 125 soldats étaient morts depuis mars 1991, date à laquelle une force d'invasion en provenance du Libéria, composée principalement de Sierra-léoniens appartenant à un groupe armé opposé au gouvernement s'était emparée de villages et de villes dans les provinces du sud et de l'est. On affirmait que dans ce contexte, les troupes gouvernementales avaient torturé et exécuté des personnes soupçonnées de financer ou d'aider les forces rebelles.

Communications envoyées

525. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sierra-léonien des allégations de violation du droit à la vie concernant 59 personnes, dont deux femmes.

526. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement sierra-léonien quatre demandes d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations concernant l'exécution de la peine de mort prononcée contre 26 personnes au moins qui étaient accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat. James Bambay Kamara, James Yaya Kanu, Kahota Dumbuya compteraient au nombre des personnes exécutées. On exprimait la crainte que neuf autres personnes

(dont les noms peuvent être obtenus au Secrétariat) puissent aussi être condamnées à mort et exécutées après un procès non conforme aux normes d'équité internationalement reconnues (6 et 15 janvier, 10 février et 27 avril 1993).

527. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement sierra-léonien les cas des personnes ci-après : Jibiru Turay, Mohamed Turay, Thairu Turay, Lahai Kpatewah et Alhadji Morrey, qui auraient été tués par des soldats qui les soupçonnaient d'avoir rejoint les rangs des insurgés; Ansumana Sheriff, Alusine Sheriff et Ensine Sesay, qui auraient été dévalisés et tués par des soldats parce qu'ils étaient en possession de documents appartenant aux rebelles; Kanneh Braima et Augustine Kamara, capturés alors qu'ils se cachaient dans la brousse et qui auraient été exécutés par des soldats; Koakei Karimu, tué par méprise par des soldats qui l'avaient confondu avec un homme suspecté d'avoir rejoint les rangs des rebelles; et Momo Koneh, prétendument rebelle de son propre aveu, qui aurait été remis par les autorités locales au quartier général de l'armée pour enquête et y aurait été exécuté.

Communications reçues

528. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement sierra-léonien au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

529. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par le fait qu'en dépit des nombreuses demandes d'intervention d'urgence qu'il a adressées au Gouvernement sierra-léonien, des craintes ne cessent d'être exprimées pour la vie et l'intégrité physique des personnes arrêtées et détenues au secret parce que soupçonnées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat; il déplore que le Gouvernement sierra-léonien ne lui ait fait parvenir aucun renseignement au sujet de ces allégations. Il l'invite donc instamment à veiller à ce que le droit à la vie soit pleinement respecté et, en particulier, à faire en sorte que les personnes qui seraient passibles de la peine de mort bénéficient effectivement de toutes les garanties prévues conformément aux instruments internationaux pertinents.

Somalie

530. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de renseignements concernant de graves violations des droits de l'homme, notamment des violations du droit à la vie, dans le contexte qualifié de catastrophe en matière de droits de l'homme provoquée par le conflit armé en cours entre les seigneurs de la guerre et leurs nombreux groupes armés et la famine. Parmi les victimes de ces assassinats délibérés, on compterait de nombreux civils qui n'avaient pas pris part aux hostilités, ainsi que des agents des organismes humanitaires et des membres de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM).

531. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par les informations reçues concernant l'exécution extrajudiciaire présumée de civils impliquant des membres des forces internationales déployées en Somalie pendant les deux

phases d'opérations autorisées par l'ONU. C'est ainsi que pendant la première phase, jusqu'à la fin d'avril 1993, des membres des différents contingents nationaux de la Force d'intervention unifiée se seraient rendu responsables, apparemment par suite d'un abus de force, de l'assassinat de plusieurs Somaliens. La mort d'une vingtaine de civils somaliens à Mogadiscio, imputable à des soldats pakistanais faisant partie de la Force de maintien de la paix des Nations Unies en Somalie qui auraient ouvert le feu sur une foule comprenant des femmes et des enfants, a également été signalée au Rapporteur spécial.

Communications envoyées

532. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au chef de l'ONUSOM. Comme les informations concernant des violations du droit à la vie en Somalie étaient de caractère plutôt général et que la situation dans ce pays ne lui permettait pas de suivre la procédure qui avait été normalement prévue, il a demandé des renseignements sur la situation des civils en Somalie, au regard du droit à la vie, renseignements de caractère général (chiffres, auteurs de violations, circonstances, etc.) et données concernant des cas précis.

533. Dans la même lettre, il se disait gravement préoccupé de ce que des membres des forces internationales de maintien de la paix pourraient se trouver impliqués dans la mort de civils et il demandait à l'ONUSOM de lui communiquer des renseignements sur les enquêtes qui avaient été menées pour établir les circonstances précises de ces incidents et, en particulier, si le personnel militaire impliqué avait tendance à abuser de la force. Il demandait également des informations sur les organes qui effectuaient les enquêtes de ce genre, leur fondement juridique et les sanctions éventuelles prononcées à l'issue de ces enquêtes. Enfin, il demandait quelles mesures avaient été prises pour éviter que les membres des forces internationales de maintien de la paix ne recourent excessivement à la force et en particulier, si elles avaient reçu des instructions précises concernant les normes internationalement reconnues et l'obligation de s'y conformer, même en cas de conflits armés.

Observations

534. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par les renseignements selon lesquels des membres des forces internationales auraient pris part à des violations du droit à la vie en Somalie. Il tient à ce sujet à exprimer son point de vue, qui est que les membres des missions sur le terrain de l'ONU devraient être tenus responsables des violations des droits et garanties énoncés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Comme chaque Etat est tenu, en droit international, de respecter ces normes, un organe représentant collectivement ces Etats a au moins une responsabilité égale. Etant donné que les missions de maintien de la paix et les missions d'observation organisées sous les auspices de l'ONU se multiplient, il serait peut-être souhaitable d'envisager la création, au sein de l'ONU, ou au sein de chaque mission d'observation ou de maintien de la paix, d'un organe chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui seraient le fait de membres de ces missions et de leur en imputer la responsabilité. Il faudrait également prévoir d'accorder une indemnisation aux victimes de ces violations ou, en cas d'exécutions extrajudiciaires, à leurs familles. Afin d'empêcher

tous incidents de ce genre, tous les membres des missions de maintien de la paix et des missions d'observation devraient recevoir une formation approfondie sur toutes les questions relatives aux droits de l'homme ainsi que sur la médiation et la résolution des conflits.

Afrique du Sud

535. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu un grand nombre d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de menaces de mort ou de harcèlement ou d'intimidation dont auraient fait l'objet des membres de l'opposition, en particulier de l'African National Congress (ANC), des syndicalistes, des militants pour les droits de l'homme et des dirigeants de mouvements d'étudiants. La Police sud-africaine (SAP) et la Force de défense sud-africaine (SADF) et des groupes qui coopéreraient avec elle seraient responsables de la plupart des assassinats et des menaces de mort qui lui ont été signalés. Certains de ces actes auraient été dirigés contre des personnes qui avaient témoigné lors d'enquêtes sur des violations des droits de l'homme imputées à des membres des forces de sécurité.

536. Selon les renseignements reçus, de graves violences politiques continuent de se produire, notamment des attaques dont seraient victimes les migrants journaliers noirs qui se déplacent en train ou des membres de communautés en faveur de l'ANC, violences qui seraient le fait d'hommes armés qui, pense-t-on, opèrent à partir de foyers contrôlés par l'Inkatha Freedom Party (IFP) avec l'assentiment de la police. Le Rapporteur spécial a aussi reçu des informations concernant des décès en garde à vue qui résulteraient de tortures et d'un abus de la force à l'égard de manifestants.

537. Le Rapporteur spécial a été en outre informé que l'impunité continue d'être de règle en cas de violations des droits de l'homme. Presque toujours les membres des forces de sécurité et d'autres forces agissant avec leur approbation n'auraient pas à rendre compte de leurs actes. En juillet 1992 a été publié un rapport concernant 120 cas de mort en garde à vue dans des circonstances douteuses établi par le docteur Jonathan Gluckman, pathologiste sud-africain éminent. La Commission d'enquête sur la prévention des actes de violence et d'intimidation, présidée par le juge Goldstone, a saisi des documents révélant que le chef d'état-major des Services de renseignements avait autorisé les opérations d'une force d'intervention visant à déstabiliser l'ANC. En ce qui concerne le rapport du docteur Gluckman, les autorités auraient refusé de reconnaître la gravité du taux alarmant de décès parmi les détenus maintenus en garde à vue, sans inculpation, ou d'ouvrir une enquête judiciaire indépendante. En novembre 1992, le gouvernement a adopté le Further Indemnity Act, loi en vertu de laquelle les coupables de violations des droits de l'homme bénéficieraient de l'impunité. Le 19 décembre 1992, le Président de l'Afrique du Sud aurait annoncé qu'il avait ordonné le limogeage ou la mise à la retraite anticipée de 23 officiers qui auraient participé à des activités illégales, notamment à des assassinats. Cependant, il a été signalé que les officiers supérieurs impliqués dans l'assassinat d'opposants au gouvernement et dans des opérations secrètes contre l'opposition avaient conservé leurs postes.

538. Le Rapporteur spécial a été invité par le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique du Sud à participer, en août 1993, en qualité d'observateur, à la mission sur le terrain dans les Etats de première ligne du Botswana et du Zimbabwe. Il a eu l'occasion pendant cette mission, de rencontrer des représentants d'organisations non gouvernementales sud-africaines ainsi que des témoins et d'échanger des vues avec les membres du Groupe de travail sur des questions d'intérêt commun.

Communications envoyées

539. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sud-africain des allégations de violations du droit à la vie concernant 60 personnes, dont deux mineurs et deux femmes; dans 15 cas il s'agirait de violations associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

540. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement sud-africain 14 demandes d'intervention d'urgence dans lesquelles il exprimait ses craintes pour la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après :

a) Siza Rani (22 décembre 1993), Chris Khoza, après l'assassinat de Bheki Maseko (30 avril 1993), Malose Lehobye (10 juin 1993), Godfrey Maseko et Mkhanyisi Dlomo (11 août 1993), membres et dirigeants de l'ANC;

b) Solomon (Solly) Bokaba et Gloria Sekamoeng (2 juin et 17 août 1993), dirigeants ou membres d'associations d'étudiants, des étudiants dans le prétendu "homeland" du Bophutatswana, après des actes de violence commis par la police sud-africaine, notamment l'assassinat de David Letsile (âgé de 14 ans) (1er septembre 1993);

c) Bheki Ntuli, Willie Mchunu, Enoch Nzuza et Mike Mabuyakhulu (10 février 1993), personnalités syndicales;

d) Frans Netshirombeni et Wilson Nelukalo (28 mai 1993), qui devaient tous deux être exécutés après un procès qui n'aurait pas été équitable;

e) Patrick Huma, avocat défenseur des droits de l'homme (16 décembre 1993); Sipho Mthiyane et Lucky Mthiyane, tombés aux mains d'hommes armés qui seraient rattachés aux forces de sécurité (2 juillet 1993); Johnson Mpukumpa, après l'assassinat d'Eric Hewu et de Super Nkatazo (13 juillet 1993); Louis Sibeko, dernier membre survivant de la Thokoza Civic Association, qui avait fourni des renseignements à la Commission Goldstone, et Lucky Seepe (17 août 1993); Ronnie Mjoli et Boysie Mpofana, après l'assassinat de Wellington Mbili détenu par la police sud-africaine (18 octobre 1993).

541. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement sud-africain des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire de : Bernard Sekhube Mushi, qui aurait été tué à bout portant par des membres de la Force de défense sud-africaine et David Mokgalaka, qui aurait été torturé et tué par balle en garde à vue. Aucune accusation n'aurait été portée contre les policiers responsables de sa mort.

542. Le Rapporteur spécial a également adressé au Gouvernement sud-africain une lettre dans laquelle il demandait que lui soient communiqués des renseignements sur le problème de l'impunité en Afrique du Sud. Il faisait état en particulier de la nouvelle loi d'amnistie ("Further Indemnity Act") et de précisions émanant de la source qui l'avait informé que 28 manifestants non armés auraient été massacrés dans le Ciskei en septembre 1992 (E/CN.4/1993/46, par. 525), selon lesquelles aucune mesure n'avait été prise par les autorités pour enquêter sur l'incident et traduire les coupables en justice.

Communications reçues

543. Le Gouvernement sud-africain a répondu à la première demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial concernant Siza Rani (voir E/CN.4/1993/46, par. 526), précisant que les allégations qui lui avaient été transmises étaient sans fondement car cette personne n'avait déposé aucune plainte concernant des menaces de mort. La police sud-africaine n'avait pas connaissance que la maison de Siza Rani ait été attaquée. Celui-ci avait été interrogé par la police afin de retrouver la personne soupçonnée d'une attaque armée. La police sud-africaine n'avait aucun préjugé et elle agissait de façon impartiale (26 mars 1993).

544. Le Gouvernement sud-africain a aussi répondu à la demande d'intervention d'urgence que lui avait adressée le Rapporteur spécial le 2 juillet 1993 au sujet de Sipho Mthiyane et de Lucky Mthiyane, qui auraient essuyé des coups de feu et auraient été poignardés en toute impunité par une personne que l'on pensait être un membre de la police. Les deux intéressés avaient signalé ces voies de fait. L'enquête à laquelle avait procédé immédiatement la police avait abouti à l'identification d'un suspect. Un mandat d'arrêt aurait été délivré qui serait suivi d'exécution dès que l'on aurait retrouvé le suspect (10 novembre 1993).

Observations

545. Le Rapporteur spécial note avec satisfaction que le Gouvernement sud-africain, dans la réponse qu'il lui a envoyée à la suite de sa demande d'intervention d'urgence du 2 juillet 1993, a utilisé le formulaire de réponse fourni à cette fin. Il demeure néanmoins préoccupé par le petit nombre d'enquêtes sur des allégations de violations du droit à la vie qui lui ont été signalées et par l'impunité dont, selon les renseignements reçus, les responsables de ces violations continuent toujours de bénéficier. Il lui paraît également préoccupant de constater qu'il semble que l'on n'ait guère pris de mesures pour mettre définitivement terme aux assassinats et pour lutter contre la violence profondément ancrée dans le pays, en particulier la violence qui oppose les communautés. Il invite instamment le Gouvernement sud-africain à faire le nécessaire pour s'acquitter de l'obligation qui lui incombe, en vertu du droit international, d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, d'en traduire les auteurs en justice et d'indemniser les victimes.

546. Le Rapporteur spécial espère que les mécanismes de l'ONU qui aideront l'Afrique du Sud pendant la période transitoire s'occuperont de la question de la violence entre les communautés et contribueront à la réforme de la justice et de l'appareil judiciaire.

Sri Lanka

547. Le Rapporteur spécial a été informé que des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire à Sri Lanka.

548. Le conflit militaire entre les troupes gouvernementales et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) se poursuivrait, en particulier dans la péninsule de Jaffna et dans les districts de Mannar et de Vavuniya. De nombreuses informations concernant les pertes civiles résultant d'opérations contre les insurgés menées par les forces armées sri-lankaises sont parvenues au Rapporteur spécial. Malgré les assurances qu'auraient données les autorités et selon lesquelles les attaques aériennes étaient uniquement dirigées contre les bases et les camps des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul, de nombreux civils auraient été tués lors de bombardements aériens à grande échelle effectués par l'armée de l'air sri-lankaise, ainsi que lors de bombardements par la marine et du pilonnage d'artillerie effectué à partir des bases militaires.

549. En février 1993, lors de la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le chef de la délégation sri-lankaise a réitéré l'invitation faite au Rapporteur spécial de se rendre en visite sur le terrain à Sri Lanka.

Communications envoyées

550. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sri-lankais des allégations de violation du droit à la vie concernant plus de 110 personnes, dont 19 mineurs et 8 femmes.

551. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement sri-lankais une demande d'intervention d'urgence à la suite d'informations selon lesquelles on craignait pour la vie et l'intégrité physique de Tharmalingam Selvakumar qui aurait reçu des menaces de mort après avoir porté plainte devant la Cour suprême de Sri Lanka pour tortures et mauvais traitements en garde à vue (27 avril 1993).

552. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement sri-lankais les cas de plus de 100 civils qui auraient été tués lors d'attaques militaires dirigées aveuglément sur des zones résidentielles (les noms de ces personnes peuvent être obtenus au secrétariat). Ces attaques auraient été lancées à partir de bases militaires avec l'appui d'avions et d'hélicoptères. Plusieurs personnes auraient été tuées en mer lorsque leurs bateaux avaient été interceptés par la marine sri-lankaise.

553. Les 19 mineurs dont les noms suivent auraient été tués au cours de ces attaques : Swakumar Ponnuthurai (15); Chandran Ponnuthurai (10); Yoganathan Yoganari (12); Yoganathan Rajanimalar (3); Sasikumar Thangarasa (17); Rangithkumar Thangarasa (15); S. Nanthan (12); S. Suganthan (10);

S. Subagini (7); Nandakumar (9); Charles Robinson (11); Sarvily (fille de Nagamuttu Thamrirasa) (10); Jeyasuthanage (fils de Johnson Saraswathy) (10); Sri Nanthagopal (fils de Nanniyar Nagamuttu) (10); Sebastian George Marcel (17); Sivanantham Suthaharan (12); Sathiyaseelan Robinson (13); Ligoury James (16); et Yogatharsan (16).

Communications reçues

554. Le Gouvernement sri-lankais a répondu à la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial concernant Tharmalingam Selvakumar l'informant que ce dernier avait bien porté plainte devant la Cour suprême pour violation de ses droits fondamentaux. La date de l'audition de cette affaire était fixée au 25 février 1994. M. Selvakumar avait déposé d'autres requêtes en juin et en juillet 1993, mais n'avait pas mentionné avoir fait l'objet de menaces. Toute plainte concernant des menaces de mort aurait sans nul doute donné lieu à enquête (12 novembre 1993).

Suite donnée

555. Le Rapporteur spécial a adressé, au Gouvernement sri-lankais, une lettre dans laquelle il faisait état d'une réponse reçue des autorités sri-lankaises en 1992 au sujet du massacre, en avril de la même année, de 130 villageois à Alanchipothana, Karapola et Muthugal (voir E/CN.4/1993/46, par. 539 et 543). Le gouvernement l'avait informé qu'un comité présidé par un juge de la Cour suprême à la retraite avait été désigné pour enquêter à ce sujet. Le Rapporteur spécial demandait à être informé des progrès de l'enquête. Il demandait aussi au gouvernement de lui communiquer des renseignements détaillés sur le fonctionnement du Comité, et en particulier sur les bases juridiques de l'enquête, sur les procédures suivies, sur ses relations avec d'autres organes d'enquête judiciaire ou administrative, etc.

Observations

556. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopérer dont a fait preuve le Gouvernement sri-lankais en lui répondant au sujet des cas qui lui avaient été communiqués en 1992 et à la suite de la demande d'intervention d'urgence de 1993. Il tient aussi à remercier les autorités pour l'invitation qui lui a été faite de se rendre à Sri Lanka. Il pourrait se rendre à cette invitation après les élections qui devaient avoir lieu en avril 1994, la date précise étant à fixer en consultation avec les autorités sri-lankaises. Dans l'intervalle, il continue de surveiller comment le droit à la vie est respecté à Sri Lanka, eu égard en particulier aux sujets de préoccupation que constituent les allégations d'assassinats de civils au cours d'opérations contre les insurgés. Le Rapporteur spécial fait appel aux autorités sri-lankaises pour qu'elles prennent des mesures pour empêcher les pertes parmi les civils.

Soudan

557. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de renseignements de caractère général concernant des violations nombreuses et graves du droit à la vie au Soudan, qui seraient le fait aussi bien des forces gouvernementales que des différentes factions de l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA).

558. Dans le rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme au Soudan que le Rapporteur spécial a présenté récemment à l'Assemblée générale (A/48/601) on trouvera des renseignements sur les affaires mettant en cause le droit à la vie dont il est question ci-après. A la suite de l'assassinat présumé de centaines de civils et d'officiers après les attaques menées par la SPLA contre Juba en juin et en juillet 1992 (voir E/CN.4/1993/46), un comité d'enquête avait été créé en novembre 1992 mais au moment où a été établi le rapport intérimaire aucune sentence n'avait été prononcée par les tribunaux militaires spéciaux créés pour en juger les auteurs. On ignorerait tout du sort des 230 personnes qui auraient été arrêtées à Juba entre juin et août 1992 mais on craignait qu'un grand nombre d'entre elles n'aient été victimes d'exécutions extrajudiciaires ou sommaires. Selon les renseignements dignes de foi recueillis par le Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan, exécutions extrajudiciaires, exécutions sommaires, arrestations arbitraires et détentions sans jugement continuaient de se pratiquer en 1993 à Juba et dans les villages avoisinants, sous le contrôle du gouvernement.

559. Le rapport intérimaire du Rapporteur spécial contenait aussi des renseignements concernant les bombardements aériens de cibles civiles, par exemple de camps de personnes déplacées, auxquels se livraient délibérément et aveuglément les forces gouvernementales dans les zones contrôlées par la SPLA. Il a été en outre signalé que des forces conjointes de "milices arabes" et de forces de défense populaires (PDF) paramilitaires auraient tué des centaines de civils le long des voies de chemin de fer entre Babanusa et Wau - Northern Bahr, Al-Ghazal -, en février-mars et juillet-août 1993. En ce qui concerne la situation dans les montagnes de Nuba, de graves violations du droit à la vie qui seraient le fait de l'armée soudanaise et des forces paramilitaires qu'elle contrôlait, avaient été signalées.

560. Selon des informations émanant de sources non gouvernementales, les forces gouvernementales et les factions rivales de la SPLA avaient déclenché une catastrophe humanitaire en faisant la guerre aux villageois et aux gardiens de troupeaux. Le déplacement de millions de personnes et l'assassinat de milliers de civils n'étaient pas une séquelle du conflit mais une tactique inhérente à celui-ci. Les violations flagrantes des normes relatives aux droits de l'homme et des principes protégeant les civils en période de conflit avaient, dans de nombreuses zones affectées par la guerre, livré à la famine une population désormais dépendante des secours alimentaires. Des centaines de milliers de personnes étaient mortes de maladie, de faim ou à la suite d'attaques délibérées.

Communications envoyées

561. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement soudanais une demande d'intervention d'urgence, après avoir été informé que l'on craignait pour la vie et l'intégrité physique de quatre officiers à la retraite : les colonels Mustafa Ahmed El Tai, Mohamed Hassan Osman, Mohamed El Hassan Osman El Zubeir et le lieutenant El Tayeb Nour El Dayem Mohamed - ainsi que pour celles de plusieurs civils - Mubark Mohamed Abdalla Gadane, le docteur Jaffar Yasin Ahmed, Osman Mahmoud Ali Gumma, El Tarafi El Taher Fadul, El Hassan Ahmed Saleh Mohamed et Yasir Abu Zeid Ahmed Abu Zeid - arrêtés

en avril 1993 après l'annonce, par le Gouvernement soudanais, qu'une tentative de coup d'Etat avait avorté. Ils auraient été montrés à la télévision, menottes aux mains et chaînes aux pieds, portant des marques de graves tortures (30 avril 1993).

Communications recues

562. Le Gouvernement soudanais a fourni au Rapporteur spécial des renseignements en réponse à la demande d'intervention urgente qu'il lui avait adressée après avoir été informé que l'on craignait pour la vie d'au moins 135 fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants communautaires de l'Etat du Haut Nil, appartenant pour la plupart à l'ethnie nuer, qui auraient été arrêtés à Malakal à la fin d'octobre 1992 et seraient détenus par les services de renseignements militaires ou gardés au secret par les services de sécurité de l'Etat (voir E/CN.4/1993/46, par. 552).

563. Le Gouvernement soudanais a indiqué qu'à la mi-octobre 1992, Malakal avait été attaquée par des rebelles antigouvernementaux "Kejor", apparemment en collaboration avec un groupe d'habitants de la ville. Quelques personnes avaient été arrêtées à la suite de cette attaque et les intéressés étaient convenablement traités. Après des enquêtes en bonne et due forme, certains avaient été libérés et d'autres devaient être traduits devant un tribunal ordinaire, devant lequel ils pourraient pleinement se faire représenter et qui siégerait en public. Certaines des personnes mentionnées dans la demande d'intervention d'urgence n'avaient jamais été arrêtées (21 décembre 1992).

564. Le gouvernement a fourni en outre au Rapporteur spécial les renseignements ci-après en réponse à la demande d'intervention d'urgence qu'il lui avait adressée le 30 avril 1993 : le docteur Jaffar Yassin Ahmed, El Tarafi El Taher Fadul et Osman Mahmoud Ali Gumma avaient été arrêtés par les autorités soudanaises compétentes sous l'inculpation de tentative de bombardement de projets économiques vitaux. Une procédure judiciaire avait été engagée et les personnes mentionnées étaient détenues dans la prison de Madni où elles pouvaient recevoir la visite d'avocats et de parents. Elles bénéficiaient également pleinement de toutes les autres garanties prévues (25 octobre 1993).

Observations

565. Le Rapporteur spécial tient à rendre hommage aux autorités soudanaises pour leur volonté de coopérer. Il ne peut néanmoins passer sous silence les problèmes auxquels on se heurte lorsqu'on s'occupe de situations telles que celle que connaît le Soudan. Les allégations portées à son attention concernent pour la grande majorité des violations dont sont victimes des personnalités importantes dans les villes alors que les violations les plus graves, dont seraient victimes des gens ordinaires, se produiraient dans des régions éloignées.

566. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par l'ampleur des violations du droit à la vie au Soudan qui lui ont été signalées, en particulier dans le sud du pays, violations qui seraient le fait aussi bien

des forces de sécurité gouvernementales que des différentes factions de la SPLA. C'est pourquoi il fait appel à toutes les parties au conflit pour qu'elles respectent au moins les droits les plus fondamentaux de la population civile, conformément aux dispositions des Conventions de Genève de 1949.

Suède

Communications envoyées

567. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement suédois après avoir été informé du rapatriement imminent, après que sa demande d'asile eut été rejetée par les autorités suédoises (18 juin 1993), de Mónica Castillo Páez au Pérou, où sa vie et son intégrité physique seraient, d'après les craintes exprimées, en danger. Une seconde demande d'intervention d'urgence a été adressée au Gouvernement suédois en faveur de cette personne, le Rapporteur spécial ayant été informé qu'elle avait été placée en détention dans un centre près de l'aéroport de Stockholm, en préparation, semblait-il, de son expulsion (19 août 1993).

Communications reçues

568. Le Gouvernement suédois a fait savoir au Rapporteur spécial, en réponse à sa première demande d'intervention d'urgence, que la Commission européenne des droits de l'homme avait examiné le cas de Mónica Castillo Páez et déclaré sa demande irrecevable au motif qu'elle n'était manifestement pas fondée. La Commission européenne précisait que les autorités suédoises avaient examiné l'affaire avec soin. Le Gouvernement suédois précisait en outre au Rapporteur spécial que, d'après les renseignements récents dont il disposait, il n'y avait pas lieu de croire que les demandeurs d'asile expulsés de Suède au Pérou risquaient d'être torturés ou persécutés (2 juillet 1993).

569. Le Gouvernement suédois a également répondu à la deuxième demande d'intervention d'urgence en faveur de Mónica Castillo Páez, informant le Rapporteur spécial que le 21 août 1993 l'ordonnance d'expulsion avait été appliquée conformément à la décision du 1er octobre 1992 et que Mme Castillo Páez était partie pour Lima via Amsterdam. A son arrivée dans cette ville elle avait demandé asile aux Pays-Bas. Le Gouvernement suédois précisait que Mónica Castillo Páez avait été placée en détention en Suède afin de l'empêcher de se cacher dans le pays. Les nouvelles demandes de permis de résidence déposées après sa mise en détention avaient été rejetées car elles ne comportaient pas d'éléments nouveaux, de même qu'une pétition adressée au gouvernement pour qu'il annule l'ordonnance d'expulsion à titre de mesure de grâce, car les dispositions juridiques invoquées par Mme Castillo Páez ne s'appliquaient pas à son cas (14 septembre 1993).

Observations

570. Le Rapporteur spécial se félicite vivement de la rapidité et de la précision avec lesquelles les autorités suédoises ont répondu à ses demandes d'intervention d'urgence; il restera attentif aux faits nouveaux qui pourraient survenir dans cette affaire.

République arabe syrienneCommunications envoyées

571. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement de la République arabe syrienne des allégations concernant l'exécution, le 20 mai 1993, de la sentence de mort prononcée contre Ali Mahmud Qasim, Farid Mahmud al-Jabri, Qahraman Jamhir Muhammad, Muhammad Amin Bin Muhammad et Ahmad Varhan Sakfan, qui avaient été reconnus coupables d'avoir incendié une prison en mars 1993, provoquant la mort de 57 détenus. Selon ces allégations, on craignait que les procédures suivies lors du procès n'aient pas été conformes aux normes internationalement applicables garantissant un procès équitable.

Communications reçues

572. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a répondu que les cinq personnes susmentionnées avaient été condamnées à mort et exécutées après avoir été jugées par un tribunal militaire établi conformément à la législation prévoyant des tribunaux d'exception, après avoir été reconnues coupables de crimes multiples, notamment de meurtre. Trois autres accusés avaient été condamnés à des peines de prison à vie. Des membres de la police de la prison avaient été également jugés (25 octobre 1993).

Observations

573. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopérer qu'a manifestée, en lui répondant, le Gouvernement de la République arabe syrienne. Cependant, aucun détail n'a été fourni quant aux garanties dont jouissaient les défendeurs. Le Rapporteur spécial reste préoccupé par le fait que la rapidité des poursuites - deux mois seulement se sont écoulés entre la date du délit et l'exécution de la peine de mort - n'a peut-être pas donné aux accusés la pleine possibilité d'exercer leurs droits à être défendus et à faire appel.

Tadjikistan

574. Le Rapporteur spécial a reçu des informations faisant état de violations préoccupantes du droit à la vie dans le cadre du conflit armé opposant des forces fidèles au Gouvernement tadjik et des forces armées de l'opposition. Depuis l'éclatement des violences entre factions, en mai 1992, quelque 20 000 personnes auraient été tuées.

575. Le Rapporteur spécial a appris que depuis l'entrée à Douchanbe de troupes subordonnées au gouvernement, en décembre 1992, des civils non armés avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires imputées aux agents des forces de l'ordre. Nombre de ces exécutions auraient eu lieu à la suite de contrôles d'identité sur la voie publique, à l'aéroport ou à domicile. Les victimes auraient été exécutées sur les lieux. Les personnes originaires de la région de Garm ou des montagnes du Pamir auraient été la cible principale de ces opérations. Des membres des forces de l'ordre auraient été autorisés à procéder à des exécutions sommaires. La consigne de tirer pour tuer aurait été confirmée par les déclarations de plusieurs représentants du gouvernement.

On a affirmé, en outre, qu'un grand nombre des cadavres des personnes tuées par les forces de sécurité, qui avaient été vus à la morgue de Douchanbe, portaient des traces de tortures de nature à entraîner la mort telles que l'écorchage d'une partie du corps ou des brûlures au dernier degré.

Communications envoyées

576. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement tadjik des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 22 personnes, y compris un mineur et une femme.

577. Il a adressé au Gouvernement tadjik une demande d'intervention d'urgence, motivée par la préoccupation que lui inspiraient des informations selon lesquelles, à la fin de 1992, des dizaines de civils sans armes des régions de Pamir et de Garm auraient été abattus, parce qu'ils étaient soupçonnés par les forces gouvernementales de soutenir l'opposition. Parmi les victimes se trouvaient Musa Isa, dirigeant d'un mouvement d'opposition, originaire de la région de Pamir, ainsi que Akhmed Shakh Kamil, Mubarak Shakhov, Khushbakht et "Sultan" journalistes (13 janvier 1993).

578. Le Rapporteur spécial a également adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement tadjik après avoir été informé de l'imminence de l'exécution du mollah Adzhik Aliyev, qui aurait été condamné à mort à l'issue d'un procès dans lequel il n'aurait pas bénéficié du droit de faire assurer convenablement sa défense (1er septembre 1993). Cette demande a été suivie d'une deuxième demande d'intervention d'urgence, le Rapporteur spécial ayant reçu de nouvelles informations faisant état d'irrégularités de procédure, en ce qui concerne notamment les dépositions des témoins. Il lui a été signalé, en outre, qu'étant donné, d'une part, que les affaires pouvant donner lieu à condamnation à la peine capitale étaient portées directement devant la Cour suprême, qui jugeait ainsi en première instance et, d'autre part, qu'il ne pouvait être fait appel d'une condamnation à mort que devant cette même Cour suprême, le droit de recours n'était pas pleinement garanti (19 octobre 1993).

579. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement tadjik des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires par les forces de sécurité ou des groupes coopérant avec ces dernières, dont auraient été victimes les personnes suivantes : Muso Isoyev, Shogunbek Davlatmirov, sept membres de la famille Rizvonov, y compris un enfant de 4 ans et une grand-mère de 80 ans et quatre réfugiés qui logeaient chez eux, Mukhatabtsho Abdalnazarov, Amirsho Khovarshoyev, Asilsho Khovarshoyev et sept autres personnes non identifiées.

Communications reçues

580. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement tadjik au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

581. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé par le nombre anormalement élevé de civils qui ont été victimes du conflit armé au Tadjikistan. L'absence de garanties d'un procès équitable dans les procès pouvant donner lieu à condamnation à la peine capitale et le fait que la Cour suprême fait également fonction de tribunal de première instance sont également inquiétants. Etant donné la gravité des violations du droit à la vie dont il a été informé en 1993, le Rapporteur spécial a décidé de solliciter du Gouvernement tadjik l'autorisation de se rendre dans le pays pour être mieux en mesure d'évaluer la situation et de contribuer, par ses recommandations, à mieux garantir le droit à la vie au Tadjikistan.

Ex-République yougoslave de Macédoine

Communications envoyées

582. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine après avoir été informé que l'on y rapatriait des réfugiés d'origine albanaise vers la République fédérative de Yougoslavie. Etant donné les informations persistantes faisant état de violations des droits de l'homme - notamment de l'exécution en détention d'Albanais - en République fédérative de Yougoslavie, au Kosovo spécialement, le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de l'ex-République de Macédoine de s'abstenir de rapatrier les réfugiés en question si leur sécurité ne pouvait être assurée (21 septembre 1993).

Communications reçues

583. Aucune communication émanant du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine n'était parvenue au Rapporteur spécial au moment où a été établi le présent rapport.

Togo

584. Le Rapporteur spécial a continué de recevoir un nombre croissant d'allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires, de menaces de mort ou de harcèlement et d'intimidation imputés à des membres des forces de sécurité togolaises dont auraient été victimes des membres de l'opposition politique légale, ainsi que d'un recours abusif à la force contre des manifestants pacifiques.

585. On a appris que l'instabilité politique et la violence s'étaient intensifiées à la suite de la Conférence nationale de 1991 lors de laquelle des arrangements provisoires avaient été adoptés en vue d'élections législatives et présidentielles. La rivalité opposant le chef de l'Etat, le président Gnassingbé Eyadéma, soutenu par les forces armées togolaises (FAT), à l'opposition, se serait aiguisée. Il semblerait, en général, que l'origine ethnique et les opinions politiques des victimes, aient été déterminantes dans ces violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations selon lesquelles des exécutions extrajudiciaires imputées à des membres des forces armées togolaises se seraient produites lors d'une attaque menée contre la caserne des Régiments

intégrés togolais (RIT), à Lomé, le 25 mars 1993. Des exécutions extrajudiciaires auraient également eu lieu sur un champ de tir de la banlieue de la capitale.

586. Le Rapporteur spécial a été également informé que les violations des droits de l'homme restaient généralement impunies. Il lui a été signalé que les forces de sécurité étaient responsables des violations renouvelées des droits de l'homme et que, si celles-ci n'agissaient pas toujours nécessairement, sur ordres, elles avaient eu tout au moins l'assurance de ne pas être poursuivies. Il semblerait, en effet, que dans la vaste majorité des cas, les membres des forces de sécurité et d'autres forces agissant avec leur accord ne soient pas tenus de rendre compte de leurs actes.

Communications reçues

587. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement togolais des allégations faisant état de violations du droit à la vie concernant 43 personnes, dont trois mineurs. Dans 18 cas, ces violations étaient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

588. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement togolais trois demandes d'intervention d'urgence exprimant sa préoccupation pour la vie et l'intégrité physique de Nebeyu Shone, Eugène Akpemado et d'autres employés de la FOPADESC, fédération membre de la Confédération mondiale du Travail, qui avaient été attaqués par des hommes armés (12 janvier 1993); de plusieurs personnes, y compris deux membres des forces armées, un certain Lawson et le commandant Foudoumi, qui avaient été arrêtées pour participation à une attaque contre les RIT, le 25 mars 1993, à la suite de l'exécution extrajudiciaire par des membres des forces armées togolaises de 13 personnes dont trois mineurs, dont les noms ont été communiqués au secrétariat (2 avril 1993); des soldats Koujou Agbolossou et Missiagbeto, arrêtés à la suite de l'attaque du 25 mars; et de Doblé Omorou Odanou et Doblé Dermane Odanou, qui auraient été arrêtés par la gendarmerie en raison de la participation de leurs enfants à la distribution de tracts (14 mai 1993).

589. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement togolais les cas suivants : Edoh Komi Sewoul et au moins 18 autres personnes, dont les noms ont été communiqués au secrétariat, seraient décédés au poste de police de Blitta dans la nuit du 26 au 27 août 1993. Les victimes faisaient partie d'un groupe de 40 suspects, membres de partis d'opposition, qui avaient été arrêtés et placés dans une cellule conçue pour cinq personnes. Ils seraient morts à la suite de mauvais traitements ou par suffocation. Boudjakine Bidjakiwe et Bonjal, membres d'un parti d'opposition, auraient été abattus à bout portant par des soldats sous les ordres d'un chef de village.

Communications reçues

590. Le Gouvernement togolais, répondant à la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial concernant le cas du personnel de la FOPADESC, a indiqué, par l'intermédiaire du Ministère togolais des droits de l'homme, que des attaques avaient été lancées, du 31 décembre 1992 au 1er janvier 1993, par

des individus non identifiés contre un grand nombre d'immeubles, dont celui de la FOPADESC. A la suite de ces incidents, le gouvernement s'était efforcé de rétablir la paix et l'ordre dans le pays (12 octobre 1993).

591. Le Gouvernement togolais a également répondu à la demande d'intervention d'urgence en date du 14 mai 1993 du Rapporteur spécial en l'informant qu'une enquête judiciaire avait été ouverte pour établir la responsabilité des personnes concernées et que les conditions de détention de ces personnes étaient compatibles avec le respect de la dignité humaine (11 octobre 1993).

Observations

592. En ce qui concerne la réponse du Gouvernement togolais concernant sa demande d'intervention d'urgence du 12 janvier 1993, le Rapporteur spécial fait observer qu'aucun renseignement ne lui a été fourni au sujet d'éventuelles enquêtes visant à établir l'identité des personnes responsables des attaques. Il fait également observer qu'il n'a reçu aucune réponse concernant les graves allégations concernant les exécutions extrajudiciaires qui avaient suivi l'attaque du 25 mars 1993 contre la caserne des RIT et du décès en détention d'au moins 19 personnes au poste de police de Blitta.

593. Le Rapporteur spécial note avec regret que les mécanismes chargés des droits de l'homme, tels que le Ministère des droits de l'homme, ne semblent guère avoir d'influence sur les enquêtes et les poursuites auxquelles devraient donner lieu les graves allégations faisant état de violations du droit à la vie au Togo qui continuent de lui parvenir. Au contraire, d'après ses informations, les auteurs présumés de violations des droits de l'homme continuent d'agir impunément. Il semblerait que les forces armées togolaises ne soient pas sous le contrôle des autorités civiles. Le Rapporteur spécial invite instamment le Gouvernement togolais à prendre des mesures efficaces pour assurer que les violations des droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes et pour traduire les responsables devant les tribunaux et empêcher que de nouvelles violations du droit à la vie, ne se produisent compte tenu notamment des prochaines campagnes électorales.

Turquie

594. D'après les informations qui sont parvenues au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire en Turquie dans le cadre du conflit armé opposant les forces de sécurité gouvernementales et les guérilleros du Partiya Karkeren Kurdistan (Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK), dans le sud-est de la Turquie.

595. Depuis 1984, ce conflit aurait fait plus de 6 000 victimes des deux côtés et parmi la population civile. Les forces gouvernementales et les guérilleros auraient commis de sérieuses violations des droits de l'homme. De mars à juin 1993, la situation dans le domaine considéré s'était améliorée sensiblement après l'annonce unilatérale d'un cessez-le-feu par le PKK, bien que leurs forces ne se soient pas retirées et que celles du gouvernement aient continué leurs opérations. Pendant le cessez-le-feu, les exécutions de civils par les milices villageoises auraient pratiquement cessé, ainsi que les assassinats d'opposants au gouvernement. L'attaque d'un convoi de militaires

non armés et en civil, qui avait causé la mort de 32 soldats et de quatre civils, avait toutefois mis un terme au cessez-le-feu. En réaction, le gouvernement aurait lancé de vastes opérations militaires dans la région tout entière. On craignait que ces mesures ne relancent l'escalade de la violence, notamment l'exécution extrajudiciaire de membres ou de sympathisants supposés du PKK et de personnes ne participant pas au conflit.

596. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses informations de personnes préoccupées par les perquisitions menées par des militaires en coopération avec des équipes spéciales et des milices villageoises. Les villageois qui refusaient de jouer un rôle dans ces dispositifs, en principe volontaires, d'autodéfense, étaient souvent soupçonnés de sympathie pour les guérilleros. En revanche, ceux qui acceptaient, étaient souvent la cible de représailles exercées par le PKK pour collaboration avec les forces de sécurité.

597. Des informations faisant état de décès survenus en cours de détention à la suite de tortures et de mauvais traitements n'ont pas, non plus, cessé de parvenir au Rapporteur spécial. Il semblerait que de tels incidents se produisent souvent lorsque des villageois sont arrêtés et emmenés lors d'opérations de sécurité dans les villages. On constatait avec inquiétude que les milices villageoises, en mettant des personnes en détention aux fins d'interrogatoire, outrepassaient les limites des activités légitimes d'autodéfense. Il ressortait avec insistance des allégations que les auteurs des exécutions extrajudiciaires et des tortures, qui étaient membres des forces de sécurité de l'Etat ou des milices villageoises, n'étaient jamais traduits en justice. Des mesures disciplinaires auraient été prises dans un petit nombre de cas seulement et les sanctions, le cas échéant, auraient été très légères.

598. Des membres des partis politiques d'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes envoyés par des journaux hostiles à la politique menée par le gouvernement dans le sud-est de la Turquie auraient reçu des menaces de mort et fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires. Des collaborateurs du journal Özgür Gündem auraient été victimes d'attentats. Dans certains cas, les forces de sécurité auraient été les auteurs de ces attentats, dans d'autres, elles auraient collaboré avec les responsables des exécutions ou les auraient protégés.

Communications envoyées

599. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement turc des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 102 personnes. Dans six cas, les victimes seraient des mineurs et dans sept autres, des femmes. Dans 36 cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'expression et d'opinion, de religion, de réunion pacifique et d'association.

600. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc des demandes d'intervention d'urgence après avoir été informé de craintes concernant la vie de Ahmet Akkun et de 10 autres personnes, qui auraient été enlevés par les forces de sécurité qui auraient également enlevé puis exécuté Mehmet Akan et Mehmet Akkum (18 décembre 1992); de Fevzi Veznedaroglu, avocat spécialiste des droits de l'homme et président de la section de l'Association des droits

de l'homme de Diyarbakir, qui aurait fait l'objet de menaces de mort répétées (20 janvier 1993); de l'avocat spécialiste des droits de l'homme, Metin Can et du docteur Hasan Kaya (26 février 1993); de Fatma Can, épouse de Metin Can (27 avril 1993); de Esref Yasa, propriétaire d'un kiosque à journaux à Diyarbakir, après l'exécution de son oncle Hasim Yasa (17 juin 1993); de Hafiz Uzun, représentant du Parti populaire du travail (HEP) et de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Lice (2 juillet 1993); de Tacettin Demir, correspondant du journal Özgür Gündem à Diyadin, qui avait été mis en détention par les forces de sécurité (26 juillet 1993).

601. Le Rapporteur spécial a également adressé au Gouvernement turc des demandes d'intervention d'urgence après avoir reçu des communications de personnes craignant pour la vie et l'intégrité physique de membres des 13 familles chrétiennes d'Assyrie qui ne recevaient, semblait-il, aucune protection de la part des forces de sécurité (24 septembre 1993), et pour celles de Leyla Zana, de 15 autres membres du Parlement appartenant au parti démocratique (DEP), et de neuf militants pour les droits de l'homme, qui avaient reçu des menaces de mort répétées tandis que Mehmet Sincar, député membre du Parti démocratique, aurait été exécuté (24 septembre 1993).

602. Le Rapporteur spécial a adressé en outre une demande d'intervention d'urgence aux autorités turques après avoir été informé du rapatriement imminent de Hassanzadeh Afshar Mohammad Reza, ressortissant iranien dont la vie pourrait être gravement menacée s'il rentrait en République islamique d'Iran (4 mai 1993).

603. Le Rapporteur spécial a également signalé au Gouvernement turc les noms de personnes qui auraient fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, à savoir :

a) Les journalistes Namik Taranci, Kemal Kilic, Ferhat Tepe, Aysel Malkac, Halit Kapcak et le chauffeur de taxi Halil Adanin, accusés d'avoir distribué Özgür Gündem;

b) Ibrahim Dilek, Mustafa Dogan, Yusuf Cakar, Seydo Ceviren, Bahriye Ceviren, Ahmet Ceviren, Yusuf Ceviren, Necat Arizi et une personne non identifiée, qui auraient été exécutés au cours de perquisitions effectuées par des milices villageoises en coopération avec des membres des forces de sécurité; un enfant de trois ans aurait été tué par l'explosion d'une grenade à main, à Ormanici;

c) Saban Budakm, Mehmet Bulut et Kasim Bulut qui auraient été abattus par les forces de sécurité;

d) Ramazan Altunsoz, Remzi Basalak, Veysi Kaymaz, Abdülessim Orak, Ramazan Sat, Tahir Saday qui auraient été exécutés après avoir subi des tortures, alors qu'ils étaient détenus par les forces de sécurité;

e) Le député du Parti démocratique, représentant Mardin Mehmet Sincar et Metin Zdemir au Parlement, président de la section de Batman du Parti populaire du travail, exécuté par la "Kontrgerilla"; Habib Kiliç, dirigeant important de la section du Parti populaire du travail de Batman;

f) Le docteur Zeki Tanrikulu, directeur de l'hôpital Silvan, exécuté également par la "Kontrgerilla" après avoir reçu des menaces de mort;

g) Bedir Yagan, Aydin (Özgür) Gürçan, Meral Menekse, Rifat Kasap et Asiye Fatma Kasap, à Istanbul; Gurbet Deniz, Fetullah Akalin, Süleyman Kaplan, Latif Deniz, Semsettin Evsin et une personne non identifiée, à Nusaybin; exécutés au cours d'opérations de police où il y aurait eu recours abusif à la force.

Communications reçues

604. Le Gouvernement turc a fourni au Rapporteur spécial des informations sur un certain nombre de cas qui lui avaient été transmis en 1993. Il a donné, notamment, les précisions suivantes :

a) Metin Can et Hasan Kaya avaient été trouvés morts sous un pont près de Tunceli. Une enquête avait été ouverte par les autorités locales compétentes. Conformément au Code de procédure pénale, les documents pertinents ne pouvaient, toutefois, être consultés que par la défense des accusés (9 avril et 19 mai 1993);

b) Hassanzadeh Asfshar Mohammad Reza avait demandé à être autorisé à résider légalement en Turquie pour pouvoir se rendre, ultérieurement, dans un pays tiers. Les autorités turques compétentes lui avaient accordé une autorisation de séjour de trois mois pour lui permettre d'obtenir un visa pour se rendre dans un autre pays (11 janvier et 24 mai 1993);

c) Fevzi Veznedaroglu n'avait porté plainte ni auprès du Procureur de Diyarbakir ni auprès du préfet, contre les officiers de police qui l'auraient menacé. Toutefois, un détenu membre du PKK, avait déclaré que ce parti entendait faire assassiner Fevzi Veznedaroglu et d'autres personnalités de telle manière que cet acte paraisse être l'oeuvre des forces de sécurité. Deux des personnes visées avaient été immédiatement averties par les forces de sécurité, contrairement à M. Veznedaroglu qui se trouvait à l'étranger. Celui-ci avait été invité, néanmoins, par l'intermédiaire d'un de ses collègues, à prendre contact avec la direction des services de sécurité à son retour (24 mai 1993);

d) Hafiz Uzun avait été arrêté et déféré devant le tribunal de la sécurité de l'Etat de Diyarbakir qui l'avait acquitté des accusations d'association et de recel de terroristes portées contre lui. Pendant sa détention à la prison de Diyarbakir, il avait porté plainte contre le commandant de la brigade de gendarmerie du comté de Lice qui aurait, selon lui, prononcé des menaces de mort à son endroit. Une enquête avait été ouverte à ce sujet. Hafiz Uzun n'avait pas porté d'autre plainte (14 octobre 1993);

e) Bedri Yagan et d'autres personnes avaient été tués par des membres des forces de sécurité qui essayaient de les capturer. L'enquête à laquelle avait donné lieu cette affaire, avait abouti à l'inculpation pour meurtre des huit membres des forces de sécurité qui avaient participé à l'opération (4 novembre 1993);

f) Süleyman Kaplan et d'autres membres du PKK avaient tiré sur des éléments des forces de sécurité qui les enjoignaient de se rendre, et avaient été tués lors de cet affrontement. L'enquête, qui avait été ouverte pour déterminer si les forces de sécurité avaient commis des erreurs pendant cette opération, suivait son cours (4 novembre 1993);

g) Tacettin Demir avait été arrêté après une attaque armée lancée par le PKK à Diyadin, le 13 juillet 1993, au cours de laquelle six membres de la famille Ciftci avaient été tués. Il avait été remis en liberté le 21 juillet 1993 et une action avait été intentée contre lui (12 novembre 1993);

h) Mehmet Sincar et Metin Ozdemir avaient été tués au cours d'une attaque armée à Batman, le 4 septembre 1993. Un suspect avait été mis en détention. Il avait déclaré avoir participé à leur exécution en tant que milicien et identifié ceux qui les avaient effectivement abattus. Le suspect était en détention et d'autres personnes étaient recherchées (22 novembre 1993);

i) Zeki Tanrikulu sérieusement blessé le 3 septembre 1993, à Silan par des hommes non identifiés, était décédé peu après à l'hôpital (22 novembre 1993);

j) Habib Kiliç avait été tué à Batman, le 2 septembre 1993, par des personnes armées non identifiées. L'enquête suivait son cours (22 novembre 1993);

k) Ramazan Sat avait été abattu le 2 juillet 1992 dans la rue à Sanliurfa, par une personne non identifiée. Il avait été établi qu'il entretenait des liens avec le PKK. L'enquête suivait son cours (22 novembre 1993).

605. Le Gouvernement turc a également envoyé au Rapporteur spécial trois réponses contenant des renseignements sur de nombreux cas qui lui avaient été transmis en 1992. Les enquêtes qui avaient été ouvertes avaient abouti, dans six cas, à un non-lieu. Dans 80 autres cas, les enquêtes suivaient leur cours à la date des réponses, les 14 décembre 1992 et 2 février 1993. Le Gouvernement turc a informé le Rapporteur spécial que plus de 30 personnes avaient été exécutées par des terroristes du PKK que les autorités n'avaient pas encore réussi à identifier. En outre, plus de 50 personnes auraient été tuées au cours d'affrontements armés entre des terroristes du PKK ou des personnes non identifiées et les forces gouvernementales de sécurité.

Suite donnée

606. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc une lettre lui demandant les informations complémentaires ci-après sur des cas qui lui avaient été transmis en 1992 et 1993, à propos desquels les autorités turques avaient déjà donné une réponse :

a) En ce qui concerne les enquêtes ayant abouti à un non-lieu, il souhaitait obtenir des précisions sur la signification exacte d'une telle

décision aux termes de la loi turque et sur les organes qui avaient mené l'enquête, sur les normes applicables quant au fond et à la procédure dans ce type d'enquête et sur les possibilités de faire appel des décisions auxquelles elles aboutissaient;

b) Il demandait des informations à jour sur des enquêtes ouvertes et, dans un certain nombre de cas, des renseignements précis;

c) S'agissant des réponses des autorités turques l'informant que les auteurs non identifiés des exécutions étaient des terroristes appartenant au PKK, il souhaitait savoir sur quels éléments se fondaient ces affirmations, si elles résultaient d'un type déterminé d'enquêtes et quelles personnes avaient réuni les éléments en question.

d) En ce qui concerne des décès qui, selon le Gouvernement turc, avaient été causés par des affrontements armés entre des forces gouvernementales et des terroristes du PKK à l'occasion des célébrations du Newroz (voir E/CN.4/1993/46, par. 610), il demandait des informations sur les enquêtes qui avaient été menées pour identifier les auteurs de chaque exécution et, en particulier, si des examens balistiques avaient été effectués.

607. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement turc des informations supplémentaires qui lui étaient parvenues sur les cas suivants :

a) Cas de Metin Can et du docteur Hasan Kaya. On avait signalé, en particulier, que les autorités n'avaient pris aucune mesure pour établir le lieu où se trouvaient les deux hommes entre la date de leur disparition, le 21 février 1993, et celle de la découverte de leurs corps, le 27 février 1993. Compte tenu de ces informations et d'autres allégations affirmant qu'il y avait un lien entre l'exécution de Metin Can et du docteur Hasan Kaya et la "Kontrgerilla", laquelle aurait collaboré avec les forces de sécurité, le Rapporteur spécial demandait au Gouvernement turc de lui préciser de quelle façon les enquêtes de police avaient été menées immédiatement après la disparition des victimes et de lui indiquer les autres mesures qui avaient été prises pour identifier les meurtriers;

b) Cas de Fevzi Veznedaroglu. Selon les allégations, c'est sous la contrainte qu'un détenu aurait déclaré aux forces de sécurité que le PKK préparait l'assassinat de M. Veznedaroglu. Le Rapporteur spécial a invité les autorités turques à lui communiquer leurs observations au sujet de ces allégations et à l'informer des mesures qui avaient été prises pour protéger la vie et l'intégrité physique de Fevzi Veznedaroglu.

608. Le Rapporteur spécial a en outre prié le Gouvernement turc de lui communiquer des informations sur la situation actuelle de Hassanzadeh Afshar Mohammed Reza.

609. Pendant sa visite à Genève, en novembre 1993, le Rapporteur spécial a rencontré des représentants du Gouvernement turc avec lesquels il s'est entretenu de différents aspects de son mandat. En ce qui concerne une

éventuelle visite en Turquie, il lui a été suggéré d'attendre que les autorités turques lui aient transmis tous les renseignements demandés.

Observations

610. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement turc qui lui a fourni des réponses concernant un certain nombre de cas transmis en 1992 et 1993. Il demeure néanmoins préoccupé par les informations persistantes et graves faisant état de violations du droit à la vie dans le cadre du conflit armé qui oppose les forces de sécurité gouvernementales et des groupes coopérant avec ces forces, d'une part, et les membres du PKK, d'autre part. Le Rapporteur spécial est pleinement conscient des immenses dommages humains et matériels causés par les attaques violentes lancées par des membres de l'opposition armée ainsi que des difficultés auxquelles les autorités se heurtent pour protéger la population civile et réduire la violence. Toutefois, il convient de rappeler que le droit à la vie est un droit absolu ne souffrant aucune dérogation même dans les situations les plus difficiles ou exceptionnelles. A cet égard, le Rapporteur spécial engage le Gouvernement turc à n'épargner aucun effort pour assurer le plein respect du droit à la vie aussi bien à l'égard de la population civile que des membres de l'opposition armée qui ont été capturés ou qui ont déposé les armes, conformément aux instruments internationaux régissant le recours à la force et l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre. Il demande en outre instamment aux autorités turques de prendre des mesures efficaces pour empêcher des violations des droits de l'homme par des groupes civils de défense coopérant avec les forces de sécurité dans la lutte contre l'opposition armée.

611. S'agissant des personnes décédées en détention, le Rapporteur spécial se réfère au compte rendu du résumé de la procédure d'enquête du Comité contre la torture concernant la Turquie (A/48/44/Add.1). Le Comité s'est déclaré préoccupé par le nombre et la substance des allégations faisant état de tortures, dont il a eu connaissance, allégations qui confirmaient que la torture se pratiquait systématiquement en Turquie. Le Rapporteur spécial demande à cet égard, aux autorités turques de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le droit à la vie et à l'intégrité physique des personnes en détention soit pleinement garanti. Il est également préoccupé par la persistance d'allégations selon lesquelles les auteurs de violations du droit à la vie agissent dans une quasi-impunité.

612. Dans le cas de la Turquie, le Rapporteur spécial doit encore constater que les allégations détaillées et nombreuses qu'il reçoit de sources dignes de foi et les informations fournies par les autorités turques dans leurs réponses diffèrent sensiblement. La gravité de ces allégations et le fait que des informations similaires lui parvenaient de façon répétée, avaient amené le Rapporteur spécial à demander en 1992 au Gouvernement turc, de bien vouloir envisager de l'inviter à se rendre en visite en Turquie. Toutefois, les entretiens qu'il a eus à ce sujet avec le Gouvernement turc n'ont abouti à aucun résultat. Le Rapporteur spécial souhaite toujours se rendre en Turquie pour y recueillir directement des informations qui lui permettent d'être mieux à même d'évaluer les allégations qui lui parviennent et de faire des recommandations visant à accroître la protection du droit à la vie.

TurkménistanCommunications envoyées

613. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement turkmène après avoir reçu des informations annonçant l'exécution imminente de la condamnation à mort prononcée contre Yuri Yurevich Ayriyev à l'issue d'un procès durant lequel les normes d'équité internationalement reconnues en matière de procédure auraient été largement bafouées (1er juillet 1993).

Communications reçues

614. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement turkmène au moment où a été établi le présent rapport.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du NordCommunications envoyées

615. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement du Royaume-Uni une demande d'intervention d'urgence en réponse à des informations concernant le rapatriement imminent de Karamjit Singh Chahal en Inde, pays où sa vie et son intégrité physique seraient apparemment menacées. Selon ces informations, la procédure de déportation appliquée dans le cas de Karamjit Singh Chahal ne permettait pas à cette personne de contester efficacement les contre-vérités, inexactitudes et déformations éventuelles sur lesquelles les autorités avaient fondé leur décision.

Communications reçues

616. En réponse à cette demande d'intervention d'urgence, le Gouvernement du Royaume-Uni a indiqué que Karamjit Singh Chahal avait été mis en détention en attendant sa déportation car il constituait une menace sérieuse pour la sécurité nationale. M. Chahal avait été informé des raisons justifiant la décision de le déporter et avait eu la possibilité de contester les accusations portées contre lui. Le Ministre de l'intérieur s'était assuré auprès du Gouvernement indien que M. Chahal ne serait pas soumis à des mauvais traitements s'il devait être mis en détention par les autorités indiennes. A la date de la réponse du Royaume-Uni, l'affaire en question était devant la Cour d'appel pour jugement (20 septembre 1993).

Suite donnée

617. Avant que la réponse du Gouvernement britannique ait pu être transmise à l'auteur des allégations, celui-ci a fourni au Rapporteur spécial des informations supplémentaires selon lesquelles la Cour d'appel aurait, le 22 octobre 1993, débouté Karamjit Singh Chahal de son appel contre le jugement rendu par la Haute Cour, en février 1993.

618. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement du Royaume-Uni une deuxième lettre dans laquelle il remerciait les autorités de la réponse prompte et détaillée donnée à sa demande d'intervention d'urgence.

Il réaffirmait ses préoccupations concernant les menaces qui pèseraient sur la vie et l'intégrité physique de M. Chahal si ce dernier était rapatrié en Inde et exprimait l'espoir que le Royaume-Uni s'abstiendrait de prendre une telle mesure si sa sécurité n'était pas garantie.

Etats-Unis d'Amérique

619. De nombreuses informations indiquant que la peine capitale aux Etats-Unis d'Amérique s'appliquait en violation d'un certain nombre de protections et de garanties prévues dans les instruments internationaux relatifs aux droits des personnes passibles de cette peine ont continué de parvenir au Rapporteur spécial. Dans la plupart des cas, on signalait que les accusés n'avaient pas pleinement exercé leur droit à des moyens de défense appropriés. Dans certains cas, on constatait l'imposition de la peine de mort pour des crimes commis par des accusés qui n'avaient pas 18 ans ou qui souffraient d'arriération mentale.

Communications envoyées

620. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis des demandes d'intervention d'urgence demandant instamment aux autorités de veiller à ce que les droits des 13 personnes ci-après, y compris quatre mineurs, qui étaient passibles de la peine de mort, soient pleinement respectés :

a) Gary Graham (21 mai et 29 juillet 1993), Frederick Lashley (7 juillet 1993), Ruben Cantu (29 juillet 1993), qui auraient été condamnés à mort après avoir été reconnus coupables de crimes commis alors qu'ils n'avaient pas 18 ans;

b) Robert Sawyer (4 mars 1993), Bobby Shaw (21 mai 1993), John Selvage (28 mai 1993), Chuck Lee Mathenia (3 juin 1993), Curtis Harris (11 juin 1993), Wayne Bates (12 novembre 1993), qui auraient été condamnés à mort en dépit de graves handicaps mentaux;

c) James Dean Clark (7 avril 1993), qui aurait été condamné à mort après un procès pendant lequel son droit à des moyens de défense appropriés n'aurait pas été pleinement respecté;

d) Leonel Herrera (27 avril 1993), Walter J. Blair (1er juillet 1993) et Robert Nelson Drew (11 octobre 1993), qui auraient été condamnés à mort malgré l'absence de preuves convaincantes de leur culpabilité.

621. Le Rapporteur spécial a également adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement des Etats-Unis après avoir reçu des informations selon lesquelles les gardes-côtes des Etats-Unis avaient commencé à procéder au rapatriement forcé d'émigrants haïtiens interceptés en mer, sans examen ni audition et, partant, sans qu'aucune distinction soit établie entre les réfugiés fuyant des persécutions en Haïti et les autres émigrants. Devant les allégations persistantes selon lesquelles de nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires auraient lieu dans l'impunité totale à Haïti compte tenu d'une résolution de la Commission interaméricaine des droits de l'homme publiée le 17 mars 1993, reconnaissant que les Haïtiens rapatriés par les autorités des Etats-Unis étaient fréquemment persécutés par

les autorités haïtiennes, le Rapporteur spécial a instamment demandé aux autorités des Etats-Unis de s'abstenir de rapatrier des Haïtiens par la force dans tous les cas où la vie et l'intégrité physique de ces derniers pourraient être compromises (4 mai 1993).

Communications reçues

622. Le Gouvernement des Etats-Unis a envoyé au Rapporteur spécial une réponse à sa demande d'intervention d'urgence concernant Leonel Herrera (10 juin 1993), John Selvage, Gary Graham, Chuck Lee Mathenia, Bobby Shaw, James Dean Clark, Frederick Lashley, Ruben Cantu et Walter Blair (22 septembre 1993). Le Gouvernement des Etats-Unis a également envoyé des réponses concernant un certain nombre de demandes d'intervention d'urgence en faveur de personnes passibles de la peine de mort, qui lui avaient été adressées en 1992 par le Rapporteur spécial (E/CN.4/1993/46, par. 625 à 631), ainsi que l'extradition en El Salvador de César Vielman Joya Martínez (E/CN.4/1993/46, par. 632).

623. En réponse à des demandes d'intervention d'urgence qui lui avaient été adressées en 1992, le Gouvernement des Etats-Unis a fourni au Rapporteur spécial des renseignements détaillés sur la loi des Etats-Unis relative à la peine de mort. Il déclarait notamment que le droit à un procès équitable et le droit de recours étaient pleinement garantis par les lois des Etats et les lois fédérales. Outre ces garanties, qui s'appliquaient à toutes les affaires pénales, des protections supplémentaires étaient prévues pour les personnes passibles de la peine de mort; il était notamment fait obligation aux Etats de prévoir une procédure à deux voies permettant de séparer la recherche des preuves de la culpabilité de la procédure de jugement. Toute personne condamnée à mort avait le droit de faire automatiquement appel à la juridiction supérieure de l'Etat en cause.

624. S'agissant des condamnations à mort ayant frappé des mineurs, le Gouvernement des Etats-Unis a informé le Rapporteur spécial que, lors de la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en 1992, le Sénat des Etats-Unis avait fait une réserve expresse sur la question de l'application de la peine capitale à des personnes âgées de moins de 18 ans, signalant que la Cour suprême des Etats-Unis avait déclaré qu'il n'était pas inconstitutionnel d'exécuter une personne qui était âgée de 16 ou 17 ans au moment où le crime avait été commis. Le Gouvernement des Etats-Unis précisait toutefois qu'il était extrêmement rare que la peine de mort soit prononcée à l'égard de mineurs et que cette peine n'était envisageable que lorsque le tribunal avait décidé que les accusés devaient être jugés comme des adultes.

625. Les Etats-Unis s'étaient formellement engagés, dans leur instrument de ratification, à ne pas exécuter les femmes enceintes et leurs tribunaux avaient déclaré que la peine de mort ne pouvait être appliquée à des malades mentaux (8 février 1993).

626. En ce qui concerne les cas qui lui avaient été transmis en 1993, le Gouvernement des Etats-Unis a informé le Rapporteur spécial que les accusés avaient eu la possibilité d'exercer pleinement le droit de recours contre la déclaration de culpabilité ou la condamnation les concernant, tant devant les

tribunaux des Etats que devant les tribunaux fédéraux. Ils avaient eu la possibilité de demander une révision judiciaire pour vice de forme ou défaut d'équité dans leur procès. Ils avaient également eu la possibilité de demander une ordonnance à surseoir ou la commutation de leur condamnation à mort (10 juin et 22 septembre 1993).

627. S'agissant de l'extradition de César Joya Vielman Martínez, le Gouvernement des Etats-Unis a informé le Rapporteur spécial que des assurances écrites avaient été reçues des plus hautes autorités du Gouvernement d'El Salvador, qui s'étaient engagées à fournir à M. Joya Martínez une protection appropriée pendant son incarcération et son procès et à permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) d'entrer en contact avec lui.

Suite donnée

628. Le Rapporteur spécial a transmis aux sources des allégations les réponses du Gouvernement des Etats-Unis pour recueillir leurs observations, lesquelles ont été fort détaillées. L'une des sources a fait savoir que les personnes ci-après, qui avaient fait l'objet des demandes d'intervention d'urgence, avaient été exécutées : James Dean Clark, le 14 avril 1993; Walter J. Blair, le 21 juillet 1993; Frederick Lashley, le 28 juillet 1993; Ruben Cantu, le 24 août 1993.

629. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis une lettre dans laquelle il le remerciait des renseignements détaillés qui lui avaient été fournis par les autorités concernées sur les protections prévues par la loi pour les personnes passibles de la peine de mort. Il demeurait préoccupé toutefois par le fait que ces protections n'étaient pas pleinement conformes aux normes énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Il faisait part aux autorités des Etats-Unis de ses préoccupations concernant l'exercice du droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de la défense qui, dans la pratique, influent considérablement sur le droit de recours; la discrimination raciale dans l'application de la peine capitale et le laxisme des normes en fonction desquelles on établissait que les accusés étaient responsables de leurs actes.

630. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé de ce que l'on persiste aux Etats-Unis à imposer et à appliquer la peine de mort pour des crimes commis par des jeunes délinquants, ce qui est en contradiction flagrante avec les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres instruments internationaux. Il lui apparaît que le fait que les Etats-Unis aient exprimé une réserve au sujet de l'article 6 du Pacte indique que la législation de ce pays est en deçà des normes internationales. De plus, le jugement de la Cour suprême des Etats-Unis selon lequel la jeunesse d'un accusé ne constitue pas en soi une circonstance atténuante aux yeux des membres du jury, s'agissant de la peine capitale, est extrêmement troublant. Est également inquiétante la situation au Texas où une loi, adoptée en septembre 1991, qui permet au jury, s'agissant de la peine capitale, de considérer la jeunesse d'un accusé comme une circonstance atténuante, n'est pas applicable rétroactivement aux jeunes délinquants dont le crime a été commis avant cette date.

631. Le Rapporteur spécial a également signalé que l'obligation de veiller à la pleine application des garanties protégeant le droit à la vie s'applique à tous les éléments constitutifs d'un Etat fédératif.

632. Le Rapporteur spécial engage le Gouvernement des Etats-Unis à harmoniser sa législation et ses pratiques avec les protections et garanties énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Il a fait savoir aux autorités des Etats-Unis qu'il se tenait à leur entière disposition à cet égard.

Observations

633. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération manifestée par les autorités des Etats-Unis d'Amérique en matière de communication d'informations. Il espère que le dialogue qui s'est engagé, notamment au sujet de la peine de mort, se poursuivra de manière à ce que la protection du droit à la vie puisse être renforcée.

634. Le Rapporteur spécial se réfère au chapitre VI du présent rapport dans lequel figure une analyse des protections et garanties qui doivent être respectées dans les textes et dans la pratique au niveau national pour que ceux-ci soient conformes aux normes énoncées dans les instruments internationaux pertinents.

Ouzbékistan

Communications envoyées

635. Le Rapporteur spécial a adressé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement ouzbek après avoir été informé que l'on craignait pour la vie et l'intégrité physique de Abdumanob Pulatov, défenseur des droits de l'homme et membre d'un mouvement d'opposition politique, qui aurait été enlevé par des membres des services de sécurité nationale de l'Ouzbékistan (16 décembre 1992).

636. Le Rapporteur spécial a également adressé au Gouvernement ouzbek des demandes d'intervention d'urgence, ayant été informé de l'imminence de l'exécution des condamnations à mort prononcées à l'endroit de Venera Kasimova et Yashar Khasanov, qui auraient été condamnés sur la base de confessions obtenues par la force. De plus, Venera Kasimova n'aurait pas bénéficié du droit à une assistance judiciaire appropriée (22 juin et 19 août 1993).

Communications reçues

637. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement ouzbek au moment où a été établi le présent rapport.

Venezuela

638. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui s'étaient produites à l'occasion de manifestations. Comme dans le passé, plusieurs décès seraient dus au recours arbitraire et abusif à la force par des membres des forces de sécurité, notamment la police

métropolitaine (PM), la police judiciaire (PTJ), la Garde nationale, la Direction des services de renseignement et de prévention (DISIP) et la Direction du renseignement militaire (DIM).

Communications envoyées

639. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement vénézuélien des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 73 personnes dont deux femmes. Dans un cas, ces violations seraient associées à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

640. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement vénézuélien une demande d'intervention d'urgence motivée par des informations qui faisaient craindre pour la vie et l'intégrité physique d'un étudiant, Ivo Rodríguez Escudero, qui aurait été menacé de représailles par des membres de la DISIP s'il ne retirait pas la plainte qu'il avait portée contre des membres de la police qu'il accusait de l'avoir torturé en novembre 1992, à la suite de manifestations d'étudiants (10 mars 1993).

641. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement vénézuélien des rapports concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire supposée des personnes suivantes :

a) Au moins 63 prisonniers de la prison de El Retén de Catia, tués par des membres de la police métropolitaine alors qu'ils tentaient de s'évader, le 27 novembre 1992, jour d'une tentative de coup d'Etat. Deux jours plus tard, des agents de la Police métropolitaine et de la Garde nationale auraient tiré sans discrimination sur les parents des prisonniers qui s'étaient regroupés à l'extérieur de la prison en attendant des renseignements;

b) Ernesto Leal Hernández, tué par des membres de la Police métropolitaine; Atahualpa Pérez et Johnny Vergara, tués par des membres des forces de sécurité; Clara Ariza, tuée par des membres de la Garde nationale, le 27 novembre 1992; Virgilio Fernández, tué par des membres de la Garde nationale; Enrique Key, tué par des agents de la DISIP et María Verónica Tecuari, tuée, le même jour, par des membres de la Police métropolitaine;

c) Pedro José Paz et Nasser Palma, indiens wayuu, tués par des agents de la DISIP qui auraient abusé de la force.

Communications reçues

642. Le Gouvernement vénézuélien a fourni au Rapporteur spécial des renseignements à la suite de la demande d'intervention d'urgence qui lui avait été adressée au sujet d'un certain nombre de cas transmis en 1993 :

a) En ce qui concerne les menaces de mort qui auraient été proférées contre Ivo Rodríguez Escudero, il indiquait qu'une enquête avait été ouverte à Carabobo par le ministère public (26 mai 1993);

b) S'agissant des exécutions qui avaient eu lieu à la prison d'El Retén de Catia, il communiquerait un rapport du Ministère de la justice indiquant qu'à la suite d'une mutinerie, 46 prisonniers avaient été tués, 52 autres blessés et 25 s'étaient évadés. Une enquête avait été ouverte par la Division des homicides de la police judiciaire. La Direction des droits de l'homme du ministère public avait également présenté un rapport sur les mesures qu'elle avait prises pour identifier les personnes tuées pendant la mutinerie et établir la cause de leur mort. Ce rapport faisait état des demandes présentées par le ministère public pour obtenir l'ouverture d'une instruction devant la juridiction compétente concernant les événements considérés, ainsi que de plusieurs irrégularités qui s'étaient produites dans la prison (31 août 1993);

c) En ce qui concerne le meurtre d'Ernesto Leal Hernández, Atahualpa Pérez Lira et Clara Ariza, le Gouvernement vénézuélien précisait que des enquêtes judiciaires avaient été ouvertes. Une grève illimitée de tous les tribunaux, commencée le 6 juillet 1993, se poursuivait à la date de la réponse (31 août 1993). Néanmoins, l'enquête préliminaire du ministère public suivait son cours.

643. Le Gouvernement vénézuélien a également fourni au Rapporteur spécial des informations concernant un certain nombre de cas qui lui avaient été transmis en 1992, au sujet desquels il n'avait pas envoyé de réponse cette année-là :

a) S'agissant du meurtre de Romer Figueroa Lizardi, Pedro José Vásquez et José Gregorio Romero Uzcátegui (E/CN.4/1993/46, par. 640), des membres des forces de sécurité faisaient l'objet d'enquêtes judiciaires qui suivaient leur cours à la date de la réponse (31 mars 1993);

b) En ce qui concerne le meurtre de Darwin Capote Rondón, José Gregorio Soteldo et Humberto López Arías (E/CN.4/1993/46, par. 643), une action avait été intentée devant les tribunaux civils à l'encontre de deux anciens membres de la Police métropolitaine accusés d'homicide volontaire et d'usage abusif d'armes à feu. La procédure entrait dans sa phase finale lorsque, le 6 juillet 1993, tous les tribunaux du Venezuela s'étaient mis en grève (25 août 1993);

c) Dans les cas de Guadalupe Rivas Columba, Gilberto Peña Campos, Angel Ruiz et José Zerpa Miotta (E/CN.4/1993/46, par. 644 b)), des enquêtes judiciaires avaient été ouvertes par la juridiction militaire compétente. Le Parlement et le ministère public avaient, de part et d'autre, ouvert une enquête pour éclaircir les circonstances de leur mort. Une commission spéciale de suivi composée de spécialistes du ministère public avait ensuite été créée pour coordonner les actions engagées devant les tribunaux militaires. En ce qui concerne trois cas dans lesquels les victimes n'avaient pas été identifiées (Ibid., par. 644 a)), le Gouvernement vénézuélien indiquait que des enquêtes étaient en cours. Le ministère public avait toutefois déclaré qu'il était difficile d'examiner des plaintes concernant des victimes non identifiées (31 août 1993).

644. Le Gouvernement vénézuélien a en outre informé le Rapporteur spécial que Antonio Ríos (E/CN.4/1993/46, par. 641) était détenu dans une cellule à l'écart des autres détenus de la prison d'El Junquito sans aucune possibilité de contact entre lui et la personne qui avait prétendument attenté à sa vie (24 août 1993).

Suite donnée

645. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement vénézuélien une lettre demandant des informations sur l'état d'avancement de la procédure concernant les cas mentionnés dans la réponse du gouvernement en date du 31 mars 1993, ainsi que des renseignements supplémentaires sur les enquêtes concernant les menaces de mort qui auraient été formulées à l'encontre de Ivo Rodríguez Escudero (22 septembre 1993). Bien que datées de la fin d'août 1993, les autres réponses n'étaient parvenues qu'après l'envoi de la lettre susmentionnée aux autorités. Il sera donné suite ultérieurement à ces réponses.

Observations

646. Le Rapporteur spécial se félicite vivement de la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement vénézuélien qui lui a fourni des informations concernant la plupart des cas transmis en 1992 et 1993. Il tient néanmoins à exprimer la préoccupation que lui inspire la poursuite de la grève des tribunaux vénézuéliens et il espère que les autorités parviendront rapidement à une solution qui permette aux tribunaux de continuer d'enquêter sur les allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Yémen

Communications envoyées

647. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement yéménite une demande d'intervention d'urgence en réponse à des informations concernant l'imminence de l'exécution de la peine de mort prononcée contre Yabya Najî Muhammad al-Asadi et 24 autres personnes (dont les noms peuvent être obtenus au secrétariat), après des procès dans lesquels les normes d'équité internationalement reconnues n'auraient pas été respectées (23 décembre 1993).

Communications reçues

648. Le Gouvernement yéménite, en réponse à la demande d'intervention d'urgence susmentionnée, a informé le Rapporteur spécial que sa demande avait été transmise aux autorités, à Sana'a. Il ajoutait que tous les principes garantissant l'équité de la procédure judiciaire dans les procès où une condamnation à mort pouvait être prononcée, mentionnés par le Rapporteur spécial, étaient consacrés dans le système judiciaire yéménite et que la charia, telle qu'elle était codifiée, interprétée et appliquée au Yémen, spécifiait que, non seulement pendant le procès, mais encore une fois que la sentence de mort avait été prononcée, il fallait mettre en oeuvre tous les moyens permettant d'éviter que la peine capitale soit mise à exécution (28 décembre 1993).

Suite donnée

649. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement yéménite une lettre dans laquelle il se félicitait de la volonté de coopération manifestée par les autorités yéménites en lui envoyant leur réponse et il demandait si des progrès avaient été accomplis dans l'enquête concernant les cas des 25 condamnés à mort.

YougoslavieCommunications envoyées

650. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire, de novembre 1991 à août 1992, de 11 personnes par des membres des forces de sécurité. Les victimes auraient été d'origine albanaise. L'une d'elles serait un arriéré mental âgé de 11 ans, Afrim Prepreza, qui aurait été frappé à mort par trois civils armés d'une pelle et de gourdins. Ces trois personnes n'avaient pas été arrêtées et ne faisaient l'objet d'aucune poursuite. Bajram Hoxhaj et deux autres personnes non identifiées auraient été abattues par la police alors qu'elles emmenaient leurs enfants à l'école. Les personnes suivantes auraient été frappées à mort alors qu'elles étaient détenues par la police : Mikel Marku, avocat; Ali Sahit Hazhiu, réfugié albanais; Sami Babaj; Haki Pavataj; Rexhep Tahiri, Fetah Sokoli, 70 ans; et un certain Haki.

Communications reçues

651. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

652. Le Rapporteur spécial est préoccupé par des informations faisant état de violations du droit à la vie dont seraient victimes des personnes d'origine albanaise, notamment au Kosovo. La plupart de ces allégations avaient toutefois un caractère général et aucun cas précis n'était mentionné. Le Rapporteur spécial appelle l'attention sur la situation en République fédérative de Yougoslavie dans le domaine des droits de l'homme, situation dont il a traité dans le rapport sur la question, établi à l'intention de l'Assemblée générale, en particulier sur les informations qui y figurent concernant le recours abusif à la force par la police à l'encontre de détenus d'origine albanaise au Kosovo (E/CN.4/1994/47, par. 166 à 170 et 189 à 192).

Zaire

653. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant la persistance de graves violations du droit à la vie, dans le cadre de la lutte pour le pouvoir que se livrent le Président Mobutu Sese Seko et ses opposants. Les membres des forces de sécurité se rendraient responsables de violations massives des droits de l'homme dans un climat de quasi-impunité.

654. D'après les informations reçues, une campagne de terrorisme à caractère ethnique et répondant à des visées politiques, lancée à l'instigation de partisans du président Mobutu menaçait la vie et l'existence de dizaines de milliers de Zaïrois originaires des régions voisines du Kasai oriental et occidental. D'après plusieurs rapports, le groupe de population parlant le Kinyarwanda (les Banyarwandas) de la partie nord du Kivu, près de la frontière entre le Zaïre, le Rwanda et le Burundi aurait aussi été victime d'actes de violence similaires. Sept mille personnes auraient été tuées. Dans le nord-est du Kivu, les troupes gouvernementales auraient tué des civils non armés et se seraient rendus coupables de violations flagrantes des droits de l'homme au cours d'opérations de lutte contre l'insurrection.

655. L'indiscipline, la médiocrité de la solde des forces armées qui, parfois, ne leur serait même pas payée, seraient la cause du climat d'insécurité et des pillages et des viols auxquels se livreraient systématiquement et en toute impunité les soldats. En janvier 1993, des soldats qui avaient été payés, sur les ordres du président Mobutu, en billets de 5 millions de zaïres, monnaie déclarée illégale par le premier ministre Tchisekedi, se seraient mis à piller la capitale après que des commerçants eurent refusé d'accepter ces billets. Des centaines de personnes, un millier peut-être selon certains, auraient été tuées lors de ces incidents.

656. Le Rapporteur spécial a reçu plusieurs informations selon lesquelles des violations du droit à la vie auraient été commises pour des raisons politiques par des membres des forces de sécurité dévouées au président. Il a notamment appris qu'une nouvelle vague d'arrestations avait été lancée à la fin d'avril 1993. Parmi les personnes arrêtées on trouvait des politiciens, des journalistes et des syndicalistes qui avaient critiqué le président Mobutu ou appartenaient à l'opposition non violente. On craignait que ces personnes ne soient soumises à la torture et à de mauvais traitements après avoir été arrêtées et placées au secret. Des exécutions extrajudiciaires auraient eu lieu ultérieurement. De plus, selon certaines informations, les forces de sécurité, notamment la division spéciale présidentielle (DSP), auraient abusé de la force lorsqu'elles avaient ouvert le feu sur des groupes de manifestants non armés. D'autres violations du droit à la vie ont été signalées, notamment le décès en détention de personnes privées de soins médicaux ou de nourriture.

Communications envoyées

657. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement zaïrois cinq demandes d'intervention d'urgence concernant les personnes ci-après dont la vie serait en danger : François Kandolo, Buana Kabue, membres du Comité laïque de coordination); Jacques Matanda et Kamanda wa Kamanda (membres du Haut Conseil de la République), dont le nom figurait sur une liste noire de personnes devant être exécutées par des membres des forces de sécurité (12 janvier 1993); Mikuin Leliel Balanda, président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe des Nations Unies et président de la Cour suprême du Zaïre, qui avait été victime de trois attaques armées attribuées à des membres des forces de sécurité et à qui les autorités n'avaient pas fourni la protection requise (17 février 1993); ainsi que les incidents

du 15 avril 1993 lors desquels des membres de la DSP auraient ouvert le feu aveuglément et sans qu'il y ait eu provocation ni discrimination sur une foule pacifique massée devant la résidence du premier ministre, et les massacres de Banyarwandas dans le nord du Kivu (27 avril 1993).

658. Le Rapporteur spécial est en outre intervenu en faveur de Thassinda Kilolo, qui aurait été enlevée par des membres d'une équipe spéciale de la DSP surnommée "les hiboux" et de ses deux soeurs, Thassinda Malaku et Thassinda Misaku, qui avaient été victimes de plusieurs tentatives d'enlèvement et fait l'objet de menaces de mort de la part de membres des forces de sécurité (24 septembre 1993); Félix Mnayi Kalombo, conseiller du premier ministre Tchisekedi qui avait été victime d'une tentative d'assassinat alors qu'il était hospitalisé après avoir été blessé par des membres des forces de sécurité, qui auraient attaqué son domicile, et Lambert Tshitshimbi Katombe, également conseiller du premier ministre, qui aurait été suivi par des agents des services de sécurité (19 octobre 1993).

659. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement zaïrois un cas spécial qui se serait produit à Kinshasa, où des membres de la DSP auraient tué au moins 15 civils y compris un enfant de 11 ans et une femme enceinte à titre de représailles pour le meurtre de l'un des leurs.

Communications reçues

660. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement zaïrois au moment où a été établi le présent rapport.

Observations

661. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par les informations alarmantes selon lesquelles de nombreuses violations graves des droits de l'homme se produiraient dans le climat d'anarchie et de violence régnant au Zaïre. D'après ces informations, les Zaïrois paient un lourd tribut à la lutte pour le pouvoir que se livrent le président Mobutu et ses opposants tandis que le pays s'enfonce dans le chaos. Le Rapporteur spécial demande instamment aux responsables des forces de sécurité de s'assurer que des violations des droits de l'homme ne soient en aucun cas tolérées, d'éviter qu'il soit fait abusivement usage de la force et de veiller à ce que la discipline soit strictement maintenue parmi les militaires et que les auteurs de violations des droits de l'homme répondent pénalement de leurs actes.

662. Le Rapporteur spécial est horrifié par la vague de violences intercommunales déclenchée par l'instabilité politique, en particulier dans les régions du Shaba et dans le nord du Kivu. Il semble que l'on voie se déclencher dans la région un enchaînement de conflits interethniques, dans un climat de totale impunité, et que dans une telle situation tout événement et incident se produisant dans les Etats voisins du Rwanda, du Burundi ou du Zaïre, a nécessairement de profondes répercussions pour les Etats concernés (voir également les chapitres concernant le Burundi et le Rwanda). Le Rapporteur spécial continuera de se pencher avec une attention particulière sur cette région.

Zimbabwe

Communications envoyées

663. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement zimbabwéen des allégations faisant état de l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de six personnes. S'agissant de l'exécution d'Edwin Bhundani Nleya par les militaires et du décès en prison de Shepard Chisango, qui serait mort à la suite des tortures subies, les autorités ne se seraient pas acquittées de leur obligation d'enquêter pour identifier et punir les responsables. Quatre personnes, dont un garçonnet de dix ans, auraient été tuées lorsque la police avait ouvert le feu sur des manifestants, à Chakari.

Communications reçues

664. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement zimbabwéen au moment où a été établi le présent rapport.

V. QUESTIONS AYANT TRAIT AU DROIT A LA VIE SUR LE TERRITOIRE
DE L'EX-YOUGOSLAVIE

665. Après deux missions sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (voir E/CN.4/1993/46, chap. V), le Rapporteur spécial a continué de collaborer avec le Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki. A la demande de ce dernier, il a visité la Croatie du 15 au 20 décembre 1992 pour enquêter à titre préliminaire à la suite d'allégations selon lesquelles des victimes de crimes de guerre pourraient être enterrées dans plusieurs charniers sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, et en particulier en Croatie. Dans sa tournée d'enquête et d'évaluation préliminaires, le Rapporteur spécial était assisté d'un membre d'une équipe de médecins légistes chargée de visiter le site d'Ovcara par la Commission d'experts constituée conformément à la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité. Un résumé des conclusions du Rapporteur spécial, ainsi que des considérations d'ordre pratique, juridique et politique, figurent dans le rapport que M. Mazowiecki a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/50, annexe I).

666. En 1993, le Rapporteur spécial n'a reçu directement que peu d'informations sur les violations du droit à la vie dans l'ex-Yougoslavie. Depuis la nomination de M. Mazowiecki, à l'issue de la première session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme tenue en août 1992, les informations sur les allégations de violations sont centralisées et envoyées à son personnel à Genève et au bureau local. De la sorte, on évite la duplication des efforts, on appréhende intégralement la situation dans l'ex-Yougoslavie, et on maximise la spécialisation qu'exige la crise des droits de l'homme dans cette région.

667. Le Rapporteur spécial est tout à fait conscient que le volume des informations qu'il a reçues dans le cadre de son mandat n'est aucunement proportionné à l'importance des violations du droit à la vie, passées et actuelles, dans l'ex-Yougoslavie, et particulièrement en Bosnie-Herzégovine où les affrontements et la situation d'urgence en matière de droits de l'homme exigent des réactions extraordinaires. Les procédures habituellement suivies par le Rapporteur spécial, à savoir la communication des allégations sous forme de demandes d'intervention d'urgence ou de lettres au gouvernement concerné, sont rarement applicables dans un pays où l'on estime que les deux tiers du territoire ne sont plus sous le contrôle d'un gouvernement reconnu.

668. A sa deuxième session extraordinaire, en octobre 1992, la Commission des droits de l'homme a accédé à la demande de M. Mazowiecki qui souhaitait qu'une partie de son personnel soit postée de façon permanente sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (résolution 1992/S-2/1). Depuis la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie lui a donc présenté quatre rapports périodiques (E/CN.4/1994/3, 4, 6, 8). Ces rapports font état de nombreuses et graves violations du droit à la vie.

669. Dans son rapport le plus récent, qui porte sur la situation en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (E/CN.4/1994/47), au regard des droits de l'homme, M. Mazowiecki signale encore des massacres de civils, des exécutions à motivation ethnique, des victimes civiles sauvagement bombardées, l'utilisation de prisonniers de guerre, devenus boucliers humains ou astreints à des travaux forcés sur les lignes de front, par toutes les parties au conflit en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Pour ce qui est du droit à la vie en République fédérative de Yougoslavie, M. Mazowiecki fournit des informations préoccupantes qui font état de décès d'Albanais au Kosovo des suites de tortures subies dans les locaux de la police et d'une grave augmentation des taux de mortalité due à des conditions sanitaires catastrophiques.

670. Le Rapporteur spécial joint sa voix aux appels et aux demandes adressés par M. Mazowiecki aux parties au conflit dans l'ex-Yougoslavie en faveur du plein respect du droit à la vie, à l'égard en particulier de la population civile. Le Rapporteur spécial soutient vigoureusement l'appel lancé par M. Mazowiecki à la communauté internationale, lui demandant son aide généreuse et rapide aux fins d'amortir, autant que faire se peut, le désastre humanitaire que connaît la Bosnie-Herzégovine. Comme M. Mazowiecki, le Rapporteur spécial demande que tous les responsables de violations des droits de l'homme, et en particulier de violations au droit à la vie dans toutes les régions de l'ex-Yougoslavie, soient tenus de répondre de leurs actes et châtiés.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

671. Une fois encore, au terme d'un nouveau cycle de ses rapports périodiques, le Rapporteur spécial ne peut que constater que les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires n'ont pas cessé. Bien au contraire, les luttes armées pour le pouvoir et le contrôle territorial souvent déguisées en conflits ethniques, religieux ou nationalistes n'ont rien perdu de leur violence dans de nombreuses régions du monde. L'ex-Yougoslavie, l'Angola, le Libéria, la Somalie, le Rwanda et le Burundi, l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan ne sont que quelques exemples parmi bien d'autres de pays où se traduisent des violations massives du droit à la vie, dont sont victimes en particulier des civils. Le Rapporteur spécial reçoit toujours plus d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de menaces de mort imputées à des forces gouvernementales ou à des groupes qui collaborent avec elles ou qui bénéficient de la connivence des autorités.

672. Face à la persistance des violations du droit à la vie le Rapporteur spécial a réagi en multipliant ses activités (voir ci-dessus, chapitre IV). Se fondant sur les informations dont il disposait, il a concentré son attention sur deux thèmes de préoccupation majeurs : les violations du droit à la vie en relation avec la peine capitale et l'impunité des auteurs de violations, qui a de très importantes implications notamment pour ce qui est de la prévention de presque tous les types d'exécution extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Se conformant aux demandes qui lui avaient été faites par la Commission des droits de l'homme (voir chapitre I), le Rapporteur spécial s'est aussi particulièrement attaché à certaines autres questions. Le présent chapitre contient ses conclusions et recommandations sur ces questions ainsi que sur certains points de procédure et autres sujets qui le préoccupent.

A. Peine capitale

673. Dans sa résolution 1993/71, la Commission des droits de l'homme priait le Rapporteur spécial "de continuer à surveiller l'application des normes internationales en vigueur sur les garanties et restrictions concernant l'imposition de la peine capitale, compte tenu des observations formulées par le Comité des droits de l'homme dans son interprétation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que du deuxième Protocole facultatif s'y rapportant".

Opportunité de l'abolition de la peine de mort

674. La peine capitale n'est pas encore en soi interdite en droit international. Toutefois, dans ses observations sur l'article 6 du Pacte, le Comité des droits de l'homme observe que dans cet article "... l'abolition est évoquée ... en des termes qui suggèrent sans ambiguïté (par. 2 et 6) qu'elle est souhaitable. Le Comité conclut que toutes les mesures prises pour abolir la peine de mort doivent être considérées comme un progrès au regard

du droit à la vie ..." */. L'opportunité de l'abolition a aussi été exprimée

*/ A/37/40, annexe V, Observation générale 16 (6), paragraphe 6.

à maintes reprises par l'Assemblée générale **/. Par ailleurs, réaffirmant les dispositions du paragraphe 6 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1984/50, a approuvé les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, étant entendu qu'elles ne seront pas invoquées pour retarder ou pour empêcher l'abolition de la peine capitale.

675. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte "dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves ...". L'Assemblée générale a considéré que ledit article était un des déterminants du "critère minimal de garanties légales" pour la protection du droit à la vie, dans un certain nombre de résolutions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires, dont la plus récente est la résolution 45/162 (par. 12) en date du 18 décembre 1990. Dans ses observations sur l'article 6 du Pacte, le Comité des droits de l'homme a déclaré que "l'expression 'les crimes les plus graves' devait être interprétée d'une manière restrictive comme signifiant que la peine capitale devait être une mesure tout à fait exceptionnelle", limitée aux délits entraînant la mort ou "ayant d'autres conséquences extrêmement graves" ***/.

676. Le Rapporteur spécial s'inquiète des informations qu'ils a reçues signalant dans certains pays l'extension de la peine capitale à des délits qui jusque-là n'y exposaient pas leurs auteurs. Au Bangladesh, la loi de 1992 sur la répression des activités terroristes (Curbing of Terrorist Activities) étendrait la portée de la peine capitale à certains délits de "terrorisme" qui jusque-là n'étaient sanctionnés que de peines d'emprisonnement. En Chine, la gamme des délits rendant leurs auteurs passibles de la peine capitale a été élargie depuis l'entrée en vigueur, en 1979, du Code pénal. A l'heure actuelle, dans ce pays, environ 65 délits pénaux s'assortissent de la peine de mort, dont les délits de "spéculation", "corruption" ou "concussion". En Egypte, la loi No 997 de 1992 élargit considérablement la gamme des délits rendant leurs auteurs passibles de la peine capitale. En mai 1991, le Pakistan a rendu la peine de mort impérative pour le délit de blasphème et selon certaines informations le gouvernement envisageait de l'étendre, en août 1993, aux délits associés au trafic de stupéfiants. La nouvelle Constitution péruvienne, approuvée par référendum le 31 octobre 1993, prévoit la peine capitale pour les crimes de terrorisme et de trahison (voir E/CN.4/1994/7/Add.12, par. 74 à 78). En Arabie saoudite, deux fatwas, datant de 1987 et de 1988, déclarent punissables de la peine capitale certains délits associés au trafic de stupéfiants et à des actes de "sabotage" ou de "dépravation" qui "sapent la sécurité et mettent en danger des vies et portent atteinte à la propriété publique ou privée". Jusque-là, ces délits n'exposaient leurs auteurs à la peine de mort que s'il y avait eu effectivement mort d'homme. Selon certaines informations de fraîche date, un projet de loi fédérale serait en cours d'élaboration aux Etats-Unis

**/ Par exemple, dans les résolutions 2857 (XXVI), 2393 (XXIII) et 39/118.

***/ A/37/40, annexe V, Observation générale 6 (16), paragraphe 7.

d'Amérique, en vertu duquel deviendraient punissables de mort 47 délits qui jusqu'alors ne tombaient pas sous le coup de la peine capitale.

677. La perte de la vie est irréparable. Le Rapporteur spécial soutient donc sans réserve les conclusions du Comité des droits de l'homme et souligne que l'abolition de la peine capitale est hautement souhaitable. En tout état de cause jamais le champ d'application de la peine de mort ne devrait être étendu, aussi le Rapporteur spécial demande-t-il aux Etats qui ont légiféré en ce sens de reconsidérer leur position.

Procès équitable

678. Toutes les protections destinées à garantir le respect de la légalité, avant et pendant le procès, telles qu'énoncées par plusieurs instruments internationaux, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 10 et 11), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 9, 14 et 15), les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, ainsi que les dispositions de la résolution 1989/65 du Conseil économique et social sur leur application, doivent être pleinement respectées dans tous les cas, et tout spécialement lorsque la vie du défendeur est en jeu.

679. C'est ainsi, en particulier, que les procès pouvant aboutir à une sentence de mort doivent satisfaire aux normes les plus strictes en matière d'indépendance, de compétence, d'objectivité et d'impartialité des juges et des jurys. Tous les défendeurs passibles de la peine capitale doivent être pleinement assurés d'une défense adéquate à tous les stades de la procédure, et notamment être assistés de défenseurs compétents au titre d'une assistance judiciaire financée par l'Etat. La présomption d'innocence doit être la règle aussi longtemps que la culpabilité n'a pas été établie de manière incontestable, à l'issue de procédures légales d'instruction et d'appréciation des preuves rigoureusement conformes aux normes et compte dûment tenu de toutes les circonstances atténuantes. La procédure doit s'assortir de garanties de recours en révision des aspects factuels et juridiques de l'affaire par un tribunal supérieur composé de magistrats autres que ceux qui ont statué en première instance. Le droit de tout condamné à mort à un recours en grâce ou en commutation de peine doit être aussi garanti.

680. Au cours de l'année écoulée, le Rapporteur spécial a reçu des informations nombreuses et alarmantes concernant la teneur et l'application de certaines législations conduisant à l'imposition et à l'exécution de sentences de mort sans que les condamnés aient pleinement bénéficié des garanties et protections prévues. Ces informations mettent en cause les pays ci-après (pour plus amples détails voir le chapitre IV) : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Chine, Comores, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Iran (République islamique d'), Kirghizistan, Koweït, Malawi, Malaisie, Nigéria, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, République arabe syrienne, Sierra Leone, Tadjikistan, Turkménistan et Yémen.

681. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par des informations indiquant une tendance à l'établissement de juridictions spéciales destinées à accélérer les procédures conduisant, dans certains cas, à des sentences de mort, notamment dans les procès de meurtres de groupes d'opposition armés ayant

commis des actes de violence. Ces tribunaux spéciaux pèchent souvent par manque d'indépendance dans la mesure où, par exemple, ils ont des comptes à rendre à l'exécutif ou sont composés d'officiers supérieurs de l'armée active. Les délais qui sont quelquefois fixés pour les différentes étapes de la procédure devant ces juridictions spéciales portent gravement atteinte au droit des accusés à une défense adéquate. Des inquiétudes ont aussi été exprimées au sujet des restrictions apportées au droit de recours dans le contexte des juridictions spéciales. Dans certains cas, la loi portant création de tribunaux spéciaux prévoit une application élargie de la peine capitale. Le Rapporteur spécial note qu'en règle générale ces juridictions appliquent, en ce qui concerne la régularité des formes et le respect du droit à la vie des critères moins stricts que ceux des juridictions pénales ordinaires. On se référera à ce sujet aux sections du présent rapport concernant l'Algérie, l'Égypte, le Koweït, le Malawi, le Nigéria, la République arabe syrienne, le Pakistan et le Pérou.

682. Le Rapporteur spécial signale également un jugement récent rendu par la Commission judiciaire du Conseil privé du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, selon lequel, l'exécution d'une sentence de mort cinq ans après le rendu de la sentence constituerait un châtement cruel et inhumain. En conséquence, les sentences de mort de deux prisonniers en instance d'exécution à la Jamaïque depuis plus de cinq ans ont été commuées en peines d'emprisonnement à vie. La Cour suprême du Zimbabwe a récemment rendu un jugement analogue. Tout en se félicitant de ces décisions, le Rapporteur spécial craint qu'elles n'incitent certains gouvernements à accélérer l'exécution des peines de mort, ce qui pourrait porter préjudice au droit des condamnés à des procédures d'appel complètes, y compris l'audition de nouveaux témoins si de nouveaux éléments de preuve sont découverts, même des années plus tard. De l'avis du Rapporteur spécial, ces jugements devraient plutôt être interprétés comme indiquant à quel point l'abolition de la peine capitale est souhaitable car s'il est reconnu, dans un premier temps, qu'attendre pendant cinq ans l'exécution d'une condamnation à mort constitue un châtement cruel et inhumain, il sera peut-être plus facile, dans un deuxième temps de prendre la décision d'abolir purement et simplement la peine capitale.

683. En bref, aucune erreur judiciaire ne peut plus être réparée une fois que la sentence de mort a été exécutée. Le Rapporteur spécial exhorte les gouvernements de tous les Etats où la peine de mort n'a pas encore été abolie à faire en sorte que les procès qui exposent les accusés à une sentence de mort soient conduits suivant les critères de régularité les plus stricts et que les défenseurs jouissent pleinement de toutes les protections et garanties prévues dans les instruments internationaux pertinents.

684. Le Rapporteur spécial s'adresse particulièrement aux Gouvernements de l'Algérie, de la Chine, de l'Égypte, des Etats-Unis d'Amérique, d'Iran (République islamique d'), du Koweït, du Malawi, de la Malaisie, du Nigéria, de la République arabe syrienne, du Pakistan, du Pérou et du Tadjikistan, leur demandant de réformer leurs législations respectives en matière de procédures de jugement lorsque la peine capitale peut être prononcée, afin qu'elles soient en conformité des dispositions des instruments internationaux pertinents.

Restrictions spéciales à l'application de la peine de mort

685. Aux termes du paragraphe 5 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques "une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans".

D'autres instruments internationaux interdisent d'imposer la peine capitale à des délinquants juvéniles, en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) et les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort. Les informations reçues au sujet de l'imposition et de l'exécution de sentences de mort concernant des mineurs en Egypte, aux Etats-Unis d'Amérique et au Pakistan sont des plus préoccupantes. Le Rapporteur spécial est aussi profondément préoccupé par l'existence de lois autorisant l'imposition de la peine de mort à des mineurs en Algérie, en Chine et au Pérou.

686. Le droit international interdit en outre d'imposer la peine capitale aux arriérés et aux malades mentaux, aux femmes enceintes et aux mères d'enfants en bas âge. Le Rapporteur spécial signale à ce sujet avoir été informé que des déficients mentaux avaient été exécutés aux Etats-Unis.

687. Le Rapporteur spécial exhorte les Gouvernements de l'Algérie, des Etats-Unis, de la Chine, de l'Egypte, du Pakistan et du Pérou à réfléchir à d'autres mesures que la peine de mort, qui permettent de déboucher sur la réadaptation et la réinsertion dans la société des délinquants juvéniles ou des déficients mentaux.

B. Impunité

688. En vertu du droit international, les gouvernements sont tenus d'effectuer des enquêtes complètes et impartiales en cas d'allégations de violations du droit à la vie, de découvrir les coupables, de les traduire en justice et de les punir, de dédommager les victimes ou leurs familles et de prendre des mesures qui empêchent que se commettent à l'avenir de telles violations. Les deux premiers éléments de cette quadruple obligation constituent à eux seuls le moyen le plus dissuasif de prévention des violations des droits de l'homme. En revanche, si les coupables sont certains de ne pas avoir à répondre de leurs actes, ce genre de violations risque de se multiplier. La reconnaissance de l'obligation de dédommager les victimes de violations des droits de l'homme ainsi que leur indemnisation effective présupposent la reconnaissance par les gouvernements de leur obligation de garantir une protection efficace contre les violations des droits de l'homme fondée sur le respect des libertés et des droits fondamentaux de tous.

689. Les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, annexés à la résolution 1989/65 du 24 mai 1989 du Conseil économique et social, énoncent en détail lesdites obligations. Par ailleurs, au sujet de l'usage abusif de la force entraînant la mort, les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois stipulent que l'usage arbitraire ou abusif de la force ou des armes à feu doit être puni

comme une infraction pénale en application de la législation nationale (principe 7). En mai 1991, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires a publié un très important document pour ce qui est de la garantie du droit à la vie, intitulé Manuel sur la prévention des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et les moyens d'enquête sur ces exécutions (ST/CSDHA/12), qui expose les procédures à suivre pour mener des enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires ou homicides.

690. Toutefois, dans la pratique, des violations des droits de l'homme, et plus particulièrement des violations du droit à la vie, continuent de se commettre en toute impunité dans de nombreux pays. Selon les renseignements et les témoignages reçus par le Rapporteur spécial, de graves violations des obligations que l'on vient de mentionner se produisent à tous les niveaux.

691. Dans certains cas, il peut y avoir impunité de droit, du fait de l'existence de lois exemptant de poursuites les auteurs de violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a ainsi été informé de lois d'amnistie en El Salvador et en Mauritanie. Il a aussi été informé de dispositions mettant à l'abri de toutes poursuites les membres des forces de sécurité au Bangladesh (Bangladesh Penal Code) et en Afrique du Sud (Further Indemnity Act). Dans ce contexte, le Rapporteur spécial tient, à cet égard, à souligner qu'"en aucun cas, ... une immunité générale ne pourra exempter de poursuites aucune personne présumée impliquée dans des exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires" (principe 19 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions). Même si, dans des circonstances exceptionnelles, il peut arriver que des gouvernements décident de faire bénéficier des auteurs de violations de mesures qui les exemptent de châtement ou limitent la portée du châtement, leur obligation de les traduire en justice et de les tenir formellement responsables demeure, comme celle de mener des enquêtes diligentes, approfondies et impartiales, de dédommager les victimes ou leurs familles et d'adopter des mesures effectives de prévention. Le Rapporteur spécial lance un appel à tous les gouvernements concernés pour les inciter à réviser toute législation éventuellement en vigueur qui exempterait de poursuites des coupables de violations du droit à la vie.

692. Nonobstant, dans de nombreux pays où la loi dispose que les auteurs de violations de droits de l'homme seront poursuivis, l'impunité reste de règle. Il est fréquent qu'aucune enquête ne soit ouverte à la suite d'allégations de violations du droit à la vie. Les autorités font la sourde oreille aux plaintes déposées par les victimes, leurs familles ou leurs représentants, ou par des instances internationales, dont le Rapporteur spécial. A cet égard, il convient de rappeler que les gouvernements sont tenus d'ouvrir des enquêtes ex officio dès que de telles allégations sont portées à leur attention, en particulier lorsque la violation du droit à la vie est annoncée comme imminente et que des mesures effectives de protection s'imposent de la part des autorités. La législation devrait en outre autoriser un représentant des victimes ou de leurs familles à entamer de telles procédures. Le Rapporteur spécial demande donc instamment à tous les gouvernements de promulguer des lois qui permettent aux autorités compétentes de remplir leurs obligations au regard du droit international, que les victimes soient ou non en mesure

de fournir des éléments de preuve permettant d'identifier les auteurs des violations, et de faire en sorte que ces obligations soient pleinement respectées dans la pratique.

693. Dans d'autres cas, des victimes ou des témoins auraient peur de se plaindre auprès des autorités, surtout lorsqu'ils se sentent menacés par celles mêmes qui sont censées les protéger. La Commission philippine de défense des droits de l'homme a, par exemple, signalé à maintes reprises au Rapporteur spécial que certaines personnes étaient trop effrayées pour témoigner ou porter plainte devant les autorités. Des informations préoccupantes, faisant état de menaces de mort, voire d'exécutions extrajudiciaires, dont auraient été victimes des personnes qui avaient été les témoins de violations des droits de l'homme ou, dans certains cas, qui avaient témoigné devant des instances d'enquête, ont été reçues au sujet du Brésil, de la Colombie, du Guatemala et du Pérou. Parfois aussi, les instances de l'Etat auxquelles incombe le soin d'effectuer les enquêtes sont elles-mêmes menacées, on a signalé le cas de procureurs publics menacés au Pérou ou de magistrats, au Tchad. Le Rapporteur spécial demande instamment à tous les gouvernements de protéger effectivement tous ceux qui participent en qualité de témoins, de procureurs, de juges, de membres du corps judiciaire ou à quelque titre que ce soit, aux enquêtes sur des allégations de violations des droits de l'homme.

694. Il y a aussi les pays où il n'existe aucun pouvoir judiciaire indépendant qui soit en mesure d'effectuer de telles enquêtes ou s'il en existe un, il ne fonctionne pas dans la pratique. Le Cambodge a été signalé au Rapporteur spécial comme exemplaire à cet égard. Au Pérou et au Rwanda, le système de justice civile ne fonctionne pas non plus comme il le devrait. En pareil cas, des réformes devraient être entreprises pour permettre au pouvoir judiciaire de remplir ses fonctions. Il lui faudrait disposer d'un nombre suffisant de juges et de procureurs, aidés par le personnel judiciaire nécessaire, ainsi que des installations indispensables. L'indépendance des juges devrait être garantie par la loi et pleinement respectée dans la pratique.

695. En l'absence d'un système de justice civile opérationnel, ou dans les cas qui justifient un traitement spécial en raison de leur nature ou de leur gravité particulière, les gouvernements pourraient envisager d'établir des commissions spéciales d'enquête dont les membres devraient satisfaire aux mêmes exigences d'indépendance, d'impartialité et de compétence que les juges des tribunaux ordinaires. Les résultats de leurs enquêtes devraient être rendus publics et leurs recommandations devraient avoir force exécutoire pour les autorités. Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que la création de telles commissions est parfois annoncée mais jamais concrétisée, comme cela lui a été signalé dans le cas du Tchad; que les recommandations formulées par ces commissions ne sont pas toujours suivies, comme dans le cas du Mexique; ou que ces commissions ne satisfont pas aux exigences mentionnées ci-dessus et, en fait, ne servent qu'à éluder l'obligation de mener des enquêtes approfondies, rapides et impartiales sur les allégations de violations du droit à la vie.

696. Parfois aussi, des enquêtes sont ouvertes sans toutefois aboutir au châtement des membres des forces de sécurité ou des groupes paramilitaires ou autres qui collaborent avec elles ou agissent avec leur assentiment. Lorsque

les auteurs de telles violations sont traduits en justice et condamnés, leurs condamnations n'ont souvent aucun rapport avec la gravité des délits commis, comme dans le cas du massacre de Santa Cruz au Timor oriental ou des tueries de paysans à Accomarca et à Santa Bárbara au Pérou (voir E/CN.4/1994/7/Add.2, par. 32 et 53). Il est arrivé également que des membres subalternes des forces de sécurité soient jugés et condamnés pour avoir commis des violations des droits de l'homme alors que leurs supérieurs qui avaient planifié et ordonné ces violations n'étaient pas mis en cause. Le Rapporteur spécial demande instamment à tous les gouvernements de traduire en justice quiconque a participé à l'organisation et à l'exécution d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ainsi que ceux qui, quoique ayant l'autorité pour ce faire, n'ont rien fait pour les empêcher.

697. Le problème de la juridiction militaire sur les auteurs allégués de violations des droits de l'homme a une fois de plus été soulevé à cet égard. Le mauvais fonctionnement du système de justice civile est parfois invoqué par les autorités pour justifier des procès devant des tribunaux militaires. Les informations reçues par le Rapporteur spécial montrent amplement que, dans la pratique, cela se traduit presque toujours par l'impunité des forces de sécurité. En conséquence, le Rapporteur spécial demande une fois de plus instamment à tous les gouvernements concernés d'assurer un système judiciaire civil indépendant et impartial qui soit en mesure de traiter comme il convient tous les cas de violations alléguées du droit à la vie. Le Rapporteur spécial demande aussi aux autorités de faire en sorte que les forces de sécurité coopèrent pleinement avec le système de justice civile pour tenter d'identifier et de traduire en justice les responsables de violations des droits de l'homme.

698. De l'avis du Rapporteur spécial, l'application des résolutions 1993/33 et 1992/24 de la Commission revêt un caractère hautement prioritaire. Il souligne, à cet égard, la nécessité de services de spécialistes de pathologie légale, d'anthropologie et d'archéologie pour procéder à l'excavation des charniers et examiner les restes qui s'y trouvent. Il faudrait, à cet égard, continuer de s'efforcer de constituer une équipe permanente d'experts de réputation internationale qui puisse fournir des services consultatifs et une assistance aux services d'enquêtes nationaux.

699. On ne saurait trop insister sur le fait qu'il y a un lien entre l'investigation effective des violations du droit à la vie et la prévention de ces violations. Le Rapporteur spécial demande donc instamment à tous les gouvernements de respecter pleinement l'obligation qui leur est faite en droit international de veiller à ce que toutes les allégations de violations du droit à la vie fassent l'objet d'enquêtes approfondies, rapides et impartiales et que tous ceux quels que soient leur rang, leur fonction ou leur position, qui ont participé à l'organisation et à l'exécution de violations soient identifiés, traduits en justice et châtiés, proportionnellement à la gravité des délits commis.

C. Allégations parvenues au Rapporteur spécial
et interventions consécutives

Menaces de mort

700. Le Rapporteur spécial a reçu des allégations émanant de plus de 380 personnes qui auraient été menacées de mort ou qui craindraient pour leur vie et leur intégrité physique. Il persiste à penser qu'adresser aux gouvernements des demandes d'intervention d'urgence en faveur des personnes menacées fait partie intégrante de son mandat. Au cours de l'année écoulée, afin d'empêcher des pertes en vies humaines, il a adressé de telles demandes aux gouvernements des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, Burundi, El Salvador, Equateur, Inde, Indonésie, Panama, Papouasie Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République islamique d'Iran, Rwanda, Sri Lanka, Tchad, Togo, Turquie, Venezuela et Zaïre. Dans la plupart de ces pays, la vie de militants des droits de l'homme, de membres de l'opposition politique et de syndicats, d'agents des collectivités, d'écrivains et de journalistes serait sérieusement menacée. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par le cas de la Colombie, auprès de laquelle il est intervenu à 26 reprises et par celui du Guatemala, auquel il a adressé 25 demandes d'intervention d'urgence. Le Rapporteur spécial a pris note en outre, avec une grande préoccupation, des allégations concernant l'exécution en détention d'un prisonnier en Azerbaïdjan, ainsi que de l'assassinat de deux mères d'enfants disparus au Brésil. Dans les deux cas, il avait insisté auprès des autorités, pour qu'elles garantissent la protection de ces personnes. Il est également particulièrement inquiétant que dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Guatemala et la Turquie, il semble que l'intimidation et les menaces soient, depuis des années, monnaie courante.

701. Le Rapporteur spécial demande instamment à tous les gouvernements d'adopter des mesures efficaces, en fonction de chacun des cas, afin d'assurer la protection intégrale des personnes qui sont menacées d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire. Il demande aux autorités de faire procéder à une enquête dans tous les cas de menaces de mort ou de tentative d'assassinat dont ils ont connaissance, que les personnes menacées aient ou non intenté une action judiciaire ou autre.

Décès en détention

702. Le Rapporteur spécial a reçu de nouveaux rapports faisant état de décès en détention en Azerbaïdjan, au Cambodge et au Sierra Leone. Lui sont également parvenues des allégations de décès en détention, qui résulteraient de tortures ou d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, mettant en cause les pays suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Cuba, Equateur, Inde, Indonésie, Israël, Mexique, Népal, Pérou, Turquie et Yougoslavie. Des cas de décès en détention dus à des négligences médicales ou à des conditions de détention insoutenables lui ont aussi été signalés à Cuba, au Maroc et au Togo. Comme les années précédentes, des rapports faisant état de cas précis de décès en détention au Myanmar lui sont parvenus : des villageois musulmans continueraient d'y être forcés par les militaires de servir de porteurs et mourraient sous la torture ou, simplement, parce qu'ils seraient trop faibles pour exercer cette activité.

703. Le Rapporteur spécial demande instamment à tous les gouvernements de veiller à ce que les conditions de détention dans leurs pays soient conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et aux autres instruments internationaux pertinents. Il leur demande instamment aussi de s'efforcer d'assurer le respect intégral des normes et principes internationaux interdisant toute forme de torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants. Les gardiens de prison et autres responsables de l'application des lois devraient recevoir une formation qui les familiarise avec ces normes et avec les textes et règlements concernant le recours à la force et l'emploi d'armes à feu en vue d'empêcher des évasions ou de contenir des troubles. Le Rapporteur spécial en appelle également aux autorités compétentes pour qu'elles poursuivent et punissent tous ceux qui, ayant enfreint les instruments internationaux susmentionnés, par suite d'un acte ou d'une omission, sont déclarés responsables du décès d'une personne détenue.

Décès imputables à un abus de la force de la part des responsables de l'application des lois

704. Un nombre considérable d'allégations de violations du droit à la vie résultant d'un recours abusif ou arbitraire à la force sont parvenues au Rapporteur spécial et mettent en cause les pays suivants : Brésil, Cameroun, Chili, Comores, Egypte, Honduras, Israël, Tchad et Venezuela. Des centaines de personnes auraient été tuées par les forces de sécurité qui auraient abusé de la force à l'égard de participants à des manifestations et rassemblements divers dans les pays suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Cameroun, Chili, El Salvador, Inde, Liban, Malawi, Népal, République centrafricaine, Tchad et Zaïre. Le Rapporteur spécial a été particulièrement indigné par des rapports faisant état de l'utilisation délibérée d'armes à feu contre de jeunes enfants par les forces de sécurité israéliennes, ainsi que par la police militaire brésilienne.

705. Le Rapporteur spécial invite tous les gouvernements à assurer aux forces de sécurité une formation qui les familiarise avec les questions relatives aux droits de l'homme, notamment, avec les restrictions concernant l'usage de la force et l'emploi des armes à feu dans l'exercice de leurs fonctions. Ce type de formation devrait les initier à des méthodes permettant de garder le contrôle d'une foule sans faire abusivement appel à la force. Tous les décès qui seraient imputables à un usage excessif de la force devraient faire l'objet d'enquêtes minutieuses et indépendantes et tous les responsables de l'application des lois qui se seraient rendus coupables de violations du droit à la vie devraient répondre de leurs actes.

Violations du droit à la vie au cours des conflits armés

706. Des allégations de plus en plus nombreuses de décès dus à des conflits armés, internationaux ou internes, dans diverses régions du monde, sont parvenues au Rapporteur spécial. Des combattants capturés ou ayant déposé les armes et des civils auraient été victimes de violations massives du droit à la vie, et ce, notamment, dans les pays suivants : Angola, Azerbaïdjan, Cambodge, Djibouti, Libéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Turquie, ainsi que dans les zones d'affrontement de l'ex-Yougoslavie. Des milliers de personnes auraient été

tuées, soit en raison des hostilités - par suite du pilonnage délibéré et sans discrimination de zones résidentielles, souvent à l'aide d'armement lourd, de bombardements aériens et d'exécutions délibérées -, soit indirectement, en raison d'un blocus, d'une interruption de l'approvisionnement en eau, en vivres et en médicaments, ou du refus d'évacuer des personnes malades ou blessées. Les enfants, les personnes âgées et les personnes en mauvaise santé sont particulièrement touchés par ces mesures.

707. Le Rapporteur spécial exhorte toutes les parties à des conflits, internationaux ou internes, à respecter les normes et règles du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire, qui protègent la vie des populations civiles et des combattants capturés ou qui ont déposé les armes. Il exhorte également tous ceux qui sont impliqués dans des conflits armés à permettre que les convois d'aide humanitaire atteignent leur destination et à autoriser l'évacuation des blessés, des personnes âgées et des enfants. Toutes les personnes responsables de violations du droit à la vie lors de conflits armés devraient répondre de leurs actes. Le Rapporteur spécial se joint spécialement, à ce sujet, aux appels pour le respect du droit à la vie lancés par les rapporteurs spéciaux chargés d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan et, en diverses occasions, par le Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

708. Le Rapporteur spécial tient, dans ce contexte, à mentionner le rôle de l'ONU dans des situations de conflits armés. Le personnel de l'ONU, à qui l'on demande de plus en plus souvent d'exercer des activités de maintien de la paix, opère, dans de nombreux pays, dans des conditions très difficiles et souvent dangereuses. Ils sont nombreux à avoir, à de nombreuses reprises, risqué et donné leur vie. Néanmoins, selon de récents rapports, des membres des forces de l'ONU en Somalie auraient été responsables d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Le Rapporteur spécial estime que si tout Etat est tenu, en vertu du droit international, de respecter les normes établies, la responsabilité qui incombe à une organisation, qui représente collectivement les Etats, ne saurait être moindre. Une composante droits de l'homme devrait faire partie intégrante de toutes les missions de maintien de la paix et d'observation. Etant donné que de telles missions, engagées sous les auspices de l'ONU, se multiplient, il serait peut-être sage d'envisager de créer un organe, au sein de l'Organisation des Nations Unies ou dans le cadre de chaque mission de maintien de la paix ou d'observation, qui aurait pour fonction d'enquêter sur les violations des droits de l'homme que pourraient commettre les membres de ces missions et d'en poursuivre les auteurs. Une disposition devrait également être prévue pour indemniser les victimes ou, en cas d'exécution extrajudiciaire, leur famille. Pour éviter de tels incidents, tous les membres des missions de maintien de la paix et d'observation devraient bénéficier d'une formation approfondie dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'en matière de médiation et de règlement des différends.

Violations du droit à la vie dans le contexte de la violence communautaire

709. Le Rapporteur spécial souhaite une fois de plus attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème de la violence communautaire, entendue comme acte de violence entre groupes de concitoyens. Au Burundi, au

Nigéria, au Rwanda et au Zaïre, où des affrontements violents se seraient produits entre différents groupes ethniques, les forces de l'ordre ne se seraient pas seulement abstenues d'intervenir pour mettre un terme à la violence mais auraient même soutenu activement l'une des parties au conflit, voire déclenché les violences. Ailleurs, par exemple au Bangladesh et au Sri Lanka, les autorités ont nié avoir une quelconque responsabilité dans les tueries qui s'y étaient produites, arguant qu'elles se plaçaient dans un contexte de violence communautaire. De tels conflits, si on les laisse s'étendre, peuvent dégénérer en génocide. C'est pourquoi, il faut que les gouvernements des pays où se produisent des actes de violence communautaire prennent des mesures efficaces pour maîtriser dès le départ la situation. Le Rapporteur spécial exhorte également tous les gouvernements à s'abstenir de soutenir tel ou tel groupe, constitué sur une base ethnique ou autre, que ce soit activement ou en tolérant qu'il commette des actes de violence. En revanche, il faudrait multiplier les efforts pour aboutir à la réconciliation et à la coexistence pacifique de toutes les composantes de la population, sans distinction d'origine ethnique, de religion ou autre. Il faudrait, à cet égard, utiliser les moyens de communication de masse et lancer des campagnes d'éducation et d'information, afin de promouvoir le respect mutuel. Enfin, toute incitation à la haine ou à la violence doit être punie.

Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger

710. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant l'imminence de l'extradition d'une ou plusieurs personnes vers des pays où leur vie pouvait être en danger. Tous les gouvernements devraient prendre dûment en considération les normes et principes énoncés dans les instruments internationaux qui traitent de cette question précise. Ils devraient s'abstenir d'extrader une personne si sa sécurité n'est pas parfaitement assurée.

Les droits des victimes

711. Comme on l'a dit plus haut, reconnaître le droit des victimes, ou des familles, à recevoir une indemnisation adéquate revient à reconnaître qu'un Etat est responsable des actes accomplis par ses agents et c'est une manière d'exprimer le respect dû à l'être humain. Accorder une indemnisation suppose que l'obligation d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme en vue d'identifier et de poursuivre les coupables a été respectée. Accorder une réparation, financière ou autre, aux victimes ou aux familles, sans qu'une enquête ait été ouverte et menée à bien ne décharge pas les gouvernements de cette obligation. Le Rapporteur spécial note avec préoccupation, qu'à l'exception du Népal, aucun gouvernement ne lui a fourni de renseignements concernant les indemnisations versées aux victimes ou à leurs familles. Il exhorte les Etats à prendre les dispositions pertinentes, en vertu de la législation nationale, et à créer des fonds pour indemniser les personnes qui ont été lésées du fait d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ou de tentatives d'exécution.

D. Questions auxquelles le Rapporteur spécial attache un intérêt particulier

Liberté d'opinion et d'expression

712. Parmi tous les cas portés à l'attention du Rapporteur spécial au cours de l'année écoulée, plus de 700 cas d'allégations de violations du droit à la vie étaient associés à la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. On a mentionné plus haut des exécutions extrajudiciaires résultant d'un recours abusif à la force face à des manifestants et des participants à des rassemblements pacifiques. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par le grand nombre de menaces de mort, de tentatives d'assassinat et d'exécutions extrajudiciaires dont auraient été victimes des membres de partis politiques d'opposition autorisés, de syndicats, de mouvements étudiants, d'organisations communautaires, d'associations de militants pour les droits de l'homme, ainsi que des journalistes, des écrivains et autres personnes qui aident les populations autochtones et les paysans dans les pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Cambodge, Colombie, El Salvador, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Inde, Malawi, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Tchad, Turquie et Zaïre.

713. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par des rapports faisant état de "groupes de tueurs" ou d'"escadrons de la mort" liés aux autorités, qui seraient les instruments de la répression violente qui s'exercerait à l'encontre de toute opposition politique. Ces groupes, qui seraient souvent composés de membres des forces de sécurité, exécuteraient des ordres visant à intimider ou à éliminer des personnes considérées comme pouvant constituer une menace pour les gouvernements ou certains partis politiques. Des allégations préoccupantes ont été reçues concernant les pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Colombie, Guatemala, El Salvador, Haïti, Kenya, Pérou et Turquie. Des agents liés aux forces de sécurité de la République islamique d'Iran seraient responsables de l'assassinat d'opposants politiques en Italie, au Pakistan et en Turquie.

714. Le Rapporteur spécial demande instamment à tous les gouvernements de respecter pleinement le droit de toute personne à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi qu'à la liberté de réunion et d'association pacifiques, tel qu'il est garanti par les instruments internationaux pertinents. Il exhorte les autorités des pays dans lesquels des escadrons de la mort ou des groupes similaires opéreraient à mener des enquêtes minutieuses, en vue d'éliminer ces groupes et d'identifier et de poursuivre leurs membres, ainsi que les personnes sous les ordres desquelles ils opèrent.

Violations du droit à la vie des femmes

715. Dans 168 des cas signalés, ce sont des femmes qui auraient été victimes de violations du droit à la vie. Comme on l'a dit plus haut, ce chiffre ne reflète pas forcément la proportion réelle de femmes parmi les personnes au nom desquelles le Rapporteur spécial est intervenu. Cela tient au fait que plusieurs dossiers concernaient des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de groupes de civils non identifiés et ne précisaient pas combien de femmes figuraient parmi les victimes. Dans d'autres affaires,

le Rapporteur spécial n'a pas pu déterminer, à l'aide du seul nom, si la personne concernée était une femme, alors que les sources n'indiquaient pas non plus si l'allégation concernait un homme ou une femme.

716. Il est clair toutefois que les femmes représentent un pourcentage relativement faible des personnes qui auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ou de menaces de mort, dont le Rapporteur spécial a eu connaissance. S'il en est ainsi, c'est, semble-t-il, non pas en raison de leur sexe mais plutôt parce que les femmes ne jouent toujours qu'un rôle mineur dans la vie politique et économique de nombreux pays. Les femmes étant sous-représentées au niveau des postes influents, notamment dans les partis politiques et les syndicats ou dans les professions juridiques ou journalistiques, elles sont moins exposées à des actes de violence de la part des gouvernements qui, s'il en était autrement, pourraient estimer qu'elles constituent une menace. Toutefois, dans les domaines où des femmes participent activement à la vie publique, elles ne semblent pas bénéficier d'un traitement différent de celui de leurs homologues masculins, comme l'illustrent les cas suivants, qui ont été portés à la connaissance du Rapporteur spécial au cours de l'année écoulée : au Pérou, Cecilia Valenzuela, journaliste, aurait été menacée de mort par les forces de sécurité; en Argentine, Hebe de Bonafini, militante pour les droits de l'homme, et Magdalena Ruiz Guiñazú, Mónica Cahen d'Anvers et Graciela Guadalupe, journalistes; au Brésil, Elsa Rosa Zotti, missionnaire, Valdenia Brito, Katia Costa Pereira et Cecilia Petrina de Carvalho, avocates, ainsi que des mères d'enfants disparus, qui exigeaient qu'une enquête soit menée à propos de leur enlèvement; au Guatemala, Nineth de Montenegro, Rosalina Tuyuc, Angela María Contreras Chávez et Rigoberta Menchú, militantes pour les droits de l'homme; en El Salvador et au Paraguay, respectivement, Mirna Perla de Anaya et Gloria Estrago, avocates; et en Turquie, Leyla Zana, membre du Parlement.

Groupes armés semant la terreur dans la population et trafiquants de drogue

717. La violence exercée par des groupes armés d'opposition constitue un grave problème dans un certain nombre de pays. Il n'est que de citer les pays suivants : Algérie, Colombie, Egypte, Guatemala, certaines parties de l'Inde, Myanmar, Pérou, Philippines, Sri Lanka et Turquie. Le Rapporteur spécial tient à exprimer la profonde indignation que lui inspirent les actes de violence commis par ces groupes d'opposition armés, qui sont responsables de nombreuses pertes en vies humaines et de dommages matériels importants dans ces pays. Il est parfaitement conscient du fait que les gouvernements concernés et les forces de sécurité qui en dépendent et qui s'efforcent de contenir la violence dont sont responsables les groupes en question font face à une tâche extrêmement difficile, en particulier lorsque ces groupes ont recours à des méthodes terroristes qui visent des civils parmi lesquels ils frappent aveuglément. Le Rapporteur spécial est néanmoins préoccupé par les informations selon lesquelles les opérations menées par les forces de sécurité pour combattre ces groupes d'opposition armés se soldent très souvent par des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. En Algérie et en Egypte, par exemple, la peine capitale a été appliquée à des personnes reconnues coupables de terrorisme au terme de procès qui n'étaient pas - et de loin - conduits conformément aux normes internationales garantissant une protection aux personnes passibles de la peine capitale. Dans tous les autres

pays mentionnés, les forces de sécurité auraient exécuté sans jugement des civils suspectés d'être des collaborateurs ou des sympathisants des groupes d'opposition armés. En Colombie, au Guatemala et à Sri Lanka, des zones résidentielles auraient été bombardées par les forces armées. Dans un certain nombre de pays, des trafiquants de drogue seraient également responsables du meurtre de membres des forces de sécurité et de civils. Selon les informations reçues, ces trafiquants qui opèrent en Colombie, au Costa Rica et au Pérou auraient accru leur influence en nouant des liens avec des groupes d'opposition armés.

718. Le Rapporteur spécial tient à souligner que le droit à la vie est absolu et qu'il ne souffre aucune dérogation, même dans les circonstances les plus difficiles. Cela signifie que les gouvernements doivent respecter le droit à la vie de toute personne, y compris de membres de groupes armés qui auraient manifesté un manque de respect total pour la vie de représentants de l'Etat et de civils. Le Rapporteur spécial exhorte les gouvernements de tous les pays où de tels groupes sévissent à faire en sorte que les opérations de lutte contre les insurrections soient conduites de manière à limiter les pertes en vies humaines. Les forces de sécurité devraient bénéficier d'une formation adéquate à cet égard et le recours abusif à la force devrait être sanctionné.

Forces de défense civile

719. Dans plusieurs pays, particulièrement en milieu rural ou dans des régions reculées, des civils ont constitué des groupes d'autodéfense parce qu'ils estiment que leur vie ou leurs biens sont menacés. S'il peut arriver que ces menaces émanent de criminels de droit commun - de voleurs de bétail par exemple - on trouve fréquemment des forces de défense civile dans les régions où opèrent des groupes d'opposition armés. Ces forces sont souvent soutenues, ou même mises sur pied, par les forces de sécurité et font partie de la stratégie gouvernementale de lutte contre l'insurrection. Ce serait le cas, par exemple, des "Bangladesh Rifles" et des gardes "Ansar" au Bangladesh; des patrouilles d'autodéfense civile (PAC) au Guatemala; des patrouilles de paysans (rondas campesinas) et des Comités de défenses civile au Pérou; des Unités territoriales des forces de défense civile (CAFGU) aux Philippines; de la "Kontrgerilla" et des gardes villageoises en Turquie. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports faisant état d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui seraient le fait de membres de ces groupes, agissant en collaboration avec des unités des forces de sécurité ou avec leur aval. A de rares exceptions près, ces groupes bénéficient de l'impunité pour leurs agissements. Leurs victimes seraient, souvent, des paysans suspectés d'être membres ou sympathisants de l'opposition armée et qui refusent de rejoindre les groupes de défense civile, qui seraient théoriquement constitués de volontaires.

720. Le Rapporteur spécial exhorte les gouvernements de tous les pays où de telles structures de défense civile existent à veiller à ce que leurs membres respectent intégralement les droits de l'homme. Ceux-ci devraient notamment recevoir une formation assurant qu'ils respectent les restrictions imposées aux responsables de l'application des lois en ce qui concerne l'usage de la force et le recours aux armes à feu. Toutes les armes utilisées par ces groupes, en particulier lorsqu'elles sont fournies par les forces armées, devraient être enregistrées et leur utilisation devrait faire l'objet d'un

contrôle très strict. Tout abus devrait être puni et des mesures efficaces devraient être prises pour éviter qu'il s'en produise. Enfin, nul ne devrait être intégré de force à un groupe de défense civile.

Droit à la vie et administration de la justice

721. Le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice relève du mandat du Rapporteur spécial en ce qui concerne la peine capitale. A cet égard, le Rapporteur spécial renvoie aux paragraphes 673 à 687 du présent document, qui traitent du droit qu'a tout accusé passible de la peine de mort de bénéficier pleinement de toutes les garanties d'un procès équitable. Il tient compte, pour sa part, de toutes les garanties prévues à cet effet, lorsqu'il examine le déroulement de procédures qui aboutissent à la condamnation de personnes coupables de violations du droit à la vie et à l'application des peines prononcées. Il exhorte tous les gouvernements à adopter des dispositions législatives qui assurent que la procédure suivie dans les procès soit en tous points conforme aux garanties prévues dans les instruments internationaux pertinents. Il leur demande aussi instamment de veiller à ce que les diverses garanties soient pleinement respectées dans la pratique. Tous les intervenants dans le système judiciaire devraient, d'autre part, se voir garantir une protection effective. Il importe de se préoccuper en particulier de la sécurité des juges, des procureurs et des avocats qui, dans un contexte de violence terroriste ou de corruption parmi les dirigeants politiques, peuvent faire l'objet de menaces, voire d'attentats.

Violations du droit à la vie des mineurs, et particulièrement des "enfants des rues"

722. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par des rapports faisant état de violations du droit à la vie dont sont victimes des mineurs et, en particulier, des enfants et des adolescents sans foyer. Des "enfants des rues" auraient ainsi fait l'objet de menaces de mort et été victimes d'exécutions extrajudiciaires au Brésil, en Colombie, au Guatemala. Très préoccupantes aussi sont les attaques dirigées contre les personnes qui offrent un logement et proposent des programmes éducatifs aux membres de ce groupe social particulièrement vulnérable, par exemple contre les collaborateurs de Casa Alianza au Guatemala ou contre des personnes liées à l'Eglise au Brésil. Le Rapporteur spécial tient également à exprimer la profonde préoccupation que lui inspirent les violations du droit à la vie dont les mineurs sont victimes au cours de conflits armés. Les enfants sont parmi ceux qui souffrent le plus du manque de vivres et de médicaments lorsque l'aide humanitaire est délibérément interrompue dans des zones de conflit. Un grand nombre d'enfants seraient également décédés à la suite d'attaques lancées aveuglément sur des zones résidentielles. Un grand nombre de rapports faisant état d'événements lors desquels des enfants, parfois même très jeunes, auraient été délibérément abattus par des membres des forces de sécurité, comme ce fut le cas par exemple dans les territoires occupés ou à Sri Lanka, sont parvenus en outre au Rapporteur spécial. En ce qui concerne la question de la peine capitale imposée aux mineurs, on se référera aux paragraphes 685 à 687 du présent document.

723. Le Rapporteur spécial exhorte tous les gouvernements à veiller à ce que le droit à la vie des enfants soit intégralement respecté. Il prie instamment les gouvernements des pays où des enfants sont forcés de vivre dans les rues de leur faire distribuer de la nourriture, de mettre des logements à leur disposition, de prévoir des programmes éducatifs et de les protéger efficacement contre toute forme de violence.

E. Aspects d'ordre procédural

724. Le Rapporteur spécial tient à remercier tous ceux, particuliers et organisations non gouvernementales, qui lui ont envoyé des informations et qui l'ont aidé à s'acquitter de son mandat. Il exprime également sa reconnaissance à un certain nombre de gouvernements pour l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve, et notamment à ceux qui l'ont invité à visiter leur pays. Il déplore, d'autre part, qu'un certain nombre de gouvernements ne lui aient pas fourni les renseignements qu'il avait demandés.

725. Le Rapporteur spécial exprime aussi sa gratitude à l'ensemble des différents mécanismes et procédures institués par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme pour la collaboration qu'ils lui ont apportée au cours de l'année écoulée, et il rend hommage, en particulier, au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture, au Représentant du Secrétaire général chargé des questions relatives aux droits des personnes déplacées dans leur pays et au Comité des droits de l'enfant. Il remercie également le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe qui l'a invité à participer à la mission effectuée au Botswana et au Zimbabwe en août 1993.

726. Comme il l'a signalé plus haut, le Rapporteur spécial a reçu, et transmis à 73 gouvernements, des allégations de violations du droit à la vie concernant plus de 3 700 personnes. Il a adressé à différents gouvernements 217 demandes d'intervention d'urgence, priant les autorités compétentes de garantir une protection efficace aux personnes dont la vie serait menacée. Cela représente une augmentation de presque 50 % par rapport au nombre de demandes d'intervention d'urgence envoyées en 1992. Il a adressé plus de 90 lettres à différents gouvernements, leur demandant de respecter les obligations qui découlent du droit international, d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, d'en traduire les responsables en justice et d'accorder une indemnité aux victimes. Comme il l'avait annoncé dans son rapport à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session, il s'est efforcé de transmettre les allégations aux gouvernements plus tôt dans l'année afin que ceux-ci disposent de plus de temps pour y répondre. Le Rapporteur spécial estime que la procédure de suivi qui vient d'être mise en oeuvre, telle qu'elle est décrite au chapitre II du présent rapport, apporte un nouvel élément d'une utilité certaine pour la bonne exécution de son mandat. Il espère que ses visites dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Pérou, ainsi que sa participation à de nombreuses réunions publiques et privées, contribueront à promouvoir le respect du droit à la vie, ainsi qu'une meilleure connaissance des procédures et des mécanismes institués par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

727. Cependant, il est devenu évident que, sauf à amputer considérablement les ressources du secrétariat, le Rapporteur spécial va se voir dans l'impossibilité de s'acquitter des tâches quotidiennes qu'implique son mandat. Il n'est assisté que de deux fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme, dont un seul travaille à plein temps. La charge de travail qu'impliquent l'évaluation des informations reçues, les demandes d'intervention d'urgence à traiter presque quotidiennement, un suivi attentif des cas, la préparation des missions, etc., exigerait au moins trois fonctionnaires et un secrétaire qui se consacrent exclusivement à l'exécution de ce mandat. Le Rapporteur spécial espère que l'annonce, faite lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne en juin 1993, de l'accroissement des ressources du Secrétariat sera très vite suivie d'effet.

728. Si la Conférence mondiale a été l'occasion - appréciée - de rencontrer d'autres rapporteurs spéciaux, représentants et membres des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme, d'échanger des points de vue et de débattre de questions d'intérêt commun, ainsi que de présenter officiellement en séance plénière une déclaration commune, le Rapporteur spécial déplore néanmoins qu'il n'ait pas été possible d'aborder les questions qui le préoccupent devant le Comité de rédaction de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Il est décevant de constater que le problème des violations du droit à la vie tient aussi peu de place dans ce document. Le Rapporteur spécial estime que l'ampleur et la gravité des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dans de nombreuses régions du monde auraient justifié qu'il leur soit consacré une rubrique spéciale dans le Programme d'action.

F. Prévention

729. Au cours de ses visites dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Pérou, le Rapporteur spécial a pu clairement prendre conscience des considérables et irréparables pertes en vies humaines dues à des conflits armés et à d'autres situations de violence interne. En établissant les faits et en s'efforçant de déterminer les causes de ce type de violence dans ces pays, il pourrait être possible de déterminer les moyens à mettre en oeuvre pour réduire l'ampleur des violations du droit à la vie et empêcher qu'elles ne se reproduisent dans d'autres situations. Dans ce contexte, il est extrêmement important d'apprendre à reconnaître les signes qui indiquent que des situations conflictuelles, susceptibles, si elles se développaient, de dégénérer en crises graves sur le plan humanitaire et dans le domaine des droits de l'homme, sont en gestation. Tous les mécanismes internes destinés à régler ces différends, de manière pacifique et dès leur apparition, devraient être renforcés. Lorsqu'un pays s'efforce de mettre en oeuvre de tels mécanismes ou lorsqu'il s'y produit une crise flagrante sur le plan humanitaire ou dans le domaine des droits de l'homme, la communauté internationale devrait s'efforcer de le soutenir, en vue de rétablir la paix et d'empêcher qu'une nouvelle crise ne survienne. Si une opération internationale de consolidation ou de maintien de la paix s'avère nécessaire, la composante droits de l'homme devrait en constituer un élément central.

730. En tout état de cause, qu'il s'agisse d'un conflit armé ou non, la question principale qu'il faut se poser si l'on veut éviter que des violations du droit à la vie ne se produisent, est celle du traitement à réserver à leurs auteurs : si des violations des droits de l'homme, et notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se commettre, c'est principalement à cause de l'impunité dont jouissent ceux-ci. Mettre un terme à cette impunité exige une véritable volonté de reconnaître et de mettre en oeuvre les diverses garanties prévues pour protéger le droit à la vie sans discrimination. Le Rapporteur spécial exhorte une fois de plus tous les gouvernements à se conformer à leurs obligations découlant du droit international, c'est-à-dire à faire enquêter sur tous les cas d'allégations de violations du droit à la vie, à en poursuivre et à en punir les auteurs et à prévoir une indemnisation adéquate pour les victimes ou leur famille. Il invite également la communauté internationale à poursuivre et à intensifier ses efforts pour mettre un terme au phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, en mettant en oeuvre les normes internationales en vigueur et en les améliorant lorsque des insuffisances sont constatées. Enfin, il réaffirme qu'il reste totalement disponible pour apporter sa collaboration et son assistance à cette cause commune.